Digitized by Google

Digitized by Google

E. 1966.

Digitized by Google

Digitized by Google

COLLECTION D'HISTORIENS CONTEMPORAINS

HISTOIRE

DES

ÉTATS-UNIS

Digitized by Google

Bruxelles. — Typ. A. Lacroix, Verboeckhoven et Cie, rue Royale, 3, impasse du Parc

Digitized by Google

ŒUVRES DE GEORGE BANCROFT

HISTOIRE

DES

ÉTATS-UNIS

DEPUIS

LA DÉCOUVERTE DU CONTINENT AMÉRICAIN

TRADUITE DE L'ANGLAIS

PAR Mlle ISABELLE GATTI DE GAMOND

PREMIÈRE SÉRIE : HISTOIRE DE LA COLONISATION

TOME III

PARIS
FIRMIN DIDOT FRÈRES, FILS ET Cie
RUE JACOB, 56

BRUXELLES ET LEIPZIG
A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET Cie, ÉDITEURS
RUE ROYALE, 5, IMPASSE DU PARC

1862
Tous droits réservés.

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE XIV.

LES COLONIES DE LA BAIE DE CHESAPEAKE.

Pendant plus de huit ans « le peuple de la Virginie » s'était gouverné lui-même et ce gouvernement avait été dirigé avec une sage modération (1652-1660). La paix et l'accroissement rapide de la population faisaient espérer une extension de territoire; la vie des colons était rendue douce par la jouissance des franchises égales. On ne voyait plus dans leur code ni dans leur gouvernement la moindre trace des anciens priviléges. La Virginie formait dans son organisation et dans sa législation, une démocratie représentative, si jalouse de l'aristocratie foncière, qu'elle exigeait l'universalité des suffrages, si hostile à l'influence de la richesse commerciale, qu'elle ne souffrait pas de ministres de la loi « salariés, » si attentive enfin à respecter la liberté religieuse, que toutes les paroisses étaient abandonnées à leur propre direction. Tous les fonctionnaires étaient, directement ou indirectement, nommés par le peuple.

Le pouvoir du peuple prit naturellement naissance dans

Digitized by Google

le caractère des premiers colons, qui, pour la plupart, étaient des aventuriers, n'ayant apporté dans le Nouveau Monde d'autre fortune que leur esprit d'entreprise, d'autre dignité que celle d'homme, d'autres priviléges que ceux d'Anglais. On avait respecté le principe de la loi anglaise, qui accorde les biens immeubles au premier né; mais les générations avaient encore à peine eu le temps de se succéder en Virginie; cette loi n'avait donc produit aucun effet sur la société, et dès l'origine on l'avait même modifiée dans plusieurs comtés, en introduisant la coutume du partage égal des terres entre les enfants (1). La Virginie ne put imiter les grandes réformes législatives du Long Parlement; car cette heureuse contrée n'avait pas eu à supporter le fardeau des lois forestières et des tenures militaires, des cours de de gardes et des chambres étoilées. On commençait déjà à discerner la tendance des sectes religieuses à se multiplier, sous l'influence du gouvernement populaire. Dans sa sollicitude pour la succession régulière des assemblées représentatives, la Virginie s'était montrée plus exigeante que les amis de la liberté républicaine en Angleterre; là, des parlements triennaux avaient été établis par la loi; les Virginiens, tout en imitant les termes du bill, avaient réclamé le privilége d'élire leurs législateurs tous les deux ans (2). Indépendamment de la vigueur que puisaient les émigrants dans leur caractère naturel, dans la non-existence d'institutions féodales, dans l'absence complète des subtilités outrées de l'érudition des légistes et dans la constitution, la législation et les franchises électorales de la colonie, la prédominance générale de l'esprit d'indépendance indivi-

(1) Jones, *État de la Virginie*, p. 61.

(2) Hening, I, 517. Ce billet, modelé sur « l'acte destiné à parer aux inconvénients résultant de la longue interruption du parlement, » acte adopté par la chambre des communes d'Angleterre en 1640.

Digitized by Google

duelle leur avait fait acquérir un développement illimité. Une aversion instinctive à être trop gouverné fut toujours un trait caractéristique des habitants du Sud. Cette tendance se manifesta dans la manière isolée dont ils colonisèrent le pays, dans l'absence de gouvernements municipaux, dans le peu de disposition des habitants dispersés à entreprendre le commerce, à se réunir dans des villes ou à s'associer en communes avec des pouvoirs organisés. Comme conséquence de cet état de choses, il y avait peu d'activité commerciale et sur le sol de la Virginie il n'existait guère d'accumulations considérables de richesses commerciales. Les échanges s'opéraient presque entièrement par l'intermédiaire d'agents et de marchands étrangers, et pendant plus d'un siècle on continua à suivre cette marche. C'est ainsi que l'influence de la fortune, sous la forme actuelle d'associations de capitaux et d'accumulation d'espèces, fut toujours de peu d'importance; de plus ces hommes se trouvaient dispersés sur un si vaste espace, comme des ermites parmi les païens, qu'à un très petit nombre près ils échappaient à l'influence directe de l'Église établie ou du gouvernement. Dans la Virginie, excepté en fait de matières relatives au commerce avec l'étranger, la volonté individuelle servait pour ainsi dire de loi à chacun.

Cependant des germes d'aristocratie y existaient et on pouvait déjà remarquer certaine tendance à lui faire obtenir la sanction de la législation coloniale. La Virginie, différente en cela du Massachusetts, était la continuation de la société anglaise. Les premiers colons n'avaient pas été des exilés, fuyant la persécution, ils étaient arrivés plutôt sous les auspices de la noblesse, de l'Église et des intérêts mercantiles de l'Angleterre; ils avaient emporté avec eux l'attachement à la monarchie, un profond respect pour l'église anglicane, l'amour de l'Angleterre et de ses institutions.

Digitized by Google

Leurs esprits n'avaient jamais été nourris dans l'aversion de la féodalité; leur foi n'avait jamais été ébranlée par les progrès du scepticisme; les nouvelles idées de droits naturels ne les avaient point encore portés à devenir des « factieux. » Ils acceptèrent donc, sans répugnance, le culte anglican, comme religion de l'État; or, une religion reconnue par la loi favorise toujours l'aristocratie, car elle cherche un soutien non seulement dans la conviction, mais dans les droits dont elle est investie. L'apparition des sectes plébéiennes, qui abondaient en Angleterre, fut prévenue, pour le moment du moins et l'unité de culte continua à se maintenir à peu d'exceptions près, pendant environ un siècle, dans l'établissement de James town. L'aristocratie de la Virginie forma exclusivement dès l'origine une aristocratie foncière; son germe existait dans la manière dont les droits au sol avaient été obtenus. Le planteur pouvait réclamer cinquante acres de terre pour chaque personne qu'il transporterait dans la Virginie à ses propres frais; un corps de grands propriétaires avait donc pu se constituer dès le commencement de l'établissement (1). Ces immenses possessions composant souvent l'héritage du premier né éveillèrent des sentiments d'orgueil dans les familles.

Le pouvoir de cette aristocratie naissante prit encore ultérieurement de l'accroissement par l'absence déplorable de moyens d'éducation dans la Virginie. La grande masse de la génération nouvelle n'avait guère pu recevoir de culture intellectuelle; un petit nombre d'émigrants favorisés se virent seuls en possession dans la colonie de l'éminent avantage d'une intelligence cultivée. Beaucoup de royalistes qui traversèrent l'Atlantique après la mort de Charles Ier, apportèrent dans la colonie cette instruction et cette éducation

(1) *Guérison de la Virginie*, par R. G., 1662, p. 8.

Digitized by Google

qui formaient l'apanage des classes supérieures de cette époque; la direction des affaires tomba naturellement dans leurs mains. L'instinct de la liberté peut créer des institutions populaires, mais, pour les conserver dans toute leur intégrité, il n'existe d'autre moyen que l'intelligence éclairée du peuple.

Le caractère de la population plébéienne de la Virginie faisait encore ressortir davantage les distinctions sociales. Beaucoup de ceux qui en faisaient partie avaient abordé sur les côtes de la Virginie en qualité de serviteurs, destinés en vertu des lois rigoureuses de cette époque à une servitude temporaire. Quelques-uns d'entre eux même, étaient des condamnés; mais il ne faut pas oublier que c'était principalement pour des crimes ou délits politiques qu'ils avaient été condamnés. Le nombre des transportés en Virginie pour des crimes ordinaires ne fut jamais considérable; à peine en eut-il assez pour donner occasion à l'orgueil de déverser le mépris sur les classes laborieuses; il n'y en eut certainement pas assez pour altérer le moins du monde le caractère de celle-ci. Quoi qu'il en soit, la division de la société en deux classes fut fortement provoquée, et cela dans une mesure qu'aucune des colonies du Nord ne présenta et que n'atténuait en rien la sollicitude publique pour l'éducation (1). Le système des écoles communes était inconnu. « Chacun, » disait sir William Berkeley, en 1671, « instruit ses enfants suivant sa capacité; » cette méthode condamnait les enfants de l'ignorance à une ignorance sans ressource. L'aristocratie redoutait par instinct la diffusion universelle des lumières

(1) « Leur manque presque universel d'écoles pour l'éducation de leurs enfants est l'objet des plus tristes réflexions pour les parents et de leurs plus vifs regrets; c'est pourquoi il est à présumer que les arguments mis en avant à ce sujet prévaudront et leur feront embrasser chaudement les moyens de remédier à cet état de choses. » *Guérison de la Virginie*, p. 5.

Digitized by Google

et même l'influence libérale des prédications du clergé. « Les ministres, » continuait sir William, imbu de l'esprit aristocratique des Tudors, « devraient prier davantage et prêcher beaucoup moins. Je remercie pourtant Dieu de ce qu'il n'existe dans la colonie ni presse, ni écoles libres, et j'espère que nous n'en aurons pas d'ici à cent ans; car la science a engendré l'insubordination, l'hérésie et les sectes qui désolent le monde; la presse les a propagés c'est elle qui a divulgué aussi les libelles contre le meilleur gouvernement. Que Dieu nous préserve de tous les deux. » Ainsi, indépendamment des difficultés que rencontrait la classe dégradée des serviteurs, dans leurs efforts pour sortir de leur abaissement, le gouvernement usait de son pouvoir pour déprimer des catégories entières de membres de la société. C'est à juste titre que nous détestons l'envie qui se plaît à diffamer tout ce qui est éminent; mais un crime bien plus grand encore contre l'humanité, c'est de comploter contre la masse de la population dans ses efforts vers le progrès intellectuel et social.

Pourtant les serviteurs furent émancipés à l'expiration de leurs années de servitude et la loi contribua à assurer et à hâter leur affranchissement. L'insurrection concertée en 1663, par un certain nombre de serviteurs prit naissance dans leur impatience de la servitude et de l'oppression. Quelques-uns de ces serfs, anciens soldats de Cromwell, et probablement des têtes rondes, excités par leurs propres souffrances et par leur genre de vie dans le désert, s'abandonnèrent encore une fois au vague espoir d'établir une église plus pure et de jouir d'une plus heureuse condition. Leurs passions étaient soutenues, suivant le caractère de cette époque, par le fanatisme politique; mais il n'y eut pas de plan de révolution bien arrêté; la conspiration consista tout simplement dans le projet de serviteurs engagés à anticiper l'époque de leur affran-

Digitized by Google

chissement. Cette tentative fut l'œuvre de gens ignorants et fut aisément réprimée (1). La facilité qu'avaient de s'échapper ces serviteurs blancs obligea de les traiter avec humanité.

Les lois étaient moins douces pour les nègres. Le statut déclarant qui est esclave (1670) était conforme à cette vieille idée qui prévalut longtemps dans la chrétienté : « Tous les serviteurs importés dans le pays par mer et qui ne professent pas le christianisme, seront esclaves. » Cependant, ajouta-t-on (1682), « la conversion à la foi chrétienne ne donne pas de droit à la liberté. » L'ancienne règle anglo-saxonne, qui, dans toutes les questions douteuses adoptait l'interprétation favorable à la liberté, déclarait libres les enfants des hommes libres. La Virginie se conduisait avec humanité envers la race blanche, mais elle se montra rigoureuse pour les noirs. Des doutes s'étant élevés sur la question de savoir si les enfants nés d'un Anglais et d'une femme nègre seraient libres ou esclaves, la règle de la loi romaine prévalut sur la règle anglo-saxonne (1662). Les enfants durent suivre la condition de leur mère. L'affranchissement des hommes de couleur ne fut pas encouragé; on ne payait aucune taxe pour une esclave femelle; la négresse affranchie fut soumise à « la dîme (1668). » « On ne regardait pas comme un crime la mort d'un nègre provenant d'une correction extrême; car on ne peut présumer, » telles étaient les expressions du statut, « qu'une méchanceté préméditée, qui seule constitue le meurtre un crime, puisse porter quelqu'un à détruire son propre bien (1669). » La législature ne comprenait pas les passions de l'homme; aujourd'hui pareille opinion ne prévaut plus. Enfin on permit comme légitime (1672) pour les personnes poursuivant des esclaves noirs fugitifs, de les blesser ou même de les tuer. « Le maître était le seigneur absolu de ses

(1) Hening, II, 510; Beverley, MS.; lettre de N. P. Howard, clerc de la cour générale de Virginie.

Digitized by Google

nègres. L'esclave et sa postérité étaient voués à la servitude ; cependant plus tard, lorsque la question fut soulevée, on déclara nul le legs des enfants nègres *in posse*, c'est à dire du produit futur d'une femme esclave. Comme la propriété en Virginie consistait presque exclusivement en terres et en travailleurs, les grands propriétaires-fermiers mettaient leur orgueil et leurs intérêts dans la multiplication des nègres esclaves. Après une longue suite d'années (1705-1727), l'institution de l'esclavage fit naître une nouvelle aristocratie territoriale, exactement semblable à la noblesse féodale. Le point culminant fut l'époque où l'on déclara les esclaves des immeubles, de nature à pouvoir être attachés au sol en vertu d'un acte de leur possesseur (1).

Cette aristocratie, voyant ainsi son influence consolidée par l'étendue de ses domaines, par la supériorité de son intelligence et par le caractère d'une portion considérable de la classe laborieuse, aspira naturellement au gouvernement du pays; le conseil se recruta dans son sein; elle fournit un grand nombre de ses membres pour faire partie de la législature; enfin, dans l'organisation de la milice elle obtint également les brevets d'officiers. L'absence complète de gouvernements municipaux locaux, laissait aux magistrats un pouvoir plus étendu que dans aucun des autres États-Unis. Les juges de paix de chaque comté fixaient le montant des taxes du comté, en faisaient la répartition et la perception et surveillaient l'emploi, de sorte que les pouvoirs militaires, judiciaires, législatifs et exécutifs se trouvaient souvent confiés aux mains d'hommes qui, possesseurs de biens considérables, maîtres d'un grand nombre de serviteurs engagés, et seigneurs d'esclaves, commençaient déjà à présenter les premiers indices d'une aristocratie constituée.

(1) Hening, II, 283, 490, 491, 170, 267, 270, 299; Conway Robinson, *Coutumes de la Virginie*, I, 527; Hening, IV, 222. Comparez v. 432.

Digitized by Google

Ainsi, au moment de la restauration (1660), deux éléments étaient en présence et cherchaient à prédominer dans la vie politique de la Virginie : d'un côté il y avait dans ce vieil État un peuple; de l'autre, une aristocratie naissante. La décision actuelle du débat devait dépandre de la manière dont le souverain du pays inclinerait dans l'un ou l'autre sens. Pendant les quelques années d'interruption de la monarchie en Angleterre, le souverain avait été le peuple de la Virginie; sa législation douce et bienfaisante, insouciante des théories et cédant sans s'en apercevoir aux impulsions qui sollicitaient le progrès général de l'humanité, avait commencé à détendre les liens du fanatisme religieux, à confirmer l'égalité des droits et à encourager l'industrie de la colonie en laissant le commerce libre de trafiquer avec le monde entier. La restauration de la monarchie changea le cours des événements; le peuple de la Virginie se vit enlever le pouvoir qu'il ne devait pas recouvrer avant un siècle plus tard et l'aristocratie en formation trouva un allié puissant dans le gouvernement royal et dans ses agents. La première histoire de la Virginie fait ressortir non seulement l'influence bienfaisante et amélioratrice de la liberté populaire, mais présente aussi un tableau de l'anarchie, du mécontentement et du carnage qui sont les conséquences naturelles d'une législation égoïste et d'un mouvement rétrograde de la cause démocratique.

Jusqu'alors les émigrants royalistes ne s'étaient pas comportés en parti politique; ils s'étaient bornés à profiter de la paix pour consolider leur fortune (1). Leur nombre s'était constamment accru; leur caractère et leur éducation leur avaient concilié l'influence et le respect universel; et pourtant il n'en résulta point de collision. Si une assemblée avait

(1) Clarendon.

Digitized by Google

fait acte de soumission à l'égard de Richard Cromwell, ce que ne fit jamais le Massachusetts, si une autre avait élu Berkeley comme gouverneur, le pouvoir du peuple n'en était pas moins resté en pleine vigueur, et n'avait cessé de diriger l'activité législative du pays. Mais, à la nouvelle de la restauration de Charles II, les royalistes laissèrent éclater l'ardeur de leurs sentiments avec d'autant plus de violence peut-être qu'ils avaient été longtemps obligés de les comprimer. La Virginie partagea l'allégresse passionnée de l'Angleterre. Dans la mère patrie, l'esprit de liberté populaire, en luttant tout à coup contre d'anciennes institutions qu'il ne put renverser, avait causé beaucoup de calamités et attiré sur les doctrines de l'affranchissement populaire, l'aversion et le dégoût. Dans la Virginie, où de semblables et anciens abus n'existaient pas, le même esprit n'avait produit que des bienfaits. Cependant les Virginiens regardaient encore l'Angleterre comme une patrie et les sentiments de loyauté anglaise firent invasion dans les plantations situées le long de la baie de Chesapeake. Chez le peuple c'était un généreux enthousiasme; pour la plupart des chefs la fidélité ouvrit la carrière de l'ambition. Sir William Berkeley, soutenu par l'assentiment général, cessa de remplir le rôle de gouverneur élu par le peuple, revêtit les pouvoirs que lui conférait sa nomination royale et donna les ordres nécessaires pour la convocation d'une assemblée au nom du roi (1). La souveraineté que la Virginie avait si convenablement exercée sur elle-même touchait à sa fin.

L'enthousiasme du moment favorisa les partisans de la royauté; la première assemblée élue après la restauration (1661), se composa de propriétaires et de cavaliers, c'est à dire d'hommes dans le cœur desquels l'attachement pour la

(1) Burk, II, 120.

Digitized by Google

manière de vivre dans la colonie n'avait pas complétement étouffé la propension pour les coutumes de l'Angleterre. Il n'y eut que deux membres de l'assemblée de 1654 qui furent réélus après le rétablissement des Stuarts; quant à l'assemblée de mars 1660, dont une réunion eut lieu, après ajournement, au mois d'octobre, et qui fut la dernière assemblée élue pendant l'interruption de la monarchie, huit seulement de ses membres furent réélus dans la première assemblée de Charles II, et de ces huit il n'y en eut que cinq qui vinrent occuper leurs siéges (1). Des hommes nouveaux apparurent sur la scène de la législature, y apportant de nouveaux principes. La restauration opéra ainsi une révolution politique dans la Virginie.

L'assemblée royaliste tint sa « première session (2), » au mois de mars 1661. Un de ses premiers actes, qui masque bien son caractère politique, fut de destituer un magistrat « à cause de sa conduite factieuse et schismatique (3); mais comme les institutions démocratiques s'étaient introduites tranquillement et naturellement, de même les changements qui s'effectuèrent alors, découlèrent de l'instinct de l'égoïsme, de la haine de la puissance populaire, du respect aveugle pour les précédents de l'Angleterre, et non pas d'une théorie quelconque de gouvernement bien déterminée ou de principes de conduite bien développés.

Les appréhensions de la Virginie s'éveillèrent à l'occasion

(1) Hening, I, 386, 387, et 526-530; II, 197, etc., 250.

(2) Que ce fut la « première session, » c'est ce qui ressort de la comparaison de Hening, II, 147, avec Hening, II, 31. Burk, II, 120, semble avoir été induit en erreur par l'ancienne manière de compter. L'assemblée du 11 octobre 1660 fut encore la dernière assemblée républicaine. Berkeley avait été chargé d'adresser les convocations aux « bourgeois actuels, » c'est à dire à ceux qui avaient été élus avant la restauration. Hening, I, 542, 543.

(3) Hening, II, 39. La victime fut « le major John Bond.

Digitized by Google

de la consécration du monopole colonial en vertu de l'acte de navigation. L'assemblée alarmée de cette violation manifeste des « libertés, » naturelles et acquises par prescription, de la colonie, désigna comme son agent sir William Berkeley, pour exposer les griefs de la Virginie et en obtenir le redressement. On aperçoit encore ici l'influence des royalistes dans la législature; on ne conçut aucune méfiance contre le pouvoir royal; la liberté du commerce était l'objet vers lequel tendaient tous les vœux et la Virginie s'en rapporta bénévolement à la faveur du monarque. La conduite des États de la Nouvelle Angleterre avait été bien différente; ceux-ci redoutant sans cesse l'intervention royale persistèrent à réclamer des chartes, jusqu'à ce qu'ils en obtinssent. La Virginie, ayant mal placé sa confiance, perdit irrévocablement l'occasion de se procurer une patente libérale.

La vieille colonie ne fut pas moins malheureuse dans le choix de son agent. Sir William Berkeley, même après des années d'expérience, ne comprenait pas encore les principes de l'acte qu'on l'avait envoyé combattre. Nous avons vu qu'il obtint pour lui-même et pour ses associés une partie du territoire de la Virginie; mais il ne fit pas garantir à la colonie une seule franchise.

Chose digne de remarque, c'est que même dans les mains de Charles II, les colonies démocratiques de Rhode-Island et du Connecticut reçurent de plus grandes marques de faveur que la Virginie. Le roi exploita les sentiments de loyauté de la Virginie au détriment de celle-ci.

Pendant plus d'un an, l'acte de navigation, qui avait été communiqué aux marchands hollandais de la Nouvelle Belgique, fut virtuellement éludé en Virginie (1); les marins de la Nouvelle Angleterre chargeaient leurs vaisseaux de tabac,

(1) Stuyvesant, 15 juillet 1662; *Archives d'Albany*, XVIII, 197, et 157, 158.

Digitized by Google

ne faisaient que toucher à un port de la Nouvelle Angleterre sur le Sound, puis mettaient immédiatement à la voile pour New-Amsterdam. Mais ce n'était là qu'un remède partiel et transitoire. Par la nature même du commerce extérieur, il était facile de faire observer en Virginie l'acte de navigation, car la colonie ne possédait qu'un petit nombre de vaisseaux et les bâtiments étrangers n'osaient pénétrer dans ses ports; cette législation peu équitable nuisait donc à ses intérêts par une rigueur excessive. Le nombre des acquéreurs de son tabac diminuait et les marchands anglais, ne redoutant aucune concurrence, apportaient peu de soins à la qualité des articles qu'ils fournissaient. Le colon, comme consommateur, payait plus cher les denrées qui venaient de l'étranger; tandis que, comme producteur, il perdait un marché plus étendu.

La Virginie chercha longtemps à trouver un remède contre l'oppression commerciale de l'Angleterre. C'était le fort qui tyrannisait le faible; il ne pouvait y avoir de remède que dans l'indépendance. Cependant les planteurs se flattèrent vainement de pouvoir alléger leur détresse en produisant artificiellement une disette de tabac; on proposa à différentes reprises au Maryland et à la Caroline d'interrompre la culture de leur tabac pendant une année. Ces ouvertures restèrent toujours sans résultat; pourtant l'opiniâtreté avec laquelle elles furent poursuivies, prouve assez combien étaient extrêmes les maux occasionnés par l'acte de navigation (1).

Les entraves apportées au commerce intercolonial étaient d'autant plus insupportables qu'elles ne produisaient pas le moindre revenu (1672). Elles étaient établies exclusivement pour favoriser le monopole des marchands anglais; les pro-

(1) Hening, II, 190, 200, 209, 221, 224, 228, 229, 232, 251, 252.

Digitized by Google

fits en étaient abandonnés aux fonctionnaires comme de bons émoluments, afin de stimuler leur vigilance (1).

Ainsi au même moment où l'aristocratie naissante de la Virginie cherchait, à l'aide de l'influence royale, à consolider sa suprématie, le gouvernement anglais suivait une politique si oppressive et si rigoureuse à l'égard du travail industriel des colonies, qu'il devait soulever l'animadversion de la province entière. Le parti qui se séparait du peuple et s'unissait au monarque avec le désir de triompher des influences démocratiques, était toujours sur le point de se réconcilier avec le peuple et de faire cause commune avec lui contre la tyrannie de la métropole (1661). D'une part, il se sentait porté à invoquer l'appui et à rechercher la faveur du monarque anglais, et d'autre part, en vertu d'une sorte de communauté d'orgueil national et de participation d'intérêts et de dommages, il se confondait avec le peuple. Les partis réellement opposés dans la Virginie étaient les royalistes et le peuple. L'aristocratie territoriale de la Virginie partageait ses affections; le côté vers lequel elle penchait, était toujours sûr de la victoire. Se joignait-elle à la monarchie, il s'ensuivait un mouvement rétrograde pour la société. S'unissait-elle au peuple, cette entente était l'avant-coureur du triomphe de la liberté populaire et du progrès vers l'indépendance.

A l'époque de la restauration, l'aristocratie naissante obtint l'ascendant dans le corps législatif. Nous avons vu l'assemblée destituer « un magistrat factieux et schismatique; » dans le courant de ses sessions longtemps prolongées, elle modifia le caractère démocratique de la constitution et opéra un changement radical en faveur des influences aristocratiques. Le comité chargé de réduire en code les lois

(1) Beverley, 66.

Digitized by Google

de la Virginie, n'y introduisit aucun nouveau principe favorable à la liberté (1662); mais, comme s'il avait été possible d'arrêter les progrès de la société et de la renfermer dans un moule invariable, il rétablit les anciennes institutions et révoqua les lois plus douces que la Virginie avait adoptées lorsqu'elle se gouvernait elle-même. L'église épiscopale anglicane fut déclarée de nouveau religion de l'État; et quoique plus du cinquième des paroisses fussent dépourvues de ministres, de sorte que les membres de l'Église se trouvaient dispersés dans les lieux les plus reculés du désert sans secours religieux (1), les lois n'en prescrivirent pas moins une rigoureuse conformité et enjoignirent à chacun de contribuer au soutien de l'église établie. Douze membres du conseil paroissial durent actuellement être désignés dans chaque paroisse pour faire la répartition des taxes paroissiales; ils eurent en même temps le droit de pourvoir aux places vacantes dans leur propre sein. C'était là toute une révolution dans l'administration des affaires de l'église; la direction passait de la paroisse à une corporation se recrutant elle-même et que la paroisse ne pouvait ni changer ni contrôler. En Angleterre, les dissidents avaient tenté de modifier la liturgie; en Virginie on prescrivit de lire entièrement toute la liturgie; aucun non-conformiste ne pouvait enseigner, même en particulier, sous peine de bannissement; aucun lecteur ne pouvait expliquer le cathéchisme ou les Écritures. On fit revivre contre les quakers les lois rigoureuses et tombées en désuétude de la reine Élisabeth. L'absence de l'église de leur part fut assimilée à un délit punissable d'une amende mensuelle de vingt livres sterling. Il leur fut interdit sous la menace de peines ultérieures de se réunir entre eux en conventicules.

(1) *Guérison de la Virginie*, 1662, p. 2 et 19.

Digitized by Google

La loi ne demeura pas une lettre morte. On fit comparaître devant la cour un grand nombre de quakers. « Les consciences scrupuleuses, » dit Owen avec fermeté, « doivent se soumettre à la volonté de Dieu, quoi qu'elles aient à endurer. » — « On ne peut pas tolérer les consciences criminelles, » telle fut la réponse de la cour (1).

La réforme avait diminué le pouvoir du clergé en faisant du mariage un contrat civil et non un sacrement. Les Indépendants n'autorisèrent le mariage que devant les magistrats. La Virginie, elle, n'en toléra aucun que conformément à la formule du livre des prières communes.

Le fanatisme religieux recouvra tout l'ascendant qu'avaient commencé à lui enlever les progrès de l'opinion (2). Parmi les sectes chrétiennes plébéiennes, l'humble simplicité avec laquelle les anabaptistes avaient soutenu dès leur origine, la liberté de l'intelligence et l'égalité de droits des classes les plus infimes de la société, leur procura naturellement de bonne heure des partisans en Amérique. La législature de la Virginie s'étant assemblée peu après le retour de Berkeley d'un voyage qui avait été infructueux pour la colonie, déclara au monde que dans les grossiers établissements de la vieille colonie se trouvaient répandus « de nombreux schismatiques, si ennemis de la religion établie et si infatués des nouveautés qu'ils avaient imaginées dans leurs penchants hérétiques, qu'ils se refusaient de faire baptiser leurs enfants (3); » et elle punit ces innovations d'une forte amende. La liberté des forêts favorisait l'originalité de la

(1) *Archives de Richmond*, n° 2, 1660 à 1664, p. 82.
(2) Hening, II, 44-50.
(3) *Ibid.*, II, 166. Semple, dans son *Histoire des Anabaptistes en Virginie*, p. 1, leur attribue une origine plus tardive d'un demi-siècle. Il est complétement dans l'erreur. Les Anabaptistes sont encore nommés dans Hening, II, 198.

Digitized by Google

pensée; malgré les lois existantes, les hommes prêtaient l'oreille à la voix intérieure de leur conscience qu'ils regardaient comme la plus grande autorité. Les quakers continuèrent donc à se multiplier. La Virginie, comme si elle eût voulu favoriser la colonisation de la Caroline du Nord, rendit sa législation de plus en plus sévère contre tous les séparatistes, prohiba leurs réunions au moyen de fortes amendes et condamna les plus riches à payer les amendes des pauvres (1663). La colonie, qui aurait dû ouvrir ses portes à deux battants à tous les persécutés, punit au contraire le capitaine qui recevait comme passagers des non-conformistes et menaça du bannissement les dissidents qui résidaient dans le pays (1). On chassa de l'assemblée John Porter, député de Lower Norfolk, « parce qu'il était bien disposé pour les quakers (2). »

Le corps législatif se montrait également favorable à la suprématie de la couronne. Dans toutes les colonies où le puritanisme prévalut, régnait une disposition analogue à refuser d'assigner un salaire déterminé au gouvernement royal. La Virginie, à l'époque où le premier magistrat était élu par ses concitoyens, avait voté (1658) des appointements fixes pour ce fonctionnaire; mais cette mesure, même alors, fut si peu agréable au peuple que la première assemblée suivante (1659) rapporta la loi qui la prescrivait (3). La législature royaliste, en vue de bien rétribuer les agents de Sa Majesté, ordonna la perception d'un revenu permanent au moyen d'un impôt durable sur tout le tabac exporté (1662); de cette manière les officiers royaux de la Virginie, n'ayant plus besoin de recourir dorénavant à une assemblée pour obtenir de nouvelles taxes, se trouvèrent placés au dessus

(1) Hening, II, 180-183.
(2) *Ibid.*, II, 198.
(3) *Ibid.*, I, 498-523.

Digitized by Google

de l'influence de la législature coloniale (1). Ils ne dépendaient de la province ni pour leur nomination, ni pour leur salaire; le pays se vit donc gouverné conformément aux instructions royales (2), qui reconnaissaient à la vérité l'existence des assemblées coloniales, mais qui n'offraient aucune garantie pour leur maintien. Les appointements permanents du gouverneur de la Virginie, augmentés en vertu d'un octroi spécial du corps législatif de la colonie, dépassaient la somme totale des dépenses annuelles du Connecticut; et cependant, Berkeley n'en fut pas moins mécontent. Mille livres par an, disait-il habituellement, ne suffiraient pas « pour soutenir la dignité de sa charge; il n'est pas de gouvernement de dix ans d'existence qui n'eût accordé trois fois autant qu'à lui. Mais je suis soutenu par l'espoir qu'un jour sa gracieuse majesté songera à moi (3). » Tels étaient les gouverneurs royaux; combien différent était l'esprit qui prévalait là où les magistrats étaient élus par le peuple! Winthrop du Massachusetts consacrait toute sa fortune à la prospérité de la république; Berkeley était mécontent quoiqu'on lui eût concédé des dixaines de milliers de milles carrés.

Par suite du mode d'organisation du pouvoir judiciaire, cette branche du gouvernement avait été placée presque entièrement hors de tout contrôle populaire. Le gouverneur et les membres du conseil, qui tous devaient leur charge, directement ou indirectement, à la couronne, composaient le tribunal ordinaire le plus élevé; en outre, il y avait dans chaque comté huit juges de paix non salariés (4),

(1) Hening, II, 130-132.
(2) *Archives de Richmond*, n° 2, 1660 à 1664, p. 130-135.
(3) Chalmers, 528; Hening, II, 516. La commission de Berkeley n'était pas une commission à vie.
(4) Hening, II, 244.

Digitized by Google

nommés par le gouverneur suivant son bon plaisir. Ces magistrats tenaient leurs sessions tous les mois, dans leurs comtés respectifs (1). L'administration de la justice dans les comtés se trouvait donc entre les mains d'hommes relevant quant à leur emploi du bon vouloir du gouverneur; tandis que d'autre part ce premier magistrat lui-même et son conseil exécutif constituaient la cour générale et prenaient connaissance de toutes les sortes de causes. En appelait-on à la chancellerie? Ce n'était que venir plaider de nouveau devant les mêmes hommes ; pendant quelques années seulement on fut autorisé à en appeler de la cour générale à l'assemblée. La place de shérif de chaque comté se conférait à un des juges du comté et se trouvait ainsi dévolue à un délégué du gouverneur en tournée (2). Cette organisation des cours de comté existe encore aujourd'hui dans la Virginie, avec cette différence que les juges occupent leurs places à vie et choisissent eux-mêmes leurs collègues et successeurs.

Cependant ces cours de comté, ainsi indépendantes du peuple, possédaient et exerçaient le pouvoir arbitraire de lever les taxes de comtés, dont le montant surpassait d'ordinaire l'impôt public (3). Cet abus fut poussé si loin, que les commissaires levaient de leur chef des taxes pour couvrir leurs propres dépenses (4). Les membres des conseils paroissiaux, qui se perpétuaient eux-mêmes, dressaient de la même manière leurs listes de gens imposables et répartissaient les taxes sans s'inquiéter du consentement de la

(1) Hening, II, 71, 72. Comparez le traité très important de Hartwell, Blair et Chilton : *l'État présent de la Virginie et du Collége*, p. 43, imprimé en 1727, mais écrit vers la fin du dix-septième siècle. Beverley, 220, 221.

(2) *Ibid.*, II, 21 et 78.

(3) Bland, dans Burk, II, 248.

(4) Hening, II, 315, 316.

Digitized by Google

paroisse (1). Ces levées secrètes d'argent étaient injustes et oppressives; rarement pour ne pas dire jamais, il en était rendu compte, et dans certains cas tout au moins, elles étaient pratiquées par des individus qui s'entendaient pour tromper le public (2).

Quant à l'organisation des tribunaux, on pouvait argumenter des anciens usages. Ce fut par une série d'innovations que s'opéra un changement complet dans le système de la représentation.

Les membres de la première assemblée convoquée après la restauration, avaient été choisis pour un terme de service qui ne devait pas excéder deux ans; la règle des assemblées biennales était admise en Virgine (3). La loi qui limitait la durée des fonctions législatives et assurait, par de fréquentes élections, l'avantage d'une prompte responsabilité, fut alors silencieusement, mais « complétement rapportée et abrogée (4). » Les législateurs donc, auxquels le peuple avait conféré une existence politique pour deux ans, s'arrogèrent eux-mêmes, de leur propre chef, un pouvoir d'une durée indéterminée, Le parlement anglais, choisi à l'époque de la restauration, ne fut pas dissous pendant dix-huit ans. La législature de la Virginie conserva son autorité pendant presque aussi longtemps et ne la céda qu'en présence d'une insurrection. Dans l'intervalle, « les réunions du peuple aux lieux ordinaires des élections, » eurent pour objet, non pas d'élire des représentants, mais de présenter leurs remontrances aux membres du corps législatif maintenus en exercice (5).

(1) Hening, II, 310.
(2) Culpepper, dans Chalmers, 355.
(3) Hening, I, 517.
(4) *Ibid.*, II, 43.
(5) *Ibid.*, II, 211, 212.

Digitized by Google

Les comtés payaient respectivement des appointements à leurs députés; et les électeurs possédaient la faculté d'influer sur la détermination non seulement du nombre des représentants, mais du montant de leurs émoluments. Une loi enleva ce moyen d'influence; cette loi, sage sans sa coïncidence avec d'autres mesures, fixa à la fois le nombre des députés et la dépense qui devait en résulter. Mais le taux des émoluments était excessivement onéreux pour cette époque, et beaucoup plus considérable qu'on ne le souffrirait aujourd'hui dans nos temps d'opulence et au sein des États les plus riches; de plus il était arrêté par une assemblée dans l'intérêt de ses propres membres, qui avaient pour ainsi dire, usurpé la perpétuité de leurs fonctions. L'impôt prélevé à cette fin ne fut donc acquitté qu'avec la plus grande répugnance (1); et, comme il montait à près de deux cent cinquante livres de tabac pour les appointements journaliers de chaque membre, il devint une charge intolérable pour un pays nouveau. Le mécontentement s'accrut par l'exemption des taxes dont les conseillers furent favorisés (2).

La liberté des élections fut en outre viciée par « les fréquents faux rapports » des shérifs (3). Le peuple ne possédait pas de remède efficace contre ce mal; car les shérifs n'étaient responsables ni vis-à-vis du peuple, ni vis-à-vis de fonctionnaires désignés par celui-ci. Or quelle source plus abondante de mécontentement pouvait surgir dans un pays où les franchises électorales, étaient considérées comme le privilége le plus précieux et le plus cher?

(1) *Guérison de la Virginie*, p. 2; Hening, II, 20, 23, 106, 309, 325; Bland, dans Burk, II, 248. Lord Baltimore, pour sa redevance, recevait du tabac à deux pence par livre. Il ne valait pas tant en moyenne; cependant dans ces temps de pauvreté le représentant recevait probablement près de neuf dollars par jour.

(2) Comparez Hening, II, 84, et 359, 392.

(3) Hening, II, 356.

Digitized by Google

Les documents publics prouvent clairement combien était grand l'attachement du peuple de la Virginie pour ces franchises. On ne levait point alors de taxes directes, sauf la capitation; les terres restaient exemptes d'imposition. Cette méthode, moins arbitraire en Virginie où la propriété consistait principalement dans le droit au travail des servants et des esclaves, que dans un pays commerçant, ou dans un pays, où le travail est libre, était pourtant oppressive pour les classes les moins aisées de la société. Les représentants, qui étaient eux-mêmes de grands propriétaires fonciers, repoussèrent (1663) la réforme qu'avait proposée Berkeley (1) et rattachèrent la question du fardeau de la taxe à celle des priviléges de citoyen. Si les terres doivent être taxées, personne, si ce n'est les propriétaires fonciers, ne doit élire la législature; et alors, ajoutait-on, « les autres hommes libres qui sont les plus nombreux, peuvent se plaindre d'être liés par des lois, à la confection desquelles ils n'auraient pas de représentants pour donner leur assentiment. Or nous connaissons assez le caractère du peuple pour être persuadés qu'il aimera mieux payer la taxe que de renoncer à son privilége (2). »

C'est ainsi qu'on invoqua l'attachement jaloux pour la liberté, lorsqu'il fournit un prétexte pour conserver un mode injuste d'imposition. Mais le système du suffrage universel ne pouvait continuer à trouver faveur auprès d'une assemblée qui s'était accordé à elle-même une existence illimitée et qui s'efforçait de reproduire dans le Nouveau Monde les inégalités de la législation de l'Angleterre. On découvrit que « le mode ordinaire de choisir les bourgeois (représentants), au moyen du vote de tous les hommes libres, » produisait « des désor-

(1) Hening, II, 204 : « Une levée sur les terres et non sur les têtes. »
(2) *Archives de Richmond*, n° 2, 1660 à 1664, p. 175.

Digitized by Google

dres et des troubles. » L'instinct aristocratique contesta dans son fanatisme que les électeurs fussent en état « de choisir des personnes suffisamment aptes à remplir une si haute mission. » On cita les restrictions adoptées par le gouvernement monarchique de l'Angleterre, comme un précédent à suivre dans les colonies anglaises; et on décréta (1670) que « personne, si ce n'est les francs tenanciers et les chefs de famille, n'aurait dorénavant de voix pour l'élection des bourgeois (1). »

La majorité du peuple de la Virginie se vit ainsi dépouillée de ses priviléges par le fait de ses propres représentants. Tant il est vrai, que dans un gouvernement représentatif, si le pouvoir n'est pas limité et la responsabilité sérieusement maintenue, le choix des représentants peut donner naissance à l'établissement de la tyrannie.

Le grand résultat de la civilisation moderne, c'est la diffusion des lumières dans les masses et par suite l'accroissement de leur influence politique. On peut observer cela partout. Dans la guerre, le sort des batailles dépend de l'infanterie et non plus de la cavalerie. L'importance des villes a passé des places fortes et des forteresses aux théâtres affairés de l'industrie commerciale et au séjour indépendant des campagnards; une presse active a multiplié et multiplie sans cesse le nombre des esprits pensants qui veulent un motif à leur conduite et qui s'épuisent en efforts pour résoudre par eux-mêmes le problème de l'existence et de la destinée de l'homme. Partout le pouvoir du peuple s'est accru; c'est la conclusion incontestable de l'histoire de toutes les nations d'origine européenne. La restauration de Charles II amena donc en Virginie une révolution politique opposée aux principes de la liberté populaire et au progrès de l'humanité.

(1) Hening, II, 280.

Digitized by Google

Une assemblée se continuant pour une période de temps illimitée, selon le bon plaisir du gouverneur et décrétant pour ses membres des émoluments exorbitants et onéreux; un gouverneur royal, dont le salaire se rattachait à un mode permanent d'imposition; un système électoral restreint et affaibli; la liberté religieuse enlevée presque aussitôt après avoir été conquise; dans les comtés, des magistrats irresponsables levant des taxes arbitraires; le gouvernement se montrant hostile à l'éducation publique et à la presse; tels furent les changements qui se succédèrent pendant dix années dans une province, qui avait commencé à jouir des bienfaits d'une indépendance réelle et d'une législation qui s'améliorait graduellement.

Le Parlement anglais avait porté atteinte à l'activité industrielle des planteurs de la Virginie; l'assemblée de la colonie avait diminué les franchises et affaibli l'influence du peuple; Charles II ne respecta pas davantage les droits et la propriété des dix mille habitants de ce pays. Immédiatement après l'exécution de Charles Ier (1649), au moment où les royalistes étaient plongés au dernier point dans l'inquiétude et le désespoir, une compagnie de cavaliers avait obtenu pour procurer un refuge aux gens de son parti, une patente relative au Northern Neck, c'est à dire, au pays situé entre le Rappahannock et le Potomac. Neuf ans environ après la restauration (1669), cette patente fut abandonnée, afin de permettre à lord Culpepper, qui était parvenu à racheter les parts de ses associés, d'en obtenir une nouvelle. Cette concession était excessivement injuste, puisqu'elle comprenait des plantations cultivées depuis longtemps (1). Quoi qu'il en soit, la prodigalité du roi ne fut pas encore épuisée. Le souverain de l'Angleterre abandonna follement (1673) à lord

(1) Beverley, 65; Chalmers, 330.

Digitized by Google

avait cessé de respecter le gouvernement; le conseil lui-même était divisé. Cinq cents hommes furent bientôt sous les armes; la voix commune proclama Bacon chef de l'entreprise, et son aptitude pour le commandement procura l'ascendant aux principes qu'il professait et au parti qu'il avait embrassé.

Le gouvernement, en se conduisant avec modération, aurait encore pu rétablir la paix. Les hommes sages, en Virginie, étaient persuadés que quelques concessions, — comme la sécurité de la possession des terres, les immunités des sujets anglais nés libres, la diminution des dépenses publiques, l'établissement de la taxe sur la fortune immobilière plutôt que la capitation seule, — auraient contribué à calmer la colonie (1). Les véritables causes de l'insurrection provenaient de l'oppression résultant des actes de navigation, de l'indignation soulevée par la tyrannie du gouvernement colonial et du désir, qui commençait à naître alors, de posséder une administration indépendante, un *self-government*.

Bacon s'était à peine mis en marche pour attaquer les Indiens, que Berkeley, cédant aux instigations d'une faction aristocratique, le déclara rebelle ainsi que tous ceux qui l'avaient suivi et leva des troupes pour les poursuivre. « Les gens riches obéirent à l'ordre de se disperser (2). Bacon continua son expédition avec un petit nombre de fidèles compagnons, tandis qu'une nouvelle insurrection contraignait Berkeley à revenir à Jamestown. Les comtés des basses terres s'étaient soulevés en armes et dirigeant

(1) Lettre de Bland à Berne, dans Burk, II, 248, 249. L'auteur de la lettre fut une des victimes de la rébellion. Hening, II, 350; T. M., *Relation*, 24.

(2) T. M., *Relation*, 11. Comparez Burwell, *Relation*, 34, 35; T. M. a puisé son assertion auprès de Bacon même.

Digitized by Google

leur colère contre la vieille assemblée, à laquelle ils attribuaient tous leurs malheurs, en demandaient la « dissolution immédiate (1). »

Le hautain cavalier, voyant le peuple entier se tourner contre lui, fut bien obligé de céder. L'assemblée, qui était devenue odieuse par sa longue durée, par l'égoïsme de ses membres et par ses mesures restrictives des pouvoirs du peuple, fut dissoute. On lança les convocations pour de nouvelles élections, et Bacon, qui revenait triomphant de sa guerre contre les Indiens, fut nommé à l'unanimité député du comté de Henrico (2).

Pour la constitution de la nouvelle assemblée, on fit peu attention aux dernières mesures qui avaient dépouillé les hommes libres de leurs droits (3). La majorité des membres envoyés « était grandement infectée » des principes de Bacon (4); et même leur speaker, Thomas Godwin, était connu pour ses sympathies à l'endroit de tous « les rebelles et les traîtres qui troublaient la Virginie (5). » Au milieu des témoignages contradictoires qu'on nous a laissés sur le caractère des insurgés, les actes de l'assemblée fournissent les preuves historiques les plus certaines et doivent être considérées comme la principale autorité sur le but de « la grande révolte de la Virginie. »

Les dernières dépenses du trésor public n'avaient pas été justifiées (6). De violents débats s'élevèrent sur les dommages essuyés par les indigents qui se trouvaient accablés par des taxes aussi injustes qu'exorbitantes (7). On suspendit

(1) *Revue*, dans Burk, II, 250.
(2) T. M., *Relation*, 11, 12.
(3) *Revue*, dans Burk, II, 251 et 260.
(4) *Justification de Berkeley*, dans Burk, II, 260.
(5) Hening, II, 365 et 557.
(6) Comparez Culpepper, dans Chalmers, 356.
(7) T. M., *Relation*, 13.

Digitized by Google

le monopole du commerce avec les Indiens (1). Un compromis fut conclu avec les insurgés; d'une part, Bacon reconnut qu'il avait eu tort d'agir sans commission (2), on condamna les réunions des mécontents comme des actes de mutinerie et de rébellion (3); d'autre part, Bacon fut nommé commandant en chef (4), à la satisfaction universelle du peuple, qui fit retentir la ville de ses acclamations joyeuses et salua « le favori de ses espérances, » comme le défenseur désigné de la Virginie (5). L'aristocratie de l'église fut détruite par la limitation à trois ans de la durée des fonctions des membres des conseils paroissiaux et par le droit de les élire accordé à tous les hommes libres de chaque paroisse (6). Les hommes libres que l'assemblée précédente avait dépouillés du droit d'électeur furent rétablis dans leurs franchises; et, comme « les shérifs avaient mis la tranquillité du pays en danger par de faux rapports, » des pénalités salutaires servirent à garantir la sincérité des élections (7). On interdit aux magistrats des comtés, irresponsables devant le peuple, de répartir arbitrairement les impôts tous les ans, comme ils l'avaient fait jusque-là. Les Virginiens insistèrent sur leur droit exclusif de s'imposer eux-mêmes et de déterminer les levées à faire dans chaque comté par le vote proportionnel de leurs propres représentants; c'était là une mesure radicale que la Virginie indépendante n'a pas encore adoptée. On retrancha les honoraires du gouverneur dans les affaires de vérification de testament et d'administration; les priviléges injustes des conseillers furent abro-

(1) Hening, II, 350.
(2) *Ibid.*, II, 543, 544.
(3) *Ibid.*, II, 352.
(4) *Ibid.*, II, 349.
(5) Burwell, *Relation*, 36.
(6) Hening, II, 356.
(7) *Ibid.*, II, 357.

Digitized by Google

gés (1); on prohiba absolument le débit du vin et des liqueurs fortes, sinon à Jamestown, du moins ailleurs dans tout le reste du pays (2); deux magistrats, convaincus d'avoir levé des taxes dans les comtés à leur profit, furent destitués; finalement, pour faire disparaître à l'avenir tout motif de récrimination et de discorde, une amnistie générale couvrit d'un voile toutes les fautes passées (3). Les actes de cette assemblée étaient manifestement inspirés par les principes de Bacon; or, n'étaient-ce pas les principes de la justice, de la liberté et de l'humanité?

Berkeley ne donna son assentiment à ces mesures qu'avec répugnance; il refusa même de signer la commission qu'il avait promise (4). Bacon, redoutant une trahison, s'échappa secrètement pour conter ses griefs au peuple et reparut bientôt dans la ville, à la tête d'environ cinq cents hommes armés (5). La colère soutint pendant quelque temps le courage du vieux cavalier. Il s'avança au devant de la troupe et s'écria en découvrant sa poitrine : « Voici un beau but, tirez. » — « Je ne veux pas faire tomber un cheveu de votre tête, répondit Bacon, ni de la tête de qui que ce soit; nous sommes venus vous demander la commission, afin de sauver nos vies menacées par les Indiens (6). » Lorsque Berkeley se fut calmé, il céda. La commission fut signée; le gouverneur se joignit ensuite aux bourgeois et au conseil pour transmettre

(1) Hening, II, 357, 358, 359.

(2) *Ibid.*, II 361 : « Vendre et annoncer les aliments ordinaires pour les hommes et les chevaux, la bière et le cidre, mais aucune autre boisson forte quelconque. » James City forma une exception.

(3) Hening, II, 363, 364.

(4) Corrigez Burk, II, 167, 168, par p. 251, et Burwell, *Relation*, 35, 36, et par T. M., *Relation*, 15 : « Le gouverneur, par ses apparences de générosité, cajole pour tromper et circonvenir, etc. »

(5) Hening, II, 380, dit 600

(6) T. M., *Relation*, 17.

Digitized by Google

Culpepper, un des hommes les plus rusés et les plus avides du royaume (1), membre à cette époque de la commission du commerce et des plantations (2), et à Henri, comte d'Arlington, le personnage le mieux ancré à la cour royale, allié au monarque, en qualité de beau-père du fils du roi par lady Castlemaine, toujours fort endetté et aimant passionnément les richesses, les habitudes raffinées et princières (3), « toutes les possessions sur terre et sur mer, appelées la Virginie, » et cela pour un terme plein de trente et un ans (4).

L'assemblée de la Virginie, composée, comme elle l'était, en grande partie du moins d'opulents propriétaires fonciers, se sentit alarmée des dangers qui étaient imminents en présence des concessions inconsidérées d'un prince prodigue; Francis Morryson, Thomas Ludwell et Robert Smith furent désignés (1674) comme agents pour aller en Angleterre, et y accomplir la mission difficile de recouvrer pour le monarque la suprématie à laquelle il avait si follement renoncé. « Nous ne voulons pas, » disait l'assemblée, « et nous croyons que nous ne devons pas nous soumettre à ceux à qui Sa Majesté, par erreur, a cédé les droits de domination qu'elle a sur nous, sur nous qui payons sans contestation à Sa Majesté plus que nous ne retirons nous-mêmes de notre labeur. Tout en travaillant pour l'avantage de la couronne et en désirant rapporter encore plus de profits pour le roi et pour la nation, nous demandons humblement de ne pas être soumis à d'autres sujets, comme nous, de Sa Majesté et d'avoir quelque garantie contre nos craintes de nous voir réduits en servitude dans l'avenir (5). » La commission de gouverneur

(1) Hartwell, Blair et Chilton, 31.
(2) Evelyn, II, 342.
(3) *Ibid.*, 372, 431.
(4) Hening, II, 569-583, 427-521; Burk, II, *App.*, XXXIV, etc.
(5) Burk, II, *App.*, XXXIII, XXXIV.

Digitized by Google

de Berkeley venait d'expirer, la législature aristocratique, qui avait déjà voté une augmentation spéciale de traitement en sa faveur et qui s'était maintenue au pouvoir par sa connivence, sollicita sa nomination comme gouverneur à vie (1).

Les envoyés de la Virginie étaient chargés de demander pour la colonie les immunités d'une corporation; car une corporation pourrait résister à des empiétements ultérieurs et serait en mesure, conformément à la loi anglaise, de racheter aux patentés leurs droits au pays. Les agents firent plus que remplir leurs instructions. Ils proclamèrent les libertés naturelles des colons; ils réclamèrent avec un zèle ardent, l'exemption de toute taxe arbitraire; ils insistèrent sur le droit inviolable des colons d'exercer le pouvoir législatif, comme sur un droit de naissance appartenant aux enfants des Anglais. Leurs remontrances furent appuyées par le crédit de Coventry, qu'ils vantaient comme le plus digne des hommes (2), par l'érudition juridique de Jones et de Winnington (3) et par le suffrage « d'un grand nombre d'amis puissants, » animés par un sentiment d'humanité ou s'étant laissés gagner par la pauvre Virginie (4), Mais la fidélité, la justice et la faveur ne suffirent pas pour atteindre l'objet qu'on avait en vue. Les agents de la colonie passèrent douze mois sans obtenir le moindre résultat; on a attribué leur échec final aux nouvelles venues de la Virginie, mais il y a lieu de croire qu'une influence secrète s'opposa irrévocablement à la concession d'une charte (5), avant même que

(1) Burk, II, *App.*, XXXIX.
(2) *Ibid.*, XXXIX et LVII.
(3) *Ibid.*, XL, XLI.
(4) *Ibid.*, XXXIX : « Quelques-uns avec, quelques-uns sans frais. »
(5) Loyd, lettre du 19 avril 1676, dans Burk, II. *App.*, XXXVI ; Hening, II, 534-537 ; Beverley, 66. Pour les documents en général, voir Burk, II, *App.*, où ils sont jetés pêle-mêle. Hening, II, 519, etc.

Digitized by Google

ne fût parvenu en Angleterre le bruit des événements qui causèrent de sombres désastres à la vieille plantation.

A l'époque même, en effet, où les envoyés furent désignés, la Virginie était agitée par le mécontentement produit par ses malheurs domestiques. Toute nation aurait été irritée de la diminution de ses libertés populaires, opéré si inopinément et si efficacement, ainsi que de l'incertitude jetée sur les droits de propriété à la suite de la proclamation des concessions royales; combien à plus forte raison devait-il en être ainsi pour un peuple tel que les Virginiens ! La génération alors existante était principalement originaire du sol; c'étaient des enfants des forêts, élevés dans la liberté de la solitude, et habitant des cabanes isolées, dispersées le long des fleuves. Pas un journal n'entrait dans leurs demeures, aucune imprimerie ne leur fournissait des livres. Ils n'avaient pour toute distraction que celles que procure la nature à l'état sauvage; ils ne recevaient d'autre éducation que celle que pouvaient donner des parents à leurs enfants au sein du désert (1). Les chemins étaient plutôt des voies indiquées que des routes; et les inspecteurs de la voirie ne s'inquiétaient guère que de les débarrasser des bûches et des arbres tombés (2). Je doute qu'il existât ce que nous pourrions appeler un pont dans toute la colonie, quoiqu'on eût eu l'intention d'en établir quelques-uns (3). On se faisait des visites en barque et à cheval, à travers les forêts; et le Virginien, voyageant avec son sac de tabac en guise de numéraire, traversait à la nage les rivières, qu'on ne pouvait passer à gué ni dans un bac. Presque tous les planteurs remplissaient pour eux-mêmes l'office d'ouvriers. Les maisons, d'un seul étage pour la plupart, construites en bois, et souvent avec

(1) Berkeley, dans Chalmers.
(2) Hening, II, 103.
(3) *Ibid.*, Burk, II, *App.*, XXXIII.

Digitized by Google

des troncs d'arbres, garnies de contrevents convenables comme fenêtres à défaut de vitres (1), se trouvaient éparpillées à de grandes distances sur les deux côtés de la Chesapeake, depuis le Potomac jusqu'aux frontières de la Caroline. Il était rare d'apercevoir trois maisons groupées. Jamestown formait un endroit composé simplement d'un hôtel de ville, d'une église et de dix-huit maisons (2), occupées par une douzaine de familles environ. Jusqu'à une époque très récente la législature avait tenu ses séances dans la salle d'un cabaret (3). La Virginie ne possédait ni villes, ni hommes de lois (4). Quelques-uns des plus riches planteurs vivaient avec plus de splendeur dans leurs vastes plantations, et entourés de leurs serviteurs engagés et de leurs esclaves, ils constituaient une nouvelle forme de société, qu'on a parfois comparée à la vie des patriarches, ou parfois aussi à celle des orgueilleux barons de la féodalité. Sir William Berkeley possédait d'après l'inventaire de ses biens, soixante-dix chevaux et de considérables troupeaux de moutons (5). « Presque tous les habitants jouissaient de la vue d'une jolie rivière (6). » Les paroisses embrassaient un territoire si étendu, qu'il fallait voyager un jour entier pour les traverser ; aussi les habitants ne se réunissaient guère qu'une fois, le jour du Seigneur, et quelquefois pas du tout. L'église, grossièrement bâtie au centre de quelque solitude, était rarement visitée par les familles les plus éloignées (7), et pouvait même devenir inaccessible par les branches brisées des arbres des

(1) Hammond, Lea et Rachel.
(2) *Mass. Hist. Coll.*, XI, 53.
(3) Hening, II, 204.
(4) Burk, II, 159.
(5) Document dans Burk, II, 263.
(6) Hammond, Lea et Rachel.
(7) *Guérison de la Virginie*, 2, 3.

Digitized by Google

forêts ou la croissance désordonnée des taillis et des buissons, qui en barraient le chemin.

La nature humaine s'était déployée là sous une nouvelle forme. Le pays était possédé d'un amour de la liberté qui touchait à l'anarchie. L'attachement à la royauté était plus faible chez le peuple que la passion de la liberté. L'existence « sans gouvernement » semblait, dans l'opinion naturelle des Virginiens (1), promettre à « la masse des habitants en général un plus grand degré de bonheur » que la tyrannie « des gouvernements européens. » Ils craignaient plus l'injustice qu'ils ne redoutaient le désordre. En Europe, le peuple se pressait dans les villes; dans la Virginie, chacun vivait par soi-même. Dans l'ancien monde, les paysans mêmes se rapprochaient les uns des autres; dans des villages compactes, en Virginie, les fermiers se trouvaient séparés et dispersés loin les uns des autres sous leur doux climat; ils se réunissaient rarement en grand nombre, sauf aux courses de chevaux ou aux cours de comté (2).

Ce fut chez ce peuple, qui n'avait jamais été préparé à la résistance par les hérésies des sectes dissidentes ou par les opinions nouvelles des partis « factieux, » qui, jusqu'à la restauration, avait trouvé dans le désert un abri assuré contre toute tyrannie et qui avait joui, « pendant cinquante ans d'expérience, d'un gouvernement accommodant pour la généralité des habitants, » que l'oppression causée par des torts multipliés commença à exciter un mécontentement manifeste. On se rassembla dans l'épaisseur des forêts pour s'entretenir des souffrances communes. La masse du peuple, ayant à moitié conscience du mal qu'elle subissait, ayant aussi à moitié conscience du remède convenable à y appor-

(1) *Œuvres de Jefferson*, II, 85. Cependant une société sans gouvernement est une contradiction.

(2) Burk, II, *App.*, XLIX.

Digitized by Google

ter, était mûre pour l'insurrection. Une collision entre la prérogative royale et le sentiment populaire, entre la fraction opulente du pays qui s'était alliée avec la royauté et la grande masse des colons, riches ou pauvres, qui soutenaient le pouvoir populaire, entre le vieux système monarchique et le système démocratique américain, était imminente. La liberté américaine renfermait en soi le principe de vie, mais elle n'avait pas conscience de sa vitalité, tout comme l'oiseau qui commence à becqueter sa coquille. Les nouvelles opinions allaient se faire jour; les tentatives d'organisation de l'existence politique moderne, quoique encore aveugles, opéraient pourtant d'une manière efficace (1).

Au premier mouvement spontané du peuple (2), les gens riches et d'une considération bien établie se tinrent à l'écart. Il en est toujours ainsi dans les révolutions. La révolte fut aisément comprimée par les calmes avis « de quelques personnes sensées, » en qui le peuple avait confiance. Cependant ce mouvement ne fut pas sans résultat; on défendit aux fonctionnaires des comtés de lever dorénavant des taxes pour leurs propres émoluments (3). Mais comme les plus grands abus continuaient à ne pas être réformés, l'esprit de mutinerie et de mécontentement (4) ne cessa d'agiter le peuple. La masse des habitants était devenue furieuse de voir les impôts leur enlever presque tout le fruit de leurs travaux (1675-1676); l'irritation redoubla, lorsque, après un an de patience, en dépit d'actes d'oppression répétés, on apprit des envoyés de la colonie, dont la mission, par ses lourdes dépenses, avait causé de nouvelles charges, qu'il n'y avait

(1) Bland, dans Burk, II, 247, 151.
(2) Chalmers dit 1675; c'est une erreur.
(3) Hening, II, 315, 316.
(4) *Ibid.*, 539.

Digitized by Google

pas de remède à espérer de la part de l'Angleterre (1). Pour amener une insurrection, il ne manquait plus que le prétexte de se montrer en armes.

Les causes qui avaient précipité les Indiens de la Nouvelle Angleterre dans le désespoir, agissaient avec une force égale sur les naturels de la Virginie (1674). Les Anglais avaient paru d'abord ne vouloir occuper que les rivages de la baie. Peu à peu, ils avaient exploré l'intérieur; les montagnes éloignées étaient devenues un objet de curiosité (2); enfin, une petite troupe d'aventuriers avait traversé la première chaîne de montagnes et, en descendant dans la vallée de Blue Ridge, elle avait exploré le cœur de la Virginie et proclamé la beauté de ce pays, qui se compose d'une succession de vallées les plus pittoresques du monde (3). Comment l'envie pouvait-elle manquer d'être excitée?

Les Indiens Seneca, qui formaient une tribu des Cinq Nations, avaient chassé les Susquehannahs de leur séjour aux sources de la Chesapeake jusqu'au bord du Potomac, dans le voisinage des Piscataways (4). Le Maryland s'était trouvé alors engagé dans une guerre contre les Susquehannahs et leurs alliés (5). Des meurtres avaient été commis sur le sol de la Virginie (1675) et la milice des frontières de ce pays en avait tiré vengeance (6). Comme le danger augmentait, on se mit à garder le Potomac. Un corps de Virginiens traversa le fleuve pour secourir les habitants du Maryland (7), en assiégeant l'ennemi commun; il était commandé par John Washington, l'arrière grand'père de George

(1) Beverley, 66.
(2) Hening, I, 281.
(3) Beverley, 62, 63.
(4) T. M., *Début, progrès et conclusion de la rébellion de Bacon*, p. 9.
(5) Bacon, *Lois du Maryland*, 1674, ch. XXVII et XXVIII.
(6) T. M., *Récit*, 8.
(7) A. Cotton, *Récit de nos derniers troubles en Virginie*, p. 3.

Digitized by Google

Washington, peut-être lui-même aussi un aventurier, qui avait émigré du nord de l'Angleterre en Amérique dix-huit mois auparavant et s'était établi dans le comté de Westmoreland, en qualité de fermier. La guerre se poursuivit, souillée par des vengeances horribles. Six chefs ennemis s'étant présentés comme députés pour traiter des conditions de paix, les Anglo-Américains, égarés par la fureur du moment, les massacrèrent (1).

Berkeley réprouva cet acte outrageant pour l'humanité avec une rude énergie. « Lors même qu'ils auraient tué mon père et ma mère et tous mes amis, déclara le vieux Cavalier, puisqu'ils étaient venus pour traiter de la paix, il aurait fallu leur permettre de se retirer en paix (2). » On prétend aussi que le monopole du commerce des peaux de castor en Virginie (3) avait influencé l'avide gouverneur, et l'avait rendu favorable aux Indiens (4).

Cependant, les naturels s'étant échappés de leur fort, errèrent clandestinement de plantation en plantation, du voisinage de Mount-Vernon aux cataractes de la James-River (1675-1676), semant la terreur dans toutes les métairies de la province, massacrant, dans leur aveugle rage, tous ceux qu'ils rencontraient jusqu'à ce que leur fureur fut assouvie; pour chacun de leurs chefs, ils sacrifièrent dix colons. Alors, suivant leurs grossières superstitions, les âmes de leurs grands hommes pourraient reposer tranquillement sous les ombres de la mort.

Les Susquehannahs et leurs alliés firent de nouvelles pro-

(1) Burwell, *Récit de la rébellion de Bacon et d'Ingram*, imprimé d'abord dans *Mass. Hist. Coll.*, XI, 27, etc., réimprimé par P. Force en 1835. Voir aussi Cotton, p. 3.

(2) T. M., *Relation*, p. 12.

(3) Hening, II, 20, 124, 140.

(4) T. M., *Relation*, p. 11 : « La colère et l'avarice auxquelles le gouverneur était plus que médiocrement enclin. »

Digitized by Google

positions de paix; mais elles furent rejetées. Les Indiens, soumis jusqu'alors à la Virginie, se mirent à proclamer leur indépendance. Toutes les habitations peu sûres de la frontière se virent plongées dans la terreur; les plantations furent dévastées et la mort ravagea le pays sous la forme hideuse et cruelle des sauvages. Un esprit favorable à la liberté populaire se réveilla et fit réclamer le droit naturel de se défendre soi-même. Le peuple se mit à dédaigner le système de défense au moyen de forts (1), qu'on pouvait si facilement éviter et qui, malgré leur peu d'utilité, coûtaient si cher à conserver (1676). Avec Bacon à sa tête, il demanda au gouvernement la permission de se lever en armes et de se protéger soi-même.

Cette permission fut refusée; Berkeley, en effet, pouvait-il avouer qu'il avait commis des erreurs de jugement si manifestes, que la masse du peuple, que les royalistes avaient toujours « considérée comme plus d'à moitié aveugle (2), » fût en état de les discerner? L'influence du peuple ne put l'emporter sur les intérêts des courtisans de la colonie qui profitaient des abus personnels; et comme les franchises électorales étaient réduites à néant, il ne servait de rien que le parti des mécontents constituât plus de la majorité des habitants; leurs supplications sans résultat n'aboutirent qu'à donner un nouvel aliment à l'indignation publique (3).

Le gouverneur se méfiait de Nathaniel Bacon, parce « qu'il inclinait pour le parti populaire (4). » Natif d'Angleterre, né pendant la lutte du Parlement et du roi, témoin dans son enfance des efforts convulsifs occasionnés par la révolution

(1) Hening, II, 326-336.
(2) Burwell, *Relation*, 32.
(3) Bland, dans Burk, II, 248; Burwell, *Relation*, 32, 33; la *Revue* abrégée de Jeffries; Berry et Morrison, dans Burk, II, 250.
(4) Burwell, *Relation*, 33; Burk, II, 163, 247.

Digitized by Google

démocratique, ayant reçu une bonne éducation à une époque où s'était éveillée dans tout esprit actif la conscience des droits des masses et du pouvoir du peuple, il n'avait pas renoncé à l'amour de la liberté par enthousiasme pour la royauté. Doué d'une puissante éloquence et de manières agréables, il avait acquis rapidement un rang distingué en Virginie. D'une conception vive, brave, emporté et cependant prudent au moment de l'action (1), le jeune et riche planteur porta sur les bords du James River les principes libéraux qu'il avait recueillis de l'expérience de l'Angleterre. La secte des puritains n'avait jamais acquis d'influence en Virginie; mais les idées auxquelles les puritains avaient donné naissance pénétrèrent peu à peu dans l'esprit des Anglais et furent accueillies avec empressement dans les déserts de la vieille colonie, car c'étaient après tout les idées que l'instinct de la liberté, naturel à l'homme, avait déjà murmurées à l'oreille de tous les planteurs, et qui surgissaient spontanément au sein de la similitude de condition dans des lieux sauvages. Bacon prit la résolution d'agir. Si un seul blanc venait encore à être massacré, il était décidé à prendre les armes contre les Indiens, même sans autre autorisation que son épée; bientôt on apporta la nouvelle que ses propres gens avaient été égorgés dans sa plantation, non loin de l'endroit où le James River se précipite dans les terres basses et où la ville de Richmond plane sur une vallée arrosée par un fleuve et d'une magnificence incomparable. Les colons se rassemblèrent tumultueusement et coururent par bandes d'une plantation à l'autre, sans chef pour les guider (2). On

(1) « Quoique encore un tout jeune homme, il était en possession de ces qualités qui constituent l'homme complet, la sagesse pour comprendre et la prudence pour choisir. » Burwell, *Relation*, 34. Comparez *l'Opinion de Jefferson*, en tête de T. M., *Relation*.

(2) Beverley, 68.

Digitized by Google

à l'Angleterre les louanges les plus vives sur le zèle, la loyauté et le patriotisme de Bacon; ratification fut faite, enfin des améliorations législatives de l'assemblée. Cette meilleure législation fut complétée le 4 juillet 1676 (1), suivant le nouveau système de calculer le temps; c'était précisément cent ans, à un jour près, avant que le Congrès des États-Unis, en adoptant la déclaration préparée par un homme d'État de la Virginie, « favorable » comme Bacon « aux intérêts populaires, » n'inaugurât une nouvelle ère dans l'histoire de l'humanité. Le XVIIIe siècle fut, dans la Virginie, le fils du XVIIe. La rébellion de Bacon, ainsi que les scènes analogues du Maryland, de la Caroline et de la Nouvelle Angleterre fut le premier avant-coureur de l'indépendance et de la nationalité américaines.

Une joie passagère s'empara de la colonie. Des habitants encouragés par l'activité énergique de Bacon, purgèrent les bois et les marais, tous les lieux en un mot où les Indiens pouvaient cacher quelque embûche. La sécurité reparut; les gens industrieux commencèrent à reprendre leurs travaux accoutumés; mais au moment même où la petite armée se préparait à marcher contre l'ennemi, le gouverneur viola l'amnistie. S'étant rendu dans le comté de Glocester, le plus peuplé et le plus fidèle de la Virginie, il en convoqua tous les habitants. « La réunion tout entière » n'agréa point ses propositions, car elle regardait Bacon, comme le défenseur de ses concitoyens (2). L'orgueilleux et pétulant Cavalier ne put pourtant se calmer et, malgré l'avis opposé du comté le plus loyal de la Virginie, Bacon fut déclaré traître une seconde fois (3).

(1) Hening, II, 363 : « Vingt-quatre juin, » vieux style; c'est à dire le 4 juillet 1676.

(2) Burwell, *Relation*, 38.

(3) Burwell, *Relation*, 39; Burk, II, 61; Beverley, 71.

Digitized by Google

Mais quand la Virginie abandonna-t-elle jamais ses citoyens patriotes? Ces nouvelles furent apportées au camp, par Drummond, l'ancien gouverneur de la Caroline du Nord et par Richard Lawrence (1), un ancien élève d'Oxford, qui s'était distingué dès l'université par sa science et sa modération, et qui était un homme doué d'un jugement profond et d'une résolution énergique. « Cela me tourmente au fond du cœur, dit Bacon, de me voir moi-même poursuivi comme un sauvage, au moment où je fais la chasse aux tigres et aux loups qui dévorent nos agneaux. Des hommes totalement, dévoués à leur roi et à leur patrie, des hommes qui exposent leur vie contre l'ennemi public, méritent-ils d'être appelés traîtres et rebelles? Le pays entier est témoin de notre conduite pacifique. Mais ceux qui disposent de l'autorité, comment ont-ils amassé leur fortune? Ne se sont-ils pas engraissés aux dépens du trésor public? Quels arts, quelles sciences, quelles écoles d'enseignement ont-ils encouragés? J'en appelle au roi et au Parlement, qui écouteront avec impartialité la cause du peuple (2). »

Dans l'entre-temps, s'adressant lui-même aux habitants de la Virginie, il les conjura tous au nom de leur amour pour leur patrie, de leur amour pour leurs femmes et leurs enfants, de se réunir en convention et de délivrer la colonie de la tyrannie de Berkeley. Cet appel fut entendu; personne ne voulut restait inactif dans ce moment de calamité publique. Les hommes les plus recommandables du pays accoururent à Middle Plantations, aujourd'hui Williamsburgh. Bacon les surpassait tous par sa force d'argumentation; l'esprit public sembla dominé par sa logique et l'assemblée tout entière fit serment de se joindre à lui contre les Indiens et, si c'était

(1) T. M., *Relation*, 15; Burwell, *Relation*, 79.
(2) Burwell, *Relation*, 39-41.

Digitized by Google

possible, de prévenir la guerre civile. Si le gouverneur persévérait dans ses résolutions opiniâtres, ils s'engageaient à protéger Bacon contre toute force armée; enfin après de longs et sérieux débats, tenus en présence du peuple et en plein air, depuis midi jusqu'à minuit, il fut décidé que si même des troupes arrivaient de l'Angleterre, la Virginie résisterait jusqu'à ce que ses réclamations fussent parvenues au roi en personne (1).

Bacon, soutenu par le vote du peuple, marcha contre les Indiens, tandis que Berkeley se retirait de l'autre côté de la Chesapeake et s'efforçait par des promesses de butin, de réunir une armée, sur la côte orientale, parmi les marins de la rade.

Cependant Bacon et ses partisans se trouvèrent bientôt dans une situation critique. Drummond, qui était versé dans la primitive histoire de la Virginie, conseilla de déposer Berkeley et de lui substituer comme gouverneur sir Henri Chichely. Ce conseil ne fut pas goûté. « Ne vous étonnez pas de cette proposition, dit Drummond, car je puis vous prouver par d'anciens documents que la Virginie a déjà eu recours à de semblables mesures (2). » D'ailleurs, la période de dix années, pour laquelle Berkeley avait été nommé, était expirée (3). Après une longue discussion, on fut d'accord de regarder la retraite du gouverneur comme une abdication, et Bacon, qui avait été membre du conseil, fit lancer avec quatre de ses collègues des convocations pour élire une assemblée représentative du peuple, qui règlerait les affaires

(1) Burwell, *Relation*, 41-46; Burk, II, 261; T M., *Relation*, p. 21, moins clairement. Cotton, p. 7, le dit très positivement. Beverley, 73, 74.

(2) *Convention*, etc., de 1677 à 1682, p. 106, au bureau de la cour générale à Richmond, où j'ai copié ceci et d'autres incidents relatifs à la rébellion de Bacon d'après des documents inédits.

(3) *Convention*, etc., p. 107. Berkeley, dans Chalmers, appelle son gouvernement un établissement de dix ans.

Digitized by Google

de la colonie. La Virginie fut révolutionnée par le fait de ses propres habitants et le gouvernement constitué sur la base de la souveraineté populaire. Les femmes des hommes politiques de la Virginie partagèrent l'enthousiasme de leurs maris. « L'enfant qui n'est pas né, » disait Sarah Drummond, « une rebelle bien connue et bien dangereuse, » — « aura sujet de se réjouir du bien qui résultera du soulèvement du pays (1). » « Lors même que nous vaincrions le gouverneur, » faisait observer Ralph Weldinge, « nous devons redouter la force plus grande de l'Angleterre qui causera certainement notre perte. » Sarah Drummond rappela que l'Angleterre était divisée en deux factions hostiles, l'une pour le duc d'York et l'autre pour le duc de Monmouth. Puis ramassant à terre une mince baguette, elle la brisa en deux en ajoutant : « Je ne crains pas plus la puissance de l'Angleterre qu'une paille brisée. » On paraissait assuré d'être débarrassé des actes de navigation si détestés. Maintenant « nous pouvons construire des vaisseaux, » répétait-elle « et commercer avec n'importe quelle partie du monde, comme la Nouvelle Angleterre (2). » Cette femme courageuse n'aurait pas souffert que la moindre crainte fît battre son cœur ; dans les plus grands périls auxquels son mari fut exposé, elle s'écriait avec confiance : « Nous ferons de notre mieux » et elle continuait à encourager le peuple et à enflammer les soldats de son propre enthousiasme (3).

Après le laps d'un siècle, les mêmes passions et les mêmes lois avaient reparu. Les premiers législateurs de l'Amérique s'étaient rapprochés de la nature et avaient posé des précédents conformes aux lois naturelles. Le Connecticut avait offert le modèle d'un gouvernement populaire, la Virginie

(1) *Convention*, etc., p. 105.
(2) Comparez *Convention*, etc., p. 110 et 89.
(3) *Ibid.*, etc., p. 89.

Digitized by Google

donna l'exemple d'une révolution populaire. Il existe une sorte d'analogie entre la politique primitive américaine et les poèmes héroïques les plus anciens. Ils furent également spontanés et renfermèrent tous deux la vitalité de la vérité. Aussi longtemps que les sentiments de la nature subsisteront, on lira les poèmes d'Homère avec plaisir; aussi longtemps que la liberté existera sur la terre, on admirera les premiers modèles de législation et d'organisation populaire en Amérique. La tentative actuelle acquiert un nouvel intérêt de sa non-réussite. Le drapeau de la liberté ne fut déployé que pour être souillé de sang; la voix de la liberté ne s'éleva un moment que pour être étouffée bientôt par les exécutions.

Cependant sir William Berkeley parvint à réunir à Accomack un grand nombre de partisans; c'étaient des hommes d'inclinations basses et honteuses, alléchés par la passion du pillage (1). La guerre civile servit de moyen d'affranchissement aux serfs de l'Angleterre. Berkeley promit la liberté à tous les serviteurs des insurgés qui voudraient se rallier sous sa bannière. Les vaisseaux anglais dans les ports se rangèrent naturellement de son côté. Le vieux cavalier, à la tête d'une flotte de cinq navires et de dix corvettes, suivi par des royalistes, par une lie d'avides mercenaires, et par une horde d'Indiens (2), fit voile pour Jamestown, où il débarqua sans opposition. En entrant dans la ville, il se jeta à genoux pour remercier Dieu de son heureuse arrivée et de nouveau il proclama Bacon et ses partisans traîtres et rebelles. Le cri de « compatriotes, accourez, » retentit dans toutes les forêts. « Hâtons-nous, disait-on, ou nous serons

(1) Toutes les relations s'accordent. *Justification de Berkeley*, dans Burk, II, 262 : « Prenant tout des rebelles, chose imputée comme un crime odieux. » La plainte suppose qu'il y avait eu pillage. *Revue*, dans Burk, II, 252; Burwell, *Relation*, 47, 48.

(2) *Convention*, etc., 113, 114.

Digitized by Google

tous réduits en esclavage, hommes, femmes et enfants. » — « Votre épée, voilà votre commission et la mienne aussi, » dit Drummond à Lawrence; « l'épée doit trancher la question (1); » et tous deux se préparèrent à la résistance.

Bacon, de retour d'une heureuse expédition, avait renvoyé ses troupes, et n'avait conservé qu'un petit corps de soldats pour sa défense personnelle, lorsque la nouvelle de l'approche de la flotte arrivant d'Accomack vint le surprendre dans sa retraite. Son éloquence remplit ses quelques compagnons de courage. Ils marchent au devant de l'ennemi « avec une célérité étonnante. » Pendant la route, ils s'emparent des femmes des royalistes qui suivaient Berkeley et les retiennent comme otages; bientôt ils paraissent en armes devant Jamestown. Ils font retentir leur défi au son de la trompette et renversent un grossier retranchement à la douce lueur de la lune de septembre. La guerre civile était commencée. La nuit, la saison, la nature, la liberté, tout recommandait la paix. Si le Nouveau Monde ne pouvait faire naître l'union entre les bannis de l'Europe, les forêts n'étaient-elles pas assez vastes, pour dérober ces hommes à la fureur les uns des autres?

La victoire n'hésita pas à se prononcer. Les partisans de Berkeley étaient trop lâches pour réussir dans une sortie (2); pour s'assurer leur butin, ils trouvèrent bon de déserter leur poste (3). Nul service important ne fut rendu; si ce n'est par les marins. A quoi pouvaient donc être utiles la colère emportée et le courage désespéré d'un vieillard brave et irascible? Les royalistes abandonnèrent donc la ville et s'échappèrent sur leur flotte pendant la nuit.

Le matin qui suivit cette retraite, Bacon entra dans la

(1) *Convention*, 110, 113.
(2) Burwell, *Relation*, 53, 54.
(3) *Revue*, dans Burk, II, 252.

Digitized by Google

petite capitale de la Virginie. Là, reposaient les cendres de Gosnold; là, le vaillant Smith avait raconté ses aventures romanesques; là, des femmes anglaises avaient été offertes en vente à d'avides colons; là, Pocahontas s'était réjouie dans la simplicité de l'innocence. Pendant près de soixante-dix ans, cette ville avait servi de demeure aux Anglo-Saxons. Mais Bacon pourrait-il en garder la possession? Où bien l'abandonnerait-il pour servir de place forte aux ennemis de son pays? Le bruit se répandit qu'un parti de royalistes des comtés du Nord s'approchait. Dans un conseil de guerre, il fut résolu de brûler Jamestown, la seule ville de la Virginie, afin de ne laisser aucun lieu de refuge (1) à l'ennemi. On ordonna à tous les Virginiens de s'enfuir dans les solitudes, si des troupes arrivaient de l'Angleterre (2). Les tyrans ne pourraient que difficilement poursuivre les planteurs dispersés dans leurs habitations, au milieu des bois. Au moment où les ombres de la nuit allaient envelopper la ville, les rebelles y mirent le feu. Deux des meilleures maisons appartenaient à Lawrence et à Drummond. L'un et l'autre, de leurs propres mains, allumèrent ces flammes qui devaient réduire leurs habitations en cendres (3). La petite église, la plus ancienne de la colonie et le palais de l'État, nouvellement érigé, furent également consumés. Au milieu des ténèbres de la nuit, le ciel parut comme embrasé par l'incendie, qui fut aperçu de la flotte, celle-ci ayant jeté l'ancre à vingt milles au dessous de Jamestown (4). La Virginie sacrifiait son unique village en holocauste à la liberté. Les patriotes met-

(1) Pour le motif, Cotton, p. 8, et T. M., *Relation*, p. 21 : « Les coquins ne pourront plus abriter personne là, » « pour empêcher un siége à l'avenir. »

(2) T. M., *Relation*, p. 21.

(3) *Ibid.*, 21.

(4) *Revue*, dans Burk, II, 252, et Burwell, *Relation*, 54.

Digitized by Google

taient le feu à leurs propres maisons, pour qu'elles ne pussent servir d'abri aux ennemis de leur pays. Les ruines de la tour de l'église et les monuments du cimetière qui l'entourait, sont les seuls vestiges qui indiquent actuellement à l'étranger la péninsule de Jamestown (1).

Bacon s'éloigna en toute hâte de ces débris fumants, pour marcher à la rencontre des royalistes venant du Rappahannock. Aucun engagement n'eut lieu; les troupes, en corps, se réunirent au parti patriote; et Brent, leur chef royaliste fut laissé à la merci des insurgés. Les habitants de Glocester même donnèrent des gages d'adhésion. Il ne restait plus qu'à traverser la baie et à révolutionner la côte orientale.

La petite armée de Bacon s'était trouvée exposée, pendant la nuit, aux brouillards humides des basses terres; l'air embaumé des soirées de l'automne renfermait des germes de mort. Bacon lui-même tomba soudainement malade; ce fut en vain que son énergie vitale lutta contre un mal inconnu (2); il mourut, le premier jour d'octobre. Un chef politique a rarement reçu de ses amis plus de marques de

(1) Hawks, *Contributions*, 20.

(2) Bacon fut-il empoisonné? Hening hasarde inconsidérément cette conjecture, II, 374. Cependant en 1680, Hening, II, 460, sa mort est appelée « déshonorante et exemplaire, » et en 1677, Hening, II, 374, elle est appelée « juste et très exemplaire » Dans Hening, II, 426, à propos d'un ordre subséquent de l'Angleterre, « tous les moyens de violence et de dissimulation » sont approuvés. Un vieux poète, dans la *Relation* de Burwell, p. 58, écrit :

« Des ennemis de la Virginie, redoutant leur juste abandon,
Gagnèrent la mort, et au moyen de l'art de Paracelse,
Les firent disparaître. »

Et un royaliste, en réponse, p. 59, n'hésite pas à écrire :

« Comment donc peut-on regarder comme un crime,
Que la mort ou moi-même j'aie été gagné
Pour guider le fatal trait? Nous honorons tous
Celui qui prête sa main pour faire tomber un traître. »

Digitized by Google

respect. « Quel est celui qui soutiendra désormais notre cause, » disaient-ils. « Son éloquence pouvait enflammer les cœurs les plus froids; il avait conquis l'admiration de ses ennemis aussi bien par sa plume que par son épée, et s'ils le nommèrent criminel, ce fut bien de leur propre faute. Sa réputation aura à souffrir pendant quelque temps; mais lorsque à la longue la Virginie verra le triomphe de la vérité couronné de celui de la liberté, lorsqu'elle se trouvera à l'abri de tout danger, la postérité fera retentir les louanges de Bacon (1). »

Un peuple peu instruit, obéit promptement au premier appel qu'on lui fait de travailler pour la liberté; mais il est moins coupable d'union et de persévérance. La mort de Bacon laissa ses partisans sans chef. Une suite de petites insurrections éclatèrent; mais les royalistes rencontrèrent dans Robert Beverley un homme supérieur à tous ceux qui se trouvaient encore dans les rangs des insurgés. Les navires dans le fleuve étaient à sa disposition, et par une guerre prolongée, il parvint à rétablir peu à peu la suprématie du gouverneur.

Thomas Hansford, un natif de la Virginie, fut le premier commandant des rebelles que surprit Beverley; jeune, gai et brave, élevé dans les forêts de la vieille colonie, porté à l'enjouement, non indifférent au plaisir, ne souffrant guère la contrainte, vivement sensible à l'honneur, sans crainte devant la mort, passionnément attaché au pays qui lui avait donné le jour, il était la personnification complète du caractère des Virginiens. Lorsqu'il comparut devant le vindicatif Berkeley, il dédaigna de reculer en présence de sa fâcheuse

(1) Dans la *Vieille chronique*, p. 59 :

« Tandis que personne n'osera chanter ses funérailles
Dans la mesure qu'il mérite, jusqu'à ce que le temps amène
La vérité couronnée de la vérité et nous affranchir du danger,
Pour célébrer ses louanges dans l'avenir. »

Digitized by Google

destinée, et Berkeley le condamna à être pendu. Ni au moment de son jugement, ni après, il ne laissa point faiblir son courage. Il ne demanda qu'une seule faveur, c'était de « pouvoir être fusillé comme un soldat, au lieu d'être pendu comme un chien. » « Vous ne mourrez pas comme soldat, lui répondit-on, mais comme rebelle. » Pendant les courts instants de répit qui suivirent la sentence, son âme s'abandonna à l'espoir de l'immortalité. Repassant les actions de sa vie en revue, il témoigna du repentir de toutes ses fautes. Quant aux faits dont on l'avait accusé comme des actes de rébellion, il nia leur criminalité. « Prenez note de ceci, » dit-il, en s'avançant vers le gibet, « je meurs en sujet loyal et en ami de mon pays. » Ce pays, c'était la Virginie. Hansford fut le premier citoyen natif de l'Amérique, qui périt sur la potence, martyr du droit qu'avait le peuple de se gouverner lui-même (1).

Un parti de royalistes, profitant de sa supériorité maritime, entra dans York River et surprit les troupes commandées par Edmond Cheesman et Thomas Wilford. Le dernier était le plus jeune des fils d'un chevalier royaliste, mort pendant les guerres pour Charles Ier; c'était un homme vraiment courageux, qui avait pris rang au nombre des émigrants heureux de la colonie par son industrie; il perdit un œil dans la mêlée. « Si j'étais devenu tout à fait aveugle, dit-il, le gouverneur m'aurait accordé un guide pour me conduire au gibet. » Lorsque Cheesman fut traduit en jugement, Berkeley lui demanda : « Pourquoi avez-vous aidé Bacon dans l'exécution de ses projets? » Avant que le prisonnier eût eu le temps de formuler une réponse, sa femme, qui était encore jeune, s'avança : « Ce sont mes conseils, » telles furent ses paroles, « qui ont poussé mon mari à embrasser

(1) Burwell, *Relation*, 62; Cotton, 9; Hening, III, 567.

Digitized by Google

la cause que Bacon défendait; ce qu'il a fait, il ne l'a jamais fait que pour moi. » Puis tombant à genoux, elle ajouta : « Puisque ce qu'il a fait, ne s'est fait que par ma faute, c'est moi qui suis la plus coupable; que je subisse donc le châtiment. Conduisez-moi à la potence, mais pardonnez à mon mari. » Elle ne disait que la vérité; mais le gouverneur lui cria avec colère de s'éloigner et attaqua par ses insultes la pureté de leur union. Orgueilleux insolent! Une femme eût-elle consenti à mourir pour celui qu'elle aurait déshonoré (1).

A mesure que la puissance de Berkeley s'accroissait, ses passions semblaient encore plus excitées par l'opportunité même qu'il y aurait eu à pardonner. Rien n'est aussi impitoyable que l'orgueil offensé; un premier affront subi revient à la mémoire comme une preuve de faiblesse; et on cherche à reconquérir le respect en exerçant avec ardeur le pouvoir qu'on a recouvré. L'avidité du gouverneur trouva d'ailleurs à se satisfaire par les amendes et les confiscations; nul sentiment de clémence ne fut toléré. De crainte qu'un jury n'émît quelque verdict d'acquittement, les cours martiales s'empressèrent de condamner les prisonniers à mort (2). « Vous êtes vraiment le bien-venu, » s'écria le triomphant Berkeley, en faisant un profond salut à la vue de William Drummond, qui était tombé entre ses mains (1677). « Je suis plus heureux de vous voir que qui que ce soit en Virginie; vous serez pendu dans une demi-heure. » Le patriote, ayant avoué courageusement la part qu'il avait prise à l'insurrection, fut condamné à une heure et pendu à quatre. Sa femme et ses enfant furent chassés de leur demeure et réduits à vivre de la charité publique (3). Enfin, on crut prudent de

(1) Burwell, *Relation*, 64; Hening, II, 375; Cotton, 9.
(2) *Fidèle relation*, dans Burk, II, 254.
(3) *Convention*, etc., p. 87 et 111; Burwell, *Relation*, 79; Hening, II, 370, 546, 558; Burk, II, 201, 263, 264, 266.

Digitized by Google

recourir au ministère des tribunaux civils, dont les juges se comportèrent avec la virulence d'accusateurs. De tous ceux qui se laissèrent traduire en jugement, nul n'échappa à une déclaration de culpabilité et à une condamnation à la potence. Une sorte de panique paralysait les jurés, tant la plupart d'entre eux se sentaient coupables ou frappés de crainte (1). Qu'importait que des commissaires anglais arrivassent (1677), porteurs d'une proclamation royale assurant une amnistie générale à tous les rebelles, excepté à Bacon (2)? Malgré les remontrances, les exécutions continuèrent, jusqu'à ce que vingt-deux personnes eussent été pendues. Trois autres avaient succombé dans la prison aux cruautés qu'on leur avait fait endurer; trois s'étaient enfuies avant d'avoir été mises en jugement et deux, après que leur sentence eût été prononcée. On répandit alors plus de sang, qu'on n'en pourrait verser pendant mille ans pour des crimes politiques, sous l'influence de notre organisation actuelle. Charles II qui avait bon cœur put avec vérité s'écrier : « Le vieux fou a sacrifié plus de vies dans ce pays désert, que moi-même, pour le meurtre de mon père. » Aussi, il blâma la conduite de Berkeley, dans une proclamation publique, comme opposée à ses ordres et dérogeant à sa clémence (3). On n'est même pas certain que le carnage eût bientôt trouvé un terme, si l'assemblée, nouvellement convoquée, n'avait voté une adresse au gouverneur pour le prier « de ne plus pro-

(1) *Fidèle relation*, dans Burk, II, 255. — N. B. Que le lecteur ne se laisse pas fourvoyer par la très plaisante erreur de Burk, II, 200, où il mentionne « l'acquittement de dix personnes en un jour. » — C'est une pure invention, bien qu'elle soit reproduite par un écrivain récent. Comparez Burk, II, 255 et 263.

(2) Hening, II, 428, 429.

(3) Hening, II, 429. Oldmixon, I, 257, prétend que le roi approuva hautement la conduite de Berkeley. Il faut bien admettre que la proclamation est la preuve la plus sérieuse possible du contraire.

Digitized by Google

diguer le sang. » « Si nous l'avions laissé faire, » disait le député de Northampton à son collègue de Stafford, « il aurait pendu la moitié du pays (1). »

Les gens peu généreux poursuivent toujours de leurs calomnies la mémoire des opprimés. L'Angleterre, jalouse de sa suprématie absolue sur les colonies, ne put rendre justice aux principes pour lesquels Bacon avait combattu. Il ne fut pas permis d'établir une imprimerie en Virginie. Dire du mal de Berkeley ou de ses amis était puni du fouet ou de l'amende; parler, écrire ou publier quoi que ce fût en faveur des rebelles ou de la rébellion, était regardé comme une grave offense; à la troisième récidive, le fait était assimilé à un acte manifeste de haute trahison (2). Faut-il s'étonner si la postérité ignora la vérité pendant plus de cent ans? Toutes les relations exactes de l'insurrection demeurèrent en manuscrits jusqu'au siècle actuel (3).

Ce fut à l'occasion de cette révolte que l'Angleterre envoya, pour la première fois, des troupes dans les colonies anglaises de l'Amérique. Leur entretien constitua une lourde charge. Au bout de trois ans, les soldats reçurent leur congé; ils se mêlèrent probablement aux habitants (4).

Sir William Berkeley s'en retourna en Angleterre avec l'escadre qui remit à la voile pour l'Europe. A son départ, les colons tirèrent des coups de mousquet et allumèrent des feux de joie (5). En Angleterre, l'opinion publique se prononça également avec sévérité contre sa conduite; aussi lord Berkeley avait coutume de dire que le rapport défavorable des commissaires envoyés en Virginie, avait causé la

(1) T. M., *Relation*, 24; Hening, II, 545-558.
(2) Hening, II, 385, 386.
(3) Comparez Walsh, *Appel*, 78.
(4) Chalmers, 351, 352.
(5) F. Morryson, dans Burk, II, 267.

Digitized by Google

mort de son frère. Sir William mourut peu après son arrivée en Angleterre, avant même d'avoir pu obtenir une audience du roi.

Les conséquences de la révolte de Bacon furent fatales à la Virginie. La répression de ce mouvement insurrectionnel fournit un prétexte pour refuser une charte libérale et pour ne concéder rien de plus qu'une patente (1676) qui ne conférait aucune immunité politique (1). La liberté de la Virginie dépendit du bon plaisir du roi ; elle n'eut pour règle que la volonté arbitraire du monarque, sauf en ce qui concernait les droits de sujets anglais garantis aux habitants par le droit coutumier. La forme du gouvernement fut en outre déterminée d'après les instructions royales adressées précédemment à Berkeley (2). Les assemblées ne devaient être convoquées qu'une fois tous les deux ans et pour siéger quinze jours seulement, excepté dans des circonstances spéciales. « Vous aurez soin, disait le monarque, que les membres de l'assemblée ne soient élus que par les francs-tenanciers. » Conformément à ces instructions, toutes les mesures votées par l'assemblée de Bacon furent complétement abrogées (3). Ainsi les anciens griefs reparurent immédiatement (1677). On ne conserva peut-être qu'un seul acte, celui qui permettait de réduire les Indiens en esclavage ; il fut confirmé et renouvelé. Les taxes privées, injustes et onéreuses, furent levées par des individus qui s'entendaient pour tromper ; souvent les revenus publics devinrent l'objet d'abus ; les églises furent de nouveau replacées sous des conseils de paroisse se recrutant eux-mêmes ; des pertes énormes avaient été éprouvées par suite de l'insurrection, et le fardeau en retombait surtout lourdement sur les classes

(1) Burk, II, *App.*, LXI ; Hening, II, 532 ; Beverley, 76.
(2) Hening, II, 424-426, où on les trouve insérées tout au long.
(3) *Ibid.*, II, 380 ; II, 346, 404.

Digitized by Google

pauvres, car elles se voyaient dépouillées de leur droit électoral, tandis que le système d'impôt par capitation était maintenu (1). Les commissaires, envoyés par le roi, pour s'enquérir de la situation de la Virginie, autorisèrent tous les districts à présenter leurs sujets de plaintes. L'heureux comté de Westmoreland, comté qui possédait John Washington pour magistrat et pour représentant (2), déclara qu'il n'avait aucun grief à soumettre (3). Mais d'autres comtés envoyèrent de longs rapports sur des actes de tyrannie et de rapines. Cependant, quoique toutes les plaintes eussent été écoutées avec impartialité, quoique la conduite imprudente et inconsidérée de Berkeley n'eût pu échapper au blâme, toutes les mesures efficaces de réforme furent considérées comme non avenues, et la législation conserva tous les éléments aristocratiques qu'on y avait introduits antérieurement.

Tandis que la restauration avait été ainsi suivie de scènes de carnage et de la guerre civile dans la Virginie, le Maryland progressait paisiblement et rapidement sous le gouvernement plus libéral de son propriétaire. De même que la Virginie, le Maryland était une colonie de planteurs; le tabac formait aussi sa principale denrée et les actes de navigation entravèrent et comprimèrent également sa prospérité. Le Maryland, comme la Virginie, ne possédait aucun village considérable; les habitants en étaient dispersés au milieu des bois ou le long des fleuves; chaque plantation composait un petit monde à elle seule; et la législature essaya vainement de créer des villes par décret. Comme en Virginie, les travailleurs étaient en partie des serviteurs engagés par contrat, dont le terme de service se trouvait limité par une

(1) Culpepper, dans Chalmers, 355, 356.
(2) Hening, II, 250, 309, 330.
(3) Chalmers, 338.

Digitized by Google

législation constante (1), et en partie des esclaves nègres, dont l'emploi dans la colonie remontait à une période reculée et dont l'importation était à la fois favorisée par la cupidité des Anglais et par les statuts provinciaux (2). Comme en Virginie, le peuple n'avait pas le pouvoir d'élire presque tous les magistrats des comtés ou de la province; et l'autorité judiciaire était placée en dehors de son contrôle (3). Comme en Virginie, le parti du propriétaire, en possession du gouvernement, était animé d'un respect jaloux pour la prérogative et pour les principes royalistes, en vertu desquels l'autorité puisait sa sanction dans la volonté du ciel. Comme en Virginie, les impôts levés par les officiers des comtés n'étaient pas consentis par le vote direct du peuple et formaient par conséquent une charge très lourde, aussi bien à raison de leur élévation excessive, qu'à raison de la manière dont ils étaient perçus (4). Pourtant quoique l'administration du Maryland ne favorisât pas le développement des libertés populaires, elle se faisait remarquer par son esprit de conciliation et d'humanité. Lord Baltimore, pendant sa longue suprématie, se proposa toujours honorablement de protéger l'industrie, d'encourager l'union et de conserver la paix religieuse.

Lors de la restauration, l'autorité de Philippe Calvert, que le propriétaire avait désigné pour son lieutenant, fut promptement et paisiblement reconnue. Fendall, le dernier gouverneur qui avait obéi à l'impulsion de la volonté populaire, comme étant supérieure à celle de lord Baltimore, fut

(1) Bacon, 1661, ch. X; 1662, ch. VI.

(2) *Ibid.*, 1671, ch. II; confirmée en 1672, ch. II; renouvelée en octobre 1692, ch. LII.

(3) Macculloch; *Maryland*, 155, etc.

(4) Ceci est en partie conclu de l'examen des lois prises dans leur ensemble. Comparez T. M., *Relation de la rébellion de Bacon*, p. 21. C'est un passage important.

Digitized by Google

convaincu de trahison. Son châtiment ne fut pas rigoureux; par une sage clémence, on couvrit du voile d'une amnistie générale la lutte naissante entre le peuple et son souverain (1661). La paix fut ainsi rétablie; mais le Maryland ne fut pas placé pour cela en dehors de l'influence des idées que cette époque de révolution avait soulevées. La lutte devait recommencer à la première occasion.

Cependant le bonheur de la colonie était digne d'envie. Les malheureux et les persécutés accouraient en foule sur les domaines d'un prince bienveillant. Si Baltimore ressemblait jusqu'à un certain point à un monarque, de même que Miltiade dans la Chersonèse, et d'autres fondateurs de colonies de l'antiquité, sa monarchie était supportable pour les exilés qui cherchaient la liberté et le repos. De nombreux vaisseaux trouvaient moyen d'être utilisés dans les ports. Le travailleur blanc pouvait s'élever rapidement de son humble condition à celle de propriétaire libre; les femmes émigrantes étaient certaines d'améliorer leur condition et les douces joies du foyer domestique venaient se concentrer autour d'elles dans le Nouveau Monde. Les sentiments affectueux se développaient bientôt dans ces immenses solitudes, où les plaisirs artificiels étaient restés inconnus. Le cœur du planteur appartenait tout entier à sa famille; il plaçait son orgueil dans les enfants qui s'épanouissaient autour de lui et qui rendaient le désert attrayant par leur innocence et leur gaîté.

Les émigrants accouraient de tous les climats, et la législature de la colonie accordait ses sympathies à toutes les nations comme à toutes les sectes. De France arrivèrent les huguenots (1666); les enfants malheureux de l'Allemagne, de la Hollande, de la Suède, de la Finlande et même, je crois, du Piémont, vinrent chercher protection sous le sceptre tolérant d'un catholique romain. La Bohême elle-

Digitized by Google

même (1), la patrie de Jean Huss et de Jérôme, envoya ses fils dans le Maryland, où ils reçurent aussitôt les mêmes droits de citoyens que les autres habitants. Le triomphe de la justice et de l'humanité, suivant les idées du temps, aurait été complet sans les souffrances de ceux qu'on appelait quakers (2). Cependant ils ne furent pas persécutés à cause de leur culte, qu'ils purent célébrer publiquement et sans être inquiétés (3). « La vérité fut accueillie avec joie et respect; » et George Fox rapporte avec une satisfaction secrète que des membres de la législature et du conseil, des personnes de qualité et des juges de paix assistèrent à un meeting considérable et très édifiant. L'empereur indien, après de grands débats au sein de son conseil, arriva également, suivi de ses rois et des chefs de tribus, leurs subordonnés; et tous, couchés sur la rive orientale de la Chesapeake, écoutèrent le discours du soir du bienveillant voyageur. Postérieurement, l'héritier de la province assista à une assemblée du même genre. Pourtant les quakers, en refusant de se soumettre au service militaire, se voyaient souvent condamnés à de fortes amendes ou à une dure captivité ; le refus de prêter serment entraînait souvent la confiscation de leurs propriétés. Ce ne fut pas avant 1688, six ans après l'arrivée de William Penn en Amérique, que la tolérance fut complète à leur égard.

En attendant, les dispositions à la bienfaisance et à la gratitude croissaient ensemble. Charles, le fils aîné du propriétaire, vint résider (1662) dans la province qui devait devenir son patrimoine. Il visita les rives de la Delaware (4)

(1) Bacon, 1666, ch. VII.

(2) Besse, II, 381-388. Très exact. Mac Mahon, 227, moins complet que l'historien quaker.

(3) George Fox, *Journal*, 448, etc.

(4) *Archives d'Albany*, XVII, 286 : « Le jeune Baltimore a l'intention de visiter le fleuve. » (XVII, 297.)

Digitized by Google

et s'efforça d'étendre les limites de sa juridiction (1). Comme le Massachusetts, le Maryland eut son hôtel de la monnaie et frappa des pièces au coin de la province (2) ; plus tard (1686), le taux des monnaies étrangères fut arbitrairement adopté. Le pays leva un impôt sur le tonnage de tous les vaisseaux qui mouillaient dans ses eaux (3). On résolut aussi d'ériger un palais de l'État, dont la construction s'effectua dans la suite, moyennant une dépense de quarante mille livres de tabac, soit environ mille dollars (1662-1674). La paix fut établie avec les nations indiennes; on détermina et on régla leurs droits, leurs devoirs de subordination et leurs relations commerciales (1666). Mais les exemples les plus agréables et les plus touchants de la législation se rencontrent dans les compromis (4) conclus entre lord Baltimore et les représentants du peuple (1662, 1671, 1674). En vertu de ces actes, le pouvoir du premier de lever les impôts, fut soigneusement restreint, et le mode de payer les redevances déterminé dans des conditions favorables pour la colonie; d'autre part, on frappa d'une taxe de deux shillings chaque mesure de tabac exportée; la moitié du produit devait en être consacrée à la défense du gouvernement, et l'autre moitié devenir conditionnellement le revenu du propriétaire. Ce compromis, quoique qualifié « d'acte de reconnaissance, » était surtout avantageux aux colons. Le peuple regardait comme un devoir de subvenir lui-même aux frais du gouvernement et il était prêt à reconnaître la sollicitude constante du propriétaire pour la prospérité de ses possessions.

(1) Comparez *Archives d'Albany*, XVII, 315, 245; XVIII, 337-365. Nous dirons davantage sur ce sujet dans la suite. Heerman, *Journal*, répand un grand jour sur la controverse avec Penn.

(2) Bacon, 1661, ch. IV; 1662, ch. VIII; 1686, ch. IV.

(3) *Ibid.*, 1661, ch. VII.

(4) *Ibid.*, 1662, ch. XIX; 1671, ch. XI; 1674, ch. I.

Digitized by Google

C'est ainsi qu'au déclin de sa vie, le père du Maryland, le législateur tolérant, le prince bienfaisant, Cecil, lord Baltimore, jouit du succès que méritait sa conduite philanthropique. La colonie qu'il avait fondée dans sa jeunesse, fit le bonheur de sa vieillesse par les témoignages de gratitude qu'on lui rendit. Quel est celui qui, parmi ses pairs, aurait pu rivaliser en honneurs avec lui? Défenseur inébranlable de la prérogative royale, partisan des Stuart, il avait été marqué du sentiment d'humanité, et, quoique disciple fervent de l'Église romaine, dont il vénérait la doctrine comme l'exposition infaillible de la vérité, il fut le premier, parmi les législateurs, à maintenir l'égalité entre toutes les sectes. Affranchi du fanatisme religieux, ami de la concorde et de la tranquillité, il ne pouvait s'élever cependant au dessus des préjugés politiques de son parti. Il ignorait la valeur de la souveraineté du peuple ou ses avantages; il n'avait pas compris le caractère des institutions en voie de formation dans le Nouveau Monde; aussi ses desseins bienveillants étaient-ils le résultat de sa propre modération et de ses qualités personnelles, sans égard pour l'esprit de son temps. Dans l'État de Rhode Island, la liberté intellectuelle était un principe que Roger Williams avait fait jaillir des aspirations du peuple; dans le Maryland, elle était le fruit de la bonté du souverain, qui ne savait pas que les idées ne peuvent trouver d'asile assuré que dans le cœur de la multitude. Le peuple se laisse moins facilement ébranler que le prince. Rhode Island ne perdit jamais le trésor dont les habitants avaient appris à connaître la valeur. Le principe de la liberté de l'intelligence n'exista pas chez le peuple du Maryland et par conséquent ne constitua qu'une possession aussi incertaine que la bienveillance d'un individu, tant que le même progrès de la pensée, qui avait déjà sauvé la petite colonie du Nord, ne se fût pas infiltré lentement, mais sûrement,

Digitized by Google

dans l'esprit public des habitants des bords de la Chesapeake. Lord Baltimore ne réussit pas à obtenir la gloire la plus élevée, celle qui découle d'une salutaire influence exercée sur les masses; mais ses mérites personnels sont purs de toute tache. La métropole commerciale du Maryland rappelle son nom; la mémoire de ce sage philanthrope survit dans les annales de l'Amérique. Il mourut (1675), après avoir conservé la souveraineté de ses possessions pendant plus de quarante trois ans, gardant une réputation de prudente modération que les dissensions de sa colonie et les révolutions diverses de l'Angleterre ne purent ternir. Pourtant il ne laissa pas l'empreinte de son esprit dans le caractère politique du Maryland et par conséquent il ne mérita pas le renom le plus éclatant que puisse acquérir un législateur. De toutes les institutions dont il fut principalement l'auteur, rien ne subsista, sauf les droits de propriété réservés à sa famille.

La mort de Cécil rappela en Angleterre (1676) l'héritier du Maryland, qui avait déjà gouverné alors cette province pendant quatorze ans avec beaucoup de modération et en avait été récompensé par la prospérité croissante de son patrimoine. Avant son départ, tout le code des lois fut soumis à une révision complète; et l'acte mémorable de tolérance, confirmé. Six ans auparavant (1670), la Virginie avait prohibé l'introduction des condamnés criminels, tant que le roi ou le conseil, privé n'aurait pas donné l'ordre contraire. Dans le Maryland « la transportation des convicts » fut interdite d'une manière absolue, sans tenir compte de la volonté du roi ou de celle du Parlement anglais et, en 1692, cette interdiction fut renouvelée (1). On conserva au propriétaire les revenus antérieurement accordés.

(1) Hening, II, 509, 510; Bacon, 1676, ch. XVI.

Digitized by Google

Au moment où lord Baltimore s'embarquait pour l'Angleterre, des germes de mécontentement existaient déjà. La dignité de propriétaire, une principauté féodale avec des manoirs considérables dans tous les comtés, constituaient une anomalie; un seul législateur héréditaire existant pour la province, son pouvoir n'était pas en harmonie avec les prédilections politiques des colons, ou les coutumes du Nouveau Monde. La doctrine de l'autorité prédominante d'un souverain héréditaire était combattue par l'esprit sorti de l'émigration; les principes d'égalité civile se développaient naturellement dans tous les établissements anglais. L'insurrection de Bacon éveilla des sympathies au nord du Potomac, et un soulèvement ne fut évité que grâce à la prompte énergie du gouvernement (1). Mais le désir vague et illimité du changement, la tendance vers des formes d'administration plus démocratiques, ne pouvaient être réprimés. L'assemblée qui se réunit pendant l'absence du propriétaire (1678) était animée de cet esprit; aussi organisa-t-elle le droit de suffrage conformément à cette base (2). Le parti des « Baconistes » avait obtenu une grande influence sur l'esprit public. Bientôt les dissentiments entre le propriétaire et le peuple, devinrent manifestes. Lord Baltimore, à son retour dans la province, annula lui-même, dans une proclamation (1681), la mesure adoptée par les représentants du Maryland relativement à la franchise électorale et rendit une ordonnance arbitraire, limitant le droit de suffrage aux hommes libres, possesseurs d'un franc fief de cinquante acres, ou ayant une fortune personnelle apparente de quarante livres. Aucune distinction n'était établie quant à la couleur. Ce fut seulement en 1723,

(1) T. M., *Relation*, p. 21. Lord Baltimore au comte d'Anglesey, dans Chalmers, p. 376 : « A l'époque de la rébellion de Bacon, il [Fendall] chercha à exciter une rébellion ici. »

(2) Bacon, 1678, ch. III ; Mac Mahon, 445.

Digitized by Google

que dans la Virginie, les nègres, les mulâtres et les Indiens se virent dépouillés pour la première fois de leurs droits. Ils conservèrent légalement le droit de suffrage dans le Maryland; jusqu'au jour où le blanc le plus pauvre recouvra un droit égal (1802). Ces restrictions qui, pendant cent vingt et un ans réussirent à se maintenir contre le principe du suffrage universel pour les hommes libres de la race caucasienne, furent introduites au milieu de scènes d'agitation intérieure. Fendall, l'ancien républicain (1), formait encore des plans d'insurrection et même d'affranchissement. L'État n'était pas seulement troublé par la misère; il courait le danger de tomber en dissolution, car on se disait : « Les maximes du vieux lord Baltimore ne peuvent plus nous suffire à présent (2). »

L'insurrection fut réprimée pour le moment; mais les symptômes en étaient d'autant plus alarmants que le fanatisme religieux se mêlait au principe de la souveraineté populaire. Le mécontentement s'augmenta de l'hostilité pour la foi des papistes; et, comme le protestantisme se transforma en secte politique, on renversa facilement en définitive le gouvernement du propriétaire, qui n'avait jeté de profondes racines, ni dans les croyances religieuses, ni dans les convictions politiques, ni dans la condition sociale de la colonie. Il avait reposé uniquement sur le respect et la reconnaissance, qui s'usèrent rapidement.

Immédiatement après la mort du premier souverain féodal du Maryland (1676), les anglicans s'étaient mis à invoquer la puissante influence de l'archevêque de Cantorbéry, afin d'assurer l'établissement d'une église qui réclamait la suprématie dans une province où elle jouissait de l'égalité. Les

(1) Documents, dans Chalmers, 376. La lettre est de lord Baltimore, par conséquent une assertion *ex parte*.

(2) Culpepper, dans Chalmers, 357.

Digitized by Google

fausses allégations ne furent pas épargnées. « Le Maryland, » dit un ministre anglican, « est un foyer d'iniquité. » Le remède à tous les maux, devait consister dans « la constitution d'une dotation pour le clergé protestant (1). » Les épiscopaux demandaient, non pas la liberté, mais le privilége; ils voulaient une organisation soutenue officiellement aux frais de la province. Lord Baltimore résista; le catholique romain persistait inflexiblement dans son attachement à la liberté des cultes.

L'opposition à lord Baltimore comme souverain féodal fit aisément cause commune avec le fanatisme protestant; et, lorsque l'insurrection eut été réprimée au moyen de la clémence et de l'indulgence (1681), le gouvernement se vit accusé avec véhémence de favoriser les papistes. L'occasion était trop favorable pour être négligée; le ministère anglais ordonna bientôt que tous les emplois publics dans le Maryland fussent à l'avenir confiés exclusivement à des protestants. Les catholiques romains se trouvaient ainsi dépouillés de leurs franchises dans la province même qu'ils avaient fondée.

Lord Baltimore luttait contre les colons pour son autorité héréditaire; contre l'église anglicane, pour sa foi religieuse; il s'engagea dans une opposition à la politique commerciale de l'Angleterre, en essayant de modifier les conséquences des actes de navigation, si fatales à l'activité industrielle des colonies. Les droits de juridiction avaient été méconnus; l'officier des douanes du Maryland avait été placé sous la suprême direction du gouverneur de la Virginie; ces mesures désagréables, auxquelles les agents de lord Baltimore firent résistance, avaient amené des querelles et fait verser du sang; elles furent suivies en outre d'un différend avec la Vir-

(1) Rév J. Yeo, dans Chalmers, 373.

Digitized by Google

ginie (1). L'avénement de Jacques II (1685) parut un événement avantageux pour le propriétaire catholique romain; mais le premier résultat en fut, de la part du Parlement, un accroissement de charges pour l'industrie de la colonie, grâce à une nouvelle taxe sur la consommation des produits de celle-ci en Angleterre; de son côté, le roi, qui méditait le renversement des libertés de la Grande-Bretagne, résolut dans son injustice impartiale, de placer toutes les colonies sous la dépendance directe de la couronne. Le propriétaire se hâta de retourner en Angleterre; vainement invoqua-t-il la manière irréprochable dont il avait administré. On ne tint nul compte de cette remontrance, on dédaigna de s'inquiéter des droits consacrés par une charte (1687) et une ordonnance de *quo warranto* fut lancée contre la patente de lord Baltimore. Mais avant que les formalités légales eussent pu être menées à bonne fin, le peuple anglais s'était prononcé sur le sort de son roi.

L'approche de la révolution (1688) ne produisit pas immédiatement de résultat favorable pour lord Baltimore. Qu'importait que des discours et des actes séditieux contre l'autorité du propriétaire, fussent punis du fouet, du percement de la langue, de l'emprisonnement, de l'exil et même de la mort? L'esprit de liberté démocratique, soutenu par le fanatisme protestant et par le bruit d'un prétendu complot papiste, était un adversaire trop puissant pour le gouvernement de la colonie. Le président Guillaume Joseph, à qui lord Baltimore avait confié l'administration, convoqua une assemblée. Le discours d'ouverture nous fait connaître le caractère du propriétaire et la nature de l'insurrection qui éclata peu après. « La divine Providence, » disait le délégué de lord Baltimore, « nous a ordonné de nous réunir. Le pou-

(1) Communiqué des *Archives du Maryland*.

Digitized by Google

voir en vertu duquel nous sommes assemblés ici a été transmis incontestablement par Dieu au roi, par le roi à son excellence, le lord propriétaire, et par sadite seigneurie à nous. Le pouvoir, par conséquent, dont je parle, existant, comme je l'ai dit, premièrement en Dieu et venant de Dieu, secondement résidant dans le roi et venant du roi, troisièmement résidant dans sa seigneurie et quatrièmement en nous, le but et le devoir de cette assemblée, et pour lesquels elle a été convoquée et est actuellement réunie, doivent découler de ces quatre chefs, savoir, de Dieu, du roi, de notre seigneur et de nous-mêmes. » Après avoir ainsi établi le droit divin du propriétaire, il chercha à la raffermir en restreignant les priviléges de l'assemblée et en exigeant un serment spécial de fidélité au suzerain. L'assemblée résista à cette tentative et fut prorogée (1). Faut-il s'étonner si l'excitation s'accrut, si les nouvelles de l'invasion de l'Angleterre lui fournirent un nouvel aliment, enfin si le retard apporté à proclamer le nouveau roi, fit éclater l'incendie? Un ancien compagnon de Fendall, John Coode, organisa et dirigea l'insurrection. « L'Association armée pour la défense de la religion protestante » s'empara du gouvernement (1689). La cause de la liberté ne peut-elle donc jamais être défendue dans toute sa pureté? La révolution était une preuve de la marche progressive de cette époque; mais son chef Coode était un homme sans valeur. Son parti se fortifia grâce aux calomnies les plus fausses et les plus virulentes contre le propriétaire absent; l'insurrection menaça même de détruire la liberté de conscience. Mais le gouvernement anglais transformé permettrait-il d'opprimer les papistes dans la colonie même où des papistes avaient proclamé la liberté de

(1) Mac Mahon, 235. Les chapitres de Chalmers sur le Maryland sont les plus exacts de tous. Chalmers avait résidé dans le Maryland.

Digitized by Google

l'intelligence et donné l'exemple de la tolérance? La nouvelle dynastie chercherait-elle à s'approprier la souveraineté et les droits dont lord Baltimore avait été dépouillé par la force et la violence? La conduite à suivre par le ministère de Guillaume et de Marie à l'égard du Maryland, devait témoigner de la sincérité des nouveaux souverains; elle devait prouver s'ils étaient inspirés par les principes universels de la justice, ou s'ils n'avaient puisé leur attachement pour la liberté que dans les circonstances du moment, s'ils avaient opéré une révolution au profit de l'humanité, ou dans l'intérêt des priviléges établis.

Deux ans environ après que la Virginie eût été concédée à Arlington et à Culpepper (1675), ce dernier obtint une commission de gouverneur de la Virginie à vie (1677) et fut proclamé peu après le départ de Berkeley (1). La vieille colonie se vit transformée en un état appartenant à des propriétaires, et son gouvernement passa en quelque sorte entre les mains d'un seul de ces propriétaires qui, en même temps était l'unique possesseur de l'immense territoire situé entre le Rappahannock et le Potomac. Culpepper était disposé à regarder sa charge comme une sinécure, mais le roi le blâma de rester en Angleterre. Le gouverneur s'embarqua donc pour la Virginie et arriva au commencement de 1680 dans sa province (2). Il n'avait aucune vue élevée, concernant la Virginie; il regardait sa patente et son emploi comme une propriété ordinaire. Revêtu par la clémence royale du pouvoir d'ensevelir dans l'oubli les discordes passées, il eut la dépravation de transformer ce devoir d'humanité en moyen

(1) Hening, II, 564.

(2) Burk, II, 226. Je crois que par 1679 il faut entendre 1679-80, ou bien c'est une erreur. Beverley avait raison de dire que « le séjour de Culpepper ne durerait pas une année. » Il ne résida en effet que du commencement de l'année 1680 jusqu'au mois d'août.

Digitized by Google

de s'enrichir et d'accroître son autorité. Cependant l'avidité de Culpepper n'avait rien d'extraordinaire. Sa conduite était en parfait accord avec les principes qui prévalaient alors en Angleterre. De même que le négociant anglais réclamait le monopole du commerce des colonies, que le fabricant anglais n'appréciait la Virginie que comme un marché pour ses produits, de même les courtisans anglais visaient à des emplois en Amérique, comme un moyen d'accroître leurs revenus personnels ou de pourvoir leurs subordonnés. Lord Culpepper n'occupe une place dans les annales du Nouveau Monde que par son avarice. Quelque ignoble que soit ce motif de célébrité, il renferme une profonde signification morale. Qui peut douter que le peuple, pris collectivement, n'exerce le pouvoir de nommer aux emplois avec plus de sagesse qu'un individu quelconque?

Culpepper, après avoir prêté le serment de sa charge à Jamestown et composé son conseil de membres portés pour la prérogative, dépouilla les partisans obstinés de Bacon de leurs droits civiques. On proposa à l'assemblée, convoquée en juin, de voter trois décrets qui avaient été préparés en Angleterre et qu'on avait confirmés d'avance en y apposant le grand sceau. Le premier accordait une amnistie, moins large qu'il n'y avait eu lieu de l'espérer, mais définitive et partant bien accueillie. Le second refusait à l'assemblée le pouvoir qu'elle avait réclamé d'accorder aux étrangers les priviléges de citoyen, et en faisait la prérogative du gouverneur. Le troisième décret enfin établissait un droit permanent d'exportation de deux schillings par mesure de tabac, le produit de cet impôt devait servir à titre de revenu royal, aux frais du gouvernement et il devait en être rendu compte, non à l'assemblée, mais au roi (1). Cette mesure,

(1) Hening, II, 568, 569, 458, etc., 466, etc.; Beverley, p. 79.

Digitized by Google

plus funeste encore que les autres à la liberté coloniale, avait été imaginée d'après un précédent de l'Angleterre; elle était cependant si détestée des Virginiens qu'elle rencontra une opposition sérieuse et ne passa que dans l'espoir de voir la rébellion pardonnée. La Virginie perdit ainsi, par un vote émis sans restriction, la faculté de déterminer les impôts de la colonie, c'est à dire le seul moyen de tenir l'administration en échec. Le revenu royal était considérable et permanent. Est-il étonnant que les partis politiques en Virginie montrassent des signes de revirement? que grand nombre de ceux qui avaient été partisans zélés des Cavaliers, se confondissent avec la masse de la population et eussent appris à se défier de l'influence royale?

Lord Culpepper veillait également à ses intérêts personnels. Les appointements du gouverneur de la Virginie avaient été de mille livres; ils furent doublés pour lui, parce qu'il était pair. Il obtint en outre une dotation pour le loyer de sa maison. Il cherchait à augmenter son revenu de toutes les manières. Qui plus est, ce pair était à peine un honnête homme. Il enlevait aux soldats une partie de leur solde, en changeant arbitrairement la valeur de la monnaie courante (1). Ayant ainsi fait connaissance avec la Virginie et employé l'été d'une façon lucrative, il s'embarqua à Boston pour l'Angleterre, au mois d'août (2). Quelle différence entre ce gouverneur et Winthrop, Haynes, Clarke et Williams!

La Virginie était appauvrie; le bas prix du tabac laissait le planteur découragé. L'assemblée avait essayé par des mesures législatives de faire surgir des villes et de protéger les manufactures. Sans le moindre égard pour les libertés des colonies, elle supplia aussi le roi de défendre par édit,

(1) Beverley, 79, 80.
(2) Hening, II, 561; Hutchinson, *Mass.*, I, 299.

Digitized by Google

pendant un an, la culture du tabac dans les colonies. La première mesure ne pouvait contre-balancer les actes de navigation; et quant à la seconde, ce fut l'émeute qui se substitua à un édit royal; la populace se réunit pour ravager les plantations de tabac. Le pays devint trop misérable pour pouvoir être tranquille.

Culpepper revint en Virginie (1682), afin d'y rétablir la paix et de veiller à ses propres intérêts, comme propriétaire d'une langue de terre située au Nord. Au moyen de quelques victimes condamnées au gibet, le mécontentement fut étouffé. L'assemblée fut convoquée et se vit dépouillée du faible reste de contrôle qu'elle avait conservé sur le pouvoir exécutif. Le conseil constituait la cour générale de la Virginie, dont on pouvait appeler, suivant l'usage, à l'assemblée générale. Cette coutume était éminemment favorable à la puissance populaire; elle menaçait de faire échouer Culpepper dans sa tentative de s'approprier les plantations cultivées de la langue de terre septentrionale. L'artificieux magistrat fomenta la discorde entre le conseil et l'assemblée. Les bourgeois prétendirent avoir droit de siéger seuls dans leur haute cour d'appel et d'en exclure le conseil, de la décision duquel on appelait. Culpepper déféra la question à la décision du roi et annonça bientôt (1683) que désormais nul appel quelconque, ni à l'assemblée, ni au conseil du roi, ne serait permis pour une valeur inférieure à cent livres sterling. Ce qui montre bien quel esprit animait le conseil de la Virginie, c'est qu'il accueillit favorablement la nouvelle mesure, et manifesta seulement le désir qu'aucun appel au roi ne fût autorisé pour une valeur inférieure à deux cents livres (1).

Les possesseurs de terres comprises dans la concession

(1) Hening, III, 550; Beverley, 82, 83.

Digitized by Google

de Culpepper étaient maintenant à sa merci et se virent contraints éventuellement de négocier un compromis.

Toutes les relations s'accordent à dépeindre la situation de la Virginie à cette époque comme extrêmement désastreuse. Culpepper ne ressentait pas la moindre pitié pour la misère, pas la moindre sympathie pour une province appauvrie par des lois détestables; aussi le séjour de la Virginie lui devint si ennuyeux, qu'au bout de quelques mois il retourna en Angleterre. Le conseil exposa les souffrances et l'agitation du pays; on renouvela la demande d'annulation de la concession faite à Culpepper et à Arlington. La détresse de la province facilita ces négociations, dont le but s'accordait d'ailleurs avec la nouvelle politique coloniale de Charles II. Arlington abandonna ses droits à Culpepper, et, l'année suivante (1684), le roi put déclarer que la Virginie formait de nouveau une province royale (1).

Culpepper ne conserva pas sa place de gouverneur. Sa patente était à vie; mais, comme tant d'autres chartes, elle fut annulée (1683) par arrêt de justice (2), non pas tant par égard pour les libertés de la Virginie que par désir de recouvrer une prérogative de plus pour la couronne.

Lord Howard d'Effingham succéda à Culpepper. Comme tant d'autres avant et après lui, il n'avait sollicité un emploi en Amérique que pour amasser des richesses (3); aussi eut-il recours à l'expédient ordinaire des gratifications exorbitantes. On dit qu'il ne se fit point scrupule de partager ses gains illicites avec ses commis. Les idées du juste et de l'injuste, qui sont les mêmes dans toutes les consciences, pourvu que l'homme veuille prêter l'oreille à la voix intérieure qui réside en lui, sont pourtant obscurcies et per-

(1) Hening, II, 561, 563, 578, 521, 522; Beverley, 85.
(2) Chalmers, 345.
(3) Chalmers, 347; Beverley, 85.

Digitized by Google

verties par l'intérêt et l'habitude. En Virginie, l'avidité d'Effingham souleva le mépris public; en Angleterre elle ne rencontra point le moindre blâme réprobateur.

L'avénement de Jacques II n'amena que peu de changements dans la condition politique de la Virginie. La répression de la révolte de Monmouth procura à la colonie des citoyens utiles (1685). Les hommes sont unis, dans le souvenir de la postérité, aux choses auxquelles ils ont pris plaisir. Jacques II se montra inexorable pour le favori de son frère. Monmouth fut décapité et en commémoration du triomphe de la légitimité, on frappa une médaille, représentant les deux têtes de Monmouth et d'Argyle sur un autel, avec leurs corps sanglants au dessous; on y lisait cette inscription : « *Sic aras et sceptra tuemur.* — C'est ainsi que nous défendons l'autel et le trône. » « Le lord grand-juge fait sa campagne dans l'Ouest, » je cite une lettre de Jacques II, écrite de sa propre main à un personnage de l'Europe, où il fait allusion à la tournée de Jeffries pour punir les insurgés; — « il a presque terminé sa campagne. Il a déjà condamné plusieurs centaines de personnes; quelques-unes d'entre elles ont déjà été exécutées; beaucoup d'autres doivent l'être et le reste sera envoyé dans les plantations. » Ainsi s'exprimait le souverain de nos ancêtres. Les prisonniers condamnés à la déportation devenaient un article de commerce. Tel était le besoin de travailleurs en Amérique, que des ouvriers et des condamnés étaient régulièrement achetés et embarqués pour les colonies, où on les revendait comme serviteurs engagés. Les courtisans de Jacques II se réjouirent de la riche moisson que leur promettait la victoire remportée sur les rebelles et sollicitèrent en foule du monarque le don de leurs concitoyens condamnés. Jeffries entendit parler de cet empressement et plein d'indignation, il écrivit au roi : « Je supplie Votre Majesté de me permettre de lui apprendre

Digitized by Google

que chaque prisonnier vaudra au moins dix livres, sinon quinze livres, pièce; et, sire, si Votre Majesté en dispose, comme elle l'a déjà fait, des personnes qui n'ont pas souffert pour son service, s'en iront avec le butin. » Enfin, les dépouilles furent distribuées. Les convicts se composaient en partie de personnes de bonne famille et d'éducation, habituées aux raffinements et aux commodités de la vie. « Prenez bien soin, » écrivit le monarque dans une lettre contre-signée par Sunderland et adressée au gouvernement de la Virginie; « prenez bien soin qu'ils continuent à servir pendant dix ans au moins, et qu'ils n'obtiennent en aucune façon l'autorisation de se racheter, par de l'argent ou autrement, jusqu'à ce que ce terme soit complétement expiré. Préparez un bill pour l'assemblée de notre colonie, avec les clauses que vous jugerez nécessaires pour atteindre ce but. » Pas une seule législature de la Virginie ne prêta les mains à une pareille méchanceté, et les déportés reçurent leur pardon au mois de décembre 1689 (1). La tyrannie et l'injustice peuplèrent ainsi l'Amérique d'hommes éprouvés par la souffrance et l'adversité. L'histoire de la colonisation de notre pays est l'histoire des crimes de l'Europe.

Jeffries contribua donc à fournir des habitants au Nouveau Monde; mais dans une autre circonstance, il exerça une influence bien différente. L'enlèvement d'êtres humains était devenu chose ordinaire à Bristol; et on transportait au delà de l'Atlantique non seulement les criminels, mais de jeunes personnes ou autres, afin de les vendre pour de l'argent. Le maire et les magistrats de Bristol voulaient intimider les petits escrocs et les petits filous, qui, de crainte d'être pendus, imploraient la déportation comme leur seule chance

(1) Laing, *l'Écosse*, IV, 166; Dalrymple, II, 53; Mackintosh, *Hist. de la révolution de* 1688; *Appendix*, n° II, p. 705, édit. amér.; Chalmers, 358.

Digitized by Google

de salut et étaient alors partagés entre les membres de la cour. Ce commerce était excessivement lucratif, bien plus lucratif même que la traite des esclaves et il existait depuis des années. Ce fait parvint, par hasard, aux oreilles de Jeffries, qui fut enchanté d'avoir une belle occasion de tempêtes. Ayant découvert que les aldermen, les juges et le maire lui-même, étaient complices de ces enlèvements, il s'en prit au maire, qui siégeait à son banc, bravement couvert d'écarlate et de fourrures, et il l'accabla de toutes les qualifications injurieuses que put lui suggérer son emportement. Il ne se calma qu'après avoir fait descendre le premier magistrat de la cité avec son vêtement écarlate à la barre, à la place des criminels et l'avoir forcé de se défendre lui-même, comme l'aurait fait un voleur vulgaire. Les poursuites continuèrent jusqu'à la révolution, qui amena une amnistie et les magistrats voleurs d'hommes, empochant leurs profits, n'eurent aucun autre châtiment à subir que le déshonneur et la crainte (1).

En attendant la Virginie cessa pendant quelque temps de servir de rendez-vous préféré pour les émigrants volontaires. Ce qui attirait dans le Nouveau Monde c'étaient l'esprit d'entreprise et l'amour de la liberté. Or dans la Virginie, l'activité industrielle se trouvait comprimée et l'autorité royale se montrait très rigoureuse. La présence d'une frégate avait encore redoublé le zèle des officiers royaux à faire observer les actes de navigation. La nouvelle taxe imposée, en Angleterre, sur la consommation du tabac, était nuisible aux producteurs. Culpepper et son conseil avaient fait poursuivre un imprimeur pour avoir publié les lois (1683) et lui avaient défendu de ne rien imprimer avant qu'on ne connût le bon plaisir du souverain. Effingham à son tour

(1) *Vie de lord Keeper Guilford*, II, 25-27.

Digitized by Google

arriva et fut le messager des volontés royales. La meilleure preuve que Charles II avait donnée à la Virginie de l'intérêt qu'il lui portait, c'était l'ordre formel de n'autoriser aucune imprimerie, sous quelque prétexte que ce fût (1). Cette mesure, Jacques II eut soin de la maintenir. Les voies du despotisme sont toujours les mêmes.

Pour compléter le système, Effingham établit une cour de chancellerie dans laquelle il remplit lui-même le rôle de chancelier. Les conseillers pouvaient donner leur avis, mais ils n'avaient pas de vote à émettre. On dressa alors une liste d'amendes naturellement arbitraire. C'est à cette époque que l'autorité royale fut à son apogée en Virginie. Le pouvoir exécutif, le conseil, les juges, les sherifs, les commissaires des comtés, les magistrats locaux, tout était à la nomination de la couronne, directement ou indirectement. La Virginie n'avait point de meetings dans des villes, point d'administration populaire dans les villages, point d'institutions municipales libres. La coutume d'avoir des assemblées coloniales subsista, mais le choix de ces assemblées dépendait d'un suffrage restreint (1686); leur employé le plus confidentiel devait être désigné par le gouverneur (2) et leur contrôle sur les revenus publics n'avait plus d'importance par suite de la permanence des impôts qu'il leur était impossible de révoquer. Permettre la liberté de conscience et consacrer l'affranchissement des papistes, constituaient des mesures irréprochables en elles-mêmes, des mesures qui ne pouvaient faire aucun tort aux libertés des colonies. Pourtant, à cette époque, la liberté populaire et la cause du protestantisme furent confondues, et la tolérance elle-même devint suspecte à cause du roi Jacques. Est-il donc étonnant qu'un parti

(1) Hening, II, 518; Chalmers, 545.
(2) Hening, III, 40, 41, 550.

Digitized by Google

favorable à la liberté causât quelque agitation dans la colonie? Lorsque, un an après la rébellion de Bacon, les commissaires royaux s'emparèrent par la force des archives de l'assemblée; celle-ci avait, par un vote, qualifié cet acte de « violation de ses priviléges, d'outrage que n'avaient encore jamais commis les rois d'Angleterre » et « qui ne se reproduirait jamais plus à l'avenir. » Les archives ayant été de nouveau réclamées (1681), afin de pouvoir en effacer cette déclaration, Beverley, le secrétaire de la Chambre, refusa d'obéir au lieutenant-gouverneur et au conseil, en alléguant qu'il ne pouvait le faire sans l'autorisation de ses maîtres, les bourgeois (1). Les assemblées suivantes manifestèrent le même esprit de résistance. En 1685, la première assemblée qui se réunit après l'avénement de Jacques II, remit en question jusqu'à un certain point le droit de veto du roi. Elle avait révoqué d'anciennes lois; mais le monarque annula ce vote qui avait nécessairement fait revivre la législation antérieure. Ce qui prouve l'esprit de résolution des colons et leur empressement à réclamer le *self-government* comme un droit naturel, c'est que l'assemblée refusa obstinément de reconnaître l'exercice de la prérogative du souverain et s'attira le blâme du roi Jacques, au sujet de « ses débats et de ses contestations inutiles sur le veto; » « des dispositions hostiles et turbulentes de ses membres et de leurs procédés irréguliers et tumultueux. » Un édit royal ordonna (1686) la dissolution de l'assemblée (2). Jacques Collins fut emprisonné et chargé de fers pour quelques expressions déloyales. Les membres du conseil se rangèrent servilement du côté d'Effingham et du roi Jacques; ils exposèrent pour leur souverain leur vie et leur fortune, mais le peuple de Virginie

(1) Hening, III, 548; Burk, II, 215, 236, 242, 243.
(2) Hening, III, 40, 41.

Digitized by Google

devint plus intraitable que jamais (1687). Il était impossible de réprimer toujours cet esprit indomptable d'indépendance personnelle qu'entretenaient les habitudes du pays. La Virginie, au lieu de confier la défense de la liberté à des corporations municipales, comme l'ancienne Rome, l'abandonnait aux soins individuels. La liberté de l'individu était toujours restée en haute estime et la liberté trouvait un refuge dans l'énergie collective de l'esprit public. Tel fut le caractère de la nouvelle assemblée, convoquée quelques mois avant la révolution de l'Angleterre (1688). L'esprit turbulent des bourgeois fut plus puissant que jamais; aussi la dissolution immédiate de la représentation parut au conseil le seul moyen d'en contrecarrer l'influence. Mais l'esprit de libre discussion s'était réveillé, banni de la salle de la législature, courut se réfugier dans les maisons de bois et les plantations dispersées le long des cours d'eau. Le peuple courut aux armes; le mécontentement général annonçait une insurrection imminente. Le gouverneur, nouveau dans le pays, sans soldats et sans place forte, se vit obligé de recourir à la modération. La tyrannie était impossible; elle n'avait pas d'instruments efficaces à sa disposition (1). Le despotisme essaya en vain de s'établir dans la Virginie; le pouvoir du gouverneur était à son apogée et cependant il était encore trop faible pour opprimer la colonie. La Virginie fut toujours « UNE TERRE DE LIBERTÉ. »

Nous ne devons pas passer sous silence les premières tendances vers l'union. Smith, sur les rivages de la baie de Chesapeake, avait combattu les guerriers des cinq nations; d'autres Indiens s'étaient hardiment répandus sur les côtes de la baie de Massachusetts et même avaient envahi le territoire du Maine. Quelques années avant la guerre de Phi-

(1) Burk, II, 302-306.

Digitized by Google

lippe (1667), les Mohawks avaient désolé les environs de Northampton, arrosés par le Connecticut; la cour générale du Massachusetts leur avait adressé une lettre : « Nous ne vous avons pourtant jamais fait de mal; ni à vous, ni à aucun des vôtres; nous ne voulons pas non plus en supporter de votre part; nous voulons que notre peuple soit traité suivant les lois de la justice; » ainsi s'exprimaient les diplomates puritains. Le Maryland et la Virginie avaient plusieurs fois entamé des négociations avec le Senecas. Au mois de juillet 1684, le gouverneur de la Virginie, celui de New-York et l'agent du Massachusetts, se rencontrèrent avec les Sachems des Cinq Nations à Albany, afin de fortifier et de resserrer les liens de leur alliance et planter l'arbre de la paix, dont le sommet devait atteindre le soleil et les branches abriter au loin tout le pays. Le traité comprenait le territoire entre la Sainte-Croix et Albemarle. New-York servit de trait d'union entre la Nouvelle Angleterre et la Virginie (1). Le Nord et le Sud furent reliés par la conquête des NOUVEAUX PAYS-BAS.

(1) Colden, *Les cinq nations*, 44, etc.; *Archives du Massachusetts*, 1667.

Digitized by Google

CHAPITRE XV

LES NOUVEAUX PAYS-BAS.

L'esprit de l'époque était à l'œuvre lorsqu'on jeta les fondements de New-York. Tous les grands événements de l'Europe influaient sur les destinées de l'Amérique. Un État prospérait-il, il cherchait un accroissement de richesse en établissant des colonies dans l'hémisphère occidental. Une secte était-elle persécutée, elle allait chercher un refuge dans le Nouveau Monde. La réforme, en faisant naître des collisions entre l'Église épiscopale anglicane et les Anglais dissidents, contribua à coloniser la Nouvelle Angleterre; la réforme, en émancipant les Provinces Unies, amena des établissements européens sur les rives de l'Hudson. Les Pays-Bas partagent avec l'Angleterre la gloire d'avoir fondé les premières colonies dans les États-Unis; eux aussi partagent la gloire d'avoir donné des exemples de liberté publique. Si l'Angleterre suggéra à nos ancêtres l'idée d'une représentation populaire, la Hollande leur inspira la première les principes d'une union fédérale.

Lors de la découverte de l'Amérique, les Pays-Bas possé-

Digitized by Google

daient des institutions municipales qui avaient échappé au naufrage du monde romain et des libertés féodales que leur avait léguées le moyen âge. Le pouvoir du peuple ne s'était pas encore révélé dans la législation; mais l'aristocratie territoriale, les représentants du gouvernement et les municipalités jouissaient de certaines franchises politiques. Les fonctionnaires municipaux, désignés en partie par le souverain, ou se renouvelant en partie eux-mêmes, avaient des intérêts communs avec les citoyens industrieux, du sein desquels ils sortaient; les nobles de leur côté, attachés au privilége féodal de s'opposer à toute taxe arbitraire, faisaient cause commune avec les citoyens pour défendre les libertés nationales contre tout empiétement.

Les nécessités de la guerre, la réforme et peut-être aussi l'arrogance du pouvoir poussèrent souvent Charles-Quint à violer les libertés des États (1517-1559). Philippe II, à son avénement, forma de propos délibéré le projet de renverser les constitutions des Pays-Pas et il trouva dans l'Église un instrument tout disposé à favoriser ses usurpations. Au moyen âge, l'Église seule avait été la protectrice du peuple, aussi l'influence politique du clergé avait-elle reposé sur la reconnaissance publique pour une classe de la société, qui avait posé des limites au pouvoir absolu, en invoquant les vérités de la religion, et qui, sans s'inquiéter des priviléges de la naissance, avait ouvert à l'ambition des hommes du peuple une voie aux plus hautes dignités. La société ayant progressé l'influence politique du clergé avait terminé son œuvre. Le pupille avait grandi maintenant et était à même de défendre ses droits lui-même. Mais le tuteur consentirait-il à renoncer à sa suprématie? La hiérarchie romaine se montra inflexible dans sa défense du principe d'autorité, elle refusa de soumettre la loi à l'examen et s'efforça d'établir une sorte de despotisme spirituel. De leur côté, les souverains de

Digitized by Google

l'Europe se refusèrent également de soumettre à la discussion leur mode de gouverner et visèrent à la domination absolue dans l'État. Une nouvelle alliance politique en fut la conséquence. L'église romaine et les souverains temporels si souvent en opposition, si souvent acharnés les uns contre les autres, pendant le moyen âge, formèrent naturellement et nécessairement alliance. En augmentant le nombre des évêques, auxquels leur charge conférait le droit de voter dans les États, Philippe II (1559) détruisait toute l'économie de la constitution.

Le pouvoir arbitraire se dressait ainsi contre la liberté nationale. Le patriotisme et l'espérance étaient du côté des provinces, le despotisme et le fanatisme du côté de Philippe. Les deux partis eurent le sort d'avoir des représentants aux États-Unis, Nous avons eu des preuves du caractère sanguinaire du système espagnol à Saint-Augustin; nous allons retracer maintenant les libertés féodales des Hollandais dans l'île de Manhattan,

La lutte dont les Pays-Bas furent le théâtre, est une des plus mémorables que présente l'histoire de la race humaine. Toutes les classes de la population se virent entraînées dans les rangs de l'opposition. Les nobles présentèrent solennellement une pétition; le peuple brisa les images qui remplissaient les églises. Le despotisme alors eut recours à des tribunaux placés sous sa main et investit une commission de pouvoirs arbitraires sur la vie et la propriété des citoyens. Pour en imposer aux bourgeois, on remplit les citadelles de soldats mercenaires; pour frapper les nobles de terreur, on trancha la tête à Egmont et à de Horn. Tout le monde s'enfuit, mais où? Les villages, les villes, la cour, le camp, étaient au pouvoir de la tyrannie; les fugitifs ne purent trouver d'autre asile que l'océan, d'autre refuge que le vaisseau du pirate.

Digitized by Google

L'établissement de tribunaux arbitraires fut bientôt suivi par des impôts également arbitraires. Mais les priviléges du moyen âge, ne permettaient d'imposer que des taxes consenties; aussi la levée du dixième denier souleva plus d'agitation que le tribunal de sang. Le marchand et le propriétaire, l'habitant des villes et celui des champs, le catholique et le protestant, tous furent prêts à s'insurger; en vain même le duc d'Albe recourut à la force des troupes étrangères pour lever l'impôt, sans avoir égard aux remontrances (1572). Ce fut dans ce moment qu'un parti de ces « gueux » fugitifs qu'on méprisait réussit à s'emparer du port de la Brielle; et les États de Hollande choisissant pour leur stadhouder le prince d'Orange, se préparèrent à lever des troupes et de l'argent (1575). Les insurgés sentirent s'accroître leur courage. La Zélande se joignit à la Hollande et demanda pour la liberté des garanties plus sûres que la parole de Philippe II; presque toutes les provinces firent cause commune afin de chasser les troupes étrangères de leur pays (1576). « L'esprit qui les anime, » disait Sidney à la reine Élisabeth, « est l'esprit de Dieu, et cet esprit est invincible. »

Le pacte spécial d'union des cinq provinces septentrionales, conclu à Utrecht, donna à l'insurrection son complément, en jetant les bases d'une petite souveraineté. C'est ainsi qu'une organisation républicaine encore imparfaite fut le résultat imprévu de la révolution.

La république des Pays-Bas unis était de sa nature et par son origine une république commerciale. Sur la première monnaie hollandaise on voyait gravé comme emblème un vaisseau luttant au milieu des flots, sans voiles ni rames. La mer avait été le rendez-vous de ses martyrs; ses patriotes émigrants s'étaient réunis à bord d'un vaisseau, et ils avaient donné la chasse à leurs ennemis, comme les bâtiments

Digitized by Google

baleiniers poursuivent leur proie, dans tous les recoins de l'océan. Les deux principales provinces de la confédération, ne pouvaient, par leur situation, trouver de moyen de subsistance que sur l'eau. La Hollande ne forme qu'une péninsule, entrecoupée par des rivières navigables et s'avançant dans la mer; une population nombreuse s'y presse sur un territoire, que les digues seules préservent de l'inondation et qu'on ne peut tenir à sec qu'au moyen de pompes mues par des moulins à vent; les maisons y sont plutôt bâties sur l'eau que sur la terre.

Quant à la Zélande, c'est un groupe d'îles, dont presque tous les habitants sont des pêcheurs; leurs villages ressemblent à des nids d'oiseaux aquatiques sur les bords de la mer. Les deux provinces de leur nature formaient donc une pépinière de marins; les principes de la navigation s'y apprenaient dès l'enfance; chaque maison était une école de mousses. C'était parmi les brisants que les enfants allaient chercher le théâtre de leurs jeux; c'était sur les bateaux qu'ils passaient les loisirs de leurs premiers ans et si leurs premières excursions se bornaient à visiter quelques ports voisins, ils ne tardaient pas à s'aventurer sous les climats les plus divers et à braver les dangers de toutes les mers. Les États marchèrent à grands pas dans la voie de la prospérité; avant l'insurrection (1), ils pouvaient à peine pourvoir aux réparations de leurs digues; maintenant, ils furent à même d'entretenir des flottes et des armées considérables. Ils unirent les deux hémisphères; leur commerce rassembla dans leurs ports les produits du monde entier. La Hollande, sans fournir pour ainsi dire de grains d'aucune espèce, posséda le grenier le mieux approvisionné de l'Europe; sans lin dans ses campagnes, elle eut une quantité innombrable

(1) William Wsselinx, dans *Argonautica Gustaviana*, 10.

Digitized by Google

de tisserands; privée de travaux, elle devint le centre de toutes les manufactures de laines; enfin, le pays, où l'on ne voyait aucune forêt, construisit plus de navires à lui seul que tout le reste de l'Europe. Les marins entreprenants de la nouvelle république déployèrent son drapeau depuis la pointe méridionale de l'Afrique jusqu'au cercle polaire arctique. Les vaisseaux des Hollandais, disait Raleigh, surpassent en nombre ceux de l'Angleterre et de dix autres royaumes (1). Le chiffre en paraissait infini au cardinal italien. Amsterdam devint le centre du commerce de l'Europe. La mer non seulement baignait ses murs, mais elle pénétrait dans les rues; les flottes de ses marchands s'y pressaient en telles quantités qu'en les considérant des remparts, la vue était interceptée par une épaisse forêt de mâts et de vergues. La guerre pour la liberté était devenue d'une manière inespérée une garantie d'opulence. La Hollande, grâce à ses forces maritimes, s'empara du commerce de l'Espagne et s'appropria, par le trafic, les richesses des Indes. Lisbonne et Anvers se virent dépouillées. Amsterdam, l'entrepôt des produits de l'Europe et du Levant, fut regardée sans contestation comme la première cité commerciale du monde.

Deux ans après l'union d'Utrecht (1581), un Anglais nommé Bath, qui avait déjà traversé cinq fois l'Atlantique, proposa aux États de conduire quatre vaisseaux de guerre dans le Nouveau Monde. Le gouvernement, tout en déclinant cette offre, n'opposa aucun obstacle aux entreprises privées. Dix ans plus tard, Guillaume Wsselinx, qui avait vécu quelques années dans la Castille, le Portugal et les Açores proposa (1590) de former une compagnie des Indes Occidentales;

(1) Qu'il est agréable de suivre des autorités comme Bentivoglio et Grotius, sir Walter Raleigh et sir William Temple! Comparez aussi Gœthe, *Egmont*; Schiller, *Abfall*, etc. Une copie de Wagenaar, *Vaderlandsche historie*, se trouve à Albany.

Digitized by Google

mais les dangers d'un pareil projet parurent encore trop redoutables (1). Ce fut seulement en 1597 que les Hollandais entreprirent sérieusement des voyages en Amérique. Cette année même, Bikker d'Amsterdam et Leyen d'Enkhuysen, organisèrent chacun une compagnie pour commercer avec les Indes Occidentales (2). Ces relations commerciales se pratiquèrent avec un tel succès, qu'après de longues années de discussion, on formula par écrit (1600) le plan d'une compagnie des Indes Occidentales et on le communiqua aux États-Généraux (3). Ce système n'était pas nouveau; les corporations privilégiées faisaient partie du faisceau de libertés recueillies à l'époque de la féodalité, et constituèrent le seul moyen pour les intérêts commerciaux et manufacturiers de contrebalancer l'aristocratie de l'épée.

A mesure que les années s'écoulèrent, les progrès du commerce anglais dans l'hémisphère occidental éveillèrent l'attention des Hollandais. L'Angleterre et la Hollande avaient combattu ensemble contre l'Espagne; toutes deux avaient fait flotter leurs voiles sur l'océan Indien et toutes deux étaient devenues rivales de l'Espagne à l'occasion des possessions en Amérique. Fallait-il, en effet, abandonner ce continent tout entier à la couronne espagnole? L'année même où Smith s'embarqua pour la Virgenie (1607), les Hollandais mûrissaient de vastes desseins; Grotius qui faisait partie de la commission chargée de l'examen de l'affaire (4), nous fait connaître les sentiments de ses concitoyens. Les Provinces-Unies, disait-on, possèdent beaucoup de marins sans emploi et de capitaux inutiles, ce n'est ni la spoliation du commerce espagnol, ni l'Inde elle-même, c'est l'Amérique seule, si

(1) *Arg. Gust.*, 31. *Mercurius Germaniæ*, p. 33.
(2) Wagenaar, IX, 152, 153.
(3) *Arg. Gust.*, 51.
(4) *Ibid.*, 51, 46.

Digitized by Google

riche en métaux précieux, en forêts et en herbes aux vertus salutaires, qui peut satisfaire l'esprit d'entreprise. Les marchands hollandais, après avoir parcouru tous les ouvrages, qui pouvaient jeter quelque lumière sur l'hémisphère occidental, et avoir puisé les renseignements nécessaires dans les récits des navigateurs, ont formé actuellement le plan d'une compagnie privilégiée, qui compterait les États-Généraux au nombre de ses capitalistes et posséderait exclusivement la faculté d'approcher des côtes de l'Amérique, depuis l'île de Terre-Neuve jusqu'au détroit de Magellan, et de l'Afrique, depuis les tropiques jusqu'au cap de Bonne-Espérance (1). Les Espagnols, se disait-on avec confiance, sont les plus faibles là où l'on croit qu'ils sont les plus forts, il n'y aurait de guerre que sur l'Océan, théâtre familier aux Bataves, dont le pays, qui doit sa naissance à l'esprit d'aventure et qui a surgi du sein de la mer a pu habituer ses enfants aux fatigues et à la discipline maritimes. Il serait d'ailleurs glorieux d'introduire le christianisme chez les païens et les délivrer de leurs oppresseurs. On pourrait facilement conquérir des principautés sur les Espagnols, dont les citadelles éparses ne peuvent protéger qu'une zone peu étendue.

On opposait à ceux qui désiraient si vivement cette entreprise, l'incertitude des résultats de la guerre et les dangers perfides de l'Océan; la pratique habituerait en outre les Espagnols aux luttes maritimes; et les petites flottes des Provinces-Unies ne parviendraient guère à bloquer l'Océan ou à disputer un continent à l'Espagne; les dépenses de la guerre dépasseraient les ressources de l'État; enfin, les Hollandais risqueraient de perdre leur patrie, en voulant conquérir un monde étranger, dont l'atmosphère engendrait la maladie, dont les indigènes étaient des cannibales, et dont

(1) Grotius, *Hist.*, p. 722.

Digitized by Google

les contrées inoccupées n'offraient que d'immenses solitudes sans ressources. Le parti qui désirait la paix avec l'Espagne et qui comptait Grotius et Olden Barneveldt parmi ses membres les plus illustres, réussit pendant longtemps à contenir l'ardeur des gens pleins d'espérances et à neutraliser tous les efforts qui tendaient à fonder des établissements bataves dans l'hémisphère occidental (1).

Tandis que les négociations avec l'Espagne retardaient la formation d'une compagnie des Indes Occidentales, les Hollandais découvrirent une autre voie pour pénétrer dans les États-Unis.

Dès les premiers efforts que firent les marchands hollandais, pour participer au commerce de l'Asie, ils se préoccupèrent en même temps de la recherche d'un passage au nord-ouest; le mauvais succès de Cabot et de Probisher, de Willoughby et de Davis ne fit qu'exciter une noble émulation chez les habitants des Pays-Bas. Deux fois, pendant le XVIe siècle, ils cherchèrent un passage au nord, mais ils longèrent en vain la Nouvelle Zemble et la Moscovie. Une nouvelle expédition envoyée d'Amsterdam pénétra ensuite (1596) jusqu'à dix degrés du pôle et passa un hiver dans la Nouvelle Zemble; ce séjour fut rendu affreux par suite de la famine, de la férocité des bêtes de proie du pôle et des glaces; le navire principal se vit enfermé au milieu des banquises et se trouva dans une position désespérée; le malheureux équipage eut toutes les peines du monde à s'échapper dans deux petites embarcations. L'audace des Hollandais dans leurs voyages maritimes fut jugée sans égale.

L'établissement d'une compagnie des Indes Orientales (1602), avec le droit exclusif de faire le commerce au delà du

(1) *Grotii Hist.*, lib. XVI, p. 721-725; Bentivoglio, I, 37. Les recherches seraient un plaisir, avec des guides comme Grotius et Bentivoglio.

Digitized by Google

cap de Bonne Espérance, d'un côté, et au delà du détroit de Magellan, de l'autre, avec tous les pouvoirs nécessaires pour conquérir, coloniser et gouverner de nouveaux pays, couvrit les mers de l'Asie de flottes de vaisseaux des Indes. Les dispositions contenues dans la charte de cette compagnie commerciale, la première des compagnies de ce genre, n'étaient pas nouvelles; elles ne faisaient qu'attribuer à une corporation les priviléges seigneuriaux accordés en Angleterre à Raleigh et à Cabot. Quoiqu'ayant de l'analogie avec les priviléges féodaux, elles étaient également conformes au génie d'une république aristocratique; les États-Généraux ne voulant pas exposer le pays à une guerre en Orient, avaient pris soin de sauvegarder les intérêts de la compagnie en lui accordant les priviléges les plus étendus.

En attendant, l'Europe n'avait pas renoncé à l'espoir de découvrir une route plus directe vers les Indes (1605-1606); le Danemark prit à son tour rang parmi les nations dont les navigateurs avaient tenté vainement la recherche d'un passage.

Le mauvais succès de cette entreprise ne fut pas plus tôt connu, qu'une compagnie de marchands de Londres, excitée par les profits énormes que rapportaient les voyages en Orient, contribua aux frais d'une nouvelle tentative, et Henri Hudson fut désigné comme chef de l'expédition. Il fit voile vers le Nord, accompagné seulement de son fils, longea les côtes du Groenland et hésitait s'il tenterait de faire par mer le tour de ce pays, ou de se frayer un passage à travers le pôle. Il parvint à huit degrés du pôle et dépassa ainsi tous les navigateurs qui l'avaient précédé, mais qu'importait? Après avoir renouvelé la découverte du Spitzberg, de vastes amas de glace le contraignirent à revenir sur ses pas (1).

(1) Purchas, dans N. Y., *Hist. Coll.*, I, 61. Comparez Lambrechtsten.

Digitized by Google

Cependant le zèle d'Hudson ne put se refroidir; et, l'année suivante, on le vit entreprendre un nouveau voyage (1608). Il caressait toujours l'espoir décevant de parvenir sous le doux climat de l'Asie méridionale, en rencontrant un chemin à travers la mer glaciale qui sépare le Spitzberg de la Nouvelle Zemble.

Les marchands anglais se sentirent découragés en voyant l'inutilité des deux expéditions de l'homme dont ils avaient réclamé les services; mais ils ne pouvaient amortir le courage du grand navigateur, qui était destiné à devenir le rival de Smith et de Champlain. Hudson, désirant vivement braver encore les dangers des mers septentrionales, se rendit en Hollande et offrit, en se mettant aux ordres de la compagnie hollandaise des Indes Orientales, d'explorer les solitudes de glace, pour y chercher le passage tant désiré. Le voyage de Smith en Virginie excitait l'émulation; les Zélandais, redoutant les pertes d'argent, firent des objections; mais, grâce à l'influence de Balthazar Moucheron, les directeurs d'Amsterdam se décidèrent à équiper un petit bâtiment de découverte. Enfin, le 4 avril 1609, le *Croissant*, commandé par Hudson et monté par un équipage moitié Anglais, moitié Hollandais, dont le fils du capitaine faisait partie, mit à la voile pour le passage du nord-ouest.

Les masses de glace entravant la navigation vers la Nouvelle Zemble, Hudson, qui avait examiné les cartes de John Smith de la Virginie, tourna vers l'Ouest; il s'avança donc au delà du Groenland et de l'île de Terre-Neuve, et, après avoir couru le long de la côte d'Acadie, jeta l'ancre, probablement à l'embouchure du Penobscot. Suivant alors la trace de Gosnold, il tomba sur le promontoire du cap Cod, qu'il crut avoir découvert le premier et lui donna le nom de Nouvelle Hollande. Longtemps après, on réclama ce promontoire comme formant la limite nord-est des Nouveaux Pays-

Digitized by Google

Bas. Des sables du cap Cod, Hudson dirigea sa course vers le Sud, jusqu'à ce qu'il eût atteint l'entrée de la baie de la Virginie, où il se souvint que ses compatriotes s'étaient établis. Il remonta alors vers le Nord, découvrit la baie de Delaware, dont il examina les courants et sonda la profondeur et prit note, sans descendre sur la côte, de l'aspect général du pays.

Le 3 septembre, à peu près au moment où Champlain envahissait le New-York du côté du Nord, moins de cinq mois après la trêve avec l'Espagne, qui reconnut diplomatiquement l'existence des Pays-Bas, comme État, le *Croissant* jeta l'ancre à Sandy Hook ; sa présence attira de tous les rivages environnants, couronnés de « chênes magnifiques, » une foule de naturels curieux de le visiter. Après s'être reposé une semaine, Hudson mit à la voile à travers les détroits et vint jeter l'ancre à l'embouchure du fleuve, dans une rade qui fut reconnue excellente contre tous les vents. Les navigateurs admirèrent l'herbe abondante, les fleurs et les arbres qui couvraient les terres environnantes et chargeaient l'atmosphère de parfums délicieux. Ils employèrent dix jours à explorer le fleuve; Hudson fut le premier des Européens (1) qui poursuivit sa route au delà de la partie montagneuse du pays ; enfin, le *Croissant* dépassa de quelques milles la ville d'Hudson et une embarcation s'avança même un peu plus loin qu'Albany. De fréquentes relations s'établirent avec les indigènes émerveillés qui appartenaient à la race des Algonquins ; les étrangers furent bien accueillis par une députation des Mohawks. Hudson, après avoir complété sa découverte, descendit le fleuve qui, avec le temps, a reçu son nom. Le 4 octobre, à peu près à l'époque où John Smith revenait en Angleterre, il fit voile pour l'Europe,

(1) Van der Donck, *Beschryvinge van Nieuw-Nederlant*, p. 3.

Digitized by Google

abandonnant encore une fois à la solitude le pays que son imagination anticipait sur l'avenir, avait dépeint comme « le plus beau » du monde (1).

De sombres forêts imprimaient un caractère grandiose et mélancolique à cette nature superbe mais sans utilité, et elles cachaient sous l'épaisseur de leurs ombres, un sol fertile, que le soleil n'avait jamais réchauffé. La hache n'avait pas encore abattu les rejetons gigantesques de ces bois touffus, où les formes fantastiques des troncs flétris, que la foudre avait déchirés et noircis, formaient le plus étrange contraste avec la fraîcheur verdoyante des plus jeunes pousses. La vigne folâtre semblait s'être élancée de terre par sa propre énergie, enlaçant de ses rameaux feuillus le sommet des arbres les plus élevés de la forêt et se balançait dans l'air au souffle des brises les plus légères, comme les haubans flottants d'un navire. Pourtant on pouvait voir des arbres chancelants sur leurs racines plongées dans un sol marécageux et menaçant de s'écrouler à la première rafale un peu violente ; en même temps que le sol était jonché des débris de ces antiques forêts, une profusion de fleurs sauvages y prodiguaient leurs fraîches couleurs comme pour se railler de la tristesse de ces lieux. Les reptiles se livraient à leurs joyeux ébats dans les eaux stagnantes, ou rampaient sans souci sur les troncs qui tombaient en poussière. Le daim tacheté venait s'étendre dans les fourrés, mais non pour se cacher, car il n'avait pas de chasseur à craindre ; les animaux sauvages étaient seuls à brouter les herbages non coupés des fertiles prairies. Le silence régnait, interrompu peut-être par le vol des oiseaux terrestres ou par le battement d'ailes des oiseaux aquatiques, mais rendu plus

(1) « Nieuw-Nederland (om Hudson's eigen woorden te gebruiken) was het schoonste land, dat men met voeten betreden kon, etc. » Dans Lambrechtsten, *Korte beschrijving*, etc., p. 17.

Digitized by Google

sinistre par les hurlements des bêtes féroces. Les fleuves, non encore contenus dans leur lit, surmontaient les obstacles que pouvait leur offrir le sable, se paraient de taillis de saules pleureurs, serpentaient à travers une profusion de roseaux, ou minaient lentement mais sûrement les groupes de sycomores qui croissaient sur leurs rives. Les petits ruisseaux s'étendaient en marais couverts de joncs, au dessus desquels planaient des nuées de moustiques. Les amas de détritus végétaux exhalaient dans l'atmosphère des germes pestilentiels et rendaient l'air embaumé des soirées d'été aussi dangereux qu'il semblait agréable à respirer. La vie végétale et la mort se mêlaient hideusement ensemble. Le spectacle horrible de la corruption venait souiller la fertilité superflue de cette nature inculte.

L'homme, le possesseur du sol, était aussi sauvage que ce séjour agreste; il se trouvait en parfaite harmonie avec la science grossière qui l'entourait; il errait sur ce continent, en guerre incessante avec ses semblables; l'écorce de bouleau lui servait de canot; des coquillages enfilés, tels étaient sa parure, ses archives, sa monnaie; les ruines de la forêt faisaient partie de ses ressources alimentaires, ses connaissances architecturales ne dépassaient point, pour la solidité et la durée des constructions, l'habileté du castor; quelques arbrisseaux entremêlés constituaient la charpente de sa maison; les branches et les écorces des arbres en formaient le toit; pour couche, il avait un amas de feuilles sèches de la forêt; des nattes de jonc le préservaient des froids de l'hiver; sa religion, c'était l'adoration de la nature; sa seule morale consistait dans le penchant de ses instincts indomptés; il disputait aux loups et aux ours la domination du sol et partageait avec l'écureuil les fruits sauvages si abondants dans ces contrées boisées de toutes parts.

La destinée d'un pays est toujours modifiée par le climat,

Digitized by Google

et la physionomie en est déterminée en grande partie par la position géographique. La région découverte par Hudson possédait sur les côtes de la mer une rade incomparable pour ses avantages, et près de la frontière orientale, un fleuve qui permettait à la marée de pénétrer assez loin dans l'intérieur des terres; elle s'étendait en outre jusqu'à la chaîne des grands lacs qui prennent leur alimentation au cœur même du continent; elle contenait dans ses limites les sources de plusieurs grands fleuves qui versent leurs eaux dans le golfe de Mexique, dans la baie de Delaware et dans celle de Chesapeake; elle paraissait inviter à étendre les relations de l'intérieur par ces canaux naturels, dont bien longtemps avant qu'Hudson n'eût jeté l'ancre à Sandy Hook, les graviers mêmes des cinq nations profitaient pour leurs excursions à Québec, sur l'Ohio, ou la Susquehannah. New-York enfin présentait assez de difficultés pour exciter l'émulation, mais pas assez pour décourager, et offrait les terres les plus fertiles combinées avec les plus merveilleuses facilités pour le commerce intérieur et extérieur.

La manière dont l'homme civilisé peut développer les ressources d'une contrée sauvage se trouve en germe dans la constitution physique du pays même; et les résultats obtenus sont nécessairement analogues à leurs causes. Quel changement en effet s'est opéré dans ces lieux tels qu'on pouvait les contempler jadis de l'Hudson (1837)! La civilisation y brille aujourd'hui dans tout son éclat; le gazon le plus abondant émaille les rives des fleuves; les bois et les terres cultivées forment un mélange harmonieux; les oiseaux au printemps se plaisent à séjourner dans les vergers et les jardins d'agrément, parés des plantes les plus rares des zones tempérées, tandis qu'aux fenêtres des serres et des salons poussent les fleurs brillantes des tropiques. Le propriétaire, vivant en bon voisin près des champs qu'il cul-

Digitized by Google

tive, se réjouit de la fertilité des vallées et compte avec un légitime orgueil les troupeaux serrés qui broutent en sécurité sur les collines. Les ronces ont fait place aux rosiers; la vigne améliorée grimpe sur les rochers où d'ordinaire nichaient autrefois les couvées des serpents; tandis que le travailleur sourit à la métamorphose qu'il a opérée et aspire les douces émanations d'une atmosphère, qui maintenant porte la santé sur ses ailes.

L'homme est encore en harmonie avec cette nature subjuguée, cultivée et embellie de ses propres mains. Pour lui, les fleuves qui coulent vers les climats les plus lointains, réunissent leurs eaux; pour lui, les lacs trouvent de nouvelles issues vers l'Océan; pour lui, l'arche des ponts passe au dessus des torrents, et la science répand des chemins de fer dans les solitudes les plus récentes; pour lui, les montagnes abandonnent leur marbre brillant et leur dur granit; pour lui, les forêts de l'intérieur du continent descendent sur d'immenses radeaux; pour lui, les marchés des cités rassemblent les produits de tous les climats, et les bibliothèques recueillent les œuvres de génie de toutes les langues et de toutes les époques. Les passions humaines se trouvent contenues et purifiées; la civilisation rend les mœurs bienveillantes; la moralité du pays est le gage de sa tranquillité. La science recherche les vertus des minéraux et des plantes afin de trouver des remèdes pour les maladies; les écoles de chirurgie rivalisent avec les établissements du même genre de l'ancien monde. Une presse quotidienne active, gardienne vigilante des intérêts de parti, et libre jusqu'à la licence, suit le mouvement progressif de la société et divulgue tous les faits qui peuvent intéresser l'humanité; le génie littéraire, réchauffé par le rayonnement de la faveur publique, commence à déployer ses forces. Tandis que l'oisif curieux peut se promener sous des allées ombragées au

Digitized by Google

bord de l'Océan, le commerce fait avancer les quais dans la mer, couvre de flottes les fleuves les plus spacieux et envoie sous tous les climats des navires, l'orgueil de l'architecture navale, qui défient tous les vents, bravent toutes les tempêtes et pénètrent dans tous les coins du globe.

Une heureuse traversée ramena le *Croissant* à Dartmouth. Hudson présenta à ses patrons hollandais une brillante relation de ses découvertes (1609); mais il ne revit plus les terres qu'il avait tant vantées; quant à la compagnie hollandaise des Indes Orientales, elle renonça à chercher plus longtemps le passage du nord-ouest.

Cependant les marchands anglais, sentant revivre leur ambition, formèrent une nouvelle corporation et envoyèrent encore Hudson dans les mers du Nord (1610), pour découvrir une communication avec l'océan Pacifique. Le navigateur, après avoir passé par l'Islande, le Grœnland et le détroit de Frobisher, entra dans le détroit qui porte son nom et où Sébastien Cabot seul l'avait précédé. En sortant du passage pour entrer dans le vaste golfe, il crut un moment avoir atteint le but de son voyage. Quel ne fut pas son désappointement lorsqu'il reconnut qu'il se trouvait dans une baie! Il navigua de côté et d'autre le long de la côte, et alors il lui sembla qu'il était engagé dans un labyrinthe sans issue; confiant pourtant dans le succès final de son entreprise, l'inflexible marin prit la résolution d'hiverner dans la baie, afin de pouvoir compléter sa découverte au printemps. Pourquoi s'arrêter sur les souffrances d'un hiver contre les rigueurs duquel nulles précautions n'avaient été prises? Enfin, le tardif printemps, ce printemps attendu avec tant d'anxiété, éclata; mais il s'ouvrait en vain pour Hudson. Les provisions étaient épuisées; il partagea le dernier pain qui restait entre ses hommes et leur accorda la permission de retourner; ce fut « en versant des larmes qu'il la leur donna. »

Digitized by Google

Se croyant, pour ainsi dire, sur le point de réussir là où avaient échoué Espagnols, Anglais, Danois et Hollandais, il abandonna l'endroit où il avait mouillé pour reprendre la route de l'Europe. Pendant deux jours, le navire fut emprisonné au milieu des champs de glaces; le mécontentement de l'équipage fit explosion. Les mutins s'emparèrent de Hudson et le jetèrent dans une chaloupe avec son fils unique et sept autres personnes, dont quatre étaient malades. Mais où l'humanité ne trouve-t-elle pas ses serviteurs dévoués? Voyant son commandant exposé à un tel danger, le charpentier, Philippe Staffe, demanda à en partager le sort, et obtint cette faveur; puis, au moment même où le vaisseau était parvenu à se dégager des glaces, par un jour d'été, à une latitude où le soleil ne disparaît pas, pour ainsi dire, de l'horizon, et où le crépuscule ne cesse qu'avec l'aurore, la chaloupe fut détachée. Que devint Hudson? Mourut-il misérablement de faim? Atteignit-il la côte, pour tomber victime de la colère des indigènes? La chaloupe fut-elle brisée par les bancs de glace? Le vaisseau, en retournant, eut à essuyer des tempêtes, auxquelles, probablement, Hudson ne put résister. Seul des grands navigateurs de cette époque, il git enseveli en Amérique : la prodigieuse masse d'eau qui porte son nom lui sert en même temps de tombe et de monument (1).

Comme le pays situé sur l'Hudson avait été découvert par un agent de la compagnie hollandaise des Indes Orientales, les Provinces-Unies en réclamèrent le droit de possession; l'année même de la mort d'Hudson (1610), des marchands d'Amsterdam (2) équipèrent un vaisseau chargé de toute sorte

(1) *Voyage*, dans Purchas, III, et dans *N. Y Hist. Coll.*, I, 146-150, et 150-188.

(2) *Archives d'Albany*, XXIV, 167. L'histoire, si souvent répétée d'une vente de cette contrée par Hudson, est absurde.

Digitized by Google

de marchandises, pour aller trafiquer avec les indigènes. Ce voyage ayant été heureux, fut renouvelé (1610-1614). Lorsque Argall, en revenant, en 1613 de son expédition de pirate contre l'établissement français de Port-Royal, entra dans les eaux de New-York, il y trouva trois ou quatre huttes grossières (1), élevées déjà dans l'île de Manhattan par les marins hollandais et les marchands de fourrures, que l'esprit d'entreprise privée avait attirés là et qui avaient voulu s'y procurer un abri contre les chaleurs de l'été. Disposant de forces supérieures, il fut pour un temps le maître de la rade; aussi se vanta-t-il à son retour en Virginie d'avoir soumis les établissements des Provinces-Unies à l'autorité de l'Angleterre; mais, après son départ, les Hollandais continuèrent leur trafic avantageux et passèrent même l'hiver dans l'île de Manhattan.

Si ces premiers explorateurs des baies de New-York avaient pu prévoir l'avenir, ils n'auraient certes pas négligé de laisser une relation exacte de leurs voyages. Les États-Généraux avaient assuré pour quatre ans à des hommes entreprenants (1614) le monopole du commerce avec les pays nouvellement découverts (2); une compagnie de marchands s'étant constituée en simple association, mais non en corporation, profita de ce privilége. Plusieurs vaisseaux firent donc voile pour l'Amérique; et nous pouvons conclure, d'après des renseignements imparfaits et contradictoires que le premier fort fut probablement érigé, en 1614, d'une façon un peu grossière à la vérité, sur la pointe méridionale de l'île de

(1) Plantagenet, *Nouvelle Albion*, imprimée en 1648, est notre autorité. Son assertion n'est pas entièrement exacte. Il parle de la participation d'Amsterdam dans la compagnie des I. Occ. Il n'y avait pas de compagnie en 1613. Quoi qu'il en soit, le fait principal est incontestable. Comparez Stith, 133; Smith, *New Jersey*, 26; Moulton, *New York*, 349.

(2) *Groot Plakaatboek*, I. D., f. 563, dans Lambrechtsten, p. 19; De Laat, lib. III, ch. IX.

Digitized by Google

Manhattan (1); le nom d'une île située à l'est du détroit rappelle encore le souvenir d'Adrien Block, qui navigua dans la East River, découvrit que le Long Island est une île et explora la côte jusqu'au cap Cod (2). La découverte du Connecticut est incontestablement due aux Hollandais (3); mais on ne connaît pas bien le nom du premier Européen qui navigua sur ce fleuve. Les documents existants ne permettent pas de douter que, l'année suivante (1615), un établissement fut fondé à Albany, dans l'île située au dessous de la cité moderne (4). C'était le port le plus éloigné de ceux qui trafiquaient avec les Indiens; depuis lors, il ne fut plus abandonné. Cependant, il n'existait encore aucune colonie à cette époque reculée; pas une famille n'avait émigré; les agents de commerce et leurs subordonnés étaient les seuls Européens qu'on rencontrât sur les bords de l'Hudson. Les pèlerins avaient évidemment regardé ce pays comme peu favorable à la réalisation de leurs plans d'établissement, et quant aux marins anglais, ils savaient seulement que les Hollandais exerçaient le commerce sur la rivière de l'Hudson (5). Mais jusqu'alors (1620), les Provinces-Unies n'avaient pas encore élevé de prétentions sur ce territoire.

Il faut chercher la cause du progrès tardif de la colonisa-

(1) De Laet, lib. III, ch. IX, dit qu'un fort fut érigé en 1614. Il confond ce fort avec un autre au dessous d'Albany. Adrian Block paraît avoir eu ses quartiers non à Albany, mais à l'embouchure du fleuve. Les documents prouvent qu'il n'y avait pas de fort à Albany avant 1615.

(2) Comparez De Laet, Moulton, Wood, *Long Island*, p. 7, et Belknap, qui se trompe en nommant Dermer comme le premier qui découvrit que Long Island était une île.

(3) Hubbard, *N. England.*

(4) Il est assez ordinaire de faire dater Albany de 1614. C'est à tort. Comparez *Archives*, IV, 25, et *Archives*, XXIV, 167 : « Quinze ans avant la première mention de Rensellaerwyck. » Ceci s'accorde avec De Laet, lib. III, ch. VII, quoique cela soit en désaccord avec De Laet, lib. III, ch. IX. Comparez Wood, *L. I.*, p. 7.

(5) Bradford, dans Prince, 157.

Digitized by Google

tion dans les partis qui divisaient les États. L'indépendance de la Hollande n'avait amené à sa suite aucune franchise électorale pour le peuple; les fonctionnaires municipaux ou bien étaient nommés par le stadhouder ou bien se recrutaient eux-mêmes, suivant le principe des corporations closes; ils envoyaient des députés aux États provinciaux, qui, à leur tour, choisissaient leurs représentants pour les États-Généraux. Les États, véritable représentation d'une aristocratie commerciale bien consolidée, résistaient à toute tendance d'innovation populaire avec une unanimité et une résolution qui ne furent jamais égalées, même dans la lutte du Parlement anglais contre la réforme; d'autre part, le même instinct qui avait conduit les Romains à élever Jules César, les Communes d'Angleterre à soutenir Henri VII, les Danois à conférer le pouvoir héréditaire aux descendants de Frédéric III, les Français à substituer la monarchie absolue à la monarchie féodale, porter le peuple hollandais à favoriser l'ambition du stadhouder. Cette division des partis se manifesta dans toutes les questions de politique intérieure, de théologie ou de relations internationales. Les amis du stadhouder défendaient la souveraineté des États-Généraux, tandis que le parti d'Olden Barneveldt et de Grotius réclamait avec bien plus de raison au point de vue historique, la souveraineté exclusive pour les assemblées provinciales. Le prince Maurice voulait continuer la guerre contre l'Espagne et envisageait favorablement la colonisation de l'Amérique; le parti aristocratique, redoutant l'accroissement du pouvoir exécutif, s'opposait à la colonisation, parce qu'elle pouvait entraîner de nouvelles collisions. Les Gomaristes, qui donnaient satisfaction à la passion naturelle de l'égalité, en niant tout mérite personnel, et en rapportant à la bonté de Dieu toutes les vertus et tous les talents, s'appuyaient sur le peuple; tandis que les Arméniens, caressant l'orgueil de l'homme

Digitized by Google

en lui attribuant à lui-même sa force et son mérite, rendaient leurs croyances très recommandables aux yeux du parti aristocratique. Ainsi, les calvinistes, l'enthousiasme populaire et le stadhouder s'étaient ligués contre les autorités municipales et les États provinciaux. La colonisation de New-York par les Hollandais dépendait de l'issue de la lutte, qui ne fut pas longtemps douteuse. L'ambition politique surexcitée et qui se couvrait du masque de la controverse religieuse, adopta enfin des moyens violents (1618). Olden Barneveldt et Grotius furent jetés en prison; et l'égoïsme de la tyrannie ne se contenta pas de faire condamner le premier écrivain politique de l'époque à une captivité perpétuelle, mais il fit traîner encore à l'échafaud le patriote le plus vénérable de la Hollande, un vieillard de soixante-et-douze ans (1619).

Ces événements hâtèrent la colonisation de Manhattan. Le fait que le fleuve Hudson porta pendant quelque temps le nom du prince Maurice, fait supposer que le stadhouder accorda sa protection à ceux qui séjournaient dans ces parages. Quelques semaines après les premières mesures de violence dont il vient d'être question, les États-Généraux accordèrent un acte d'incorporation restreint à une association de marchands (1618); mais les conditions de la charte étaient peu engageantes, aussi ne s'ensuit-il aucune organisation (1). Pourtant après que les commotions intestines se furent apaisées et lorsque les Pays-Bas purent déployer une énergie sans égale dans leurs relations avec l'étranger, le plan d'une compagnie des Indes Occidentales se renouvela. — Les Hollandais ne fondèrent de colonies que sous les auspices de compagnies privilégiées; quant aux États, ils ne voulurent jamais s'engager à défendre les possessions à l'étranger.

(1) Wagenaar, X, 306, 307.

Digitized by Google

La compagnie hollandaise des Indes Occidentales (1), qui devint la souveraine de la partie centrale des États-Unis, avait été constituée en corporation (1621) pour vingt-quatre ans, avec la garantie du renouvellement de sa charte, après ce terme écoulé; les Pays-Bas, pour leur part, l'avaient investie du privilége exclusif de trafiquer et d'établir des colonies sur la côte de l'Afrique, depuis le tropique du Cancer jusqu'au cap de Bonne-Espérance; sur la côte d'Amérique, depuis le détroit de Magellan jusqu'à l'extrémité la plus septentrionale. Pour former le capital social, on permit aux individus de toutes les nations de souscrire; les États-Généraux donnèrent à la compagnie un demi-million de florins, à titre d'encouragement, et ils versèrent en outre un autre demi-million, comme actionnaires. On avait conféré à la société des pouvoirs immenses afin qu'elle pût agir avec indépendance; mais les États-Généraux ne lui garantissaient pas ses possessions, ni le moindre pouce de territoire déterminé et, en cas de guerre, ils ne devaient être considérés que comme alliés et comme protecteurs. La compagnie était autorisée à conquérir des provinces, à ses risques et périls. L'Angleterre, dans ses patentes, faisait de la conversion des naturels une des conditions les plus importantes; le principal objet pour les Hollandais, c'était « d'étendre leur commerce; » les chartes anglaises garantissaient les droits politiques des colons vis-à-vis des propriétaires; les Hollandais, qui ne jouissaient d'aucune liberté démocratique dans leur patrie, n'avaient pas songé à une représentation dans les colonies; la compagnie dont les actes devaient être soumis à l'approbation des États-Généraux, était revêtue d'une autorité absolue sur ses possessions. On établit dans les principales villes

(1) Wagenaar, X, 429, etc.; *Charte*, dans Hazard, I, 121-131. Comparez sur la compagnie l'ouvrage spécial de De Laet, *Jaerlyck Verhaal*, etc.

Digitized by Google

des Pays-Bas des succursales de la compagnie, cinq en tout; la succursale d'Amsterdam eut dans son ressort tout ce qui concernait les Nouveaux Pays-Bas. La direction générale de toute l'association fut confiée à un bureau de dix-neuf membres, dont dix-huit étaient les représentants des cinq succursales et un à la nomination des États.

C'est ainsi que cette petite nation de marchands disposait d'immenses continents. La compagnie privilégiée, investie, petit à petit, de prétentions sur plus qu'un hémisphère, fit choix du Brésil et des Nouveaux Pays-Bas parmi les concessions illimitées qui lui avaient été faites des riches territoires de la Guinée.

La colonisation des rives de l'Hudson n'était ni le motif, ni le principal objet de la constitution de la compagnie hollandaise des Indes Occidentales; il n'est fait mention du territoire des Nouveaux Pays-Bas, ni dans la charte, ni dans les actes publics des États-Généraux de cette époque. Ceux-ci n'en avaient pas fait la concession d'une manière précise et formelle et ne s'étaient pas engagés à y garantir la tranquille possession d'un seul pied de terrain. La compagnie était libre de former des plans et devait pourvoir elle-même à sa sécurité (1).

Quoi qu'il en soit, l'époque où la compagnie fut convenablement organisée (2), se signala également par de sérieuses tentatives de colonisation. Le nom du comté méridional et du cap du New-Jersey atteste encore aujourd'hui la présence de Cornelius Mey dans ces lieux. Ce voyageur ne se contenta pas de visiter Manhattan; il entra dans la baie (1623),

(1) Il n'y a point de preuve suffisante d'une négociation avec Jacques Ier pour une station dans la rade de New-York. Comparez Thurloe, V, 81; Blome, Douglass et Ebeling, III, 12.

(2) Wagenaar, X, 431; De Laet, lib. III, ch. XI; Wsselinx, dans *Arg. Gust.*, 41, 43. Comparez Moulton, *New York*, p. 363.

Digitized by Google

remonta la Delaware, connue des Hollandais sous le nom de Rivière du Sud (1), et prit possession du territoire. Il bâtit le Port Nassau (2), sur le Timber-Creek, rivière qui se jette dans la Delaware, à quelques milles au dessous de Camden. Le pays qui s'étend entre la côte méridionale de la baie de Delaware et la Nouvelle-Hollande (3) ou cap Cod, devint connue sous le nom de Nouveaux Pays-Bas. C'est alors que fut fondé dans le New-York un établissement permanent (4). Bientôt les cabanes de New-Amsterdam, vinrent se grouper autour du nouveau fort de Manhattan (1624); la contrée prit l'apparence d'une colonie, et l'agent commercial de la compagnie des Indes Occidentales, Peter Minuits, exerça pendant six ans l'office de gouverneur (5). En 1625, il existait certainement une famille dans Long-Island et un enfant y était né de parents européens (6).

Le principal objet de la compagnie des Indes Occidentales, c'était d'exercer des représailles contre le commerce de l'Espagne; la colonie de l'Amérique du Nord ne fut, pendant quelques années, qu'un comptoir peu important, où les

(1) Porey, dans Purchas, vol. V, nomme la Delaware du nom hollandais, la rivière du Sud.

(2) L'autorité primitive est suffisante. *Archives d'Albany*, XXIII, 467 : « La rivière du Sud occupée par les Hollandais plus de trente-six ans. » Ceci fut écrit le 20 septembre 1659. En outre, De Vries, *Voyages*. Voir aussi *Beschrijving*, etc., dans S. Hazard, *Registre de Pennsylvanie*, I, 4. Comparez aussi Rudman, dans Clay, *Annales des Suédois*, 15, 16; Lambrechtsten, *Korte Beschrijving*, etc., 26; Moulton, 367 et 407; Smith, *N. Jersey*, 20, 21; Gordon, *N. Jersey*, 8.

(3) Vander Donk, *Beschrijvinghe van Nieuw Nederlant*, p. 4. Vander Donk n'eut que peu accès aux archives. Voir *Archives d'Albany*.

(4) *Archives d'Albany*, XXIV, 167, 168.

(5) Moulton, 369-372. Comparez B. F. Butler, dans les *Mémoires de l'Institut d'Albany*, p. 210.

(6) Wood, *Long Island*, 9. Ce petit livre sans prétention de Wood est le résultat de beaucoup de recherches. Comparez aussi Moulton, 371; *Archives d'Albany*, XI, 332.

Digitized by Google

Indiens, même ceux du Saint Laurent, venaient échanger des peaux de castor contre des marchandises européennes. Les prises sur les Espagnols, effectuées en 1628, en une seule occasion, par ces corsaires privilégiés, furent presque quatre-vingts fois plus considérables que la valeur totale des marchandises exportées des Nouveaux Pays-Bas, pendant les quatre saisons précédentes.

En 1627, on lia pour la première fois des relations amicales avec les pèlerins. De Razier, le second en dignité chez les Hollandais, se rendit comme député à Plymouth. La vieille colonie envoya à sa rencontre une embarcation au Sud du cap Cod et « l'accueillit honorablement au son des trompettes. » Un traité de commerce et d'amitié fut proposé. Les pèlerins qui avaient le cœur anglais s'informèrent des titres des Hollandais à la possession des rives de l'Hudson et leur conseillèrent de conclure un traité avec l'Angleterre; les Hollandais avec plus de bienveillance, engagèrent leurs vieux amis à venir se fixer dans les fertiles prairies arrosées par le Connecticut. L'harmonie prévalut. « Jamais, dirent les pèlerins, nos enfants après nous n'oublieront le bon et courtois accueil que nous avons rencontré dans votre pays; ils souhaiteront toujours votre prospérité. » Telles furent les bénédictions de Plymouth pour New-Amsterdam; en même temps, les pèlerins qui se livraient aussi au commerce des peaux de castor, prièrent les Hollandais de ne plus envoyer leurs esquifs dans la baie de Narragansett (1).

Tels furent les grossiers débuts du New-York (1620-1638). Son premier âge fut l'âge des chasseurs et des trafiquants avec les Indiens; le commerce y consistait en peaux de loutres et de castors; les naturels étaient alors employés à pour-

(1) Bradford, dans *Mass. Hist. Coll.*, I, 51-57; Morton, *Mémorial*. Comparez Baylies, Plymouth et Moulton.

Digitized by Google

suivre le gibier, tandis que les Hollandais, à la recherche des fourrures, pénétraient sur leurs yachts, dans toutes les baies, dans tous les recoins, dans tous les passages, depuis le Narragansett jusqu'au Delaware. C'était l'époque des toits de chaume, des cheminées de bois et des moulins à vent. On ne tarda pas à essayer d'établir des institutions féodales.

Tandis que la compagnie des marchands guerriers, dirigeant ses entreprises maritimes comme des princes, s'emparait des riches flottes de l'Espagne et du Portugal, et grâce à ses succès, versait dans le giron des Pays-Bas les richesses de l'Amérique (1629), les États-Généraux (1) interposèrent leur autorité, pour soumettre l'administration des possessions conquises au dehors à un conseil de neuf membres; de son côté, le Collége des Dix-Neuf adopta une charte (2) de priviléges pour les patrons qui voudraient fonder des colonies dans les Nouveaux Pays-Bas.

Ce document est curieux à cause de son analogie avec les institutions politiques des Provinces-Unies à cette époque. Les colonies en Amérique devaient être organisées comme les seigneuries dans les Pays-Bas. On promettait à tous ceux qui émigreraient à leurs frais, autant de terres qu'ils pourraient en cultiver; mais on ne s'attendait pas à voir l'émigration compter beaucoup d'amateurs parmi les cultivateurs mêmes du sol. Les paysans hollandais ne jouissaient encore d'aucune immunité politique et se trouvaient également dépourvus de cette activité mobile que produit la conscience du rôle important qu'on joue dans l'État. Les Nouveaux Pays-Bas devaient donc chercher des occupants dans la catégorie des propriétaires de second ordre. Celui qui, dans l'espace de

(1) Lambrechtsten, *Korte Besch.*

(2) Voir la charte dans Moulton, 389-398. Il est à regretter que Moulton n'ait pas continué son excellent travail. A mesure qu'il avançait, le livre gagnait par la méthode et par l'esprit de critique.

Digitized by Google

quatre années, parviendrait à fonder un établissement de cinquante personnes devait devenir seigneur de manoir, ou patron, possédant en propriété absolue toutes les terres qu'il pourrait coloniser. Ces terres pouvaient s'étendre jusqu'à seize milles de longueur; ou, si elles étaient situées sur les deux côtés d'une rivière, jusqu'à huit milles sur chaque rive, avec faculté de se déployer à l'intérieur aussi loin que pourrait l'exiger la situation des lieux; il était pourtant stipulé que le sol devait être acheté des Indiens. Des cités viendraient-elles à s'élever, l'organisation de leur gouvernement devait dépendre du patron, qui exercerait le pouvoir judiciaire, sauf la garantie du droit d'appel pour les justiciables. On déclarait bien qu'il était désirable d'avoir un ministre et un maître d'école, mais on ne stipulait rien quant aux moyens de pourvoir à leur entretien. L'esprit égoïste du monopole interdisait aux colons d'établir la moindre fabrique de laine, de coton ou de lin; pas une toile ne pouvait être tissée, pas une navette mise en mouvement, sous peine d'exil. On punissait comme un parjure tout empiétement sur le monopole des fabricants hollandais (1). La compagnie en outre s'engageait à fournir aux manoirs des nègres, mais, avait-on prudemment stipulé, à condition pourtant que ce trafic fut lucratif. L'île de Manhattan, comme emplacement désigné pour le commerce, était réservée à la compagnie.

Cette charte de libertés fut fatale aux intérets de la corporation; ses directeurs et ses agents s'approprièrent immédiatement les portions les plus fertiles du territoire. Trois ans avant la concession de la charte concernant le Maryland, Godyn acheta aux indigènes les terres qui s'étendent depuis le cap Henlopen jusqu'à l'embouchure de la Delaware; cette acquisition d'un territoire de plus de trente milles de

(1) *Charte*, etc., article XXIX, dans Moulton, p. 398.

Digitized by Google

longueur, fut ratifiée actuellement par un acte et dûment enregistrée (1630). C'est le premier acte de concession de terres dans le Delaware; il comprenait deux des bas comtés de cet État. Godyn acheta également la rive opposée, dans le New-Jersey, avec Bloemart, tandis que Pauw devenait propriétaire de Pavonia, la contrée qui s'étend autour d'Hoboken et de Staten-Island. A la même époque, cinq chefs indiens transférèrent, en échange de quelques minces valeurs, la propriété du pays situé autour du fort Orange, c'est à dire d'Albany à l'embouchure du Mohawk, à l'agent de Van Renselaer, et quelques années plus tard cette acquisition fut accrue de douze milles plus au Sud (1).

La compagnie avait marqué l'intention par sa charte de libertés de favoriser la colonisation, tout en se réservant le commerce de la province; mais, sous prétexte de former des établissements, des particuliers s'étaient procuré des titres à toutes les places importantes, où se rendaient les naturels pour trafiquer. Il en résulta que des contestations éclatèrent dans la colonie et que souvent des collisions surgirent entre les possesseurs féodaux et la direction centrale (2).

Godyn et ses associés colonisèrent immédiatement les terres qu'ils avaient acquises. Le premier établissement dans le Delaware, qui précéda tous ceux de la Pennsylvanie ou du New-Jersey, fut commencé pour Godyn, Van Renselaer, Bloemart, et l'historien De Laet. De Vries, le narrateur du voyage, en eut la direction, et prit également part dans l'entreprise qui avait pour but de couvrir la côte méridionale de la baie de Delaware de champs de blé et de tabac. S'étant embarqué au Texel, en compagnie de navires, bien

(1) Voir le *Livre hollandais des patentes*, ff. à Albany. Comparez Moulton, 401, 402, 403; *N. York Hist. Coll.*, III, 323, 324.

(2) *Archives d'Albany*, IV, 26, 32, 46, 47, etc. Comparez aussi VIII, 13.

Digitized by Google

approvisionnés de semences, de bétail et d'instruments d'agriculture; il atteignit bientôt la baie (1631), et forma près de Lewistown, dans le Delaware, une colonie de plus de trente personnes. Le voyage de De Vries fut ainsi le berceau d'un État. C'est à cette colonie de De Vries que le Delaware doit son existence comme république distincte. Suivant la règle de l'Angleterre, il fallait compléter par l'occupation ses titres à une partie du désert. Les Hollandais occupaient maintenant le Delaware; aussi Harvey, le gouverneur de la Virginie, en concédant des priviléges commerciaux à Clayborne, reconnut-il (1632) « les plantations voisines des Hollandais (1). » De Vries remonta la Delaware jusqu'à l'endroit où s'élève aujourd'hui Philadelphie; le fort Nassau avait été abandonné; la colonie du Delaware était encore le seul établissement européen de la baie.

Après avoir séjourné plus d'une année en Amérique, De Vries revint en Hollande; mais Osset, à qui il avait confié l'administration de la colonie, ne put éviter toute contestation avec les Indiens. Un chef des indigènes ayant perdu la vie, ses compatriotes insatiables de vengeance, dressèrent des embûches aux planteurs et finirent par les massacrer tous jusqu'au dernier. Lorsque De Vries, à la fin de l'année, alla visiter de nouveau l'Amérique, il trouva le sol qu'il avait colonisé, jonché des os de ses concitoyens (2).

(1) Chalmers, 207, 209. Comparez *Court récit*, etc., publié en 1735.

(2) De Vries Le seul exemplaire que j'ai vu du voyage de De Vries, dans la langue originale, se trouve dans le vol. Ier du manuscrit de Du Simitiere, à la bibliothèque de Philadelphie. Le Dr Julius de Hambourg en a découvert un exemplaire imprimé dans la bibliothèque royale de Dresde, en Saxe. Cet ouvrage a échappé aux recherches d'Ebeling et n'a pas été découvert par Lambrechtsten. Je suis redevable à la générosité de J. W. Moulton d'avoir pu me servir d'une traduction anglaise manuscrite de ce livre, ainsi que de plusieurs autres manuscrits très précieux. Comparez aussi *Beschrijving van Virginie*, etc., 1651, dont j'ai des extraits manuscrits. Voir Hazard, *Hist. Register*, I, 4.

Digitized by Google

Les naturels avaient ainsi reconquis le Delaware; et avant que les Hollandais eussent pu faire revivre leurs prétentions, les lettres patentes accordées à Baltimore leur suscitèrent des compétiteurs dans les Anglais. Des ruines de sa colonie, De Vries fit voile vers la Virginie, et lorsque, au printemps suivant, il arriva à New-Amsterdam, il trouva déjà dans la rade Walter van Twiller. le second gouverneur de la colonie. La discorde avait divisé les agents entre eux et les agents avec leurs patrons (1633-1638). Minuits, qui se trouvait parmi les mécontents, avait été destitué et la colonie n'avait pas prospéré (1636). L'historien de Long-Island ne fait mention d'une occupation régulière des terres de l'île que trois ans après l'arrivée de Van Twiller. Les Hollandais, en voyant l'émigration puritaine faire irruption dans la Nouvelle Angleterre, s'étaient hâtés de se répandre sur les rives du Connecticut, qu'ils avaient été incontestablement les premiers à découvrir et à occuper. Ils achetèrent des naturels le pays situé autour d'Hartford (1633) et y érigèrent un fort (1) sur un emplacement compris dans les limites actuelles de cette cité, quelques mois avant la construction, par les pèlerins de la colonie de Plymouth, de leur forteresse de Windsor et plus de deux ans avant le commencement de la fondation de la république du Connecticut par les compagnons de Haynes et de Hooker. A qui appartenait le pays? De même que les bords de l'Hudson, il avait été exploré d'abord et même occupé par les Hollandais (1635); mais devait-il suffire d'une cabane en bois et de quelques soldats vagabonds pour fermer l'entrée d'un pays à de nouveaux émigrants? Les planteurs anglais se trouvaient sur un sol auquel l'Angleterre avait toujours élevé des prétentions de souveraineté et dont le monarque anglais avait fait l'objet

(1) *Archives d'Albany*, II, 157.

Digitized by Google

d'une concession ; ils s'y étaient établis avec leurs femmes et leurs enfants et ils y étaient pour toujours. Ce serait un péché, disaient-ils, de ne pas améliorer une terre aussi fertile (1). Du reste, leur enthousiasme religieux, leur amour de la liberté du peuple et leur supériorité numérique ne pouvaient laisser le résultat incertain. Les contestations se prolongèrent pendant des années, mais sans dignité, car elles n'aboutirent à rien. Le fort construit par les Hollandais demeura encore longtemps entre les mains de la compagnie hollandaise des Indes Occidentales, mais il fut enveloppé par les villes anglaises. Les essaims des Anglais dans le Connecticut devinrent enfin assez nombreux, non seulement pour engloutir le faible établissement d'Hartford, mais encore pour envahir le territoire moins contestable des Nouveaux Pays-Bas, à la faveur d'une concession de lord Stirling (2). La seconde année du gouvernement de Guillaume Kieft (1640) on jeta bas les armes des Hollandais élevées sur la pointe orientale de Long Island et l'on mit à leur place, par dérision, une tête de fou (3).

Tandis que les habitants de la Nouvelle Angleterre empiétaient ainsi sur les Hollandais à l'est, un nouveau compétiteur pour des possessions en Amérique se présenta dans la baie de Delaware.

Gustave Adolphe, le plus grand bienfaiteur de l'humanité dans la lignée des rois de Suède, avait compris les avantages qu'on pouvait espérer de colonies et d'une grande extension donnée au commerce. Un Néerlandais, nommé

(1) De Vries, *Voyages*.

(2) Winthrop, I, 112, 113 ; Stuyvesant, dans Hazard, II, 262 ; Bradford, dans Hutchinson, *Mass.*, 416, 417 ; Trumbull, I, 21 ; Bradford, dans Prince. Comparez l'argument de G. C. Verplanck, dans la *Revue N. A.*, VIII, 78, etc.

(3) *Archives*, II, 82, etc.

Digitized by Google

Guillaume Wisslinx, qui pendant plusieurs années s'était constamment occupé de ces matières, activa encore le zèle du héros suédois (1624); sur ses instances, le roi sanctionna la création d'une compagnie commerciale qui fut constituée en corporation par les États de Suède et revêtue du privilége exclusif de trafiquer au delà du détroit de Gibraltar, ainsi que du droit de fonder des colonies (1626). L'Europe entière fut admise à concourir à la formation du capital social par voie de souscription (1627); le roi lui-même s'engagea pour 400,000 dollars du trésor royal sur le même pied que les autres souscripteurs; Gottenbourg fut choisi pour le chef-lieu des opérations; on promit d'établir des succursales dans toutes les villes qui risqueraient 300,000 dollars dans l'affaire. Le gouvernement des futures colonies était réservé à un conseil royal; car « la politique, » dit la charte, et cette expression trahit également le caractère de la nation et celui de l'époque, « la politique est hors de la portée de ceux qui exercent la profession de marchands (1). » Chacun fut invité à coopérer à l'entreprise, sans distinction de rang; on résolut d'appeler des colons de tous les pays de l'Europe (2). » Les autres nations employaient des esclaves dans leurs colonies; or, « les esclaves, disait-on, coûtent beaucoup, travaillent avec répugnance, et succombent bientôt aux mauvais traitements; les Suédois sont laborieux et intelligents, et certainement nous gagnerons davantage au moyen d'hommes libres accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants (3). » L'espoir dépeignait le Nouveau Monde comme un paradis (4) aux imaginations scandinaves; la colonie projetée serait un bienfait

(1) L'*Argonautica Gustaviana* renferme ces documents.
(2) *Ibid.*, 3.
(3) *Ibid.*, 3, et comparez 22.
(4) *Ibid.*, 11.

Digitized by Google

pour les persécutés; elle offrirait toute sécurité « pour l'honneur des femmes et des filles » de ceux que les guerres et le fanatisme avaient forcés à fuir (1); ce serait un lieu de bénédiction pour le « commun des gens; » pour le « monde protestant tout entier (2). » Elle peut tourner, disait Gustave (1629), à l'avantage de « toute la chrétienté opprimée (3). »

Cependant l'influence renaissante de la papauté menaçait encore la chrétienté protestante d'une ruine complète. Le soulèvement contre l'asservissement de la pensée, dont la réforme était la principale manifestation se voyait en danger d'être réprimé, lorsque Gustave Adolphe résolut d'envahir l'Allemagne et de revendiquer avec son épée les droits de la conscience (1630). Les projets si séduisants de colonisation durent céder aux exigences du moment; les fonds de la compagnie furent arbitrairement consacrés aux frais de la guerre. C'était une campagne révolutionnaire, une lutte à soutenir pour assurer la liberté de l'Allemagne en y établissant la tolérance religieuse; pourtant les grands événements mêmes, dont allaient dépendre les destinées de l'Allemagne, ne purent complétement chasser de l'esprit de Gustave ses projets sur l'Amérique. Ils ne firent qu'agrandir ses vues; aussi à Nuremberg, quelques jours avant la bataille de Lützen (1632), où l'humanité remporta une de ses plus glorieuses victoires et perdit l'un de ses défenseurs les plus capables, il recommanda encore au peuple allemand l'entreprise qui lui apparaissait toujours comme « le joyau » de son royaume (4).

(1) *Argonautica Gustaviana*, 16.
(2) *Ibid.*
(3) « Totius oppressæ Christianitatis. » *Mercurius Germaniæ*, 38.
(4) Oxenstiern, dans *Argonautica Gustaviana*. Comparez Erinnerung, dans *Mercurius Germaniæ*, 1. Ces livres très rares se trouvent dans notre bibliothèque de Cambridge.

Digitized by Google

Oxenstiern, en renouvelant cet appel à l'Allemagne (1633), déclara qu'il ne faisait que se conformer au vœu de Gustave. Le même sage homme d'État, une de ces figures qui restent grandes dans tous les temps, le calme chancelier enfin, qui, au milieu des scènes les plus agitées, ne laissa jamais les soucis envahir sa couche, renouvela la charte de la compagnie et en étendit les bienfaits à l'Allemagne; cet acte fut bientôt approuvé par les quatre cercles supérieurs à Francfort (1). « Les résultats » de ce projet, disait Oxenstiern, « seront favorables à toute la chrétienté, à l'Europe, au monde entier. » Et ne le furent-ils pas en effet? La première colonisation permanente des rives de la Delaware est due à Oxenstiern.

Plus de quatre années pourtant s'écoulèrent encore avant que le plan ne fût réalisé (1638). Nous avons vu le premier gouverneur de la New-Amsterdam, Minuits, perdre sa place au milieu des différends de partis. Il vint alors offrir aux Suédois le concours de son expérience; il quitta probablement la Suède, à la fin de l'année 1637 et fit voile pour la baie de Delaware. Sa flotte ne se composait que de deux vaisseaux, la *Clef de Calmar* et le *Griffon*. Le gouvernement suédois eut soin de pourvoir les émigrants d'un ministre du culte, d'approvisionnements et de marchandises à échanger avec les naturels. Au commencement de 1638 (2), la petite

(1) J'ai sous les yeux une copie de cet acte, daté du 12 décembre 1634, imprimé à Hambourg en 1638.

(2) Il y a eu beaucoup de confusion dans la fixation de l'époque où fut fondé le premier établissement suédois; Campanius dit vers 1631, et Duponceau, p. 68, répète cette erreur. Il en est de même de Smith, dans son *New Jersey*, 22, de Proud, I, 115, et de Holmes. Rühs et beaucoup d'autres commettent une méprise analogue. Dans les *Archives d'Albany*, XVII, 332, le journal du commissaire hollandais, A. Hudde, éclaircit la question; il y est dit que ce fut plus de quatorze ans après la construction du fort Nassau, c'est à dire au commencement de 1638. C'est également ce qu'avance l'exact Acrelius, auteur digne de confiance. Campanius, au

Digitized by Google

troupe de Suédois et de Finnois arriva dans la baie de Delaware; elle acheta aux indigènes le territoire situé depuis le cap méridional, auquel, les émigrants, qui venaient des régions hyperboréennes, donnèrent le nom de Pointe du Paradis, jusqu'aux cataractes du fleuve près de Trenton; puis ils élevèrent près de l'embouchure de Christiana Creek, dans les limites actuelles de l'État de Delaware, le fort Christiana, ainsi nommé en l'honneur de la petite fille, qui était alors reine de Suède. Le Delaware était colonisé.

La colonie ne laissa pas que d'être inquiétée. Les Hollandais pouvaient-ils souffrir que leur province fût démembrée? On conserve encore dans les archives d'Albany (1) la protestation de Kieft, le troisième gouverneur des Nouveaux Pays-Bas, dans laquelle il invoquait les droits des Hollandais à toutes les terres situées sur la Delaware; leur possession avait été longtemps défendue par des forts et scellée du sang de leurs concitoyens. Mais la renommée des exploits militaires des Suédois à cette époque protégeait leur étendard dans le Nouveau Monde; et tandis que Banner et Torstenson humiliaient l'Autriche et le Danemark, les Hollandais n'osèrent pas risquer autre chose qu'une protestation.

Sur ces entrefaites des nouvelles de la beauté du pays étaient parvenues dans la Scandinavie, et les paysans de Suède et de Finlande brûlaient d'abandonner leurs champs en Europe pour aller s'établir sur la Delaware. L'émigration prit de l'extension; lors de la dernière expédition importante, plus de cent familles (2) désirèrent s'embarquer pour

contraire, était ignorant et inexact. Son livre, plein d'erreurs, renferme des matériaux précieux, dont il ne sait comment tirer parti. Le voyage en Amérique se faisait d'ordinaire par le passage méridional. Comparez Campanius, 70-72. Les navires doivent avoir quitté la Suède assez tard en 1637.

(1) *Archives d'Albany*, II, 7, 8.

(2) Lindstrom, dans Campanius, 74.

Digitized by Google

cette terre de promission et ne purent trouver place à bord des navires déjà encombrés. Les Suédois accrurent peu à peu leurs plantations et, afin de conserver la prépondérance sur les Hollandais, qui avaient réparé leur fort de Nassau, Printz, le gouverneur, alla établir sa résidence (1643) à Tinicum, situé à quelques milles au dessous de Philadelphie. Un fort construit au moyen de grandes branches de ciguë, servit à défendre l'île (1), et les maisons commencèrent à se grouper dans le voisinage. La Pennsylvanie était enfin occupée par des Européens ; cette république, comme le Delaware, doit son origine aux Suédois, qui avaient même fondé un faubourg de Philadelphie avant que William Penn n'en devînt le propriétaire. Les rives de la Delaware, depuis son embouchure jusqu'aux cataractes, furent connues sous le nom de Nouvelle Suède. Les quelques familles anglaises qui s'y trouvaient et qui avaient émigré de la Nouvelle Angleterre (2), attirées par la beauté du climat et la facilité d'y trafiquer avec les Indiens, furent chassées ou soumises à la juridiction suédoise (3).

Tandis que les Nouveaux Pays-Bas se voyaient resserrés dans leurs limites par leurs compétiteurs aussi bien à l'est qu'au sud, et que l'agent de lord Stirling était sur le point de réclamer Long Island (4), la malheureuse colonie courut encore le danger d'une ruine presque totale par la vengeance des tribus des Algonquins du voisinage. Parfois de violentes et même de sanglantes querelles s'étaient élevées entre des marchands sans foi et les sauvages égarés par l'ivresse.

(1) Hudde, dans les *Archives d'Albany*, XVII, 323 ; Campanius, 79.

(2) Hazard, II, 213.

(3) Comparez, sur toute cette matière, Trumbull, *Connecticut*, I, 178 ; Hazard, *Registre de Pennsylvanie*, I, 17, etc. ; Clay, *Annales des Suédois sur la Delaware*, 22 ; Hazard, II, 127, 171, 181, 192, 213, 319, etc. ; Winthrop, II, 62, 76, 178.

(4) *Archives d'Albany*, IV, 4.

Digitized by Google

A la suite de ces événements, les tribus du New-Jersey, dans leur aveugle vengeance, avaient détruit la colonie de Staten Island, à laquelle on n'avait rien à reprocher. La lutte continua. Un jeune garçon qui, quelques années auparavant avait vu dépouiller et massacrer son oncle, avait juré de le venger et, maintenant qu'il était parvenu à l'âge viril, il se souvint du serment qu'il avait fait dans son enfance et le mit à exécution (1641). Une expédition eut donc lieu dans le pays au sud de l'Hudson; elle se signala par des brigandages, mais resta sans fruits. Les Raritans furent déclarés hors la loi et l'on promit une récompense de dix brasses de coquillages pour chaque membre de la tribu. Ce moment de crise fit sentir la nécessité de consulter le peuple, et les Communes élirent un conseil de douze membres pour aider le gouverneur. De Vries, qui se trouva à la tête du comité populaire, soutint les avantages d'entretenir des relations amicales avec les indigènes. Mais les marchands n'avaient pas appris à écouter la voix de l'humanité et les sauvages ne voulaient renoncer à la vengeance. Le fils d'un chef indien, excité par la conviction d'avoir été trompé et volé, lança une flèche assurée au premier Hollandais qui s'exposa à sa colère. Les chefs des bords de la rivière s'empressèrent d'envoyer une députation (1642) pour exprimer leurs regrets de cet acte et déplorer ces alternatives continuelles d'effusion de sang. Ils ne pouvaient pas livrer le meurtrier, mais ils offraient de racheter la sécurité du coupable par une amende pour le sang versé, suivant la coutume des Saxons, à l'époque d'Alfred, ou des Irlandais sous Elisabeth, ou encore tout à fait conformément aux usages des anciens habitants de la Grèce (1). Deux cents brasses des meilleurs coquillages

(1) *Iliade*, IX, 632 :

— καὶ μέν τίς τε κασιγνήτοιο φονῆος
Ποινὴν ἢ οὗ παιδὸς ἐδέξατο τεθνηῶτος.

Digitized by Google

devaient servir à calmer la douleur de la veuve du défunt. « Vous êtes vous-mêmes la cause du mal, ajoutèrent les députés indiens; vous ne devriez pas enivrer les jeunes Indiens avec votre eau-de-vie. Les hommes de votre nation, lorsqu'ils en ont trop bu, se battent avec des couteaux et commettent d'autres actes de folie; vous ne pourrez prévenir tout malheur qu'en cessant de vendre des liqueurs fortes aux Indiens. »

Kieft fut inexorable; il persista à réclamer le meurtrier. Précisément alors un faible parti de Mohawks, qui habitait dans le voisinage du fort Orange, sortit de ses retranchements, armé de mousquets et prétendit que les naturels des environs de Manhattan étaient ses tributaires (1643). A l'approche des redoutables guerriers de la race plus brave des Hurons, les Algonquins, supérieurs en nombre, mais moins courageux, accoururent en foule pour implorer, dans leur désespoir, l'assistance des Hollandais. Kieft profita de cette circonstance pour les exterminer en les massacrant. En vain lui prédit-on, que par là les Hollandais eux-mêmes s'attireraient des désastres. Pendant l'obscurité d'une paisible nuit d'hiver, les soldats du fort, auxquels s'étaient joints des flibustiers sortis des rangs des corsaires néerlandais, traversèrent l'Hudson, sous la conduite d'un guide qui connaissait tous les sentiers écartés et tous les réduits où se cachaient les sauvages, et allèrent accomplir leur œuvre de destruction. Les tribus sans armes et sans soupçon ne purent offrir qu'une faible résistance; le bruit de la mousqueterie s'unissait aux hurlements des victimes. Près de cent Indiens périrent dans le carnage. La lumière du jour ne mit pas même fin à ces horreurs; les blessés privés de secours souffraient également de la faim et du froid; les enfants étaient impitoyablement précipités dans le fleuve, et, lorsque leurs parents se jetaient à l'eau pour les secourir, les soldats

Digitized by Google

les empêchaient d'aborder, et le père et l'enfant se noyaient tous les deux.

Les colons eurent ce massacre en horreur ; aussi plus tard ils se décidèrent à imiter l'exemple que leur avait donné la Virginie, en déposant leur gouverneur et en le renvoyant en Hollande. Pour le moment Kieft triompha du succès de sa trahison; il accueillit avec ivresse les soldats à leur retour; mais sa joie fut de courte durée. A peine sut-on que l'attaque de la nuit avait été faite par les Hollandais et non par les Mohawks, que toutes les tribus algonquines des environs de Manhattan furent enflammées du désir de se venger. Les sauvages se cachèrent dans les marécages, d'où ils faisaient des sorties dans toutes les directions; ils se mirent à dévaster les villages, à massacrer les planteurs dans leurs champs et à emmener leurs enfants en captivité. Des côtes du New Jersey aux rives du Connecticut pas un bosquet n'offrit de sécurité. Ce fut dans ces circonstances que périt avec sa famille Anne Hutchinson (1), cette femme, une des plus extraordinaires de son époque, cette femme digne d'être rangée à côté de Roger Williams et de George Fox. La colonie hollandaise fut menacée de ruine; elle était déjà en proie aux horreurs de la misère. « J'ai vu de mes yeux, dit un témoin oculaire, leurs villes livées aux flammes, tandis que les hommes, les femmes et les enfants s'enfuyaient épouvantés ; tous ceux qui le pouvaient, s'embarquaient pour la Hollande. » Les meurtriers se virent réduits à demander la paix.

Seize sachems de Long Island se réunirent en convention dans les forêts de Rockaway (2) ; au point du jour, les envoyés

(1) Winthrop, II, 136; Gorton, 59; Hubbard, 345; Welde, *Élévation, règne et ruine* : « Quelques-uns prétendent que les Indiens la mirent à mort par le feu »

(2) Rechquaakie, Rockaway ? C'était à sept milles hollandais de New-York.

Digitized by Google

de Manhattan furent conduits des wigwams du grand chef Pennawits au centre du petit sénat. Un chef se leya; il tenait à la main un faisceau de baguettes. « Lorsque pour la première fois vous avez abordé sur nos côtes, vous étiez sans nourriture; nous vous avons donné nos fèves et notre blé; nous vous avons nourris de poisson et d'huîtres; et maintenant, pour nous récompenser, vous massacrez notre peuple. » C'est ainsi que débuta l'orateur; puis ayant jeté une des petites baguettes, il continua : « Nous avons chéri comme la prunelle de nos yeux les marchands que vos premiers vaisseaux déposèrent sur nos rivages afin d'y trafiquer jusqu'à leur retour; nous avons donné nos filles en mariage à ces étrangers; parmi ceux que vous avez massacrés, il y avait des enfants de votre propre sang. » Il déposa encore une baguette, et il en conservait toujours un grand nombre dans la main. L'issue de la conférence eût été incertaine sans la présence, à Manhattan, de Roger Williams, qui se rendait en Angleterre. Grâce à sa médiation (1), une trêve fut conclue pour Long Island. Un mois après, les Indiens de la rivière firent la paix avec les colons (2).

Cependant l'harmonie et la confiance ne se rétablirent pas. Les jeunes gens chez les Indiens ne voulaient pas observer la paix; l'un avait perdu son père ou sa mère, un autre s'était engagé à venger la mémoire d'un ami. La rançon payée par les Hollandais n'était pas jugée suffisante pour apaiser leur colère et satisfaire leur honneur offensé. « Les présents que nous avons reçus, » disait un vieux chef au désespoir, « ne peuvent être comparés aux pertes que nous avons subies; le prix du sang n'a pas été payé (3). » Les hostilités recommencèrent.

(1) Winthrop, II, 97.
(2) *Archives d'Albany*, II, 214, 215.
(3) Il est curieux de comparer Il. IX, 634, πόλλ' ἀποτίσας.

Digitized by Google

Les troupes hollandaises furent commandées par John Underhill, un fugitif de la Nouvelle Angleterre, un des hommes les plus braves de son temps, et vieilli dans les combats contre les Indiens. Il avait également la licence et le courage des soldats de cette époque, aussi s'était-il vu obligé (1640), à Boston, devant une nombreuse assemblée, un jour de séance pendant la session de la cour générale, de se tenir sur une plate-forme, couvert du triste habit de pénitent et là, avec des larmes et des soupirs, le cœur brisé et avec la contenance de la douleur, d'implorer la pitié de la congrégation (1). L'année suivante (1641), Underhill se retira dans les Nouveaux Pays-Bas, et alors à la tête d'une petite armée de cent vingt hommes, il devint le défenseur des établissements hollandais. La guerre se prolongea pendant deux ans (1643-1645). A la fin, les Hollandais se fatiguèrent du danger, et les Indiens se lassèrent d'être traqués comme des bêtes féroces. Les Mohawks, qui réclamaient la suprématie sur les Algonquins, envoyèrent un ambassadeur à Manhattan pour négocier la paix (1645). Ce fut alors qu'en face du fort Amsterdam et conformément aux usages des Indiens, en plein air, dans l'endroit actuellement si magnifique, où l'on peut contempler, sous des allées bien ombragées, le commerce du monde, en présence du soleil et de l'océan, les Sachems du New Jersey, des Indiens de la rivière, des Mohicans et de Long Island, reconnaissant les chefs des Cinq Nations comme témoins et arbitres, et entourés du directeur du conseil des Nouveaux Pays-Bas et de toute la communauté hollandaise, apposèrent leurs marques à un traité solennel de paix (2). La joie des colons éclata en

(1) Hubbard, *Histoire de la Nouvelle Angleterre*, 359, 360.

(2) Les autorités contemporaines abondent. I. Les *Archives d'Albany*, vol. II, contiennent les allégations de Kieft. Comparez d'autres endroits, comme X, 139 ; XXIV, 55. — II. Les projets des Indiens sont donnés dans

Digitized by Google

actions de grâces universelles; mais le déshonneur s'attacha au nom de Kieft, l'auteur du carnage; les émigrants demandèrent à se débarrasser de lui comme gouverneur; la compagnie des Indes Occidentales désavoua sa politique barbare. Deux ans environ après la conclusion de la paix (1647-1648), Kieft s'embarqua pour l'Europe dans un magnifique vaisseau, richement chargé; mais cet homme sanguinaire n'était pas destiné à revoir les côtes de la Hollande. Le bâtiment qu'il montait, ne pouvait résister à la fureur des éléments, aussi impitoyables que ses propres passions, fut mis en pièces sur les récifs du pays de Galles et le coupable Kieft fut enseveli sous les vagues de l'océan (1).

Les Nouveaux Pays-Bas virent de meilleurs jours luire pour eux, lorsque le courageux et honnête Stuyvesant, tout récemment vice-directeur de Curaçao, qui avait été blessé dans les Indes Occidentales, à l'attaque de Saint-Martin, et qui était un soldat expérimenté et un homme d'une certaine instruction, fut promu pour ses services et revêtu du gouvernement de la province (1646-1647). Une triste expérience prescrivait un système de conduite plus doux envers les indigènes; on résolut donc de les traiter avec indulgence. L'intérêt des Nouveaux Pays-Bas exigeait la liberté du commerce; le département administratif d'Amsterdam ne voulut

De Vries. Comparez aussi R. Williams, dans Knowles, 275. — III. Les relations de la Nouvelle Angleterre, dans Winthrop, II, 96, 97, 136; Gorton, 59; Hubbard, 441 et 365. Le récit traditionnel de la bataille de Strickland Plain rapporté par Trumbull, I, 161, et répété, mais non confirmé, par Wood, p. 74, ne peut être complétement exact, au moins quant au temps. La mémoire est facilement dupe, et la tradition est un historien peu exact. Un récit, pour être d'une très grande valeur, doit être écrit immédiatement à l'époque de l'événement. Les témoignages oculaires, les témoignages auriculaires entraînent souvent la mémoire et lui persuadent de croire des choses inventées. Des exemples de ce genre, nous en rencontrerons.

(1) Hubbard, 444.

Digitized by Google

pas d'abord écouter les vœux des colons; il avait supporté seul les frais de colonisation et il ne voulait souffrir d'empiétement de la part de personne. Mais les droits de la nature sont plus forts que les priviléges des compagnies; il fut impossible de maintenir le monopole; on se contenta donc d'y substituer des droits d'exportation (1). Manhattan commença à prospérer, aussitôt que ses marchands purent suivre librement leurs propres inspirations dans leurs entreprises. On put prévoir dès lors les glorieuses destinées de cette ville. « Lorsque votre commerce sera bien établi et que vos vaisseaux sillonneront tous les coins de l'océan, une foule de gens qui tiennent ardemment les yeux fixés sur vous, se sentiront portés à s'embarquer pour votre île. » Cette prophétie était adressée il y a près de deux siècles par les marchands d'Amsterdam à ceux de Manhattan (2). A cette époque, on regardait Amsterdam comme la première cité commerçante non seulement de l'Europe, mais du monde: qui eût pu prévoir qu'un jour le petit établissement, dont l'existence avait à peine échappé à la vengeance des sauvages, surpasserait, dans sa maturité, en richesse et en population, le fameux entrepôt de l'Univers? L'île de New-York était alors (1649), surtout partagée entre des fermiers; les vastes forêts qui couvraient le parc et la région environnante, servirent pendant longtemps de pâturages communs; pendant un quart de siècle, les tanneurs vinrent y chercher des écorces, et les enfants, des marrons (3); le sol y avait si peu de valeur, que Stuyvesant ne crut pas faire tort à ses patrons (4), en leur achetant à bas prix un terrain étendu et

(1) *Archives d'Albany*, IV, 1, 3, 9, 13. Ce volume renferme la correspondance de Stuyvesant et de la compagnie des Indes Occidentales.
(2) *Archives d'Albany*, VII, 226.
(3) Lovelace, dans J. W. Moulton, *New Orange*, 33.
(4) *Archives d'Albany*, IV, 24.

Digitized by Google

rempli de bosquets, situé juste au delà des taillis, où paissaient les chèvres et les vaches du village.

La population hollandaise était trop faible pour se trouver à même de défendre la frontière orientale des Nouveaux Pays-Bas. A quoi pouvaient donc servir des protestations contre des envahissements de colons étrangers? On avait recommandé à Stuyvesant dans ses instructions (1647), de conserver la maison de Bonne Espérance à Hartford; mais, tandis qu'il réclamait la possession du territoire situé entre le cap Cod et le cap Henlopen (1649-1650), il y avait à craindre que les habitants de la Nouvelle Angleterre ne voulussent étendre leurs établissements jusqu'à la North River, intercepter la navigation à partir du fort Orange et monopoliser le commerce des fourrures (1). La compagnie des marchands ne voulait pas risquer une guerre; les dépenses qui en résulteraient compromettraient ses dividendes. « La guerre, déclaraient-ils, ne peut en aucun cas tourner à notre avantage; les colons de la Nouvelle Angleterre sont trop puissants pour nous. » Il ne restait donc que la voie des négociations; Stuyvesant se rendit lui-même à Hartford en qualité d'ambassadeur et fut heureux de conclure un traité provisoire (1650), qui accorda aux Nouveaux Pays-Bas la faculté de s'étendre dans Long Island jusqu'à Oyster Bay et, sur le continent, jusque dans le voisinage de Greenwich. Cette convention intercoloniale était très acceptable pour la compagnie des Indes Occidentales; mais elle ne fut jamais ratifiée en Angleterre; les États-Généraux l'approuvèrent conditionnellement, et c'est le seul papier d'État hollandais dans lequel le gouvernement de la république ait reconnu les frontières de la province située sur l'Hudson. La compagnie des Indes Occidentales ne put jamais

(1) *Archives d'Albany*, VII, 3; IV, 32.

Digitized by Google

obtenir de garantie nationale pour l'intégrité de ses possessions (1).

La guerre qui éclata entre les deux républiques rivales en Europe (1651-1654), ne s'étendit pas jusqu'en Amérique; nous avons vu le Massachusetts contenir les colonies par sa prudence; en Angleterre, Roger Williams (2) fit différer un armement qui se préparait contre les Nouveaux Pays-Bas. Il est vrai que la compagnie des Indes Occidentales, redoutant une attaque de la Nouvelle Angleterre, avait recommandé (1652) au gouverneur « d'engager les Indiens dans son parti (3). » Mais il fut impossible d'ébranler l'amitié des Narragansetts pour les puritains. « Je suis pauvre, » dit Mixam, un de leurs sachems, « mais il n'est pas présent de marchandises ou de fusils, de poudre ou de balles, qui puisse m'entraîner à conspirer contre mes amis les Anglais. » Les succès maritimes des Hollandais (1653) inspirèrent des résolutions plus calmes et bientôt la nouvelle de la conclusion de la paix en Europe fit évanouir toutes les appréhensions.

La convention provisoire laissait le Connecticut en possession de la moitié de Long Island; lord Stirling avait souvent réclamé la possession de l'île entière (1634), mais toujours inutilement. Sir Édouard Ployden, protégé par Strafford, avait aussi obtenu la concession de la Nouvelle Albion, située près de la frontière sud de la Nouvelle Belgique, sur la baie de Delaware (1641-1648). Ce pays n'exista jamais que sur le parchemin. Le lord palatin tenta de

(1) *Traité*, dans Trumbull, I, 192; Hutchinson, I, 447; Hazard, II, 218. Comparez *Archives d'Albany*, IV, 14, 15, 18, 28, 32, 35, etc., 73, 207.

(2) Williams, dans Knowles, 263.

(3) *Archives d'Albany*, IV, 84. Mais comparez *Archives d'Albany*, IV, 120; VII, 147-150; Trumbull, I, 202; *Seconde tragédie d'Amboyne;* Hazard, II, 257; Documents dans Hazard, II, 204-272; Verplanck, dans la *Revue N. A.*, VIII, 95-105; Irving, dans Knickerbocker, II, 48.

Digitized by Google

former un établissement; mais, faute de pilote, il entra dans la baie de Chesapeake, et les émigrants qu'il conduisait se laissèrent absorber par l'heureuse province de Virginie. Il ne parvint jamais à déposséder les Suédois (1).

Les Hollandais durent donc lutter, à propos des rives de la Delaware, avec les Suédois, ces redoutables compétiteurs pour le tabac de la Virginie et les castors du Schuylkill. Dans le voisinage de la Delaware, la compagnie suédoise était plus forte que sa rivale; mais la province entière des Nouveaux Pays-Bas renfermait une population dix fois plus nombreuse que celle de la Nouvelle Suède (1651). Les Hollandais, pour assurer la sécurité de leur commerce, bâtirent le fort Casimir, à l'endroit où s'élève aujourd'hui la ville de Newcastle, à cinq milles de Christiana, près de l'embouchure du Brandywine (1654). Les Suédois envisagèrent cet acte comme un empiétement; de là s'ensuivirent des jalousies; à la fin, Rising, le gouverneur suédois, se rendit maître de la garnison hollandaise, grâce à la ruse et à la supériorité numérique de ses soldats dans ce moment. Cette agression fut fatale à l'unique colonie que la Suède eût encore fondée. La métropole était épuisée par une longue succession de guerres; les hommes d'État et les soldats, formés par Gustave Adolphe, s'étaient retirés du service public; Oxenstiern, après avoir charmé sa retraite par l'étude sublime de la philosophie, avait disparu de la scène du monde; une reine, jeune et licencieuse, avide de célébrité littéraire, mais sans aucune capacité pour le gouvernement, avait encore affaibli le royaume en entretenant l'inimitié des factions rivales et en abdiquant ensuite par caprice. Désormais, la Suède avait cessé d'éveiller la crainte

(1) B. Plantagenet, *Description de New Albion*, 1648, dans la bibliothèque de la Library Company, Philadelphie; Hazard, I, 160, etc.; Winthrop, II, 325.

Digitized by Google

et d'inspirer le respect; aussi la compagnie hollandaise ordonna hardiment à Stuyvesant (1654) de « venger les outrages essuyés, de chasser les Suédois de leurs établissements sur la rivière ou de les contraindre à se soumettre. » Cet ordre fut renouvelé; et au mois de septembre 1655, le gouverneur hollandais, ayant réuni sous ses ordres une troupe de plus de six cents hommes, fit voile dans la Delaware, avec des projets de conquête. Toute résistance fut inutile. Les assaillants emportèrent les forts les uns après les autres; on accorda à Rising des conditions honorables; on promit aux colons de leur laisser la paisible jouissance de leurs biens et, malgré les protestations et le mécontentement des Scandinaves, les Hollandais étendirent leur juridiction sur eux. Telle fut la fin de la *Nouvelle Suède* (1), de cette colonie qui rattache notre patrie à Gustave Adolphe et aux nations habitant les rivages du golfe de Bothnie. Elle avait conservé une existence distincte pendant un peu plus de dix-sept ans et réussi à fonder des établissements permanents sur la Delaware. Les descendants des colons suédois, dans la suite des générations, se sont largement mêlés et confondus avec les émigrants d'une origine différente; ils forment probablement partie aujourd'hui, dans la proportion de un sur deux cents, de la population de notre pays. A l'époque de leur soumission, ils ne devaient pas dépasser de beaucoup le chiffre de sept cents âmes. Sans ambition, ignorant les idées qui agitaient l'esprit des Anglais, ce fut seulement comme protestants qu'ils prirent part au mouvement de leur époque. Ils entretenaient un zèle calme pour

(1) *Archives d'Albany*, XIII, 349-358, 367, 2, 7; IV, 157, 166, 186, 204, etc., 222. Acrelius est un historien exact; Campanius un historien négligent. Parmi les auteurs récents, Clay, *Annales suédoises*. Comparez les documents suédois traduits et imprimés dans les vol. IV et V de Hazard, *Registre Hist.*

Digitized by Google

le sentiment religieux; ils respectaient les liens de la famille et la pureté des mœurs; et malgré la difficulté de se procurer des maîtres et des livres suédois, leurs enfants étaient bien instruits. Ils surent maintenir des relations pacifiques avec les indigènes. L'amour de la Suède, leur chère métropole, leur attachement constant et leur fidélité envers leur souverain, ne cessèrent de distinguer leur petit groupe, à Stockholm, ils restèrent pendant un siècle l'objet d'une attention généreuse et désintéressée; l'affection servit à les tenir unis dans le Nouveau Monde; et une partie des descendants de ces honnêtes Scandinaves ont encore conservé leurs autels et leurs habitations autour des tombeaux de leurs pères (1).

La conquête des établissements suédois eut pour résultat une organisation de rapports se rapprochant beaucoup du système provincial de Rome (1656). La compagnie des Indes Occidentales désirait trouver un allié à sa frontière méridionale; le pays au dessus de Christiana fut gouverné par un agent de Stuyvesant; tandis que la ville d'Amsterdam devint propriétaire par achat du Delaware, depuis la Brandywine jusqu'à Bombay Hook; et plus tard elle étendit sa juridiction, au moyen de concessions faites par les Indiens, jusqu'au cap Henlopen (1658, 1659). Mais quand une ville gouverna-t-elle jamais une province avec bonté? Les nobles et très honorables seigneurs, bourgmestres d'Amsterdam, établirent un monopole qui devait nécessairement paralyser les entreprises commerciales; ils exigèrent en outre des colons un serment d'obéissance absolue à tous leurs ordres, passés ou futurs (1656, 1657). Mais le Maryland était libre; la Virginie se gouvernait elle-même. Les émigrants mécontents, à peine débarqués, et même les soldats de la garnison,

(1) Kalm, *Voyages;* lettre de W. Penn; Clay, *Annales suédoises.*

Digitized by Google

fuyaient par bandes des possessions d'Amsterdam vers les colonies des Anglais pour y jouir de la liberté. La province de la cité hollandaise fut presque abandonnée; on y punissait de mort quiconque chercherait à s'évader, aussi trente familles tout au plus continuèrent à y séjourner (1).

Pendant l'absence de Stuyvesant de Manhattan (1655), les guerriers des tribus voisines des Algonquins se méfiant toujours des Hollandais, firent une attaque désespérée contre la colonie. Ils parurent devant la ville avec une flotte de soixante-quatre canots et ravagèrent tout le pays environnant. Mais le retour du gouverneur de son expédition ranima la confiance des colons; on racheta les captifs et l'industrie répara ses pertes. Les Hollandais semblaient avoir affermi leur puissance et comptaient sur des jours plus heureux. Les Nouveaux Pays-Bas les consolaient de la perte du Brésil (2). Ils s'enorgueillissaient de posséder un territoire admirable qui n'avait pas besoin de digues contre l'Océan. Ils étaient fiers de sa vaste étendue, depuis la Nouvelle Angleterre jusqu'au Maryland, et depuis la mer jusqu'au grand fleuve du Canada et aux déserts les plus reculés du nord-ouest. Ils sondaient avec ivresse le lit profond de ce fleuve qu'ils ne devaient plus partager avec les Suédois; ils en énumeraient avec délices les nombreux et charmants tributaires, sur lesquels les castors élevaient leurs villages; aussi les grands voyageurs qui avaient visité tous les continents, lorsqu'ils remontaient la Delaware, la proclamaient un des plus majestueux fleuves du monde; les rives en étaient plus attrayantes que les terres baignées par l'Amazone.

(1) *Archives d'Albany*, IV, 217, 222, 223, 237, 273, 311; XVIII, 43, 29, 400; Gordon, *Pennsylvanie*, 23. Comparez *Archives d'Albany*, X, 397-468.

(2) Vander Donk, p. 8, etc., 5, etc. :

« Wat treurt men om Brazijl, vol snoode Portugeezen;
Terwijl ons Vander Donk vertoont dit Nieuwe Land ? »

Digitized by Google

Cependant le pays baigné par l'Hudson se couvrait sans cesse de nouveaux émigrants. Manhattan était déjà la demeure préférée par les marchands et la politique du gouvernement était de les y attirer par ses bonnes dispositions. Si Stuyvesant se laissait aller parfois à des actes de despotisme brutal, dignes d'un soldat, il était sûr d'encourir la désapprobation de la compagnie (1650-1660). Changeait-il arbitrairement le montant des taxes? Les directeurs sensibles à leur réputation commerciale, lui enjoignaient « de respecter l'inviolabilité des contrats. » Voulait-il remédier aux embarras de la circulation de l'argent, en élevant la valeur nominale de la monnaie étrangère? Cette mesure était repoussée comme déshonnête. Cherchait-il à fixer le prix du travail par des règles arbitraires? Pareille mesure était également condamnée comme impraticable et dénuée de prudence. Intervenait-il entre les marchands en examinant leurs comptes? Cet acte était blâmé comme sans précédent « dans la chrétienté; » et on lui recommandait de « traiter les marchands avec bonté, de crainte de leur faire abandonner le pays qui serait alors dépeuplé. » Son zèle pour le calvinisme le portait-il à persécuter les luthériens? Il était réprimandé pour son fanatisme (1). Sa haine contre « la secte abominable des quakers » lui faisait-elle emprisonner et exiler ensuite l'irréprochable Bowne? « Que tous les citoyens paisibles, » lui écrivaient les directeurs, « jouissent de la liberté de conscience; cette règle a fait de notre cité le refuge des opprimés de tous les pays; marchez dans la même voie et vous serez béni (2). »

Les sectateurs de toutes les religions purent donc pratiquer leur culte d'une manière privée; les opinions sans jouir

(1) *Archives d'Albany*, IV, 19, 25, 84, 128, 212.

(2) *Ibid.*, XVIII, 221; IV, 427. Comparez sur *les Persécutions des Quakers*, XIX, I, 2, 3, 11, 12, 18-24; XX, 213, 214, 231-233, 291.

Digitized by Google

d'une liberté complète, étaient du moins déjà tolérées. Le peuple de la Palestine, cette race proscrite et errante depuis la destruction de son temple, se sentit attiré par les mœurs simples et l'activité commerciale du Nouveau-Monde. Non seulement les descendants des Saxons et des Celtes, mais les enfants de ceux qui avaient échappé à la servitude de l'Égypte en brisant leurs chaînes, qui avaient erré dans l'Arabie et célébré leur culte au pied du Calvaire, trouvèrent enfin une patrie, la liberté et un lieu de sépulture dans l'île de Manhattan (1).

Les émigrants de la Hollande descendaient eux-mêmes des races les plus différentes; car les Provinces-Unies avaient été pendant longtemps le point de ralliement des persécutés. Si nous pouvions tracer la généalogie de ceux qui quittèrent la Néerlande pour les Nouveaux Pays-Bas, nous serions non seulement ramenés aux habitants des rives du Rhin et des bords de la mer d'Allemagne, mais encore aux huguenots qui s'échappèrent de France après le massacre de la Saint-Barthélemy et à ces premiers libres penseurs que souleva la parole de Jean Huss au cœur de la Bohême. New-York fut toujours une cité du monde. Elle a été d'abord peuplée par les restes des premiers adhérents à la réforme sortis des provinces belges et de l'Angleterre, de France et de la Bohême, de l'Allemagne et de la Suisse, du Piémont et des Alpes italiennes.

Les sectes religieuses, qu'avaient favorisées au moyen âge les libertés municipales du midi de la France, ont été les précurseurs de la liberté moderne et ont été par conséquent sacrifiées à l'inexorable féodalité du Nord. Après une lutte sanglante, les réformateurs plébéiens, accablés par les

(1) *Archives d'Albany*, IV, 203, 212; XV, 140, 141; XI, 21, 240 et 140, 141, 159.

Digitized by Google

chefs impitoyables de l'aristocratie militaire, se réfugièrent dans les hautes montagnes qui séparent la France de l'Italie. Comme ils avaient conservé des règles de conduite ascétiques et bienveillantes en même temps qu'un culte simple et spirituel

« Pendant que tous nos ancêtres adoraient le bois et la pierre, »

on trouva, à mesure que la réforme faisait des progrès, qu'ils avaient devancé Luther et Calvin de trois siècles. Malgré leur isolement ils ne purent échapper à la persécution qui devait, comme un ouragan, balayer le protestantisme de la surface de la terre. On précipita les mères avec leurs enfants du haut des rochers, et les os des martyrs s'entassèrent sur les Alpes (1656). N'y avait-il donc plus d'asile pour les pieux Vaudois? La ville d'Amsterdam offrit aux fugitifs un libre passage en Amérique et les Nouveaux Pays-Bas (1) se préparèrent à bien accueillir le petit nombre de ceux qui avaient consenti à émigrer.

La colonie attirait donc dans son sein les opprimés de toutes les religions et de tous les climats. Elle reçut avec empressement les calvinistes de La Rochelle, lorsque les temples évangéliques de cette ville eurent été rasés; aussi les protestants français accoururent en si grand nombre, que parfois les documents publics furent publiés en français tout comme en hollandais et en anglais (2). On embarquait quelquefois des troupes d'orphelins pour l'Amérique où les attendaient de plus douces destinées; on offrait le libre passage aux artisans; car « il était reconnu que la population

(1) *Archives d'Albany*, IV, 223. Lambrechtsten, p. 65, sans citer son autorité, dit que six cents personnes s'y rendirent. Il ne peut pas y en avoir eu autant. Dans une occasion postérieure, en 1663, l'émigration proposée échoua. *Archives d'Albany*, IV, 223.

(2) *Ibid.*, XIV, 233; IV, 425, 461; XVIII, 295.

Digitized by Google

servait de boulevard à tous les États. » Le gouvernement des Nouveaux Pays-Bas s'était formé une juste idée des éléments convenables à la fondation d'une république; ce qu'il voulait, c'étaient « des fermiers et des ouvriers, des étrangers et des proscrits, des hommes endurcis au travail et à la pauvreté (1). » La colonie prit de l'accroissement; dans chaque village on voyait des essaims d'enfants (2); le nouvel an et le mois de mai se célébraient par des fêtes bruyantes; de nouvelles combinaisons industrielles se formaient; des meubles s'exportaient en France (3); la baleine était traquée le long des côtes; la vigne et le mûrier faisaient partie des plantations; les troupeaux de moutons se multipliaient ainsi que le bétail (4), et les tuiles qui pendant si longtemps avaient été importées de la Hollande (5), commençaient à se fabriquer près du fort Orange. Au bout de quelques années (1664), New-Amsterdam put se vanter de ses magnifiques constructions et presque rivaliser avec Boston. « Cette province si heureusement située, » en disaient les habitants, « peut devenir le grenier de notre mère-patrie; si nos Vieux Pays-Bas venaient à être dévastés par de funestes guerres, nos concitoyens trouveraient ici un refuge assuré; si Dieu nous protége, nous deviendrons un peuple puissant au bout de quelques années. »

C'est ainsi que contribuèrent à coloniser nos États du centre diverses nations de la race caucasienne. Les Africains aussi eurent leur rôle à jouer sur les bords de l'Hudson. La compagnie des Indes Occidentales, qui transportait parfois des captifs indiens dans les Indes Occidentales (6),

(1) *Archives d'Albany*, XVIII, 35; VIII, 113.
(2) Par exemple, *ibid.*, XIX, 74.
(3) *Ibid.*, XVIII, 47.
(4) *Ibid.*, IV, 91, 73, 92, 260, 326; Vander Donk, ch. XIV.
(5) *Ibid.*, XIV, 21; IV, 93; III, 2.
(6) *Ibid.*, XVIII, 193.

Digitized by Google

possédant de vastes établissements sur la côte de Guinée, introduisit de bonne heure (1626) des nègres dans Manhattan et continua ensuite la traite des noirs sans le moindre scrupule. Nous avons vu Élisabeth d'Angleterre s'associer à ce trafic, dont les Stuarts se montrèrent les éminents protecteurs jusqu'à l'époque de la reine Anne; la ville d'Amsterdam (1) ne rougit pas de prendre des actions dans un bâtiment négrier, d'avancer des fonds pour l'équipement et de partager les bénéfices. Relativement à sa population, New-York avait importé autant (2) d'Africains que la Virginie (1664). Si New-York n'est pas un État à esclaves, comme la Caroline, il faut l'attribuer au climat et non à des sentiments d'humanité plus élevés de la part des fondateurs, Stuyvesant avait reçu comme instruction d'employer tous ses efforts pour encourager la vente des nègres (3). On en importait, parfois en prenant la route des Indes Occidentales, et souvent directement de la Guinée (4), puis on les vendait publiquement à l'encan au plus fort enchérisseur (5). Le prix moyen (6) était un peu moins de cent quarante dollars. Le monopole de ce trafic ne s'observait pas strictement, et parfois certains revirements politiques furent favorables à l'exportation des nègres dans les colonies anglaises (7). Le noir affranchi pouvait devenir un franc tenancier (8).

L'introduction des Africains amena ainsi l'institution abjecte de l'esclavage; d'autre part, les considérables émi-

(1) *Archives d'Albany*, VIII, 383.
(2) *Ibid.*, XXII, 308, 244; XVIII, 116, 272, 299; XIII, 340.
(3) *Ibid.*, IV, 371.
(4) *Ibid.*, IV, 2; VIII, 14. Les *Archives* contiennent des permis pour les voyages, les nombres importés, etc.
(5) *Ibid.*, IV, 332.
(6) *Ibid.*, XVIII, 72.
(7) *Ibid.*, IV, 333, 172, 371, 456; XIX, 26; XI, 35.
(8) *Ibid.*, XXII, 331. Mais comparez II, 242.

Digitized by Google

grations provenant du Connecticut servirent à implanter dans les Nouveaux Pays-Bas l'idée puritaine de la liberté populaire. Il y avait tant d'Anglais à Manhattan qu'on dut se procurer un secrétaire anglais, ainsi que des prédicateurs capables de s'exprimer en anglais aussi bien qu'en hollandais, et qu'il fallut publier les ordonnances officielles en anglais (1). Des villes entières n'étaient peuplées que par les émigrants de la Nouvelle Angleterre; ces gens étant venus en Amérique pour servir Dieu dans la pureté de leur conscience et désirant pourvoir au bien-être matériel et au salut spirituel de leurs enfants, importèrent avec eux les libertés de la Nouvelle Angleterre et se réunirent en congrégation avec le consentement et sous la juridiction des Hollandais (2). Leur présence et leur activité présageaient une révolution.

La souveraineté populaire était inconnue des Hollandais dans leur mère-patrie; dans les Nouveaux Pays-Bas, les nécessités de la vie coloniale lui avaient donné un commencement d'existence (1642); ainsi les délégués des villes hollandaises, d'abord au nombre de douze, puis de huit probablement, avaient diminué l'autorité arbitraire de Kieft. Le peuple ne jouissait pas, en vertu d'une concession positive, du pouvoir législatif; mais, sans qu'on le lui eût appris, il avait acquis la conviction de son droit de résistance. Les brasseurs refusèrent de payer un droit d'accise arbitraire (1644). « Si nous cédions, disaient-ils, nous offenserions les huit et la communauté tout entière. » Les grands propriétaires étaient loin de favoriser la liberté démocratique: le commandant de Reenselaer Stein avait même élevé une batterie afin d'empêcher « ces chancres d'hommes libres »

(1) *Archives d'Albany*, IV, 74.
(2) *Ibid.*, XIX, 409-419.

Digitized by Google

de pénétrer dans le manoir; mais les patrons se réunirent volontiers aux paysans libres pour s'opposer aux impôts arbitraires. On proposa (1647), en guise de compromis, que le gouverneur choisirait, entre deux candidats nommés par les villages, des tribuns, qui rempliraient l'office de magistrats dans les cas peu importants et celui de députés des villes chargés de donner leur opinion chaque fois qu'on les consulterait. On défendit absolument toute assemblée dans les villes (1).

Le mécontentement ne fit que s'accroître (1649-1652). Vander Donk et quelques autres furent accusés de ne laisser passer aucune occasion sans essayer de secouer ce qu'ils appelaient le joug pesant d'un gouvernement despotique. Une commission se rendit en Hollande (1650), pour obtenir le redressement des griefs; elle réclama, au nom des fermiers, les libertés nécessaires à la prospérité de l'agriculture; au nom des marchands, elle protesta contre le fardeau intolérable des droits de douane; sur le refus de faire droit à ces représentations, on vit se produire les conséquences ordinaires de la tyrannie; des associations secrètes se formèrent contre l'oppression (2). L'excès du mal fit accorder à New-Amsterdam une cour de justice semblable à celle de la métropole (1652); mais les libertés municipales ne conféraient aucun droit politique; le gouverneur nommait le shérif (3); les deux bourgmestres et les cinq échevins, pour désigner leurs propres successeurs, dressaient une double liste de candidats parmi lesquels « le vaillant directeur choisissait lui-même le bureau (4). » La ville avait des priviléges, mais non les citoyens. La province n'acquit que les libertés

(1) *Archives d'Albany*, III, 187, 188; VII, 74, 82, etc.
(2) *Ibid.*, IV, 25, 29, 30, 33, 68.
(3) *Ibid.*, XIII, 96-99; VIII, 139-142.
(4) *Ibid.*, XIX, 33-34.

Digitized by Google

municipales, sur lesquelles reposait l'aristocratie commerçante de la Hollande. Le droit de bourgeoisie constituait un privilége commercial, mais non un affranchissement politique (1). Ce n'était guère plus qu'une autorisation d'exercer le commerce (2).

Ce système se trouvait entièrement en opposition avec les usages des puritains; aussi les colons hollandais conçurent bientôt l'idée de soigner eux-mêmes leurs intérêts, et, par leur agitation persévérante, ils obtinrent enfin une assemblée générale composée de deux députés de chacun des villages des Nouveaux Pays-Bas. Stuyvesant ne voulut pas sanctionner cette assemblée, mais il ne put en empêcher l'institution. Comme au Massachusetts, la première convention (3) dut son origine à la volonté du peuple, et elle s'arrogea le droit de délibérer sur la condition civile du pays.

Georges Baxter prépara une remontrance ou pétition, qui fut adoptée à l'unanimité par la convention et était conçue en ces termes : « Les États-Généraux des Provinces-Unies sont nos seigneurs-liges; nous sommes soumis aux lois des Provinces-Unies; nos droits et nos priviléges doivent être en harmonie avec ceux des habitants de notre mère-patrie, car nous faisons partie de l'État, et nous ne sommes pas un peuple subjugué. Nous, qui sommes venus ensemble de différentes parties du monde et qui formons une société composée de races diverses; nous, qui avons abandonné à nos propres frais notre pays natal pour nous placer sous la protection des Provinces-Unies; nous, qui avons transformé le désert en fermes fertiles, nous demandons qu'on ne nous impose plus de nouvelles lois sans le consentement du peuple, que personne ne soit revêtu d'un emploi, sans

(1) Ainsi en fut-il plus tard en 1657. *Archives d'Albany*, XV, 54-56.
(2) *Ibid.*, XXIV, 45. Comparez XX, 247, 248.
(3) L'autorité originale est Lantdag, *Archives hollandaises*, 2.

Digitized by Google

l'approbation du peuple; enfin, qu'on ne fasse plus jamais revivre des lois obscures et surannées (1). »

Stuyvesant fut saisi de surprise. Il n'avait jamais eu confiance dans « la multitude toujours indécise (2) ; » aussi sa réponse fut-elle dictée par le doute qu'il avait conçu sur la capacité de l'homme à se gouverner lui-même. « Apposerez-vous donc notre nom aux idées visionnaires des gens de la Nouvelle Angleterre? Personne dans la nation hollandaise n'est-il capable de rédiger votre pétition? Votre demande est si extravagante, que vous pourriez tout aussi bien réclamer le droit d'envoyer des délégués à l'assemblée de leurs hautes puissances elles-mêmes.

« 1. Le directeur et le conseil feront les lois. Les mauvaises mœurs nécessitent de bonnes lois pour être réprimées; et par conséquent, les lois des Nouveaux Pays-Bas sont bonnes.

« 2. Le peuple élira-t-il ses propres magistrats? Si pareille règle devenait notre boussole, et si l'élection des fonctionnaires devait dépendre de la canaille, chacun voterait pour un individu de sa trempe. Le voleur donnerait son vote à un voleur, le contrebandier à un contrebandier; et la fraude et le vice deviendraient privilégiés.

« 3. Les anciennes lois conserveront toute leur force; les directeurs ne consentiront jamais à rendre compte de leur administration à leurs sujets (3). »

Les députés, dans leur réplique, en appelèrent aux droits inaliénables de la nature : « Nous n'avons en vue que le

(1) *Archives d'Albany*, IX, 28-33. J'ai choisi et condensé les points principaux. On trouvera, j'espère, la confirmation de chaque mot dans les documents hollandais originaux. Evidemment je ne m'en suis pas tenu strictement aux termes employés par Vander Kemp dans sa traduction exacte, mais peu grammaticale.

(2) *Ibid.*, VII, 73.

(3) *Ibid.*, IX, 38-46.

Digitized by Google

bien général du pays et la conservation de la liberté; la nature permet à tous les hommes de se constituer en société et de se réunir pour protéger la liberté et la propriété (1). » Stuyvesant, ayant épuisé ses arguments, ne répondit plus que par un acte d'autorité. Il prononça la dissolution de l'assemblée et enjoignit à tous les membres de se séparer, sous menace d'un châtiment arbitraire. « Nous tenons notre autorité de Dieu et de la compagnie des Indes Occidentales, non pas du bon plaisir de quelques sujets ignorants; » tel fut le message d'adieu qu'il adressa à la convention avant de la disperser.

La compagnie des Indes Occidentales (2) déclara que ce refus de se soumettre à des impôts arbitraires était « opposé aux règles de tout gouvernement éclairé. » « Nous approuvons les taxes que vous proposez, » écrivit-on à Stuyvesant; « ne faites pas attention à l'approbation du peuple; » « ne permettez pas qu'il s'abandonne plus longtemps à ce rêve de visionnaire, que des taxes ne peuvent s'imposer qu'avec son consentement. » Mais le peuple continua à s'abandonner au même rêve; il devint impossible de recueillir les taxes; et les colons, voulant que la liberté populaire fût autre chose qu'une fusion, caressèrent l'espoir de partager les priviléges des Anglais en se soumettant à la juridiction anglaise (1654-1658).

Cromwell avait formé le projet de s'emparer des Nouveaux Pays-Bas; ce dessein fut repris du temps de son fils; aussi la restauration de Charles II exposa les établissements hollandais à toute sorte de dangers venant du Nord, du Sud et de l'Angleterre.

Dans des négociations antérieures avec l'agent de lord

(1) *Archives d'Albany*, IX, 48, 49, etc.
(2) *Ibid.*, IV, 129, 133, 168, 175, etc.; XIV, 169, 171. Comparez XVIII, 77.

Digitized by Google

Baltimore (1659), l'envoyé des Nouveaux Pays-Bas avait fermement maintenu les droits des Hollandais sur la rive méridionale de la Delaware en rappelant que ce territoire avait été acheté et colonisé avant que lord Baltimore n'eût obtenu sa patente. Sans démentir les faits, on répondit, avec cette morgue qu'inspire la force, que semblable argument n'avait servi à rien à Clayborne et qu'il ne servirait à rien aux Hollandais (1). Après la restauration, lord Baltimore renouvela ses prétentions sur le pays qui s'étend entre Newcastle et le cap Henlopen; il envoya pour les soutenir, des agents à Amsterdam et en Amérique, et il les soumit même aux États-Généraux des Provinces-Unies. Le collége des XIX de la compagnie des Indes Occidentales demeura inflexible; ayant conscience de ses droits, il refusa (1660) de renoncer à ses possessions et résolut « de les défendre, au prix du sang (2). » Beekman, le lieutenant gouverneur hollandais du Delaware, fut fidèle à sa mission, et sut main-

(1) Heerman, *Journal de son ambassade en Maryland*, en réponse à *Col. N. Utie*, etc., dans *Archives d'Albany*, XVIII, 337-365. Comparez aussi VIII, 185. Voir aussi les documents du Maryland, dans *N. Y. Hist. Coll.*, III, 369-386.

(2) Cette assertion est en opposition avec le récit que les ennemis de Penn ont tracé. Elle est néanmoins la seule vraie. La dépêche originale de la compagnie des Indes Occidentales se trouve à Albany. Le lecteur anglais peut consulter les *Archives d'Albany*, VIII, 293, 294, et il y trouvera les paroles du texte. Que l'on compare maintenant Chalmers, 634 : « La compagnie des Indes Occidentales envoya des ordres secrets à ses agents pour se retirer au nord des limites de lord Baltimore. » La compagnie envoya des ordres secrets, *non pour abandonner le pays, mais pour le défendre même au prix du sang*. Revenons encore à Chalmers, 634 : « Charles Calvert, le fils du propriétaire, occupa immédiatement les lieux abandonnés par ses adversaires. » Cela aussi est erroné. L'héritier de lord Baltimore fit une visite sur la rivière et fut accueilli hospitalièrement par Beekman, comme un hôte, non comme propriétaire. Voir les *Archives*, XVII, 286, 297. Mais Chalmers détestait Penn et il a falsifié l'histoire par insouciance ou par inimitié. Et qu'il est difficile de détruire une erreur! Que de personnes ont copié l'assertion de Chalmers!

Digitized by Google

tenir la juridiction de sa patrie. Lorsque le jeune Baltimore parut avec sa suite à l'embouchure de la Brandywine, il fut accueilli comme un hôte, mais on résista avec succès aux prétentions de propriétaire qu'avait élevées son père (1659-1664). Les Hollandais, les Suédois et les Finnois conservèrent le pays intact pour William Penn. Enfin, la compagnie des Indes Occidentales, voulant établir une barrière entre les Anglais du côté du sud, transféra tout le pays baigné par la Delaware à la ville d'Amsterdam (1663). Les Hollandais continuèrent certainement à exercer leur autorité sur les rives du fleuve depuis le cap Henlopen jusqu'aux cataractes de Trenton.

Les relations les plus amicales avaient été entretenues avec la Virginie, pendant le protectorat, par des actes réciproques de courtoisie. Ces rapports pacifiques n'avaient pas même été interrompus pendant la guerre qui éclata entre l'Angleterre et la Hollande (1653) : car, se disait-on, pourquoi l'inimitié diviserait-elle d'anciens amis et voisins, des frères en Jésus-Christ, habitant des contrées si éloignées de l'Europe? Si le commerce subit quelque interruption par une sorte d'hésitation passagère, par des doutes sur sa sécurité, il recouvra bientôt sa libre allure, et se pratiqua même parfois avec l'Europe par l'intermédiaire de la Virginie. Un traité assura par réciprocité aux habitants des deux colonies des droits égaux devant leurs tribunaux respectifs (1659-1664). Mais après la restauration l'acte de navigation, d'abord éludé, fut bientôt mis en vigueur; et petit à petit, Berkeley, dont le frère convoitait le territoire du New Jersey, montra des dispositions hostiles. Des nuages s'amassaient vers le sud (1).

(1) *Archives d'Albany*, IV, 133, 165, 168, 198, 211, 236, 248, 282, 351, 320, 382; XXIV, 101, etc.; 300, 399, 401; XVIII, 157, etc., 197, 258-262.

Digitized by Google

Au nord, l'horizon était encore plus menaçant. Le Massachusetts n'avait pas renoncé à son droit d'étendre indéfiniment son territoire à l'ouest; d'autre part, les planteurs du Connecticut non seulement faisaient revivre avec plus de force que jamais leurs prétentions à la possession de Long Island, mais, sans égard pour le traité provisoire qu'ils avaient accepté, revendiquaient (1662) West Chester (1) et s'avançaient constamment vers l'Hudson. Stuyvesant, pour arrêter les empiétements, se rendit lui-même à Boston (2) et alla porter ses plaintes aux députés des colonies fédérées (1663). Mais le Massachusetts maintint sa neutralité; le voyage du gouverneur hollandais était un aveu de sa faiblesse; aussi le Connecticut se borna à exiger inexorablement un délai. Une ambassade envoyée à Hartford fit entendre de nouveau sans plus de succès le langage de la remontrance. Les Hollandais se prévalaient-ils de la concession primitive que leur avaient faite les États-Généraux? On leur répondait que cette concession n'avait pas d'autre signification que celle d'un privilége commercial. Alléguaient-ils leur droit de découverte, leur achat fait aux indigènes et leur longue possession? On leur répliquait qu'en vertu de sa patente le Connecticut s'étendait jusqu'à l'océan Pacifique. « Mais alors, » demandèrent les négociateurs hollandais, « où se trouvent donc les Nouveaux Pays-Bas? » « Nous ne le savons pas (3), » répondirent les députés du Connecticut avec une indifférence provocatrice.

Ces discussions sans résultat eurent lieu pendant les horreurs d'une guerre contre les sauvages des environs d'Éso-

(1) *Archives d'Albany*, XXI, 97, et XXI, 381, 388, et XXIV, 161-174.

(2) Hazard, II, 479-483.

(3) *Journal des envoyés à Hartford*, dans les *Archives d'Albany*, XVI 292, 315. Comparez aussi Trumbull, *Connecticut*, et les nombreux documents dans Hazard.

Digitized by Google

pus, qui dura une demi-année. Le village qui s'élevait sur les rives de ce fleuve fut dévasté; la plupart des habitants furent massacrés ou emmenés en captivité; et ce fut seulement à l'approche de l'hiver qu'un armistice ramena la tranquillité (1). La colonie n'avait d'autres amis que les Mohawks. « Les Hollandais, » disaient les fidèles guerriers des Cinq Nations, « sont nos frères; nous n'entretenons avec eux qu'un seul foyer pour le conseil : nous sommes unis par les liens d'un traité (2). »

Les contestations avec les indigènes, aussi bien qu'avec la Nouvelle Angleterre, mirent au jour la faiblesse des Nouveaux Pays-Bas. Cette province ne possédait pas de liberté populaire, et par conséquent il n'existait pas chez elle d'esprit public. Il n'y avait pas de pauvres dans la Nouvelle Angleterre, tandis qu'ils étaient si nombreux dans les Nouveaux Pays-Bas, qu'il était difficile de pourvoir à leur subsistance (3). Les puritains entretenaient sans peine pourtant des écoles et des écoles latines dans leurs plus considérables villages; à Manhattan, une école latine languit péniblement pendant deux ans et fut ensuite abandonnée (4). A l'heure du péril, les habitants de la Nouvelle Angleterre se levaient spontanément et se défendaient eux-mêmes; dans la province hollandaise, on ne voulait pas même aller au secours des villages exposés aux attaques des Indiens (5), et l'on réclamait la protection de la compagnie qui se proclamait souveraine absolue de la colonie.

Les nécessités de la situation arrachèrent à Stuyvesant la concession de convoquer une assemblée; les délégués des

(1) *Archives d'Albany*, XVI, 194-284.
(2) *Ibid.*, XVIII, 102, 103; XIX, 97.
(3) *Ibid.*, XIX, 187, 377.
(4) *Ibid.*, IV, 303; XVIII, 19, 44, 164.
(5) *Ibid.*, XVIII, 55-59.

Digitized by Google

villages voulurent seulement faire appel à la protection des États-Généraux et de la compagnie des Indes Occidentales. Mais les États-Généraux avaient, pour ainsi dire, poussé à l'attaque, en s'abstenant de tout acte public qui pût engager leur honneur à défendre la province; et quant à la compagnie des Indes Occidentales, elle était trop parcimonieuse pour aller risquer ses fonds dans une entreprise dont le succès était exposé à tant de hasards. Une seconde assemblée, plus complète que la première, se réunit au printemps de 1664. Des bruits d'une invasion projetée de la part de l'Angleterre circulaient dans la colonie; les représentants du peuple se plaignirent du manque complet de tout moyen de défense et prévoyant la nécessité de se soumettre aux Anglais, ils demandèrent franchement à Stuyvesant : « Si vous ne pouvez nous protéger, à qui devons-nous nous adresser ? » Le gouverneur, fidèle à sa mission proposa d'enrôler, comme on l'avait plus d'une fois fait dans la mère-patrie, le tiers des citoyens. » Manhattan se trouva ainsi sans défense; le peuple refusait d'exposer sa vie pour la compagnie des Indes Occidentales, et la compagnie ne voulait pas risquer une banqueroute pour une colonie qu'elle considérait surtout comme une simple propriété. Le gouvernement établi ne pouvait qu'encourir le mépris du peuple. C'était en vain qu'on avait attaché au poteau avec une bride à la bouche un libelliste qui avait attaqué les magistrats. Stuyvesant lui-même avouait sa crainte des colons. « Demander du secours aux villages anglais, ce serait introduire le cheval de Troie dans nos murs. » — « Je n'ai pas le temps de dire combien on accabla la compagnie de reproches et de malédictions; les habitants déclarent que les Hollandais n'ont jamais eu droit à la possession de ce pays. » La moitié de Long Island s'était révoltée; les établissements de l'Ésopus étaient chancelants; les colons du Connecticut avaient

Digitized by Google

acheté aux Indiens tout le rivage de la mer jusqu'à la North River. Tels étaient les rapports de Stuyvesant à ses patrons.

En attendant les Provinces-Unies ne pouvaient soupçonner une guerre avec l'Angleterre. Aucune cause d'hostilité n'existait, si ce n'est l'envie que portaient les Anglais à la gloire et la prospérité du commerce de la Hollande. Dans leur profonde confiance en une paix solide, les compatriotes de Grotius formaient des plans d'un caractère libéral; chez eux, ils se proposaient d'abandonner le système protecteur et de faire des concessions à la liberté du commerce; dans la Méditerranée, leur flotte, sous les ordres de De Ruyter, se préparait à mettre un terme aux pirateries des États barbaresques et à châtier les ennemis de la chrétienté et de la civilisation. Or c'est à ce moment même que les Anglais allaient entreprendre une véritable expédition de pirates contre les possessions hollandaises sur les côtes de Guinée. Le roi, de son côté, également indifférent pour les droits conférés par une charte au Connecticut, et pour les prétentions des Pays-Bas, accorda au duc d'York, non seulement le pays situé entre le Kennebec et le fleuve Sainte-Croix, mais tout le territoire compris entre le Connecticut et la Delaware. Là dessus une escadre anglaise, conduite par Richard Nichols, valet de chambre du duc d'York, chargée de transporter à Boston les commissaires pour la Nouvelle Angleterre, ayant demandé des renforts au Massachusetts, et reçu à bord le gouverneur du Connecticut, approcha des passages et jeta l'ancre dans la baie de Gravesend sans être inquiétée. Long Island était perdue; les soldats de la Nouvelle Angleterre établirent leur camp près de Breukelen Ferry.

Les avis étaient partagés à New Amsterdam. Stuyvesant, fidèle envers ceux qui l'avaient placé là, luttait pour défendre leurs intérêts; tandis que la municipalité, comprenant que

Digitized by Google

la ville était à la merci de la flotte anglaise, voulait se rendre afin d'éviter l'effusion du sang. Le gouverneur et la cité, réunis en comité, ayant envoyé demander à Nichols le motif de sa présence, celui-ci, pour toute réponse, exigea de Stuyvesant la reconnaissance immédiate de la souveraineté anglaise, sous la condition de garantir aux habitants leur vie, leur liberté et leur propriété. Au même moment, Winthrop du Connecticut, dont l'amour pour la paix et l'attachement sincère pour la nation hollandaise avaient été reconnus par la compagnie des Indes Occidentales, conseilla à ses amis personnels de ne pas résister. « La reddition de la ville, » répondit noblement Stuyvesant, « serait blâmée dans notre patrie. » Les bourgmestres, ne pouvant obtenir une copie de la lettre de Nichols, convoquèrent à la maison commune, non une assemblée de ville, ce qui eût été incompatible avec les usages des Hollandais, mais les principaux habitants de la cité; et là il fut décidé que la communauté des citoyens devait connaître tout ce qui concernait son bonheur. On réclama de nouveau avec instance la lettre du commandant anglais, mais Stuyvesant furieux la mit en pièces; les bourgmestres, au lieu de se préparer à repousser l'invasion, passèrent leur temps à rédiger une protestation contre le gouverneur. Le jour suivant, une nouvelle députation fut envoyée vers la flotte; mais Nichols refusa toute discussion. « Quand pourrons-nous revenir vous rendre visite? » demandèrent les commissaires, « Mardi, » répondit Nichols, « car demain je vous parlerai à Manhattan. » — « Les amis, » fut-il doucement répliqué, « y sont toujours les bienvenus. » — « Arborez le drapeau blanc de la paix, » dit le commandant anglais, « car je viendrai avec des vaisseaux de guerre et des soldats. » Les commissaires s'en retournèrent et conseillèrent de capituler, ce qui se fit en effet tranquillement quelques jours plus tard. Les libertés

Digitized by Google

aristocratiques de la Hollande succombèrent ainsi devant la perspective de libertés populaires analogues à celles dont jouissait la Nouvelle Angleterre.

Les articles de la capitulation, rédigés sous les auspices de l'autorité municipale, grâce à la médiation du jeune Winthrop et de Pynchon, acceptés par les magistrats et les autres habitants, réunis à l'hôtel de ville et ratifiés par Stuyvesant, mais seulement après la reddition opérée, promettaient pleine sécurité aux Hollandais pour leurs coutumes, leur religion, leurs institutions municipales et leurs propriétés. La mise en vigueur de l'acte de navigation fut retardée de six mois. Pendant cet intervalle, les relations directes avec la Hollande restèrent libres. Les villes conservèrent le droit d'élire leurs propres magistrats, et Manhattan, qui reçut alors pour la première fois le nom de New-York, put nommer des députés, autorisés à voter librement sur toutes les affaires publiques.

Les colons étaient satisfaits; très peu s'embarquèrent pour la Hollande; il semblait au contraire que les libertés anglaises ne faisaient que s'ajouter à la sécurité de la propriété. Au bout de quelques jours, le fort Orange capitula sans difficulté et reçut le nom d'Albany, du titre écossais du duc d'York; on renouvela la ligue avec les Cinq Nations. Au commencement d'octobre, les Hollandais et les Suédois du Delaware se soumirent également, et pour la première fois l'Angleterre se vit alors en possession de toute la côte de l'Atlantique des treize anciens États de l'Union. Notre pays avait obtenu son unité géographique.

Le démembrement des Nouveaux Pays-Bas fut la conséquence de leur soumission. Deux mois avant cette conquête, le duc d'York avait déjà concédé aux deux propriétaires de la Caroline, lord Berkeley et sir Georges Carteret, le territoire situé entre l'Hudson et la Delaware. En l'honneur de

Digitized by Google

Carteret, ce pays, qui avait à peu près les mêmes limites qu'actuellement, sauf au nord, reçut le nom de New Jersey. Si, pour fonder un État, il suffit de concéder le sol et de lui tracer des frontières, le duc d'York a donné l'existence à une république, dont le caractère moral devait se former avec le concours des puritains de la Nouvelle Angleterre, des quakers anglais et des dissidents de l'Écosse.

On vit pourtant alors l'avidité rendre hommage à la liberté (1665); des royalistes, indifférents aux idées démocratiques et devenus seigneurs du sol, cherchèrent à faire prospérer leur province au moyen des concessions les plus libérales. Sécurité des personnes et des propriétés garantie par des lois que voterait une assemblée composée du gouverneur et du conseil, et d'un nombre au moins égal de représentants du peuple; affranchissement de tout impôt non consenti par l'assemblée coloniale; opposition combinée du peuple et des propriétaires contre toute taxe imposée arbitrairement par l'Angleterre; liberté d'examen de conscience et de culte pour tous les citoyens paisibles; tels furent les moyens de séduction mis en œuvre pour le New Jersey. Les propriétaires se réservèrent le droit de refuser leur sanction aux mesures décrétées par l'assemblée provinciale, de nommer les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et du pouvoir exécutif. On promit de concéder des terres moyennant une redevance modérée, qui ne devait pas se percevoir avant 1670. Le duc d'York, alors président de la compagnie africaine, protégeait la traite des nègres; les propriétaires, plus fidèles au prince qu'aux lois de l'humanité, offrirent soixante-quinze acres de terre en don à celui qui importerait un esclave apte au travail. Pour que l'occupation des biens reposât sur une base équitable, il fallait en tout cas se procurer auprès des Indiens un titre d'acquisition.

La partie des Nouveaux Pays-Bas qui obtint ainsi la

Digitized by Google

liberté populaire, n'était presque à cette époque qu'un désert. La première occupation du fort Nassau dans le Gloucester et les concessions faites à Godyn et Blomaert des terres situées au dessus du cap May, avaient amené si peu de résultats qu'en 1634, il n'y avait pas un seul Européen qui demeurât le long de la baie de la Delaware. Les pionniers de sir Edmond Ployden et les émigrants turbulents, venus de New-Haven, avaient également échoué dans leurs tentatives de colonisation. Çà et là, dans les comtés de Gloucester et de Burlington, un fermier suédois avait pu conserver sa demeure sur le fleuve du côté de Jersey; trois familles hollandaises s'étaient probablement fixées aux environs de Burlington, avant 1664; mais la partie occidentale du New-Jersey ne possédait pas encore un hameau. Dans le Jersey oriental, dont Verrazzani avait vanté les montagnes et dont le sol avait été foulé par les matelots d'Hudson, une station commerciale semble avoir été établie, en 1618, à Bergen. Au mois de décembre 1651, Augustin Herman acheta le territoire situé depuis la baie de Newark jusqu'à l'ouest d'Élisabeth-town, mais il en prit à peine possession. Au mois de janvier 1658, d'autres acquéreurs obtinrent le vaste pays connu sous le nom de Bergen, dont la station primitive devint un établissement permanent. Quelques familles de quakers semblent également avoir trouvé un refuge, avant la fin de 1664, au sud de la baie de Raritan.

Plus d'un an auparavant (1663), des puritains de la Nouvelle Angleterre, résidant dans Long Island, sollicitèrent des Hollandais la permission d'établir sur les bords du Raritan et du Minnisink les institutions auxquelles ils étaient si attachés et même leur jurisprudence criminelle; cette requête leur fut accordée, ainsi que le prouvent les documents de l'époque. Peu après la conquête des Nouveaux Pays-Bas (1664), une demande analogue fut adressée de

Digitized by Google

nouveau aux représentants du duc d'York; et comme les pétitionnaires, sans prendre attention à la concession antérieure faite à Herman, avaient réussi à obtenir des Indiens l'octroi d'un considérable territoire longeant la baie de Newark, Nichols, ignorant encore la vente du New-Jersey et ayant déjà accordé des terres sur l'Hackensack Neck, encouragea l'émigration en confirmant la nouvelle acquisition. Ce contrat fut connu plus tard sous le nom « d'achat d'Élisabethtown » et donna naissance à de nombreuses contestations. Au mois d'avril 1665, une nouvelle patente fut accordée, au nom de la même autorité, à William Goulding et ses associés pour le pays compris entre Sandy Hook et l'embouchure du Raritan. La partie orientale du New-Jersey porta pendant quelques mois le nom d'Albanie. Nichols put bien se vanter que « trois villes allaient s'élever sur les territoires nouvellement achetés aux Indiens; » et, grâce aux concessions octroyées par les Hollandais, puis par le gouverneur de New-York, la côte qui s'étend depuis l'ancien établissement de Bergen jusqu'à Sandy Hook, le long de la baie de Newark, à Middletown, à Shrewsbury, fut animée par d'humbles plantations qui devaient bientôt former un groupe de villages rangés en demi-cercle.

Au mois d'août 1665, Philippe Carteret se montra aux habitants de ces cabanes éparses et se vit paisiblement accueilli en qualité de gouverneur de la colonie, désigné par les propriétaires. Nichols protesta en vain contre le démembrement de sa province et s'efforça d'assurer à son maître un territoire qui avait été concédé par ignorance. Le peuple naissant n'avait point de motif de soutenir les réclamations de Nichols; la liberté du New-Jersey assurait son existence séparée. Cependant les débuts de cette république furent si faibles, qu'elle ne fut d'abord composée que d'un groupe de quatre maisons, qui reçut alors, en l'honneur de la bonne

Digitized by Google

lady Carteret, le nom d'Élisabethtown et s'éleva à la dignité de capitale de la province.

Des messagers furent envoyés dans la Nouvelle-Angleterre pour publier la nouvelle que les libertés des puritains s'étaient assuré un asile sur les bords du Raritan. Une association de membres de l'église de la colonie de New-Haven s'embarqua immédiatement (1666) pour le Passaïc, et, à la requête du gouverneur, tint conseil avec la tribu d'Hackensack, afin d'annuler les titres des Indiens à la possession de Newark. « Ils résolurent d'un commun accord d'administrer leurs affaires spirituelles et temporelles, comme il convient à un pieux gouvernement; » de se soumettre à leurs anciennes lois, sous l'autorité de magistrats qu'ils choisiraient dans leur sein (1667). Enfin lorsqu'au mois de mai 1668, une assemblée coloniale législative fut convoquée pour la première fois à Élisabethtown, les puritains, par leur influence, transportèrent les principaux points de la législation de la Nouvelle-Angleterre dans le livre des statuts du New-Jersey.

Cette province vit s'accroître sa population et sa prospérité. Le pays était d'un accès facile et d'un sol productif; le climat, tempéré, était excellent pour sa salubrité; il y avait peu à redouter les Indiens du voisinage, dont la vigueur avait été domptée par leurs longues hostilités avec les Hollandais; les Cinq Nations garantissaient la colonie de toute attaque de l'intérieur; et la proximité de plantations plus anciennes préservait les nouveaux arrivants des privations et des souffrances inhérentes à tout premier établissement dans ces solitudes. Tout marcha sous les auspices favorables jusqu'à ce qu'en 1670, il fut sérieusement question du paiement de la redevance d'un demi penny par acre. Or les puritains professaient une opinion toute différente de celle des hommes de loi, au sujet de la propriété immobilière dans le Nouveau-

Digitized by Google

Monde ; ils soutenaient que les païens, en leur qualité de descendants de Noé en ligne collatérale avaient un droit légitime sur les terres qu'ils occupaient. Les contrats passés avec des Indiens et mis à exécution en partie avec l'approbation de Nichols, en partie du consentement de Carteret lui-même, furent donc invoqués comme primant les concessions des propriétaires ; et en conséquence les puritains se refusèrent de payer la redevance en question. Ces discussions amenèrent du désordre, et, au mois de mai 1672, les colons mécontents, obéissant plutôt à l'impulsion de leur esprit d'indépendance qu'à celle de la reconnaissance, envoyèrent des députés pour former une assemblée constituante à Élisabethtown. Ce corps prononça la déchéance de Philippe Carteret et nomma pour le remplacer le jeune et frivole Jacques Carteret, fils naturel de sir Georges. Les agents des propriétaires ne purent opposer aucune résistance. William Pardon, à qui étaient confiées les archives, ne trouva de salut que dans la fuite. Philippe Carteret, se conformant aux avis de son conseil, s'embarqua en toute hâte pour l'Angleterre à la poursuite d'une nouvelle autorité, après avoir désigné John Berry pour son lieutenant ; de leur côté, les colons demeurèrent paisibles possesseurs de leurs fermes.

Les libertés du New-Jersey ne s'étendaient pas au delà de la Delaware (1664-1672). New-York retint sous sa juridiction les établissements des Nouveaux Pays-Bas, qui s'élevaient sur la rive opposée du fleuve et qui consistaient principalement en quelques groupes de Hollandais autour de Lewistown et de Newcastle, et de Suédois et de Finnois, à Christiana Creek, à Chester et aux environs de Philadelphie. Les prétentions de lord Baltimore furent repoussées avec obstination. En 1672, le peuple du Maryland, désirant étendre les frontières de cette province jusqu'à la baie, envahit Lewistown à main armée. Le duc d'York réclama aussitôt

Digitized by Google

ce territoire comme lui appartenant par droit de conquête (1); et le Delaware échappa encore au danger imminent d'être absorbé dans le Maryland.

Cette contrée partagea donc les destinées du New-York, au point de vue des libertés civiques (1664); or, pour celle-ci l'établissement de la domination anglaise ne fut pas suivi des concessions auxquelles on s'était attendu. Quant au Connecticut, il renonça à ses prétentions sur Long Island et obtint une délimitation favorable sur le continent. La ville de New-York fut constituée en corporation; Albany ne perdit aucune de ses libertés municipales; mais la province ne possédait point de franchises politiques et par conséquent, point d'unité politique. Le gouverneur et son conseil subordonné disposaient du pouvoir judiciaire suprême et de l'autorité exécutive (1664-1667); avec la cour d'assises, composée de juges à sa nomination, tenant leur emploi de son bon vouloir, le gouverneur exerçait le souverain pouvoir législatif, promulguait les lois, les modifiait ou les abrogeait suivant son bon plaisir. Rien ne fut accordé, ni représentation populaire, ni aucune des vraies libertés de l'Angleterre. Une fois, à la vérité, mais une seule fois (1665), une assemblée fut tenue à Hempstead, principalement afin de déterminer les limites respectives des villes de Long Island. Peut-être la répartition des impôts publics y fut-elle soumise à un vote (2); on y persuada en outre les députés à signer une adresse au duc d'York, où ils exprimèrent avec exagération leurs sentiments de loyauté. Mais « les républicains factieux » abondaient dans la colonie; aussi les représentants se virent conspuées par leurs électeurs, à cause de leur

(1) Documents dans Smith, *New Jersey*, ch. III, IV.

(2) Nichols, dans Chalmers, 597. Nichols, dans les paroles dont il se sert, distingue évidemment entre la cour d'assises et l'assemblée générale.

Digitized by Google

sévérité imprudente (1), et on « accabla de reproches, on humilia » pour sa conduite arbitraire, le gouverneur (1666), qui plus jamais ne permit la réunion d'une assemblée. Les concessions de terres faites par les Hollandais furent même jugées comme ayant besoin d'être renouvelées, et Nichols recueillit une ample moisson d'amendes en extorquant de nouveaux contrats.

Ce système acquit encore sous Lovelace, successeur de Nichols (1667), un plus grand développement. Les Suédois et les Finnois eux-mêmes, qui occupaient la rive méridionale de la Delaware, les plus endurants de tous les émigrants, se sentirent poussés à la résistance (1669). « La meilleure méthode pour maintenir l'ordre parmi le peuple, c'est la sévérité ; chargez-le de tant d'impôts qu'il n'ait d'autre liberté que celle de penser aux moyens de les acquitter. » Tel fut le remède indiqué par Lovelace dans ses instructions à ses subordonnés dans le Sud, et mis en pratique au moyen d'un tarif arbitraire.

Dans le New-York, les pouvoirs constitués des villes favorisant les aspirations à la liberté, huit villages s'unirent bientôt pour se plaindre de l'arbitraire du gouvernement et réclamer des assemblées annuelles pour la confection des lois, ainsi que la promesse en avait été faite. Mais le propriétaire royal ne connaissait d'autre politique que le gouvernement absolu et pour l'expérimenter sans retard, le gouverneur décréta la levée d'une taxe (1670), destinée à pourvoir à la défense du pays. Les villes de Southold, Southampton, et Easthampton se déclarèrent prêtes à payer leur contingent, pourvu qu'elles pussent jouir des priviléges des colonies de la Nouvelle Angleterre. Les habitants d'Hun-

(1) Corrigez Chalmers, 577, 598, 599, par Wood, 87, ou *Additions au code*, dans *N. Y. Hist. Coll.*, I, 418.

Digitized by Google

tingdon refusèrent nettement; car, disaient-ils, « nous sommes privés des libertés des Anglais. » Les habitants de Jamaïque qualifièrent le décret du gouverneur de privation des franchises, contraire aux lois de la nation anglaise. Flushing et Hempstead déployèrent également de la résolution. Les votes des différentes villes furent présentés au gouverneur et au conseil, qui les blâmèrent comme « scandaleux, illégaux et séditieux, et comme détournant les hommes paisibles de leur devoir et obéissance; » aussi, conformément aux précédents habituels de la tyrannie, ordre fut donné de les brûler publiquement devant l'hôtel de ville de New-York (1).

Il était facile de brûler les votes qu'avaient émis les planteurs de Long Island dans leurs assemblées urbaines. Mais en attendant les forts ne furent pas mis en bon état; le gouvernement du duc d'York fut détesté à cause de son despotisme, et lorsque, dans la première guerre qui éclata ensuite (1673), entre l'Angleterre et les Provinces-Unies, une faible escadre hollandaise, placée sous les ordres du brave Evertsen de Zélande, s'approcha de Manhattan, la ville se rendit sans coup férir ; le peuple du New Jersey ne fit pas la moindre résistance et les comtés situés sur la Delaware; pouvant récupérer ainsi plus de libertés qu'ils n'en avaient jamais possédées, imitèrent cet exemple (2). La tranquillité des colonies voisines fut assurée au moyen d'un compromis relatif à Long Island et grâce à un message opportun venu du Massachusetts. L'année qui vit Champlain et les Français envahir le New-York du côté du Nord, comme ennemis des Cinq Nations, vit également Hudson et les Hollandais paraître au Sud, comme amis. Les chefs des Mohawks vinrent alors

(1) S. Wood, *Esquisse du premier établissement à Long-Island*, p. 86-96.
(2) *Archives d'Albany*, XXIII, 318, 323-326, 332, etc.

Digitized by Google

féliciter leurs frères de ce qu'ils avaient recouvré leur colonie. « Nous n'avons jamais fait qu'une seule chair, dirent-ils. Si les Français sortent du Canada, nous nous unirons aux Hollandais et nous vivrons et mourrons avec eux; » un baudrier de coquillages confirma ces paroles d'attachement (1). New-York redevint province des Pays-Bas (1673-1674).

Le moment de la retraite temporaire de la Hollande et de la Zélande de la scène américaine, aussi bien que le moment de leur apparition, fut une époque de gloire pour elles. Cette petite nation de marchands et de manufacturiers venait de s'affranchir complétement de l'Espagne et de donner au monde protestant le brillant exemple d'une république fédérale, lorsque ses marins prirent possession des bords de l'Hudson. Elle reconquérait actuellement ce pays, au moment où elle-même luttait de nouveau seule pour son existence contre de plus puissants adversaires encore. La France, soutenue par les évêques de Cologne et de Munster, avait réussi à entraîner l'Angleterre dans une ligue, destinée à renverser la puissance politique de la rivale commerciale de l'Angleterre. Charles II avait commencé les hostilités en pirate et Louis XIV ne dissimulait pas ses projets de conquête. Le monarque français envahit (1673) la république avec des armées s'élevant à deux cent mille hommes, auxquels les Pays-Bas ne pouvaient opposer que vingt mille soldats; au bout d'un mois, la Hollande se trouva exposée à des dangers aussi extrêmes que ceux qu'elle avait courus un siècle auparavant; en même temps, la flotte anglaise, qui croisait sur les côtes, cherchait à débarquer les troupes de l'Angleterre au cœur même des plus riches provinces. La ruine du pays était imminente, et elle se serait accomplie sans le courage des

(1) *Archives d'Albany*, XXIII, 211, etc.

Digitized by Google

citoyens. On ne rencontre dans les annales de l'humanité que peu d'exemples de la nature de celui-ci, où l'on vit la force morale braver aussi heureusement des forces matérielles disproportionnées, et repousser avec un héroïsme invincible des ennemis dont la supériorité semblait devoir ôter tout espoir de résistance. Sur mer; où les flottes alliées de France et d'Angleterre l'emportaient numériquement de beaucoup sur la flotte opposée, les Hollandais, avec un courage infatigable, ne voulurent pas se laisser abattre. Sur terre, ils rompirent eux-mêmes les digues ; le pays fut submergé; le fils de Grotius, suffoquant de colère aux propositions ignominieuses des Français, fit traîner les négociations en longueur, jusqu'à ce que les eaux en s'élevant eussent pu former de larges et infranchissables fossés autour des villes. Vint-on encore à redouter une invasion à l'est? La population tout entière de Groningue, sans distinction de sexe, et jusqu'aux enfants, travailla aux fortifications; la crainte n'était pas tolérée même chez les femmes. Mais Guillaume d'Orange résisterait-il à la crise avec calme et intrépidité? Arlington, un des associés propriétaires de la Virginie, lui ayant conseillé de chercher de l'avancement en cédant à l'Angleterre : « Mon pays, » répondit tranquillement le jeune homme, « a placé sa confiance en moi ; je ne le sacrifierai pas à mes propres intérêts, mais, s'il le faut, je m'ensevelirai avec lui dans sa dernière fosse. » Trois combats sur mer purent seuls empêcher le débarquement des troupes anglaises en Hollande. De Ruyter et le jeune Tromp avaient été ennemis acharnés; Tromp avait été disgracié sur une accusation de De Ruyter et les animosités politiques n'avaient fait qu'accroître leur haine réciproque. A la bataille de Soulsbay, où les Hollandais avec cinquante-deux vaisseaux de ligne attaquèrent leurs ennemis qui en comptaient quatre-vingts, De Ruyter réussissait dans ses premières manœuvres, tandis

Digitized by Google

que Tromp, plein d'une ardeur extraordinaire, s'exposait témérairement à des dangers qu'il lui aurait été impossible de surmonter; le franc et honnête De Ruyter s'arrêta lui-même dans sa marche victorieuse, pour courir au secours de son rival. « Oh! » s'écria Tromp dans le ravissement, « voilà grand-père qui vient à mon aide; jamais je ne le quitterai, tant que je vivrai. » Le résultat de cette journée fut incertain. L'avantage resta aux Hollandais dans la deuxième bataille. Trois semaines environ après la conquête des Nouveaux Pays-Bas, le dernier engagement, qui fut en même temps le plus terrible, se livra près du Helder. Les marins hollandais saisis d'enthousiasme firent des prodiges de valeur et d'audace; on entendait le bruit de l'artillerie retentir le long des côtes basses de la Hollande; les églises situées au bord de la mer étaient remplies de suppliants, qui demandaient à Dieu de faire triompher la bonne cause et leur pays. La lutte fut acharnée; elle perdit de son intensité, puis fut reprise avec une fureur sans exemple. Mais la victoire couronna les efforts de De Ruyter et du jeune Tromp, les sauveurs de leur patrie. La flotte anglaise se retira et l'on se mit à sa poursuite, les côtes de la Hollande étaient à l'abri de tout danger.

Pendant plus d'un siècle, l'Angleterre et la Hollande ne se livrèrent point d'autre combat naval. Le parlement anglais condamna cette guerre et refusa de voter des subsides; la Prusse et l'Autriche prirent l'alarme; l'Espagne devint ouvertement menaçante et Charles II consentit à traiter (1674). Toutes les conquêtes durent être restituées, et la Hollande, qui la première avait réclamé, contre ses intérêts actuels, la liberté des mers, fit confirmer par un traité les droits des pavillons neutres. L'admirable Grotius, dans un ouvrage dédié à tous les princes et à toutes les nations de la chrétienté et adressé au bon sens du monde civilisé, en prouvant

Digitized by Google

que le juste et l'injuste sont, non pas des expressions passagères d'opinions variables, mais possèdent par eux-mêmes un caractère d'immortalité, avait établi la liberté des mers sur des fondements impérissables. Des idées une fois mises au jour vivent à jamais. La Hollande disparaît de notre histoire, en reconnaissant la liberté maritime; lorsque, après plus d'un siècle, ce principe se trouvera en danger, la Hollande, cette mère de quatre de nos États, se lèvera pour nous soutenir, léguant à la nouvelle république fédérale la défense de la liberté commerciale, qu'elle avait revendiquée contre l'Espagne, et pour laquelle nous verrons sa prospérité devenir victime de l'Angleterre.

Les nouveaux Pays-Bas étant rentrés définitivement sous la juridiction de l'Angleterre, après avoir été occupés militairement pendant quinze mois par les Hollandais, le frère de Charles II reprit possession de New-York et nous voyons Carteret reparaître de nouveau comme propriétaire de la partie orientale du New-Jersey. Quant aux rives de la Delaware, elles étaient réservées à des hommes qui avaient appris de la bouche du fils illettré d'un pauvre tisserand du Leicestershire, à chercher la volonté de Dieu au fond de leur propre cœur et à édifier la cité de l'humanité en obéissant aux plus nobles instincts de la nature humaine.

Digitized by Google

CHAPITRE XVI

LES ÉMIGRANTS NOMMÉS QUAKERS AUX ÉTATS-UNIS.

Les nobles instincts de l'humanité sont identiques à toutes les époques et dans toutes les poitrines. Les espérances outrées qui ont exalté les générations antérieures se renouvelleront aussi longtemps que battra le cœur de l'homme. Thomas Morus fait revivre dans ses rêves les visions de Platon. Une sorte d'unité spirituelle relie entre eux tous les membres de la famille humaine ; tous les cœurs renferment un germe incorruptible destiné à éclore et à mettre au jour tout ce que l'homme peut savoir de Dieu, du devoir et de l'âme. Une voix intérieure, qui n'est pas le produit des écoles, une voix indépendante de tout artifice, ouvre au paysan illettré aussi bien qu'au savant policé un chemin assuré vers l'affranchissement de la vérité immortelle.

Telle est la croyance de ceux qu'on appelle quakers. Ils éprouvèrent un principe moral en cherchant à le mettre en pratique.

Digitized by Google

L'histoire de la civilisation européenne est l'histoire de l'affranchissement graduel des classes de la société. Le suzerain féodal voyait son autorité limitée par celle des chefs militaires dont la bravoure avait complété ses conquêtes. L'importance considérable et sans cesse croissante des transactions commerciales, donna une valeur nouvelle aux priviléges municipaux, dont les Romains avaient transmis l'héritage; d'autre part, la complication des questions continuellement soulevées devant les tribunaux força le guerrier magistrat ignorant de descendre de son siége et d'abandonner le travail fatigant de la délibération à la science de son clerc. L'émancipation du peuple des campagnes s'ensuivit. Dans tous les codes européens, la succession des époques de l'influence féodale, de l'élévation des marchands, et de l'affranchissement de la population rurale, se montre clairement.

Ce qui constitue pour l'Angleterre un titre spécial de gloire, c'est que toujours sa population libre eut une part dans le gouvernement. Dès le principe, les francs-tenanciers y furent en possession du pouvoir législatif aussi bien que de la liberté; et l'institution d'un jury soumit les tribunaux à l'influence populaire. La plus grande partie des travailleurs étaient serfs; la plupart des laboureurs étaient attachés à la glèbe, comme la dénomination de *husbandmen* l'indique; mais les priviléges reconnus des francs-tenanciers éveillèrent dans toutes les parties de l'Angleterre l'instinct du peuple pour le progrès. L'invasion normande ne put déraciner les institutions anglo-saxonnes; la nation les conservait dans son cœur et elles triomphèrent de la conquête.

L'histoire de l'Angleterre est donc remarquable par ce besoin originaire, constant et toujours croissant d'activité politique. Au XIVe siècle, les paysans guidés par des couvreurs, des charretiers et des valets de charrue, deman-

Digitized by Google

dèrent à leur jeune roi de les délivrer du servage et du poids de l'oppression féodale; au xve siècle, les dernières traces de vasselage furent effacées; au xvie siècle, les plus nobles idées sur la destinée humaine, s'étant fait jour dans l'esprit public devinrent le point de ralliement autour duquel se groupèrent les sectes plébéiennes; au xviie siècle enfin, les campagnards affranchis sentirent poindre en eux l'instinct de la domination, et leur ambition allumée se changea bientôt en une flamme dévorante, qui ne put s'apaiser qu'après avoir tenté une révolution démocratique. Les meilleurs soldats du Long Parlement étaient des gens de la campagne; ceux qui surent donner le cachet de la victoire à la bataille de Marston Moor étaient des fermiers ou des fils de fermiers combattant, à ce qu'ils croyaient, pour leur propre cause. Les progrès opérés depuis la déroute de Wat Tyler jusqu'aux triomphes de Naseby, de Worcester et de Dunbar, n'exigèrent pas plus de trois siècles. La diffusion des idées de liberté avait été si rapide, la marche ascendante de l'intelligence, de l'énergie et de la prospérité du peuple était devenue si palpable, qu'aux yeux de catégories entières d'enthousiastes le jour d'une émancipation parfaite semblait avoir lui; la législation, cessant d'être partiale, devait être réformée et renouvelée, d'après les principes généraux et le règne de la justice et de la raison allait être inauguré. D'après le langage du temps, le royaume du Christ sur la terre, sa seconde venue, était proche. Au milieu de l'exaltation des espérances, suscitées par la rapidité du progrès de la liberté, qui paraissait un mystère inexplicable pour le commun des esprits, les siècles heureux du millenium promettaient de s'ouvrir pour la félicité du monde.

L'affranchissement politique avait été suivi de l'émancipation de la connaissance. On scruta librement les forces de la nature; les marchands ont toujours toléré ou favorisé les

Digitized by Google

recherches scientifiques, Galilée avait vécu en toute sûreté à Venise et s'était vu honoré à Amsterdam et à Londres. La méthode de la libre investigation, appliquée à la chimie, avait amené l'invention de la poudre à canon et opéré toute une révolution dans les mœurs de l'aristocratie féodale ; appliquée à la géographie, elle avait fait découvrir un nouvel hémisphère, entreprendre des voyages de circumnavigation autour du globe et procuré au commerce un théâtre aussi vaste que le monde; appliquée à l'art mécanique de multiplier les livres, elle avait mis le Nouveau Testament, traduit en langue vulgaire, à la portée de toutes les classes; appliquée aux droits des personnes et de la propriété, elle avait organisé, pour les Anglais, un système de droit coutumier et fourni des garanties à la liberté dans l'interprétation des contrats. Sous l'impulsion de Bacon, la méthode d'induction, dans sa franchise d'allure, allait rechercher les lois du monde extérieur et révéler les merveillles déployées par la divine providence dans l'univers visible.

Sur le continent européen, Descartes avait déjà appliqué la méthode d'observation et de libre examen à l'étude des devoirs et de l'intelligence; en Angleterre, Bacon fit à peine quelques pas au delà du domaine de la philosophie naturelle. Il comparait les visions subtiles, auxquelles se complaisent les âmes contemplatives à des toiles d'araignée et il s'en raillait comme de choses vides et frivoles; mais la toile d'araignée est indispensable au bonheur de l'araignée; — aussi Bacon, pour avoir dédaigné la voix intérieure essuya un terrible châtiment, car il déshonora sa vie par la flatterie, l'égoïsme et une basse condescendance. Le peuple anglais aimait à appliquer la liberté d'examen aux questions morales; il ne manqua donc pas de l'exercer en fait de religion. Les Anglo-Saxons étaient un peuple religieux. Henri II n'avait pas plus de respect superstitieux pour le siége de

Digitized by Google

Rome qu'Henri VIII; mais les Anglo-Saxons opprimés tournaient les yeux vers l'église comme vers leur soutien et ils profitèrent de la ferveur de Thomas à Becket, pour enchaîner le tyran normand et envelopper l'aristocratie normande d'entraves de fer. Cet enthousiaste succomba, martyr de l'Église et de la liberté des Anglo-Saxons. Si, à partir de sa mort, l'épiscopat abandonna la cause du peuple, cette cause trouva toujours des défenseurs dans les rangs inférieurs du clergé. Aussi Wickliffe ne craignit pas de combattre la domination du vice et de la réclamer pour la justice. Lorsque la réforme parut, le clergé inférieur, se soulevant contre Rome et contre la tyrannie domestique, embrassa la même foi et la même opinion politique que le peuple. Une troupe de fermiers ou de petits propriétaires campagnards, devenus indépendants, fonda la colonie de Plymouth. La petite bourgeoisie adopta le calvinisme et s'enfuit au Massachusetts. Le mouvement populaire de l'émancipation intellectuelle se mesura au progrès de la liberté de prophétiser et de la liberté de conscience.

Le moment était arrivé où l'esprit plébéien devait tenter les efforts les plus violents pour s'affranchir de préjugés héréditaires; où la liberté de Bacon, l'enthousiasme de Wickliffe et la politique de Wat Tyler allaient acquérir leur plus complète unité en se formant en secte; où un parti populaire et partant religieux, à cette époque, se basant sur un principe divin, allait revendiquer la liberté de l'intelligence, la pureté des mœurs et l'affranchissement universel.

Cette secte prit naissance à une époque d'activité publique excessive : l'Angleterre était agitée de passions intenses et les esprits turbulents se laissaient guider par des chefs factieux; le zèle de la réforme envahissait l'Église, faisait renverser le trône et abroger les priviléges de la féodalité; dans chaque village, les presbytériens luttaient contre les

Digitized by Google

anabaptistes et les indépendants, et tous se liguaient contre la religion catholique-romaine et l'église anglicane.

La nouvelle secte ne pouvait surgir que du sein du peuple, qui avait tout à gagner, si elle réussissait et rien à perdre, si elle échouait. Les classes privilégiées n'avaient aucun motif pour faciliter le développement d'un principe devant lequel devraient crouler leurs priviléges. « De pauvres artisans, » disait William Penn, « sont habitués à être de grands envoyés de Dieu auprès de l'humanité. » « Dieu a suscité quelques hommes méprisés et illettrés, » disait l'excellent Barclay, « afin d'annoncer les plus agréables nouvelles réservées pour notre époque. » Cet fut l'avantage des quakers de recevoir la vérité de la bouche d'hommes simples, étrangers à la science des écoles; et, presque pour la première fois dans l'histoire du monde, on vit une secte plébéienne travailler à l'émancipation complète de l'intelligence, en enseignant aux fermiers et petits propriétaires anglais la méthode de libre examen que Socrate avait exposée aux jeunes gens d'Athènes.

D'humbles apôtres rendirent à la vérité toute sa simplicité; celui qui l'annonça le premier était sorti des rangs inférieurs du peuple. George Fox, fils de « l'intègre Christophe, tisserand du Leicestershire, descendait par sa mère d'une famille de martyrs et s'était distingué dès son enfance par une sincère inflexibilité et la profondeur de ses sentiments religieux; on le plaça de bonne heure à Nottingham, en apprentissage chez un cordonnier, qui était en même temps propriétaire foncier, et là il fut chargé de garder les troupeaux de son maître, comme David, Tamerlam et Sixte V. Cette occupation plaisait à son esprit à cause de la liberté, de la simplicité de mœurs et de la solitude qu'elle lui procurait; il consacra ainsi les premières années de sa jeunesse à la prière, à la lecture de la Bible, à des jeûnes

Digitized by Google

fréquents et aux rêveries d'une dévotion contemplative. Dans sa naïveté enfantine il soupirait après la perfection et se sentait obsédé du vague désir d'un bien inconnu et sans bornes (1644). Dans le moment le plus orageux de la révolution démocratique de l'Angleterre, à l'époque même où les indépendants commençaient à tenir tête avec succès aux presbytériens, où la chute prochaine de la royauté et de l'épiscopat avait fait embrasser les doctrines républicaines par tout un parti et adopter par les fanatiques l'inspiration comme un article de foi, Fox, roulant dans son esprit la question de la destinée humaine, se tourmentait jusqu'au désespoir. La mélancolie, naturelle à la jeunesse, redoubla ses angoisses; abandonnant ses troupeaux et son établi de cordonnier, il alimenta par des méditations isolées cette tristesse inexplicable et, souvent, dans ses promenades solitaires de chasseur, il allait chercher dans les ténèbres des forêts quelque vision de Dieu.

Il se mit à scruter sa vie; mais sa vie sans tache ne pouvait connaître le remords. Il alla s'adresser à plusieurs « prêtres » pour en obtenir des consolations. Mais il ne trouva aucune consolation chez eux. Dans son affliction, il se sentit poussé à visiter Londres; mais là, en présence des querelles religieuses, il demeura convaincu de l'ignorance des grands docteurs. Il revint à la campagne; les uns lui conseillèrent de se marier, d'autres, de se joindre à l'armée de Cromwell; mais son esprit échauffé continua à rester agité par les mêmes combats; dans cet état d'inquiétude, il faisait ce que d'autres jeunes gens ont fait par amour, il errait à travers les champs, et là il se promenait des nuits entières, concentré en lui-même et en proie à un chagrin trop violent pour être exprimé. Cependant parfois un rayon de joie céleste illuminait son âme et alors il se reposait, pour ainsi dire, paisiblement sur le sein d'Abraham.

Digitized by Google

Il avait été élevé dans l'église anglicane. Un jour (1646), surgit dans son esprit la pensée qu'un homme pouvait avoir suivi les leçons d'Oxford et de Cambridge, et se trouver cependant incapable de résoudre le grand problème de l'existence. En y réfléchissant devantage, il comprit que Dieu ne réside pas dans des temples de pierres et de briques, mais dans le cœur des vivants; il abandonna le prêtre de la paroisse et l'église paroissiale pour se joindre aux dissidents. Mais parmi ceux-ci, il trouva que les plus éclairés ne pouvaient atteindre au point où il était parvenu.

La poursuite de la fortune ne pouvait distraire son âme de ses efforts pour atteindre la vérité stable (1647). Ses aspirations n'étaient pas de nature à trouver satisfaction dans les richesses. Un traitement de roi, des palais, des courtisans, tout cela aurait été pour lui autant que rien. Repoussant « les voies variables des sectes religieuses, » les « notions fragiles » et les vaines théories de la philosophie, il ne désirait que « la vérité immuable, » qu'une base solide de la moralité pour l'âme. Son esprit investigateur se laissa tout doucement entraîner vers le principe d'un amour éternel et sans bornes; la lumière jaillit en lui et quoique le monde fût ébranlé par le choc orageux des opinions, sa foi secrète et encore sans conscience d'elle-même, reposa fermement sur l'espérance, comme sur une ancre.

George Fox, grâce à sa vigoureuse intelligence, s'était déjà élevé au dessus des préjugés de sectes. Restait pourtant à vaincre le plus grand danger. La liberté peut conduire à la dissolution; la liberté ressemble à une route qui se bifurque et dont un des embranchements peu connus mène à l'incrédulité. Un matin (1648), comme Fox était silencieusement assis près du foyer, un nuage traversa son esprit; un vil instinct semblait lui dire : « C'est la nature qui produit toutes choses; » et les éléments et les étoiles venaient

Digitized by Google

assaillir son imagination d'une vision de panthéisme. Mais il continua à réfléchir, et la voix de la vérité se fit entendre en lui : « Il y a un Dieu vivant, » lui dit-elle. A l'instant les nuages du scepticisme se dissipèrent; l'esprit triompha de la matière et une lumière céleste vint réjouir et éclairer la conscience de Fox jusque dans ses profondeurs. L'âme du jeune homme put s'abandonner alors aux douceurs du repos; de l'agonie du doute, il entrait en esprit dans le paradis de la contemplation.

Ayant ainsi prêté l'oreille à la révélation faite à son âme, il aspira à réformer toutes les branches de la science. Le médecin devait faire trêve aux discussions de mots et expliquer les phénomènes de la nature par une étude approfondie des lois supérieures de l'existence. Les prêtres, en rejetant l'autorité et en abandonnant le commerce de la science, devaient chercher les oracles de la vérité dans la pureté de la conscience. Les hommes de loi, laissant là leurs chicanes, devaient dire franchement à leurs clients, que celui qui fait tort à son prochain se fait tort à soi-même. Cet homme, dont les pensées se tournaient vers le ciel, était devenu un théologien et un naturaliste, un instrument du Dieu Tout-Puissant.

George Fox arrêta ainsi son esprit à cette conclusion, que pour trouver la vérité, il faut écouter la voix de Dieu dans notre âme. Ni la science des universités, ni le siége de Rome, ni l'église anglicane, ni les dissidents, ni le monde extérieur tout entier ne peuvent fournir une règle fixe de morale. La loi qui réside au fond du cœur doit être accueillie sans préventions, adoptée sans mélange, et obéie sans crainte.

Telle fut la sagesse spontanée qui lui servit de guide (1648-1649); c'était la lumière brillante de la raison, rayonnant comme à travers un nuage. Convaincu que son nom

Digitized by Google

était écrit dans le livre de vie de l'agneau, Fox se sentit porté, par une impulsion irrésistible, à s'aventurer dans ce monde plein de ronces et de broussailles et à proclamer les glorieux principes qui l'avaient sauvé du désespoir et de l'incrédulité et qui lui avaient procuré une perception claire de la distinction invariable entre le juste et l'injuste. Au moment critique où la Chambre des Communes abolissait précisément la monarchie et la pairie, deux ans et demi environ après le jour où Cromwell était allé baiser à genoux la main du jeune enfant qui s'appelait le duc d'York, le Seigneur, en envoyant George Fox dans le monde, lui défendit d'ôter son chapeau devant qui que ce fût, haut ou bas, et lui prescrivit de tutoyer tout le monde, hommes et femmes, sans faire la moindre distinction entre le riche ou le pauvre, les grands ou les petits. Le son de la cloche de l'église de Nottingham, ce théâtre de son enfance, l'affligea au fond de son cœur; comme Milton et Roger Williams, il abhorrait dans son âme la vénalité des prêtres exerçant leur ministère pour de l'argent; et un matin de jour d'office, il se sentit poussé à aller dans le grand temple surmonté de son clocher, pour y protester contre l'idole. « Lorsque j'y entrai, » dit Fox, « il me parut que la foule ressemblait à un sol en friche, tandis que le prêtre, était debout dans sa chaire, comme un bloc d'argile. Il choisit pour texte ces paroles de Pierre : — Nous avons d'ailleurs une parole prophétique plus certaine; — et il enseigna à ses auditeurs que cette parole, c'étaient des Écritures. Le pouvoir du Seigneur agit alors en moi avec tant de puissance et de force, que je ne pus me contenir ni m'empêcher de crier : Oh! non, ce ne sont pas les Écritures, c'est l'esprit. »

Ce principe renfermait toute une révolution morale. S'il flattait l'amour-propre et nourrissait l'enthousiasme, il n'établissait pas moins la liberté absolue de l'intelligence, il

Digitized by Google

foulait aux pieds toute idolâtrie et formulait la protestation la plus énergique contre l'organisation de la hiérarchie épiscopale. Socrate était mort et Platon avait été persécuté pour ce principe; et maintenant que Fox allait le proclamer partout au peuple, il rencontra de toutes parts une résistance emportée et violente; prêtres et professeurs, magistrats et peuple s'élevèrent contre lui comme les vagues furieuses de la mer. Aux sessions de Lancastre, quarante prêtres à la fois s'opposèrent à son enseignement. Il semblait aux ambitieux presbytériens que l'enfer était déchaîné; Fox, emprisonné et menacé du gibet, ne cessa de leur reprocher leur animosité comme « excessivement brutale et diabolique, » de résister à leur orgueil et de le surmonter avec une opiniâtreté indomptable. Possédé de grandes idées, dont il ne pouvait retracer l'origine, étant un mystère pour lui-même, il se croyait, comme Cromwell et tant d'autres qui ont exercé une immense influence sur la société, le pupille spécial et favorisé de la Providence, et il regardait sa doctrine comme l'expression spontanée d'une vérité irrésistible, perçue par intuition. Rien ne pouvait dompter son enthousiasme. Jeté en prison, au milieu des criminels, il ne demandait aux tribunaux d'être relâché que pour continuer ses prédications; et lorsqu'il parcourait la campagne, l'inspiration de Dieu, semblait faire jaillir autour de lui d'innombrables étincelles lumineuses. On avait beau le battre cruellement, l'exposer au pilori ou le tourner en ridicule comme un fou, il continuait toujours à divulguer les oracles de cette voix intérieure qui résidait en lui, et il conquit rapidement des partisans chez les gens de la campagne. Le chassait-on de l'église, il parlait en plein air; lui refusait-on un asile dans un pauvre cabaret, il s'endormait sans crainte dans un tas de foin ou veillait au milieu des bruyères. Sa réputation s'étendit : la foule accourait comme des nuées

Digitized by Google

de pigeons, pour l'entendre. On prétend que sa manière de prier était la plus imposante, la plus animée et la plus respectueuse qu'on eût jamais vue ou éprouvée; son intelligence vigoureuse, qui était parvenue à se soumettre, grâce à la clarté de ses convictions, aux règles naturelles de la dialectique, le rendit capable de soutenir des discussions publiques, auxquelles il provoquait tout le monde. Un témoin sincère, écrivant de science certaine et non sur ouï-dire, déclare que la nuit comme le jour, sur mer comme sur terre, dans les circonstances les plus pressantes, et les épreuves les plus difficiles, toujours Fox fut à sa place et se trouva à la hauteur des événements et des services à rendre. Peu à peu, « les hypocrites » craignirent de discuter avec lui; la simplicité de ses principes leur fit trouver si facilement accès auprès du peuple, que les prêtres tremblèrent et s'enfuirent à son approche; « aussi ne pouvait-on rien leur annoncer de plus terrible que de leur dire : L'homme aux culottes de peau arrive. »

Fox rencontra surtout des adeptes à ses idées parmi les campagnards; aussi compara-t-on les quakers aux insectes qui vivent dans la peau. Barclay se vante que la vérité fut rendue à sa simplicité primitive par de faibles instruments et Penn se glorifie de ce que le message se fît sans pouvoir être soupçonné de mélange avec la sagesse humaine. C'était un spectacle admirable de voir l'énergie et l'unité d'esprit et de caractère tomber en partage, comme conséquence de la conception vigoureuse d'une vérité spéculative, aux artisans les plus illettrés; ils proclamaient les oracles de la conscience avec une liberté intrépide et une éloquence naturelle et ils développaient spontanément avec une rare sagacité, sans s'en rendre compte, le système des vérités morales, dont les germes incorruptibles existaient, croyaient-ils dans l'âme de tous les hommes.

Digitized by Google

Leur bienveillance embrassait dans sa sphère tous les êtres humains. George Fox ne manqua pas de catéchiser, par lettre, Innocent XI. Des valets de charrue et des laitières, en se transformant en prédicateurs errants, répandaient l'alarme dans le monde, et faisaient appel à la conscience des puritains et des cavaliers, du pape et du Grand Turc, du nègre et du sauvage. Les quakers ne tendaient à rien moins qu'à établir une religion universelle; leurs missionnaires allaient à Rome et à Jérusalem, dans la Nouvelle Angleterre et en Égypte; quelques-uns même, obéissant à leurs impulsions, se dirigèrent vers la Chine et le Japon, et se mirent à la recherche des royaumes inconnus du prêtre Jean.

L'apparition de la secte des quakers est un des événements remarquables de l'histoire de l'homme. Elle marque le moment où le peuple se mit à réclamer la liberté intellectuelle d'une manière absolue comme un droit inné et inaliénable. A cette époque, les masses ne concevaient les vérités politiques et morales que sous une forme théologique. La doctrine des quakers est une philosophie, évoquée du cloître, du collége et des salons et allant s'implanter dans les classes les plus méprisées de la population.

De même que la poésie est plus ancienne que la critique, de même la philosophie est plus ancienne que les métaphysiciens. La mystérieuse question du but de notre existence est toujours là devant nous et au dedans de nous; à peine le petit enfant commence-t-il à babiller, qu'il pose des questions que l'orgueil de la science ne peut résoudre. La méthode de solution adoptée par les quakers, était la conséquence naturelle de leur origine. George Fox était doué d'un esprit d'une sagacité au plus haut point systématique; sa doctrine, développée et rendue célèbre par Penn et Barclay, se distinguait par sa simplicité et son unité. Le quaker

Digitized by Google

résume sa croyance en une seule parole, LA LUMIÈRE INTÉRIEURE, c'est à dire la voix de Dieu dans l'âme. Cette lumière est une réalité; par conséquent, abandonnée à elle-même, elle constitue la plus éminente révélation de la vérité; elle est affiliée à l'esprit de Dieu et mérite donc d'avoir l'ascendant pour nous guider dans le chemin de la vertu; elle brille dans le cœur de tous les hommes et elle sert ainsi à relier la race humaine en un seul tout par l'égalité des droits. Liberté de l'intelligence, suprématie de l'esprit, affranchissement universel, ces trois points renferment tout le quakérisme, en tant qu'il se rattache à l'histoire politique.

Le quakérisme s'appuie sur la réalité de la lumière intérieure et sa méthode d'examen est l'application de la liberté absolue au domaine de la conscience. La révélation de la vérité est immédiate. Elle dérive non de la tradition ni des sens, mais directement de l'esprit. Personne n'arrive à la connaissance de Dieu que par l'esprit. « Chacun, » dit Penn, « connaît Dieu par une démonstration infaillible qu'il possède en lui-même, et non par les chétives raisons puisées çà et là dans les interprétations d'autres hommes. » — « L'instinct de la divinité est si naturel à l'homme, qu'il ne peut pas plus vivre et exister sans lui, qu'il ne peut vivre sans une des parties essentielles de son être. » Quand l'œil s'ouvre la lumière entre; de même l'esprit, quand il regarde en lui-même, reçoit la vérité morale par intuition. D'autres ont cherché la sagesse en consultant le monde extérieur et, confondant la conscience avec la réflexion, se sont exclusivement confiés à leurs sens pour y trouver les matérieux de la pensée; le quaker se plaçant hors de la dépendance du monde des sens, rappelle l'âme de ses courses vagabondes dans le labyrinthe de la tradition et à travers les merveilles de l'*univers* visible et invite cette égarée à venir s'asseoir à son propre foyer domestique, pour y lire les

Digitized by Google

enseignements que Dieu à gravés au fond du cœur. « Quelques-uns cherchent la vérité dans les livres, d'autres ont recours aux savants; mais ce qu'ils cherchent est en eux-mêmes. » — « L'homme est un abrégé du monde et pour le bien connaître, nous n'avons qu'à nous lire nous-mêmes avec soin. »

La méthode des quakers coïncidait donc avec celle de Descartes et de ses disciples, qui donnèrent la conscience pour base à leur système et prirent l'âme humaine pour point de départ de la philosophie. Seulement Descartes se plongea immédiatement dans un amas confus d'hypothèses, et s'embarqua au milieu de l'océan des spéculations ontologiques pour y faire naufrage dans des ondes stériles. Leibnitz lui-même, confiant dans son génie et son savoir, s'égara parmi les monades de la création, et les harmonies préétablies de ce monde, le meilleur des mondes possibles. Le quaker illettré, lui, s'en tint rigoureusement à sa méthode; semblable aux timides navigateurs de l'antiquité, qui prenaient bien soin de ne pas s'éloigner des côtes, il ne s'aventura jamais en pleine mer, à moins d'avoir un guide assuré dans l'étoile polaire scintillant au fond de son cœur. Il était conséquent, car il n'attachait aucune valeur à la science acquise de toute autre manière. La tradition ne peut prescrire une cérémonie quelconque; encore moins peut-elle établir une doctrine; la foi historique ressemble au ciel antique qui doit s'envelopper comme un rouleau de papier.

Le signe constant de la vérité et de la bonté, dit William Penn, c'est Dieu dans la conscience; la liberté de conscience est donc le droit le plus sacré, et la seule route qui puisse conduire à la religion. La restreindre, c'est usurper sur la prérogative divine; c'est dépouiller l'homme de la faculté de tirer parti de l'instinct de la divinité. Confisquer la grande charte de la liberté de conscience, c'est entraver le

Digitized by Google

progrès de la société; ou plutôt, comme il est impossible, d'arrêter la marche bienfaisante de la Providence, c'est de la part des hommes de la génération présente, nouer tout bonnement un fouet pour fouetter leur propre postérité. L'égoïsme des fanatiques est le même à toutes les époques; les persécuteurs de ce jour ne diffèrent pas de ceux qui excitaient le peuple d'Athènes à demander la mort de Socrate. Mais les quakers, ces champions de la liberté de l'intelligence, ne reculèrent jamais devant la mise en pratique de cette liberté, par crainte de la prison ou du martyre.

Les quakers réclamaient pourtant plus pour la conscience, que de la mettre à l'abri de la législation pénale. Ils se déclaraient en insurrection contre toute espèce d'autorité sur la conscience; ils faisaient résistance à toute tentative d'asservissement de l'intelligence. Ils ne témoignaient aucun respect pour les décrets d'une université, d'une assemblée ou d'un synode quelconque; aucune terreur des foudres du Vaticân. Ce n'était pas tout. Les quakers déniaient toute valeur à n'importe quel enseignement, sauf à celui que l'esprit humain s'approprie par sa propre intelligence. Les leçons de la tradition n'étaient rien de plus à leurs yeux que le bavardage d'un perroquet, et l'érudition peut être pernicieuse aussi bien qu'utile. Lorsque l'esprit n'est pas libre, le diable peut s'attacher au dévot dans ses prières et au savant dans ses études. L'âme est une fontaine vivante de la vérité éternelle; mais un collége ne vaut pas mieux en lui-même qu'une citerne, où l'eau peut demeurer stagnante; et la vérité, pour celui qui est instruit, mais qui n'est pas sage, pour celui qui possède des mots, sans connaître les choses, n'a pas plus de prix qu'un chef-d'œuvre de sculpture dans les mains d'un vandale. Que le pédant s'enorgueillisse donc en s'imaginant que la sagesse consiste dans l'érudition; les eaux de la vie, s'échappant de l'âme,

Digitized by Google

se répandent spontanément en pleine liberté, et les artisans illettrés ne doivent pas craindre de s'attaquer aux plus fiers docteurs de l'université.

Les quakers voulaient également affranchir la conscience des terreurs de la superstition. Ils n'excitaient pas la dévotion en faisant appel à la crainte. La peur des apparitions ne pouvait les faire pâlir, ou ils ne consentaient pas à baser leur foi, comme Grotius, sur le témoignage des esprits; à une époque où les tribunaux anglais punissaient la sorcellerie de mort, eux rejetaient cette chimère, comme ne trouvant nulle confirmation dans le libre développement de l'âme. Selon eux, il n'y avait pas eu de création d'un mauvais esprit; le monde a commencé dans l'innocence; et à mesure que Dieu bénissait les œuvres de ses mains, leur perfection et leur harmonie glorifiaient le créateur. Dieu n'a point créé de démon; car tout ce qu'il a produit était bon, sans un seul défaut dans tout l'ensemble. Le désaccord provient d'une perversion de puissances dont la destination était bonne; l'esprit ne se corrompt qu'en s'éloignant de la vérité.

Les quakers se défiaient également des illusions de l'amour-propre. Leurs ennemis tournaient en dérision leur idole et la qualifiaient de feu-follet insensé, disant qu'ils réclamaient une origine céleste pour le produit de passions terrestres; tandis que Fox, Barclay et Penn dénonçaient sérieusement « l'idolâtrie qui caresse ses propres conceptions, » confondant les fantaisies d'un cerveau exalté avec les calmes révélations de la vérité. Mais « comment saurai-je, » se demande Penn, « si un homme ne nous impose pas ses propres sentiments, en les donnant pour les inspirations de l'esprit infaillible? » Et il répond : « Au moyen du même esprit. » L'esprit rend témoignage à notre propre esprit. Les quakers repoussent les erreurs, que le fanatisme

Digitized by Google

des sectes, le zèle de l'égoïsme, ou l'illusion des sens est venu greffer sur les principes immuables de la morale; et, en acceptant les bons conseils partout où il s'en trouve, de la collision des partis et de la lutte des opinions dans le monde, ils recueillent les vérités universelles qui constituent nécessairement la croyance générale de l'humanité. Il y a une sagacité naturelle et sympathique, qui sépare ce qui appartient à l'individu de ce qui se recommande à la raison universelle. Le quakérisme « est un système très rationnel. » Le jugement doit se former, non d'après des notions irréfléchies et partiales, mais d'après la lumière éternelle qui ne se trompe jamais. La révélation divine est universelle et oblige à l'assentiment. Les raisonnements contradictoires des individus ont rempli le monde de controverses et de débats; la lumière véritable dévoile sa supériorité à toutes les consciences. La révélation divine ne peut jamais être confondue avec la conscience individuelle; car celle-ci se laisse guider par le jugement et peut se trouver dévoyée par l'amour-propre ou corrompue pour la concupiscence. Le Turc n'éprouve aucun remords en s'abandonnant aux plaisirs sensuels, car son jugement est souillé par une fausse opinion. Le papiste, s'il mange de la viande pendant le carême, se sent condamné par le moniteur intérieur, parce que ce moniteur est aveuglé par une fausse croyance. La vraie lumière n'est donc pas la raison de l'individu, ni la conscience de l'individu; elle est la lumière de la raison universelle, la voix de la conscience universelle, « manifestant sa vérité propre, en tant qu'elle est confirmée et reconnue par l'expérience de tous les hommes. » Elle possède en outre le caractère de la nécessité. « Elle contraint ses adversaires mêmes à la défendre. » « Elle n'est jamais opposée à la saine raison, » et elle constitue la règle la plus certaine et la plus noble; car « la révélation divine est si évidente et

Digitized by Google

si claire en elle-même, que par son évidence et sa clarté propre, elle force irrésistiblement à l'assentiment tous les esprits bien disposés. »

Mais la lumière intérieure se plierait-elle à l'autorité de l'inspiration écrite? La Bible était la religion des protestants; les quakers avaient-ils un meilleur guide? Ils croyaient à l'unité de la vérité; il ne peut pas y avoir de contradiction entre la droite raison et la révélation antérieure, entre la tradition véritable et une conscience éclairée. Mais l'esprit sert de critérium. L'esprit est le guide qui conduit à toute vérité. Le quaker lit les Écritures avec plaisir, mais sans idolâtrie. C'est sa propre âme qui lui fournit un témoignage solide de la vérité des Écritures. La lettre n'est pas l'esprit; la Bible n'est pas la religion, mais un document de la religion. « Les Écritures, » c'est ainsi que Barclay s'exprime, « indiquent où est la fontaine, mais ne sont pas la fontaine même. »

Les quakers loin de répudier le christianisme, soutenaient qu'eux seuls en conservaient la simplicité primitive. Le sceptique vacille continuellement entre des opinions diverses; le quaker, lui, était fixé jusqu'à en devenir même dogmatique. L'incrédule repousse toute religion; le quaker la chérissait comme sa vie. Le railleur pousse la liberté jusqu'à la licence; le quaker bornait la liberté par la soumission à la vérité. George Fox et Voltaire ont protesté tous deux contre l'imposture religieuse, Voltaire au point de vue des sens, Fox au point de vue de l'âme. Pour les quakers le christianisme, c'est la liberté. Ils aimaient à rappeler que les patriarches étaient des engraisseurs de bétail, les prophètes, des artisans et des bergers et que Jean-Baptiste, le plus grand des messagers de Dieu, ne portait qu'un vêtement grossier de peau de chameau. Ils se réjouissaient en pensant que le plus glorieux représentant de la divinité sur

Digitized by Google

la terre était né dans une crèche, avait été élevé sous le toit d'un charpentier, s'était contenté pour lui-même et pour ses convives de pains d'orge et de poissons, sans plus de recherche, et que les apôtres de son choix avaient été des gens rustiques comme eux. Ils ne se laissaient pas non plus embarrasser par les points épineux de la théologie. Leur croyance n'était pas soumise aux variations d'une critique subtile de mots; ils révéraient l'éternité de la lumière intérieure, sans prêter aucune attention aux arguments des grammairiens ou à l'emploi de l'article grec. Si les philosophes et les docteurs s'étaient engagés dans le labyrinthe des doctrines du libre arbitre et de la prédestination, de la prescience et de la fatalité; le quaker avait dans sa conscience un moniteur pour lui garantir suffisamment sa liberté. Si l'on soutenait ou repoussait la Trinité par de savantes dissertations et de minutieuses critiques sur des variations de textes, lui évitait de prendre la parole et méprisait le jargon de ces dialecticiens; mais l'idée de Dieu en nous, l'incarnation de l'Esprit, l'union de la divinité avec l'humanité, constituaient pour le quaker le symbole le plus sublime de l'affranchissement de l'homme.

Comme conséquence de sa foi, il fallait selon lui, tenir ouvertes toutes les avenues qui aboutissent à la vérité. « Le Christ est venu, non pour éteindre les connaissances des païens, mais pour les perfectionner. » « La différence entre les philosophes de la Grèce et le chrétien quaker est plutôt dans la manifestation que dans la nature des idées. » Le quaker crie : « Halte là, » à toutes les pensées qui frappent à la porte de l'esprit et en demandent l'entrée, mais il les accueille comme des amies, du moment qu'elles donnent le mot d'ordre. Enthousiasmé de cette liaison merveilleuse qui permettait d'entrer en communion avec tous les fils de la lumière, sans distinction d'époque ou de nation, il repous-

Digitized by Google

sait avec mépris l'école d'Épicure; il ne se sentait aucune sympathie pour les extravagances des sceptiques et trouvait même que l'esprit d'Aristote incline trop vers le monde extérieur. Mais Aristote pourtant, lorsqu'il base la philosophie sur la vertu et l'abnégation, et tous les sages voués à la contemplation, les orateurs, les philosophes, les hommes d'État et les théologiens, venaient se grouper aux yeux du quaker comme une nuée de témoins de la même et immuable vérité. « La lumière intérieure, » disait Penn, « est le dieu domestique de Pythagore. » La voix qui retentissait dans le cœur de George Fox, lorsqu'il gardait les moutons sur les collines de Nottingham, c'était l'esprit qui avait servi de bon génie et de guide à Socrate. Le chrétien quaker préférait par dessus tout « le divin et contemplatif Platon, » le « fameux docteur de la théologie des Gentils, » et il reconnaissait l'identité de la lumière intérieure et du principe divin que l'on rencontre dans Plotin. Les doctrines des quakers sont aussi anciennes que l'humanité.

La lumière intérieure sert non seulement au quaker de révélation de la vérité, mais de guide pour sa vie et d'oracle du devoir. Il veut que régulièrement le monde de la pensée ait la prédominance sur le monde de la sensation. Cet irréprochable enthousiaste, bien au courant de la faiblesse de pouvoir et des infirmités naturelles de l'homme, aspire cependant à la perfection, en s'affranchissant du péché; et, sans tolérer aucun compromis, il veut que les facultés supérieures de l'homme se développent harmoniquement, et que les instincts les plus vils soient complétement subordonnés aux instincts les plus élevés. Il faut chercher dans son cœur les motifs et la règle de sa conduite, tout comme on y puise la vérité.

Les quakers embrassaient donc, comme fondement de la moralité, la doctrine de la vertu désintéressée, cette doc-

Digitized by Google

trine pour laquelle madame Guyon avait été persécutée et Fénelon était tombé en disgrâce, cette doctrine enfin condamnée par les tyrans comme une rébellion et par les prêtres comme une hérésie. Ils prescrivaient l'abnégation avec une rigueur ascétique, jamais cependant avec la superstition des ascètes. Ils pouvaient bien s'abandonner parfois à leur imagination et exprimer une vérité sous le voile d'un symbole, mais jamais ils ne se revêtaient de la haine des anachorètes. « Les pensées d'enfer et de mort, pour se garder du péché, ne leur semblaient pas valoir beaucoup mieux que des feuilles de figuier. » Ils voulaient obéir aux ordres impératifs de la vérité, lors même que les feux de l'enfer auraient été éteints. La vertu, c'est le bonheur; le ciel l'accompagne toujours.

Les quakers ne connaissaient pas les vœux superstitieux du célibat; ils ne favorisaient pas les couvents, les monastères ou « les bedlams religieux; » mais ils regardaient la pureté de la conduite comme essentielle au bonheur de la société et ils faisaient reposer l'institution du mariage sur une affection permanente et non sur une passion passagère. Leurs alliances, avaient-ils coutume de dire, sont enregistrées dans le ciel. Une école récente de philosophie a découvert dans les épidémies et la guerre, dans les vices et dans la pauvreté un frein salutaire à l'accroissement de la population. Le quaker, lui, confiant dans la suprematie de l'esprit, ne redoutait aucun mal, lors même que la peste et la guerre disparaîtraient du monde et que la culture intellectuelle en bannirait le vice et la pauvreté. Le despotisme favorise le débordement des sens, tandis que la liberté populaire repose sur la pauvreté des mœurs. Aux yeux du quaker, le libertinage est le plus grand ennemi du bon ordre et d'un bon gouvernement.

Le quaker révérait les principes et non les hommes, la

Digitized by Google

vérité et non le pouvoir; il ne pouvait donc servir d'instrument à l'ambition. « Ce sont des gens, » disait Cromwell, « que je ne puis gagner par des dons, des honneurs, des offices ou des places. » Le quaker se laissait encore moins asservir par la cupidité. Cherchant la sagesse et non la pierre philosophale, il envisageait l'amour de l'argent pour l'argent comme la passion la plus vile, et la rage d'accumuler indéfiniment des trésors « comme oppressive pour les pauvres, parce qu'elle oblige ceux qui ont peu de chose à piocher comme des esclaves. » — « Il est loin des intentions du grand dominateur du monde, que le laboureur travaille péniblement à la sueur de son front, du matin au soir, par le froid et la chaleur, la pluie et la sécheresse pour procurer à un petit nombre d'individus une vie de plaisir, de repos et de jouissance; ni qu'à dix-neuf parties de la terre soient imposés avec une rigueur désordonnée la bêche, la charrue, le fléau, pour satisfaire les appétits de la vingtième. » Il vaut mieux que le peuple ne soit ni riche ni pauvre, car la richesse produit la mollesse, et la mollesse, la tyrannie.

La suprématie de l'esprit en proscrivant le recours à des mesures arbitraires, comme moyens de gouvernement, tentait de réformer la société, mais en s'adressant uniquement à la conscience. Ce système embrassait une transformation de l'éducation; il exigeait que les enfants fussent élevés, non en entretenant chez eux l'orgueil de caste, encore moins en recourant à des méthodes de violence, mais en les traitant en hommes et en se conformant à des méthodes appropriées à l'intelligence humaine. On ne devrait jamais punir de la perte de la vie un crime contre la propriété, ni emprisonner quelqu'un pour dette. La même manière de raisonner aboutissait à une protestation contre la guerre. Les quakers croyaient que la justice était capable de se défendre elle-même; quant à eux, ils renonçaient à faire usage de l'épée;

Digitized by Google

mais comprenant que les vices de la société peuvent mettre en péril une nation non imbue de leurs principes, ils ne refusaient pas absolument aux autres le droit de se défendre, seulement ils regardaient dans l'avenir et ils espéraient que viendrait une époque où le progrès de la civilisation réaliserait leur rêve d'une paix universelle et permanente.

La suprématie de l'esprit devait faire abroger les cérémonies; les quakers tenaient à « la substance des choses, » et rompaient avec les formes, comme des nids de superstition. Tous les protestants rejetaient le rosaire et la censure; les quakers repoussent les prières communes et adorent Dieu en suivant librement le langage de leur âme. Ils se souviennent des souffrances du divin ami des hommes, mais ils n'ont besoin pour cela ni de pain ni de coupe. Ils élèvent leurs enfants dans la crainte de Dieu, mais jamais ils ne les aspergent des eaux du baptême. Ils s'abstiennent de travailler le premier jour de la semaine, pour se reposer du labeur, non pour célébrer un jour consacré. Le quaker est un pèlerin sur la terre; sa vie n'est que le vaisseau qui le mène au port; il porte dans son esprit le deuil de ses amis qui l'ont déjà quitté, en respectant leurs avis, en prenant soin de leurs enfants et en aimant ce qu'ils ont aimé; et cela lui semble préférable que d'adopter des emblèmes extérieurs de tristesse. Ses paroles sont toujours empreintes de candeur et de vérité; Dieu, qui voit au fond des cœurs, est le témoin de sa sincérité; mais baiser un livre ou lever la main, c'est un acte de vanité superstitieuse; une imprécation ne peut rien ajouter au sentiment du devoir.

Le quaker se méfie des beaux-arts, qui se dépravent si facilement pour seconder les vues de la superstition ou pour charmer les sens. Cependant, quand ils font cause commune avec la vertu et qu'ils expriment de nobles sentiments, ils exercent une influence agréable et réparatrice. Quant à la

Digitized by Google

comédie, soit qu'avec Aristophane, dans l'antiquité, elle excite la haine des Athéniens contre Socrate, soit que, sous Charles II, elle couvre les quakers de ridicule, aux applaudissements des courtisans dissolus de ce monarque, réunis pour entendre les bouffonneries de Nell Gwyn, elle était condamnée sans miséricorde. Mais les distractions innocentes de la société, les plaisirs de la vie de campagne, la poursuite de la science, l'étude de l'histoire ne seront pas des obstacles aux aspirations vers la divinité. En fait de costume, le quaker s'habille simplement suivant sa condition et l'éducation qu'il a reçue; loin de prescrire une mode invariable, il ne considère « pas comme une vanité d'employer les productions naturelles d'un pays, » et il se borne à blâmer les extravagances que « tous les hommes modérés de toutes les catégories s'accordent aisément à regarder comme un mal. »

Les quakers ne méprisaient pas moins les artifices de la rhétorique que la vanité dans la parure. La vérité, disaient-ils, est assez belle sous un vêtement simple; aussi Penn, qui était capable d'écrire fort bien, oublia trop souvent que le style semblable au fil de la vierge, sert à faire flotter les semences de la vérité à travers le monde.

Les quakers, sans se soucier du style, n'employaient d'autres armes que celles de l'esprit, pour propager la vérité. Ils distribuaient des traités, mais ne voulaient pas confier la défense de leur doctrine à des ministres salariés. « Un homme que tu as attaché à tes intérêts par la corruption, n'y restera jamais fidèle, » et une église constituée leur paraissait « une cage pour des oiseaux impurs. » Un prêtre d'un rang élevé et qui était docteur, terminait un jour son sermon par ces paroles : « Que tous ceux qui ont soif, viennent se désaltérer sans donner de l'argent. » Là dessus George Fox « se sentit inspiré du Seigneur et apostropha le prédi-

Digitized by Google

cateur en ces termes : « Descends trompeur! Comment « oses-tu inviter ces gens à venir puiser gratuitement aux « eaux de la vie, quand tu leur prends trois cents livres par « an? » L'esprit est un prédicateur désintéressé. »

Le quaker était encore moins disposé à recourir aux persécutions. Quoique zélé protestant, il plaida, au moment où régnait la plus grande excitation, pour la liberté absolue du culte et travailla à affranchir même les catholiques romains. Il regardait la persécution comme l'aveu d'une mauvaise cause; car celui qui travaille en vue de Dieu, a confiance en soi et sait bien qu'il triomphera de tous ses adversaires. « Vos cruautés prouvent que la vérité n'est pas de votre côté, » reprochait une femme d'Aberdeen aux magistrats qui avaient emprisonné son mari.

Par des motifs analogues, les quakers n'employèrent jamais la force pour opérer une révolution ou une réforme sociale, mais en refusant d'obéir à l'injustice, ils privaient la tyrannie de ses instruments. La loyauté des quakers, disait le comte d'Arrol à Aberdeen (1676), est une loyauté bien tempérée; elle respire la rébellion; à quoi Alexandre Skein, dont le frère fut dans la suite gouverneur du New-Jersey occidendal, répondit avec calme : « Je ne comprends pas la fidélité, qui n'est pas tempérée par la crainte de Dieu plutôt que par celle des hommes. » Le quaker ne voulait jamais payer les dîmes; jamais il ne pliait devant n'importe quelle loi humaine que réprouvait sa conscience. Il allait plus loin; il résistait à la tyrannie avec toute l'énergie morale de l'enthousiasme et protestait contre l'obéissance aveugle aussi bien que contre le culte imposé. Croyant à la suprématie de l'esprit sur la matière, il ne voulait exercer de contrôle sur le gouvernement que par l'intelligence; voilà pourquoi il sentait le besoin de défendre comme inviolable et sacré le droit de libre discussion. Il ne consentit jamais

Digitized by Google

à la moindre transaction au sujet de cette liberté. Partout où régnait le mal et l'oppression, le quaker réclamait le droit de faire entendre ses remontrances. Il proclama librement ses opinions devant Cromwell et devant Charles II, en face du gibet dans la Nouvelle Angleterre, dans les rues de Londres et au sein de la Chambre des Communes d'Angleterre. Les plus graves châtiments que pût imaginer le fanatisme, ne parvinrent jamais à le faire reculer de l'épaisseur d'un cheveu dans sa résolution de parler librement et publiquement. Telle était sa manière de résister à la tyrannie. Algernon Sidney, qui reçut de l'argent de Louis XIV, aurait plongé son glaive, comme Brutus, dans le sein des tyrans; le quaker, lui, sans se laisser gagner par des présents, combattait le despotisme, en faisant appel au juge qui réside dans la conscience même du tyran; et il s'efforçait incessamment de propager la réforme en éclairant la conscience publique. Il regardait tout autre système de révolution comme impraticable. Le gouvernement, telle était sa persuasion, sera toujours ce que le peuple est; si le peuple est imbu de l'amour de la liberté, il fera sentir irrésistiblement la nécessité d'un gouvernement libre. Le quaker ne recherchait d'autre révolution que celle qui est la suite et la conséquence de l'accord général des sentiments. Des révolutions de ce genre sont inévitables. « Quoique les hommes n'y prennent pas garde, le Seigneur dirige et domine les royaumes de la terre. » Toute autre révolution ne pourrait être que transitoire. Les quakers acceptèrent la restauration de Charles II, comme la meilleure combinaison pour terminer la crise de cette époque; ils ne doutaient pas que le temps et la vérité n'amenassent un dénouement plus heureux. « La meilleure organisation, confiée à des mains indignes, ne peut n'en produire de grand ni de bon. Les gouvernements sont comme les cloches, ils suivent l'impul-

Digitized by Google

sion qui leur est donnée; ils dépendent des hommes, plutôt que les hommes ne dépendent du gouvernement. Que les hommes soient bons, le gouvernement ne peut être mauvais; s'il est mauvais, ils y porteront bien remède. » Même en disposant du pouvoir absolu, un Antonin ou un Alfred ne pourrait faire des briques sans rien; le glaive ne peut que substituer une tyrannie à une autre.

Le pouvoir moral des idées opère constamment des changements et des améliorations dans la société. Pas un livre quaker n'offre la moindre trace de doute sur la capacité de l'homme pour le progrès. Telle est la force de la confession sincère de la vérité; l'homme le plus humble, s'il est doué de simplicité et de fermeté, peut ébranler tout le pays à dix milles à la ronde. L'intégrité de la lumière intérieure constitue une puissance invincible. C'est une puissance qui ne change jamais, on en trouve une exemple dans le message de Fox au pape, aux rois et aux nobles de toutes les catégories; il porte la sonde dans le monde et renverse tout ce qui lui est contraire. Il éteint le feu; il dompte la férocité des animaux sauvages; il détourne le tranchant de l'épée; il brave les instruments de cruauté; il convertit les bourreaux. On y rappelait en triomphant que le christianisme avait affranchi les hommes, par la foi et non par le fer et que la vérité, en rayonnant du pied de la croix dans toute sa simplicité, avait rempli la foule des sensualistes d'étonnement, renversé leurs autels, discrédité leurs oracles; qu'elle s'était infusée dans l'âme de la multitude, qu'elle avait envahi la cour, s'était montrée plus forte que les armées et avait entraîné à sa suite magistrats et prêtres, hommes d'État et généraux, comme les trophées de sa puissance exercée librement.

Le quaker se sentait donc soutenu par sa ferme conviction dans le progrès de la société. Aristote lui-même,

Digitized by Google

plusieurs siècles auparavant, avait reconnu cette tendance prédominante dans les affaires humaines; un juif, contemporain de Barclay, avança que le progrès était une tendance vers la puissance démocratique. George Fox, s'apercevait bien que la main du Seigneur était tournée contre les rois; un jour sur les montagnes du Yorkshire, il apprit par une vision qu'il ne faisait que commencer l'œuvre glorieuse de Dieu sur la terre; que ses successeurs deviendraient avec le le temps aussi nombreux que les molécules qui se jouent dans les rayons du soleil et que le parti de l'humanité réunirait toute la race humaine en un seul troupeau : « Ni artifice, ni circonspection, ni violence, » disait Barclay, qui avait conscience de la vitalité de la vérité, « ne parviendront à éteindre la faible étincelle qui vient d'apparaître. » L'athée, telle était l'opinion générale des quakers, l'athée seul nie le progrès et dit en son cœur : « Toutes choses continuent à être comme elles étaient dans l'origine. »

Si du domaine de la morale privée, nous passons aux institutions politiques, nous y verrons encore les quakers adopter pour principe la lumière intérieure. Ils adhèrent à tout gouvernement établi, dont les lois sont fondées sur les données de « la raison universelle. » Seulement le gouvernement pour eux fait partie de leur religion; et cette religion, proclamant que « tout homme est éclairé de la lumière divine, » donne pour base au gouvernement l'affranchissement universel et égalitaire.

« Personne dans l'humanité tout entière, dit Penn, n'est privé de cette illumination. » — « Dieu se découvre lui-même à tout homme. » Dieu réside dans tous les cœurs, dans celui du manœuvre ignorant aussi bien que dans celui de Leibnitz ou de Locke. Toutes les vérités morales sont déposées dans la conscience de tous les hommes et de toutes les femmes, comme un germe incorruptible; le sol peut être stérile, mais

Digitized by Google

la semence ne s'y trouve pas moins enfouie. Tout homme exerce une petite souveraineté sur soi-même. La liberté est aussi ancienne que la raison, qui a été accordée à tout le monde, qui est immuable et éternelle, et la même pour toutes les nations. Le quaker n'est pas matérialiste : la vérité et la conscience ne résident pas pour lui dans les lois des différents pays ; elles ne sont pas telle chose à Rome et telle autre chose à Athènes ; elles ne peuvent être abrogées ni par un sénat, ni par un peuple. La liberté et le droit de propriété existaient dans le monde avant le protestantisme ; ils ne sont pas venus avec Luther ; ils ne disparaîtront pas avec Calvin ; ils constituent le privilége commun de l'humanité.

La Bible n'affranchit que ceux à qui elle a été communiquée ; le christianisme, que ceux à la connaissance desquels il est parvenu ; la croyance d'une secte, que ceux qui sont placés dans son étroite sphère. Le quaker, en appuyant sa doctrine sur la lumière intérieure, rachète la race entière. Parmi ceux qui croient à la nécessité de la foi, à un culte extérieur, quelques-uns ont caressé l'idée superstitieuse assez consolante, d'un ange qui serait envoyé du ciel, au moment de la mort, « pour rendre manifeste la doctrine de la passion du Christ. » Le quaker, lui, croit que le messager céleste est toujours présent dans le cœur de tous les hommes, et toujours prêt à servir de guide aux personnes disposées à l'écouter.

L'homme est égal à son semblable. Aucune classe ne peut « par un long apprentissage, » ni par le souffle d'un prélat, ni en portant un vêtement noir ou en se rasant le sommet de la tête, obtenir le monopole de la vérité morale. Il n'y a pas de distinction entre le clergé et les laïques.

La lumière intérieure répand ses bénédictions sur toute la race humaine ; elle ne connaît pas la différence de sexe. Elle relève la femme, en proclamant la dignité de sa nature

Digitized by Google

morale, et revendique pour elle une éducation analogue à celle de l'homme, et le libre exercice de ses facultés. Dans les efforts de la race humaine pour remonter la pente escarpée du progrès, le quaker aime à considérer la femme comme la compagne et l'égale de l'homme dans son voyage.

Tous les hommes sont égaux. Le quaker ne connaît pas de différence essentielle entre les rois et leurs sujets. L'universalité de la lumière intérieure « réduit les couronnes en poudre et les place aussi bas et au même niveau que la terre. » « Le seigneur sera roi, et il n'y aura de couronnes que pour ceux qui obéiront à sa volonté. » Mille années ne sont à la vérité rien de plus pour Dieu qu'un jour; cependant le jugement des despotes arrivera enfin et peut-être ne tardera-t-il pas longtemps.

Dieu réside dans la conscience de tous les hommes; le quaker n'admet point de distinction de castes. Il s'incline devant le Seigneur et non devant ceux qui sont des compagnons de service pour lui. « Tous les hommes sont égaux en vertu de la création, » dit Barclay; et c'est une crainte servile que de révérer les autres comme des dieux. « Je suis homme, » dit chaque quaker; aussi refuse-t-il de rendre hommage à qui que ce soit. Il ne regarde que comme des compagnons et des frères, les êtres les plus favorisés de sa race, lors même qu'ils seraient doués des qualités et de la splendeur des anges. La noblesse féodale excitait encore davantage son orgueil. « Aucune des folies de l'homme, dit Penn, aucune n'a moins d'apparence de raison pour s'excuser. » « Quel fracas ce sang noble a fait dans le monde! » « La nature n'a pas imprimé de signe d'honneur particulier sur les hommes de sang pur. » Le quaker dédaignait d'ôter son chapeau devant aucun d'entre eux; il se considérait l'égal du pair le plus orgueilleux de la chrétienté. Sous le despotisme oriental de Dioclétien, l'Europe avait emprunté

Digitized by Google

à l'Orient l'usage des adulations remplies d'hyperboles; mais « on ne trouve pas dans la Bible de monseigneur Pierre ni de monseigneur Paul; les historiens grecs et latins ne parlent pas de monseigneur Solon ni de monseigneur Scipion. » Les quakers en étaient donc revenus à la simplicité de Démosthènes et des Gracques, quoique le « Tu et le Toi parussent entamer péniblement l'orgueil de la chair. » Cette coutume de ne pas se découvrir, ils l'avaient adoptée, non par manque de courtoisie « ce qu'aucune religion ne proscrit; » mais parce qu'ils savaient que le chapeau était un symbole d'affranchissement et que les pairs du royaume avaient le droit de le garder sur la tête devant le roi, en signe d'égalité; les quakers en adoptant ce symbole, ne cessaient, pour ainsi dire, de proclamer l'égalité de tous les hommes entre eux.

La doctrine de George Fox était donc, non seulement une sorte de philosophie démocratique, mais aussi une prophétie de transformations politiques. L'esprit qui lui faisait des révélations était l'esprit invisible de l'époque, rendu sage par la tradition et excité à l'insurrection par l'enthousiasme de la liberté et de la religion. Partout donc en Europe, les quakers se virent exposés à la persécution. On qualifiait leur air sérieux de fanatisme mélancolique; leur hardiesse, d'entêtement; leur frugalité, d'avarice; leur liberté, d'incrédulité; leur conscience, de rébellion. En Angleterre, les lois générales contre les dissidents, le statut contre les papistes et les statuts spéciaux portés contre eux-mêmes, les mettaient à la merci de tout dénonciateur malintentionné. Ils étaient haïs de l'église et des presbytériens, des pairs et du roi. Les dispositions légales du temps les dépeignent comme « une secte abominable; » « leurs principes ne peuvent se concilier avec aucune espèce de gouvernement. » Pendant le Long Parlement, sous le protectorat, à la restauration, en Angleterre, dans la Nouvelle Angleterre, dans la colonie

Digitized by Google

hollandaise des Nouveaux Pays-Bas, partout et pendant de longues années, ils furent exposés à des dangers et à des souffrances continuelles; on les fouettait; on les jetait en prison avec les criminels; on les enfermait dans des cachots, sombres et sales, au delà de toute imagination; on leur infligeait des amendes; on les exilait; on les vendait même pour servir dans les colonies. Ils supportaient le contre-coup des persécutions dirigées contre les dissidents. Incarcérés pendant l'hiver sans feu, plusieurs moururent de froid; d'autres tombèrent victimes des cruautés de leurs barbares geôliers. Deux fois George Fox n'échappa qu'à grand'peine à la mort. Ces sectaires si méprisés n'en bravaient pas moins tous les dangers, pour continuer à tenir leurs assemblées. Arrachés de là avec violence, ils revenaient bientôt. Quand le local de leurs réunions avait été renversé, ils s'y rassemblaient ouvertement sur les ruines. La force armée ne pouvait réussir à les séparer, et, si leurs ennemis armés de pelles venaient à jeter sur eux les décombres, ils se tenaient étroitement serrés les uns contre les autres, « désirant être enterrés vivants pour rendre témoignage au Seigneur. » Ils supportaient avec patience des maux excessifs, par dévouement pour leurs principes, et en certains cas ils étaient traités plus mal que les pires vauriens de l'espèce humaine. On aurait dit d'un pauvre troupeau de moutons désignés au boucher, d'un peuple, condamné à un massacre sans fin.

Faut-il donc s'étonner s'ils songèrent à chercher un refuge au delà de l'Atlantique? Lorsque les Nouveaux Pays-Bas furent repris sur les Provinces-Unies, Berkeley et Carteret rentrèrent en possession de leur province (1674). Quant à Berkeley, déjà très âgé, il n'avait pas vu se réaliser pour lui ses rêves de fortune dans les colonies; il n'avait d'autre perspective que des contestations, au sujet des redevances, avec des planteurs décidés à se gouverner eux-mêmes; aussi

Digitized by Google

l'orgueilleux pair vendit-il pour mille livres la moitié du New Jersey, aux quakers, à John Fenwick, qui agissait au nom d'Édouard Byllinge et de ses ayants-cause; cette cession eut lieu au mois de mars 1674, quelques mois après le retour du pèlerinage de George Fox, qui avait parcouru toutes nos colonies depuis la Caroline jusqu'à Rhode Island. Une discussion, qui s'éleva entre Byllinge et Fenwick fut apaisée par la bienveillante intervention de William Penn; et, en 1675, Fenwick, suivi d'une troupe considérable et de plusieurs familles, mit à la voile sur le *Griffith*, pour le refuge des Amis. Il remonta la Delaware et débarqua dans un endroit agréable et fertile, et comme les hommes prêtent assez facilement au monde extérieur les impressions de leur esprit, les émigrants donnèrent à ce lieu le nom de Salem, parce qu'il leur semblait le séjour de la paix.

Byllinge se trouvait dans une position de fortune assez embarrassée; il se substitua, comme garants vis-à-vis de ses créanciers, Gawen Laurie, William Penn et Nicolas Lucas, et on mit en vente les terres composant la moitié indivise du New Jersey. Comme affaire de propriété, c'était une opération semblable à celle des compagnies territoriales de nos jours; avec cette différence qu'à cette époque les spéculateurs apportaient des acres de terres par centaines de mille. Mais les quakers voulaient davantage; ils désiraient posséder un territoire où il leur fût permis d'établir un gouvernement de leur choix; Carteret consentit volontiers à un partage, parce que ses associés lui laissaient la meilleure part du marché. Maintenant que ces hommes, qui avaient entrepris de bouleverser le monde, possédaient une province (1676), quel système politique allaient-ils adopter? La lumière, qui éclaire tous les hommes, avait brillé avec éclat pour les pèlerins de Plymouth, pour les calvinistes de Hooker et de Haynes et pour les citoyens de la Virginie, lorsque l'abolition

Digitized by Google

momentanée de la monarchie força les royalistes mêmes à chercher dans leur cœur un guide plus sûr que le trône : les quakers, obéissant à des instincts élevés analogues, ne pouvaient qu'embrasser à leur tour la législation fondamentale des premiers beaux jours d'Hartford et de la vieille colonie. « Les CONCESSIONS, sont de nature à mériter l'approbation des Amis ; » tels sont les termes du message des propriétaires quakers en Angleterre au petit nombre de ceux qui avaient émigré : « Nous jetons des fondements pour l'avenir, afin qu'ils puissent défendre leur liberté de chrétiens et d'hommes, et ne pas être réduits en servitude, à moins que ce ne soit de leur propre consentement ; car nous plaçons la SOUVERAINETÉ DANS LE PEUPLE. » Le 3 mars 1677, la charte ou les lois fondamentales de la partie occidentale du New Jersey, furent achevées et publiées. Elles sont rédigées avec presque autant de méthode que nos constitutions actuelles et reconnaissent le principe de l'égalité démocratique d'une manière aussi absolue et aussi universelle que le faisait la société des quakers elle-même.

Ni un seul homme, ni un certain nombre d'hommes ne peut exercer de pouvoir sur la conscience. Personne ne pourra en aucun temps, en aucune manière, ni sous aucun prétexte, être mis en suspicion, ou tout au moins être puni ni subir quelque dommage pour ses opinions religieuses. — L'assemblée générale sera élue par le scrutin secret et non par le procédé confus des cris et des votes à haute voix. Tout homme est électeur et éligible. — Les électeurs donneront à leurs députés respectifs des instructions détaillées que ceux-ci, de leur côté, s'engageront, par contrat signé et scellé de leur main, à respecter. Tout député infidèle peut être interpellé par n'importe lequel de ses électeurs devant l'assemblée. Chacun des membres de celle-ci devait recevoir une allocation d'un shilling par jour, à payer par ses commet-

Digitized by Google

tants immédiats, « afin qu'il pût être reconnu comme le serviteur du peuple. » — Le pouvoir exécutif était confié à dix commissaires, à nommer par l'assemblée; le peuple choisissait directement les juges de paix et les constables. Les juges, désignés par l'assemblée générale, ne pouvaient conserver leur charge que pour deux ans au plus et ne siégeaient dans les tribunaux que comme assistants du jury. Quant au droit de juger, il appartient aux douze jurés, et à eux seuls exclusivement; à eux également et à l'assemblée générale est réservé un pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne les peines à infliger. « Toutes les personnes de la province et chacune en particulier seront préservées, à l'aide du Seigneur et des présentes lois fondamentales, de toute oppression et de toute servitude. » Personne ne peut être emprisonné pour dettes. La justice doit être administrée sans qu'il soit nécessaire de recourir à des avocats ou conseillers. Les indigènes étaient protégés contre toute usurpation et l'État se chargeait de l'éducation des orphelins privés de ressources.

Les quakers anglais se dirigèrent aussitôt en foule vers le New Jersey occidental, accompagnés des bons souhaits de Charles II et l'on envoya pour administrer la chose publique des commissaires revêtus d'un pouvoir temporaire, en attendant que le gouvernement démocratique pût être organisé. Lorsque le navire qui transportait ces hommes de paix, arriva en Amérique, Andros, le gouverneur de New-York, prétendit étendre sa juridiction sur leur territoire. Cette réclamation qui, suivant le système féodal était peut-être juste, fut arrangée pour le moment par un compromis et renvoyée en Angleterre pour décision. En attendant, les émigrants achetèrent des terres aux Indiens; ils comptaient à peu près quatre cents âmes; et déjà à Burlington, sous une tente recouverte d'une voile de navire, les quakers com-

Digitized by Google

mencèrent à tenir leurs assemblées religieuses (1). Les rois indiens se réunirent également en conseil sous les ombrages des forêts et témoignèrent leur joie à la perspective d'une paix permanente (1678). « Vous êtes nos frères, » dirent les Sachems, « et nous vivrons avec vous comme des frères : il y aura un grand chemin pour vous et pour nous et nous nous y promènerons ensemble. Qu'un Anglais vienne à s'y endormir, l'Indien passera à côté de lui et il se dira : c'est un Anglais; il est endormi; il faut le laisser tranquille. Le chemin sera uni et on n'y rencontrera pas un tronc qui puisse blesser le pied (2). »

Tout promettait le succès à la nouvelle colonie; sauf qu'à Newcastle l'agent du duc d'York, qui possédait encore le Delaware, exigeait des droits de douane des navires qui remontaient jusqu'à New-Jersey. Le duc pouvait croire de bonne foi que sa juridiction s'étendait sur le fleuve entier; mais lorsque des remontrances pressantes furent faites à ce sujet, il soumit sans hésiter l'examen de cette question à une commission désintéressée.

L'argumentation des quakers respire l'esprit des Anglo-Saxons (1678-1680).

« Une concession formelle des pouvoirs du gouvernement nous a induits à acheter la moitié du New Jersey. Si nous ne pouvons garantir à notre population un gouvernement tranquille, indépendant et salutaire, la liberté de conscience et la jouissance inviolable des droits et priviléges de citoyens, ces véritables solitudes n'offriront guère d'attrait. Ce serait folie d'abandonner un pays libre pour coloniser un désert et accorder à une autre personne le droit absolu de nous taxer suivant son bon plaisir.

(1) Haz., *Reg.*, VI, 182.
(2) Smith, *New Jersey*, 100.

Digitized by Google

« Les droits de douane imposés par le gouvernement de New-York ne sont pas seulement une charge; c'est une injustice. De quel droit sommes-nous ainsi traités? Le roi d'Angleterre ne peut pas s'emparer des biens de ses sujets sans leur consentement. C'est un privilége naturel reconnu comme loi par plusieurs statuts.

« Renoncer au droit de confectionner nos lois, ce serait changer complétement de gouvernement et nous soumettre à la volonté d'autrui. La terre appartient aux indigènes; nous n'avons acheté au duc que le droit de coloniser notre territoire sans être inquiétés, et avec l'espoir de voir s'accroître quelque peu les franchises dont nous jouissions dans notre patrie. Nous n'avons pas perdu les priviléges des Anglais en abandonnant l'Angleterre.

« La taxe prend le planteur au dépourvu; elle fait payer plus de deux fois la même chose. C'est la première fois qu'on lève un droit sur la colonisation. D'ailleurs il n'y a pas de bornes à ce pouvoir. Ce précédent admis, nous sommes taxés sans l'intervention de la loi et nous sommes exclus de notre privilége comme Anglais de donner notre assentiment aux impôts qui doivent nous frapper. Dès lors nous ne pouvons plus rien regarder comme notre propriété; nous ne sommes plus que des tenanciers à la discrétion de l'arbitraire, non seulement pour le sol que nous occupons, mais pour notre fortune personnelle. Une telle conduite a souvent renversé les gouvernements, mais n'en a conduit aucun à la véritable grandeur.

« Enfin, arracher des taxes aussi illimitées à des colons anglais et persévérer dans cette voie après tant de plaintes réitérées, ce serait prouver à l'évidence que l'on a en vue, si un jour la couronne doit passer sur la tête du duc, d'établir en Angleterre un gouvernement absolu. »

Tel était le raisonnement des quakers et il triompha. Sir

Digitized by Google

William Jones décida que, comme la concession émanée du duc d'York n'avait fait aucune réserve quant au bénéfice et à la juridiction, la taxe était illégale. Le duc d'York se conforma sans retard à cette décision (1680) et renonça par un nouveau contrat à toute prétention sur le territoire et sur le gouvernement.

Après cette série d'épreuves, de vicissitudes et de succès, la paix rayonna enfin sur la partie occidentale du New Jersey et, au mois de novembre 1681, Jennings, agissant en sa qualité de gouverneur pour les propriétaires, convoqua pour la première fois en assemblée législative, les représentants de ces hommes qui tutoyaient tout le monde et gardaient le chapeau sur la tête devant le roi comme devant le mendiant. Ces représntants débutèrent par consacrer leurs droits dans un acte fondamental de législation, puis, se conformant à l'esprit « des concessions, » ils organisèrent leur gouvernement en prenant pour base les principes d'humanité. Il ne fut tenu compte ni de la foi, ni de la richesse, ni de la race des colons. C'étaient des hommes qui s'étaient réunis dans le désert, et qui fondaient une société sur l'égalité des droits. Que dirons-nous d'une association organisée sur de telles bases? Que la population se multiplia et fut heureuse? que, pour les dépenses de la république, on leva deux cents livres qui devaient se payer en blé, en peaux ou en argent? que l'on vota pour le gouverneur vingt livres d'appointements? que la vente des liqueurs fortes aux Indiens fut prohibée? que l'emprisonnement pour dettes fut interdit? La formation de ce petit État de quelques centaines d'âmes, qui bientôt s'éleva à quelques milliers, est un des plus beaux épisodes de l'histoire de cette époque. Le New Jersey occidental aurait été une patrie convenable pour Fénelon. Le peuple y vivait content sous le règne de Dieu, espérant que le Seigneur récompenserait ses mœurs paisibles par le salut éternel. On se

Digitized by Google

mit à entretenir une correspondance amicale avec les Amis d'Angleterre; et l'on reçut de fréquents messages des pères de la secte (1681-1682). « Amis, qui êtes partis pour établir des colonies en Amérique, conservez de l'attachement pour les germes plantés dans vos cœurs, afin que les vignes et les lys qui y croissent ne souffrent aucun dommage. Vous qui êtes juges et gouverneurs, prêtez vos yeux aux aveugles, vos pieds aux boiteux, soyez les pères des pauvres, afin que ceux qui sont sur le point de mourir vous bénissent et que le cœur de la veuve soit rempli de joie. Si vous vous réjouissez d'avoir acquis beaucoup de richesses par le travail de vos mains, si vous dites à l'or brillant : j'ai mis ma confiance en toi, — vous reniez Dieu qui est au dessus de nous. Le Seigneur gouverne les nations et il donnera la puissance à son peuple (1). »

Byllinge, le concessionnaire primitif de Berkeley, troubla cette tranquillité simple en réclamant comme propriétaire le droit de nommer le lieutenant-gouverneur. Les quakers résistèrent à cette prétention, et, comme Byllinge persistait, ils posèrent un nouveau précédent, en corrigeant leurs constitutions d'après le mode présent à cet effet, puis ils élirent un gouverneur. Tout alla bien alors dans le New Jersey occidental; le mode de réforme adopté l'avait été sur l'avis de William Penn.

William Penn avait, en effet, conçu sur ces entrefaites un profond intérêt pour le progrès de la civilisation sur les rives de la Delaware. Avec le concours de onze autres associés, il avait acheté aux héritiers de Carteret la partie orientale du New Jersey. L'histoire de cette portion orientale, peuplée principalement de puritains, est intimement liée à celle de New-York. La ligne de démarcation entre l'est et l'ouest de

(1) Fox et Burnyeat, dans Hazard, *Reg.*, VI, 184-200.

Digitized by Google

New Jersey est le point où se confond l'influence de la société humanitaire des Amis avec celle du puritanisme.

Ce fut la concession d'un territoire sur la rive opposée de la Delaware que William Penn sollicita au mois de juin 1680 (1). Son père, célèbre, dans l'histoire d'Angleterre, par la conquête de la Jamaïque et par sa conduite, sa prudence et son courage, lors de la bataille signalée qui se livra contre les Hollandais en 1665, lui avait légué une créance de seize mille livres à charge du gouvernement anglais. Le Massachusetts avaient acheté le Maine pour un peu plus de mille livres; les possessions dans les colonies étaient alors assez légèrement estimées et il en fut ainsi longtemps encore après; d'ailleurs pour le prodigue Charles II, manquant toujours d'argent, la concession d'une province semblait le moyen le plus facile d'acquitter ses dettes. William Penn avait de puissants amis dans North, Halifax et Sunderland (2); et un gage accordé à son père au lit de mort, lui assura la faveur constante du duc d'York.

Soutenu par de tels amis et animé à la poursuite de ses projets par l'enthousiasme, William Penn triompha de « la grande opposition (3) » qu'il rencontra et obtint une charte pour le territoire qui reçut de Charles II le nom de Pennsylvanie et qui devait comprendre trois degrés de latitude sur cinq de longitude à l'ouest de la Delaware. Le duc d'York, ayant exprimé le désir de conserver les trois comtés méridionaux, qui constituent le Delaware, comme une dépendance de New-York, on donna donc de ce côté pour frontière à la Pennsylvanie une ligne tirée à douze milles de Newcastle,

(1) *Actes du conseil privé*, dans les *Votes*, et *Actes de la chambre des représentants de Pennsylvanie*, et dans Haz., *Hist. Reg.*, I, 269, 271, 273, 274. Plus complet que Chalmers, 635, 655, etc. Proud.

(2) Penn, dans les *Mémoires sur la Pennsylvanie, Société historique*, II, 244.

(3) *Ibid.*, I, 205.

Digitized by Google

et se dirigeant vers le nord-ouest jusqu'au quarantième degré de latitude. Cette délimitation impossible obtint l'assentiment des agents du duc d'York et de lord Baltimore.

La charte, telle qu'elle fut rédigée primitivement par William Penn lui-même, concédait des pouvoirs de gouvernement analogues à ceux de la charte relative au Maryland. Afin qu'aucune clause ne fût en contradiction avec les lois anglaises, le procureur général en fit la révision et lord North y ajouta plusieurs articles destinés à assurer la souveraineté du roi et la suprématie commerciale du parlement (1681). Les actes de la future assemblée coloniale législative devaient être soumis à l'approbation du roi et de son conseil, qui avaient le droit de les annuler s'ils étaient contraires aux lois anglaises. Le pouvoir de lever les droits de douane était expressément réservé au parlement. L'évêque de Londres, sans aucune nécessité, demanda des garanties pour l'église anglicane. Les habitants du pays devaient être à l'abri de toute taxe non votée par l'assemblée de la province ou le parlement anglais. Sous tous les autres rapports étaient concédés les priviléges ordinaires de propriétaire féodal.

Enfin, écrit William Penn, « après bien des délais, des veilles, des sollicitations et des discussions dans le conseil, le grand sceau d'Angleterre me confirma la possession de mon territoire. Dieu veuille le bénir et y faire naître une nation. J'aurai le soin le plus jaloux du gouvernement qui y sera d'abord établi. »

La Pennsylvanie comprenait les principaux établissements des Suédois ; des patentes pour terrains y avaient été accordées à des Anglais et à des Hollandais par la compagnie hollandaise des Indes Occidentales, puis par le duc d'York. Une ordonnance royale apprit bientôt à tous les habitants de la province que William Penn, leur propriétaire absolu, était investi de tous les pouvoirs et prééminences nécessaires

Digitized by Google

pour exercer le gouvernement. Le propriétaire adressa également une proclamation à ses vassaux et sujets. Elle était conçue en ces termes :

« Mes amis, — Je vous souhaite toute sorte de bonheur dans le présent et dans l'avenir. Les présentes sont destinées à vous apprendre qu'il a plu à Dieu dans sa Providence de vous confier à ma destinée et à mes soins. Quoique ce soit là une occupation à laquelle je n'ai jamais été habitué auparavant, cependant Dieu m'a fait comprendre mon devoir et m'a donné un cœur bien disposé à la remplir équitablement. J'espère que vous n'éprouverez aucune inquiétude au sujet de votre changement de position et du choix du roi ; car vous n'êtes pas placés à la merci d'un gouverneur qui vient pour accroître sa fortune. Vous serez gouvernés par les lois que vous vous donnerez vous-mêmes et vous vivrez comme un peuple libre et, si vous le voulez, comme un peuple sobre et industrieux. Je n'empiéterai sur les droits de personne, je n'opprimerai personne. Dieu m'a inspiré une meilleure résolution et m'a accordé sa grâce pour l'accomplir. En un mot, tout ce que des hommes libres et tempérants peuvent raisonnablement désirer pour assurer et améliorer leur propre prospérité, je le concéderai de tout cœur. Je supplie Dieu de vous guider dans la voie de la justice et de vous y rendre heureux vous et vos enfants après vous. — Je suis votre ami sincère,

« William Penn.

« Londres, le 8e jour du mois appelé avril 1681 (1). »

Tels furent les engagements du souverain quaker, en prenant les rênes du gouvernement. Il est du devoir de l'historien de reconnaître que, pendant son long règne, William

(1) Haz., *Reg.*, I, 377.

Digitized by Google

Penn ne démentit jamais ses promesses. Il ne repoussa jamais un seul désir raisonnable des hommes libres de la Pennsylvanie.

Le jeune Markham, chargé de cette missive aux habitants, s'embarqua immédiatement comme agent du propriétaire (1). Il était chargé de gouverner la colonie suivant les lois, et d'inviter la population à maintenir le système établi de payer les revenus, jusqu'au moment où Penn lui-même arriverait en Amérique. Pendant l'été les conditions de la vente des terres furent ratifiées de part et d'autres par Penn et une compagnie de gens entreprenants. Le projet de coloniser une province avait été considérable même pour un homme possédant de vastes richesses; toute la fortune de Penn, tant qu'elle n'était pas engagée, rapportait un revenu de quinze cents livres; mais, dans son zèle pour sauver ses frères des souffrances de la persécution, Penn avait fait de lourdes dépenses dans les tribunaux et à la cour, et avait diminué ainsi ses ressources, qu'il pouvait cependant espérer recouvrer en vendant ses domaines. Sacrifierait-il ses devoirs d'hommes à ses profits comme souverain? Une compagnie de marchands lui offrit au mois d'août six mille livres et un revenu annuel s'il consentait à leur concéder le monopole du commerce avec les Indiens entre la Delaware et la Susquehannah. La tentation était forte pour un père de famille, dans une position embarrassée; mais Penn par ses sentiments religieux était engagé à respecter l'égalité des droits; il refusa donc de satisfaire la cupidité des spéculateurs. « Je ne veux pas abuser de la bonté de Dieu, » telle fut sa réponse décisive, « ni agir d'une manière indigne de la Providence; en corrompant ce qui m'est venu pur. Non,

(1) Voir la relation exacte des faits dans le *Mémoire sur le traité de Penn avec les Indiens*, par P. S. Du Ponceau et J. Francis Fisher, p. 14.

Digitized by Google

que le Seigneur me donne sa sagesse pour guide, que je respecte son nom et que je serve sa vérité et son peuple, afin que je puisse offrir un exemple et un modèle aux nations ; » et il ajoute en s'adressant à un ami : « C'est là que nous pourrons faire la sainte expérience, quand même nous ne pourrions la faire ici (1). »

Une compagnie d'émigrants débarqua encore dans la Pennsylvanie, apportant avec elle des instructions détaillées sur la vente des terres et la fondation d'une ville, Penn n'aimait pas les cités encombrées de l'Ancien Monde ; il en voulait une bâtie de manière que toutes les maisons fussent entourées de jardins et formassent « une cité rustique et verdoyante (2). » A peu près à la même époque, il adressa une lettre aux indigènes des forêts de l'Amérique, en leur déclarant que tous, lui comme eux, étaient responsables de leur conduite devant le même et seul Dieu, qu'ils avaient tous la même loi écrite au fond de leur cœur et que tous étaient également obligés de s'aimer, de se secourir et de se faire du bien les uns aux autres (3).

Cependant, l'esprit de Penn était vivement agité en réfléchissant au gouvernement qu'il établirait. Il regardait le gouvernement comme une partie même de la religion, comme une émanation du pouvoir divin, susceptible de bonté, de bienveillance et de charité ; fournissant l'occasion aux femmes douées des qualités les plus relevées d'exercer une sollicitude bienfaisante, plutôt que de remplir la mission de châtier les coupables. Sans prétendre imposer au monde entier une règle uniforme, sans nier que le temps, le lieu et les circonstances peuvent rendre nécessaires ou excusables les insti-

(1) *Mém. P. H. S.*, I, 205, et Proud, I, 169.
(2) *Ibid.*, II, 220.
(3) Proud, I, 195, 196.

Digitized by Google

tutions monarchiques ou même aristocratiques, Penn croyait que « tout gouvernement était libéral pour le peuple, lorsque la loi gouverne et que le peuple contribue à la formation des lois. » La prodigalité de Penn, lorsqu'il s'agissait de délivrer des prisonniers, prouve clairement combien il était au dessus de tout sentiment d'avarice; il montra également qu'il ne se laissait pas dominer par l'ambition, puisqu'il préféra renoncer à la carrière d'avancement brillante qui l'attendait à la cour de Charles II, pour se joindre aux quakers si méprisés. Mais il aimait à faire le bien; sa philanthropie passionnée lui permettrait-elle de résigner le pouvoir absolu, si favorable en apparence à l'exercice de la bienfaisance sur une large échelle. Ce fut par là et par là seulement que l'âme de Penn fut soumise à une épreuve sérieuse (1); mais il sut résister à la tentation (1682). « Je me propose, » — telle fut sa prompte décision, — « je me propose, en ce qui touche aux questions de liberté, de ne me laisser, ce qui n'est pas ordinaire, ni à moi ni à mes successeurs, le moindre pouvoir de mal faire, je ne veux pas que la volonté d'un seul homme puisse devenir un obstacle au bonheur de tout un pays (2). » — « Le grand but du gouvernement, c'est d'inspirer au peuple du respect pour l'autorité et de protéger le peuple contre tout abus de pouvoir; car la liberté sans obéissance n'est que confusion et l'obéissance sans liberté devient esclavage. » Il demanda donc conseil à tout le monde; il prêta l'oreille aux idées théoriques d'Algernon Sydney qui, avec sa fierté romaine, était toujours demeuré fidèle à la bonne vieille cause républicaine, et il puisa des principes plus sûrs

(1) Penn, *Lettre à Algernon Sydney;* lettre de Penn, dans Proud, I, 210 : « Je n'ai jamais éprouvé de souci pour le pouvoir que je conservais, mais j'ai été inquiet pour celui que j'abandonnais. » Comparez Markham, dans Chalmers.

(2) *Mémoires P. H. S.*, I, 203, et Proud, I, 199.

Digitized by Google

encore dans l'humanité et la douceur de ses frères quakers; après quoi il publia un projet d'organisation de gouvernement, non comme devant former une constitution arrêtée, mais comme un système (1) à soumettre à l'approbation des hommes libres de la Pennsylvanie.

Vers la même époque, s'organisa une société libre de marchands. « C'est une société tout à fait inaccoutumée, » était-il dit dans l'avertissement; « car elle est complétement libre, et cela dans un pays libre; tout le monde peut s'y intéresser et cependant trafiquer en son privé nom avec autant de liberté, que si aucune société n'existait (2). »

Le gouvernement et la prospérité commerciale de la colonie furent ainsi basés sur la liberté. Penn, pour compléter son territoire, désirait posséder la baie, le fleuve et la rive de la Delaware jusqu'à l'Océan. Le pays ou les trois comtés inférieurs, qui forment aujourd'hui l'État de Delaware, appartenaient au duc d'York et avaient été considérés depuis la conquête des Nouveaux Pays-Bas comme une dépendance de sa province. Les prétentions du prince, s'appuyant sur la conquête et la possession, avaient l'assentiment irrégulier du roi et du conseil privé, et s'étaient étendues même jusque sur les établissements suédois situés plus haut. Il ne fut pas difficile d'obtenir du duc l'abandon de ses prétentions sur la Pennsylvanie et quant à la province inférieure, après de longues négociations, deux actes d'inféodation en consacrèrent la concession (3). La domination de William Penn s'étendit alors depuis le quarante-troisième degré de latitude jusqu'à l'Atlantique, sur la rive occidentale et méridionale du fleuve Delaware et de la baie du même nom.

(1) Appendice à Proud, II.
(2) Documents dans Hazard, *Registre*, I, 394.
(3) Hazard, *Registre*, I, 429, 430; Clarkson; Proud, I, 200-202; *Votes et mesures*, XXXV, etc.

Digitized by Google

Penn, après avoir terminé tous ses préparatifs pour un voyage dans sa province, prit congé de sa famille par une magnifique lettre. Il recommandait à sa femme, qui avait fait le bonheur de sa jeunesse, de vivre avec économie, en lui rappelant que son zèle pour l'intérêt public l'avait appauvri. « Vivez modestement et avec une grande frugalité jusqu'à ce que mes dettes soient payées. » Cependant, au sujet de ses enfants, il ajoute : « Que leur instruction se fasse libéralement; n'épargnez aucune dépense pour cela, car par une telle parcimonie, on perd tout ce qu'on croit gagner. » Il indiquait l'agriculture comme moyen de les occuper. « Que mes enfants deviennent des agriculteurs et des femmes de ménage. » Les Amis en Angleterre virent son départ avec une joie mêlée d'inquiétude; car leur société faisait reposer sur lui ses espérances; au moment où William Penn s'embarqua, ils lui dirent adieu avec « l'innocence et la tendresse d'un enfant sans artifice. »

Après une longue traversée, attristée par de fréquents décès parmi les passagers, dont plusieurs avaient été ses proches voisins, en Angleterre, Penn aborda à Newcastle, le 27 octobre 1682 (1).

Fils et petit-fils d'officiers de marine, Penn dès son enfance avait tourné ses pensées vers l'Océan; la conquête de la Jamaïque par son père avait de bonne heure familiarisé son imagination avec le Nouveau Monde; pendant qu'il était à Oxford, à l'âge de dix-sept ans, il s'abandonnait à des rêves de bonheur, dont l'Amérique était toujours le théâtre (2). Élevé dans la secte des Indépendants, dès l'âge de douze ans à peine, il avait appris à écouter la voix de Dieu dans son

(1) Documents dans Watson. La lettre de Penn annonce son arrivée pour le 24. Cela peut se rapporter à son entrée dans la baie.

(2) Penn, *H. S. C.*, I, 203.

Digitized by Google

âme; puis à Oxford, où avec ses excellentes dispositions il reçut les bienfaits de l'instruction, son cœur fut si touché des paroles d'un prédicateur quaker, qu'il fut d'abord condamné à l'amende (1661) et ensuite chassé comme non conformiste (1). Son père, déterminé à vaincre son enthousiasme, le battit, puis le renvoya de sa maison, en lui laissant l'alternative de la richesse avec l'obéissance ou de la pauvreté avec la pureté de conscience. Mais la colère violente d'un marin impétueux contre son fils unique pouvait-elle être de longue durée? Au moment où Descartes était à l'apogée de sa gloire, William Penn reçut la permission de son père de visiter le continent, pour compléter son éducation.

Le jeune exilé, s'arrachant aux émotions et aux enseignements des voyages, dont la pression est parfois plus forte que l'amour ou l'ambition, se rendit au collége de Saumur (1662-1663) et là sous la direction du savant et excellent Amyrault, il se sentit entraîné vers les doctrines rigides du calvinisme, tempérées toutefois par un esprit de charité universelle (2).

L'année suivante, Penn, après avoir traversé les Alpes, pénétrait dans les belles plaines du Piémont, lorsque la nomination de son père (1664) au commandement d'une escadre anglaise, à l'occasion de la guerre maritime avec la Hollande, l'obligea de retourner dans son pays pour veiller aux intérêts de sa famille. Les voyages et l'habitude de la société lui avaient appris à contracter des manières gra-

(1) On ajoute d'ordinaire que Penn se joignit à Robert Spencer pour déchirer les surplis. C'est une histoire d'Oldmixon. Cela ne peut être vrai. Penn lia connaissance avec Sunderland pour la première fois, en France, en 1663. Lettre de Penn à Sunderland, *Mém. P. H. S.*, II, 244.

(2) Clarkson, I, ch. II et III, ch. XX. Sewel, 474, est une autorité contemporaine.

Digitized by Google

cieuses que relevait encore la pureté rigoureuse mais sans affectation de ses mœurs; aussi l'étudiant, habitué aux voyages de l'auberge de Lincoln, quoique plein de zèle pour acquérir la connaissance des lois anglaises, était pourtant regardé à Londres (1664-1665) comme un gentleman très distingué et très à la mode (1). En France, la science des huguenots avait mûri son jugement; à Londres, ses sentiments de sympathie s'éveillèrent à la vue des scènes horribles auxquelles il assista pendant les ravages d'une contagion (2).

Après avoir ainsi perfectionné son intelligence (1665) par l'érudition d'Oxford, par la religion et la philosophie des huguenots français et de la France et par l'étude des lois anglaises dans la fleur de la jeunesse, doué de manières engageantes, de tant d'habileté à manier l'épée qu'il désarmait facilement son adversaire (3), d'une grande vivacité naturelle et d'une bonne humeur enjouée, la carrière de la fortune et de la faveur s'ouvrait devant lui, grâce à l'influence de son père et à la bienveillance empressée de son souverain. Mais son âme était déjà pénétrée « du sentiment profond de la vanité du monde et de l'impiété des religions qui y règnent (4). »

Enfin, en 1666, William Penn, dans un voyage en Irlande, entendit son vieil ami Thomas Loe discourir sur la foi qui dompte le monde; il se sentit échauffé tout à coup du feu inextinguible de l'enthousiasme et il renonça à toutes ses espérances pour suivre le sentier de l'intégrité. C'est un sentier, dit Penn, où « Dieu, dans son inépuisable bonté, a guidé mes pas à la fleur de ma jeunesse, quand j'avais à peine vingt-deux ans. » Pendant l'automne de cette même

(1) Pepys, I, 311.
(2) Penn, II, 465.
(3) *Point de croix, point de couronne*, ch. IX.
(4) Penn, II, 465.

Digitized by Google

année, il fut jeté en prison; son crime était d'avoir écouté la voix de sa conscience. « La religion, » ainsi fut conçue sa remontrance au vice-roi d'Irlande, « est mon crime et mon innocence; elle me rend prisonnier aux yeux des méchants, mais me laisse mon propre maître. »

Après son élargissement, il revint en Angleterre (1666-1667), où il éprouva l'amertume de se voir en butte au mépris et à la raillerie; les prêtres l'accablèrent d'invectives; tous ses anciens compagnons ne voulurent plus le reconnaître (1); on répéta dans le monde fashionable (1667), comme une excellente plaisanterie, que « William Penn était redevenu quaker ou quelque chose de très triste (2); » et son père irrité le chassa de chez lui sans ressources.

Le proscrit, qui ne fut sauvé de l'extrême misère que par la tendresse de sa mère, devint auteur et annonça (1668) aux princes, aux prêtres et au peuple, qu'il était membre de la secte méprisée, persécutée et repoussée des quakers : il reparut à la cour en gardant son chapeau sur la tête et chercha à engager le duc de Buckingham à favoriser la liberté de conscience; il réclama des puissants du jour un meilleur traitement pour les dissidents que la potence, le fouet, les cachots et le bannissement; tandis qu'il soutenait avec une persistance importune la cause de la liberté, il fut condamné (1668-1669) dans les beaux jours de sa jeunesse à une longue et sévère détention dans la tour (3). Son méfait, c'était l'hérésie et l'évêque de Londres le menaça d'une prison perpétuelle, s'il ne consentait à se rétracter. « Ma prison sera mon tombeau, » répondit Penn. Le bon Charles II chargea le sincère et charitable Stillingfleet de calmer le jeune enthousiaste. « La tour, » tel fut le message de Penn au roi,

(1) Penn, II, 465. Voir aussi Besse.
(2) Pepys, II, 172.
(3) Penn, *Apologie pour lui-même; Mém. P. H. S.*, 238, 239.

Digitized by Google

« est pour moi le plus mauvais argument du monde. » En vain Stillingfleet le pressa-t-il de recourir à la prédilection et à la faveur royale; l'inflexible jeune homme persista à demander la liberté à Arlington « comme le privilége naturel de tout Anglais. » La loi du plus fort, faisait-il valoir auprès du ministre, peut faire des hypocrites, mais elle ne peut jamais faire des convertis. La conscience n'a pas besoin de marques publiques d'approbation : ce n'est pas comme une balle de marchandises destinée à être confisquée, si elle ne porte pas l'estampille du bureau de la douane. Après avoir été privé de sa liberté pendant à peu près neuf mois, la porte de sa prison s'ouvrit enfin grâce à l'intercession de l'ami de son père, le duc d'York; car sa constance avait commandé le respect et lui avait fait recouvrer la faveur de son père.

Les quakers, exposés à la tyrannie des juges furent conduits par un sentiment d'humanité à chercher une barrière contre leurs oppresseurs en restreignant l'application de la loi commune et en limitant le droit de juger au jury. Penn avait à peine été mis en liberté depuis un an, que d'après les dispositions excessivement intolérantes de « l'acte des conventicules, » il fut accusé d'avoir parlé dans une assemblée de quakers (1670). « Toutes les puissances de la terre ne pourront nous empêcher de nous réunir pour adorer le Dieu qui nous a créés. » C'est ainsi que ce jeune homme de vingt-cinq ans osa braver la législature anglaise; et il demanda sur quelle loi l'accusation était fondée. « Sur la loi commune, » répondit le greffier. — « Où est cette loi? » répliqua Penn. « La loi qui n'existe pas en nous, loin d'être commune, n'est pas même une loi? » Et malgré les menaces et les cris de colère, il continua d'invoquer avec ardeur les lois fondamentales de l'Angleterre, et tout en étant entraîné hors du tribunal, il ne cessa de rappeler aux membres du jury « qu'eux seuls étaient ses juges. » — Le greffier, mécontent

Digitized by Google

du premier verdict rendu, accabla le jury de toutes sortes d'épithètes injurieuses. « Nous aurons un autre verdict, » s'écria-t-il, « avec l'aide de Dieu ; ou vous y serez obligé par la faim. » — « Vous êtes Anglais, » dit Penn, qui avait été ramené à la barre; « souvenez-vous de votre privilége; ne renoncez pas à votre droit. » — « Cela n'ira jamais bien chez nous, » dit le greffier, « tant qu'il n'y aura pas en Angleterre quelque chose comme l'inquisition espagnole. » Enfin le jury qu'on avait laissé deux jours et deux nuits sans nourriture, donna le troisième jour son verdict de « non coupable. » Le greffier condamna les jurés à payer quarante marcs d'amende chacun pour avoir fait preuve d'indépendance, puis il prononça également une amende à charge de Penn, pour avoir refusé de comparaître devant la justice et il le renvoya en prison. Ce procès fit époque dans les annales judiciaires. Peu de temps après, le père de Penn, qui approchait alors de sa fin, paya les amendes. « Mon fils William, » dit l'amiral sur son lit de mort, » si vous et vos amis vous persévérez dans votre manière simple de prêcher et de vivre, vous mettrez fin au règne des prêtres. »

Après avoir hérité d'une fortune considérable, Penn continua à défendre publiquement, par la voix de la presse, les principes de liberté et d'égalité morale ; il s'éleva sans ménager ses expressions, contre le fanatisme et l'intolérance, contre « les ténèbres et la dissolution infernales » de l'université d'Oxford ; tout en exposant les erreurs de l'église catholique romaine, il réclama du même coup la tolérance pour ce culte ; comme il n'hésitait jamais à parler ouvertement dans les assemblées des quakers, il ne tarda pas à prendre le chemin de Newgate, pour y subir un emprisonnement de six mois à cause de sa probité (1670-1671). « Vous êtes un gentleman plein de talents, » lui dit le magistrat, lors du procès, « vous possédez une ample fortune ; pour-

Digitized by Google

quoi vous rendez-vous malheureux en vous joignant à ces hommes vulgaires? » — « Je préfère les hommes vulgaires et honnêtes, » lui répondit Penn, « à ceux qui sont méchants et habiles. » Le magistrat répliqua en accusant Penn de faits répréhensibles commis antérieurement. Le jeune homme défendit avec une véhémence passionnée la pureté de sa vie. « Je ne parle de cela, ajouta-t-il, que pour rendre gloire à Dieu, qui m'a toujours préservé de commettre de semblables souillures et m'en a inspiré l'horreur dès mon enfance. Tes paroles deviendront un poids pour toi ; quant à moi, je foule aux pieds ta calomnie, comme la poussière sur laquelle je marche. »

Penn adressa de Newgate au parlement et à la nation le plus magnifique plaidoyer pour la liberté de conscience, et il défendit cette liberté par des arguments tirés de l'expérience, de la raison et de la religion. Si les quakers malgré tous leurs efforts ne parviennent pas à conquérir « la branche d'olivier de la tolérance, nous bénirons la providence divine, en prenant la résolution de lasser par notre patience la persécution et d'obtenir par notre constance dans les tourments, une victoire plus glorieuse que nos adversaires ne peuvent en remporter par leurs cruautés. »

Après être sorti de prison, il jouit quelque temps de plus de tranquillité (1671-1673). Il voyagea en Hollande et en Allemagne; puis il épousa, à son retour en Angleterre, une femme remarquable par sa beauté et la douceur de son caractère, qui grâce à son esprit élevé « lui donna la préférence sur un grand nombre d'autres prétendants, » et lui voua « un attachement sincère et profond. » Comme la persécution était suspendue en Angleterre; il put se livrer pendant deux ans aux jouissances de la vie des champs et à la culture pleine d'animation des lettres. Mais bientôt la tempête recommença et George Fox, à son retour d'Amérique,

Digitized by Google

ayant été emprisonné, Penn se fit un devoir d'intervenir. Est-il besoin de rappeler les rigueurs qui, comme un poison lent, conduisirent le prisonnier au bord de la tombe? A quoi bon énumérer les atrocités commises par de petits tyrans investis de quelque magistrature de village, et les actes féroces de geôliers irresponsables. Le livre des statuts de l'Angleterre porte l'empreinte la plus manifeste du fanatisme auquel une église nationale puisse donner de l'encouragement et qu'un parlement puisse avouer. Aussi Penn (1676), prenant en considération l'intérêt actuel de l'Angleterre, loin de se borner à faire appel au sentiment de la miséricorde, mérita les plus grands honneurs comme homme d'État par la profonde sagacité et le jugement sûr avec lesquels il traita la question des droits de la conscience dans ses rapports avec la paix et le bonheur de l'État.

Ce fut cet amour pour la liberté de conscience qui augmenta l'intérêt de ses tentatives concernant New-Jersey. Pendant l'été et l'automne (1677) qui suivirent la première émigration considérable de quakers sur la rive orientale de la Delaware, George Fox, William Penn, Robert Barclay et d'autres s'embarquèrent pour la Hollande dans le but d'évangéliser le continent; Barclay et Penn parcoururent en tous sens l'Allemagne, du Weser au Mein, au Rhin et au Neckar, en distribuant des traités, discourant avec des hommes de tous les rangs et de toutes les sectes, prêchant dans les palais et au milieu des paysans, repoussant toute tentative d'asservissement de l'intelligence et envoyant des réprimandes aux rois et aux magistrats, aux princes et aux légistes de toute la chrétienté. L'âme de William Penn était transportée d'une exaltation pieuse; dans l'ivresse de son enthousiasme il exposa « le principe universel » à la cour de la princesse palatine, à Herford et devant les quelques paysans de Kirchheim convertis au quakérisme. Pour les

Digitized by Google

montagnards des environs de Worms la visite de William Penn (1678) devint un événement digne de n'être jamais oublié.

Cette occasion d'observer les institutions aristocratiques de la Hollande et les villes libres commerçantes de l'Allemagne était précieuse pour un homme d'État. A son retour en Angleterre, les vexations auxquelles les quakers s'étaient vus de nouveau en butte poussèrent Penn à en appeler directement au parlement anglais. La loi spéciale entre les papistes était appliquée aux quakers. Penn exposa la différence qui existait entre sa secte et le papisme, et à une époque de fanatisme des protestants, dans un moment où ce fanatisme était exalté par les soupçons jusqu'à la fureur, il parut devant un comité de la chambre des communes pour y plaider la liberté universelle de conscience. « Nous devons accorder la liberté que nous demandons; » — tel était le langage sublime des quakers; — « nous ne pouvons être infidèles à nos propres principes lors même qu'il pourrait en résulter du soulagement pour nous; car nous aurions voulu que personne n'eût à souffrir pour une divergence d'opinion de quelque nature qu'elle soit. »

Penn, désappointé dans ses espérances par la prorogation et la dissolution du parlement (1679), en appela au peuple et prit une part active dans les élections qui s'ensuivirent. Il recommanda vivement aux électeurs dans toute l'Angleterre de bien apprécier leurs forces et leur autorité; de considérer leurs représentants comme étant réellement et à proprement parler leurs mandataires; de conserver leurs libertés, de défendre leur participation dans la confection des lois, leur participation dans l'application des lois. « Votre bien-être, » — c'est ainsi qu'il s'exprimait, — « dépend de la conservation de votre droit au gouvernement. Vous êtes libres; Dieu, la nature et la constitution ont mis entre vos mains

Digitized by Google

les intérêts de la postérité. Choisissez des hommes qui, par toutes les voies justes et légales, maintiendront fermement et chercheront avec zèle à étendre votre pouvoir. » Comme Algernon Sidney « s'était embarqué alors avec ceux qui recherchent, aiment et choisissent les choses les meilleures; » William Penn, plein d'intrépidité et d'enthousiasme, s'occupa activement des élections et obtint pour lui une forte majorité, qui fut annulée par suite d'un faux rapport.

Tout espoir de réforme de la part du parlement s'évanouit pourtant (1680). Le fanatisme et la tyrannie triomphèrent plus que jamais, et Penn ne pouvant plus compter sur quelque amélioration en Europe, consacra toute son énergie à achever l'établissement d'un gouvernement libre dans le Nouveau Monde (1682). Il était préparé à accomplir ce « projet divin » par la sévère régularité de sa vie et par la charité sans hypocrisie qui formait la base de son caractère. Le sentiment d'une philanthropie enjouée avait une force irrésistible dans son âme; tout comme chez John Eliot et Roger Williams, la bienveillance débordait à profusion de son cœur toujours plein; aussi lorsque son intelligence fut altérée et sa raison affaiblie, dans les dernières années de sa vieillesse par l'apoplexie, la douceur de son naturel sut planer dans sa sérénité au dessus des infirmités de la maladie. Doué d'une grandeur d'âme extraordinaire, capable de conceptions vastes, aussi remarquables par leur généralité que par leur précision, « éminent par ses aptitudes spéculatives (1), » versé dans la connaissance des hommes, des livres, des gouvernements, de différentes langues, des

(1) Témoignage des Amis. Comparez l'hommage juste et précis rendu à Penn par J. F. Fisher, dans la *Vie privée de William Penn*. Voir aussi R. Tyson, *Discours*, 1831, et note 2.

Digitized by Google

formes diverses des institutions politiques existantes en Angleterre et en France, en Hollande, et dans les principautés et les villes libres de l'Allemagne, il n'en cherchait pas moins la source de la sagesse au fond de la conscience. Compatissant de la nature et par l'apprentissage de la souffrance, ami de la famille royale, intime avec Sunderland et Sydney, lié avec Russel, Halifax, Shaftesbury et Buckingham, l'égal de Newton et des grands savants de l'époque, en sa qualité de membre de la Société royale, il estimait pourtant bien plus les inspirations d'une intelligence libre que les décisions des érudits et professait un plus profond respect pour la franche simplicité du berger de Nottingham que pour l'autorité des écoles et la sagesse des philosophes. Et maintenant, parvenu au milieu de la vie, n'ayant qu'un an de plus que Locke, lorsque celui-ci, douze ans auparavant, avait imaginé la constitution de la Caroline, le législateur quaker arrivait dans le Nouveau Monde pour y jeter les fondements d'un État. Imiterait-il le système tant vanté du grand philosophe? Locke était tolérant comme William Penn; tous deux aimaient la liberté; tous deux chérissaient sincèrement la vérité. Mais Locke alluma le flambeau de la liberté au foyer de la tradition, Penn à la lumière vivifiante de l'âme. Locke recourait pour chercher la vérité à l'intermédiaire des sens et du monde extérieur; Penn regardait au dedans de l'homme pour découvrir la révélation divine qui se manifeste à toutes les intelligences. Locke comparait l'âme à une feuille de papier blanc, tout comme Hobbes l'avait comparée à une ardoise, sur laquelle le temps et le hasard peuvent tracer les résultats de l'expérience. Suivant Penn, l'âme est un organe qui de lui-même fait retentir instinctivement des harmonies divines, comme ces instruments de musique construits si ingénieusement et si parfaitement qu'une fois mis en mouvement ils font entendre

Digitized by Google

d'eux-mêmes toutes les mélodies préparées par l'artiste qui les a confectionnés. Pour Locke (1), « la conscience n'est autre chose que notre opinion personnelle sur nos propres actions ; » Penn, lui, la considérant comme l'image de Dieu, l'oracle de Dieu dans l'âme. Locke, qui n'avait jamais été père, prétendait que « le devoir des parents de protéger leurs enfants, ne pouvait se comprendre sans la perspective de récompenses et de punitions (2) ; » Penn aimait ses enfants sans penser le moins du monde aux conséquences de sa conduite. Locke qui ne fut jamais marié, ne considère le mariage que comme une question où les sens sont en jeu (3) ; Penn, lui, respectait la femme comme un objet d'affection fervente et intime, créé, non pour le plaisir, mais pour l'amour. En étudiant l'entendement, Locke débute par rechercher les sources de la connaissance, Penn, par dresser l'inventaire des trésors de notre intelligence. Locke fait remonter le gouvernement à Adam et à Noé, lui donne pour base un contrat et lui attribue comme destination d'assurer la propriété ; Penn, loin de rétrograder jusqu'à Adam et à Noé, déclare que « le peuple doit exister avant le gouvernement (4) » et, déduisant le droit d'établir un gouvernement de la nature morale de l'homme, il en cherche les lois fondamentales dans les prescriptions immuables « de la raison universelle, » le but, dans la liberté et le bonheur. Le système de Locke ouvre la carrière aux luttes des factions, à l'occasion de l'extrême divergence des intérêts et des vues ; la doctrine de Fox et de Penn, n'étant que la croyance commune à l'humanité, empêche les divisions et assure la plus haute unité morale. Pour Locke, le bonheur, c'est le plai-

(1) *Essai sur l'entendement humain*, liv. I, ch. III, s. 8.
(2) Locke, *Essai*, liv. II, ch. III, s. 12.
(3) *Ibid.*, II, XXI, 34.
(4) Art. Union, dans Penn, *S. Lois.*

Digitized by Google

sir (1); les choses ne sont bonnes ou mauvaises, que par rapport au plaisir et à la peine (2); et « il est aussi absurde de rechercher quel est le plus grand bien que de se disputer pour savoir dans quel fruit, dans les pommes, les prunes ou les noix, réside la plus agréable saveur (3); » Penn, lui, croyait que le bonheur se trouve dans la soumission des instincts les plus vils à l'instinct de la divinité dans la conscience, que le bien et le mal sont éternellement et à jamais aussi dissemblables que la vérité et le mensonge, et que la poursuite du plus grand bien renferme le but de notre existence. Locke dit clairement que, sans les châtiments et les récompenses qui nous attendent au delà de la tombe, « il est certainement rationnel de boire, de manger et de nous livrer à tout ce qui nous plaît (4). » Penn, comme Platon et Fénelon, soutenait la doctrine si terrible aux despotes, que Dieu doit être aimé pour lui-même et que la vertu doit être pratiquée pour sa valeur intrinsèque. Locke fait dériver l'idée de l'infini des sens; il la dépeint comme une chose purement négative et ne l'attribue qu'à la durée, à l'espace et au nombre (5); Penn faisait dériver cette idée de l'âme et l'assignait à la vérité, à la vertu et à Dieu. Locke déclare l'immortalité (6) une question dont la raison n'a pas à s'inquiéter, et il ajoute que la vérité révélée doit s'appuyer (7) sur des signes extérieurs et des manifestations visibles de la puissance; Penn voyait la vérité par la lumière même qu'elle renferme en soi et recommandait à l'âme de porter

(1) *Essai sur l'entendement humain*, liv. II, XXI, 42.
(2) *Ibid.*, II, XX, 2.
(3) *Ibid.*, II, XXI, 55.
(4) *Ibid.*, II, XXI, 55.
(5) *Ibid.*, II, XVII, 1.
(6) *Ibid.*, IV, XVIII, 7.
(7) *Ibid.*, IV, XIX, 15.

Digitized by Google

témoignage en faveur de la gloire propre de la vérité. Locke croyait « que les hommes professant des opinions erronées ne sont pas aussi nombreux qu'on le suppose d'ordinaire, car la plupart n'ont pas d'opinion du tout et ignorent pourquoi ils combattent (1); » Penn soutenait également que beaucoup d'hommes possèdent la vérité, mais parce que la vérité est l'héritage commun de la race humaine. Locke dans son amour pour la tolérance, se déchaînait contre tous les modes de persécution, comme contre « des pratiques de papistes. » Penn ne blâmait aucune secte, mais condamnait toutes les formes de fanatisme, comme indignes de l'homme. Locke, en sa qualité de législateur pour l'Amérique, redoutait une démocratie trop nombreuse et réservait tout le pouvoir à la richesse et à la propriété féodale; Penn était persuadé que Dieu réside dans toutes les consciences, que sa lumière éclaire toutes les intelligences, et voilà pourquoi il étendit les bras et il édifia, telles sont ses propres paroles, « une colonie libre pour tout le genre humain. » Ce qui fait l'éloge de William Penn, c'est qu'à une époque, qui avait été témoin du naufrage de la liberté populaire au milieu d'une révolution populaire et cela par suite de l'égoïsme des factions; qui avait vu périr Hugues Peters et Henri Vane par la corde ou la hache du bourreau; à une époque où Sydney nourrissait l'orgueil du patriotisme plutôt que le sentiment de la philanthropie, où Russel défendait la liberté de sa caste, au lieu de réclamer de nouvelles franchises, où Harrington, Shaftesbury et Locke pensaient que le gouvernement devait reposer sur la propriété, — Penn ne désespéra pas de l'humanité et quoique l'histoire tout

(1) Tout le chapitre de Locke sur l'enthousiasme a été probablement dirigé contre les quakers. Il n'est pas toujours possible de savoir quand Locke combat Descartes, et quand il combat les disciples de George Fox. Il les réfute tous les deux en exposant partiellement leurs vues.

Digitized by Google

entière et l'expérience (1) fussent contraires à la souveraineté du peuple, il osa se prononcer pour la noble idée de l'aptitude des hommes au self-government. Convaincu qu'il n'y avait pas moyen de le réaliser en Angleterre, cet enthousiaste sincère s'exila volontairement, comme Calvin et comme Descartes, et débarqua sur les rives de la Delaware pour y accomplir « LA SAINTE EXPÉRIENCE. »

La nouvelle se répandit rapidement que le roi quaker était arrivé à Newcastle (1682); aussi (2), le jour qui suivit son débarquement, ce fut en présence d'une foule de Suédois, de Hollandais et d'Anglais, accourus autour du palais de l'État, qu'il exhiba ses actes d'inféodation; l'agent du duc d'York fit abandon du territoire, en livrant solennellement la terre et l'eau; Penn, investi alors du pouvoir suprême et absolu sur le Delaware, parla du mode de gouvernement au peuple assemblé, lui recommanda la modération et la paix et s'engagea de son côté à accorder la liberté de conscience et la liberté civile.

Penn remonta la Delaware, de Newcastle jusqu'à Chester, où il fut accueilli avec hospitalité par les honnêtes et bienveillants émigrants du nord de l'Angleterre qui l'avaient précédé là; ce petit village de pâtres et de fermiers, aux mœurs simples, au caractère doux, aux passions tranquilles, semblait un avant-coureur de l'âge d'or.

La tradition nous montre Penn continuant son voyage, à partir de Chester, dans un bateau ouvert et entouré de quelques amis; c'était dans les premiers jours de novembre;

(1) Voir le récit de Hume sur la réunion du Long Parlement.

(2) Proud, I, 205. La date, dans Chalmers et Proud, du débarquement de Penn est le 24 octobre. Elle est puisée dans la lettre de Penn. Mais le copiste peut s'être trompé de chiffre, ou bien Penn peut avoir fait allusion à son entrée au milieu des caps. Voir les documents de Newcastle, Watson, 16.

Digitized by Google

il s'arrêta devant un bel emplacement, bordé de pins, où peu de temps après devait s'élever Philadelphie.

Pendant les semaines suivantes (1682), Penn visita la partie occidentale du New-Jersey, New-York, la capitale du duc d'York, le propriétaire, son voisin; enfin, après avoir été voir les amis de Long Island, il revint sur les bords de la Delaware (1).

C'est cette époque (1681-1683) qu'il faut assigner à son premier grand traité conclu avec les Indiens (2). Sous un grand orme, à Shakamaxon, au nord de Philadelphie (3), William Penn, entouré de quelques amis en habits de paix, reçut la nombreuse députation des tribus Lenni Lenape. Le grand traité n'avait pas rapport à un achat de terres; mais en confirmant ce que Penn avait écrit et ce qu'avait stipulé Markham, il se proposait le but sublime de reconnaître l'égalité de droits de tous les membres de l'espèce humaine (4). Sous la voûte des arbres de la forêt, alors dépouillés de leurs feuilles par les gelées de l'automne, Penn proclama en présence des hommes de la race algonquine des deux rives de la Delaware, des bords du Schuylkill et peut-être aussi de la Susquehannah, le même et simple message de paix et d'amour que George Fox avait professé devant Cromwell et que Marie Fisher avait porté au Grand Turc. Les Anglais et les Indiens révéreraient la même loi morale, jouiraient de la même sécurité dans leurs démarches et leurs possessions, feraient juger leurs différends par un tribunal de paix, composé d'un nombre égal d'homme de chaque race.

(1) Lettre de Penn.
(2) Duponceau et Fisher.
(3) Sur l'endroit, Vaux, Peters, Conyngham, dans Penn, *Mém.*, I.
(4) Duponceau et Fisher. Voir *Concessions*, XI-XV, et Penn, *Lettre aux Indiens*, dans laquelle il propose la prochaine entrevue personnelle. Il est à regretter que nul document original de la réunion n'ait été conservé.

Digitized by Google

« Nous nous rencontrons ici, » — telles furent les paroles de William Penn (1682), — « sur le grand chemin de la bonne foi et de la bonne volonté ; d'aucun côté nous ne nous réserverons des avantages ; tout se passera avec franchise et charité. Je ne veux pas vous appeler mes enfants, car les parents réprimandent quelquefois trop sévèrement leurs enfants ; ni seulement mes frères, car les frères sont dissemblables. Je ne comparerai pas l'amitié qui nous unit vous et moi à une chaîne, car les pluies peuvent la rouiller et les arbres, en tombant, la briser. Nous sommes la même chose que deux parties du corps d'un homme, si elles pouvaient être séparées ; nous sommes tous une même chair et un même sang. »

Les enfants des forêts furent touchés de cette doctrine sacrée et ils renoncèrent à leurs fourberies et à leur sentiment de haine. Ils reçurent avec une joie sincère les présents de Penn et lui donnèrent en signe de leur amitié cordiale la ceinture de coquillages. « Nous vivrons, dirent-ils, en bonne amitié avec William Penn et avec ses enfants, aussi longtemps que le soleil et la lune subsisteront. »

Ce traité de paix et d'amitié fut conclu en plein air, sur les bords de la Delaware, et eut le soleil, le fleuve et la forêt pour témoins. Il ne fut pas confirmé par un serment, ni ratifié par des signatures et des sceaux ; on ne peut trouver de trace écrite de la conférence ; les clauses et les conditions ne laissèrent de monument permanent que dans les cœurs. Là elles furent gravées comme la loi de Dieu et jamais elles ne s'oublièrent. Les simples fils du désert, en retournant dans leurs wigwams, conservèrent le souvenir de l'alliance au moyen de coquillages enfilés et longtemps après, à leurs foyers, ils purent compter sur les fragments d'un monceau d'écorce bien nettoyée, se rappeler à leur propre mémoire et répéter à leurs enfants ou aux étrangers, les paroles de Wil-

Digitized by Google

liam Penn (1). La Nouvelle Angleterre venait à peine de terminer une guerre désastreuse d'extermination; les Hollandais avaient à peine conclu la paix à tout jamais avec les Algonquins; les lois du Maryland faisaient encore allusion aux hostilités et aux massacres des Indiens, qui se poursuivaient jusqu'à Richmond. Penn se présenta sans armes; il déclara son intention de s'abstenir de toute violence; il n'avait d'autre message que la paix; et jamais un Indien ne versa une goutte de sang quaker.

N'y avait-il pas progrès de Melendez à Roger Williams? de Cortez et de Pizarre à William Penn? Les quakers, sans se douter des hommages que rendraient à leurs vertus Voltaire et Raynal, ces hommes si différents d'eux, triomphèrent d'avoir la conscience de leur humanité. Nous avons fait mieux, dirent-ils avec raison, « que si, comme les fiers Espagnols, nous avions conquis les mines du Potosi. Nous pouvons faire rougir de leurs victoires honteuses les héros ambitieux que le monde admire. Nous avons enseigné LES DROITS DE L'HOMME aux pauvres âmes, plongées dans les ténèbres, qui nous entouraient (2). »

West a choisi pour sujet d'un de ses tableaux, la scène de Shakamaxon; mais l'artiste, n'ayant reproduit fidèlement ni Penn ni les Indiens, ne peut exercer aucune influence sur l'historien (3). Le pinceau veut-il célébrer cet événement, il faut se représenter alors les chefs des tribus sauvages, à la stature noble, au maintien grave, réunis en conseil, sans armes; les vieillards sont assis par terre en demi-cercle; les

(1) Heckewelder, *Hist. Trans. Am. Phil. Soc.*, 176.

(2) Planter, *Discours*, 1684.

(3) Clarkson confirme les erreurs du peintre. Dans un excès peut-être superflu de scepticisme critique, je n'ai pas avancé un seul fait relatif à Penn en m'appuyant sur l'autorité de Clarkson, mais j'ai tout vérifié sur les sources et les documents originaux.

Digitized by Google

hommes d'un âge mûr sont rangés de la même façon derrière eux à quelque distance; enfin les jeunes habitants des forêts, placés au dernier rang, forment un troisième demi-cercle. William Penn est debout devant eux, dans tout l'éclat de l'été de la vie, son costume ne se distingue que par un baudrier, il est entouré de quelques amis, dont la plupart sont encore jeunes. Comme Anaxagoras, dont il aimait l'exemple, il indique le ciel, cette patrie paisible où se rendent non seulement les chrétiens, mais

« Où vont les âmes des païens,
« Qui vivent moins que nous, quoiqu'ils en sachent moins que nous. »

L'année suivante (1683), Penn assista souvent aux conseils et aux fêtes des Indiens. Il allait les visiter dans leurs cabanes, partageait leurs banquets hospitaliers et grossiers de glands rôtis, riait, badinait avec eux, et prenait part aux divertissements gymnastiques de ces hommes rouges pleins d'insouciance, de gaieté et de confiance. Il les entretenait de religion et il eut bientôt occasion de reconnaître qu'une peau cuivrée n'exclut pas l'instinct de la divinité. « Ce pauvre peuple sauvage croyait à Dieu et à l'âme sans le secours de la métaphysique. » Il fit vibrer dans le cœur des indigènes les fibres secrètes de la sympathie et les générations qui se succédèrent conservèrent le souvenir de sa bonté.

La paix régnait donc avec les naturels; la satisfaction des émigrants fut portée au comble par l'heureuse inauguration du gouvernement. Penn avait autorisé une assemblée générale des colons (1682); mais la population préféra envoyer des représentants; au bout de trois jours, l'œuvre législative préparatoire fut terminée à Chester. La charte émanée du roi ne comprenait pas les nouveaux territoires, le propriétaire, de concert avec les habitants, en prononça l'affranchissement et les réunit à la Pennsylvanie, sur le pied de

Digitized by Google

l'égalité des droits. La liberté de tous les habitants ainsi confirmée, les quakers, pour qui la voix intérieure était un messager céleste, eurent recours à elle pour formuler leur code. Dieu fut déclaré le maître exclusif de la conscience; le premier jour de la semaine, on le réserva comme jour de repos pour la facilité du travail. La règle de l'égalité s'introduisit dans les familles par l'abolition du droit d'aînesse. La parole d'un honnête homme put servir de preuve, sans serment. L'esprit désordonné de spéculation se vit neutralisé par un système rigoureux de responsabilité, appliqué aux facteurs et aux agents. Tout homme soumis aux charges civiques posséda le droit de suffrage; et tout chrétien, sans distinction de secte, fut éligible aux emplois. La loi seule eut mission de faire lever les impôts ou droits de douane. Le quaker est spiritualiste; on proscrivit donc tous les plaisirs sensuels, les mascarades, les festins, les spectacles, aussi bien que les combats de coqs ou de taureaux. Le meurtre fut le seul crime qui encourût la peine de mort. Le mariage fut considéré comme un contrat civil et l'adultère comme une félonie. Les quakers qui avaient subi d'injustes détentions, infligèrent au faux délateur le paiement de doubles dommages-intérêts. Toutes les prisons pour condamnés furent transformées en ateliers de travail. La taxe des pauvres et les dîmes furent proscrites. Les Suédois, les Finnois et les Hollandais se virent investis des mêmes libertés que les Anglais. Lawrence Cook put donc avec raison s'écrier à leur sujet : « C'est le plus beau jour que nous ayons jamais vu. » Lorsque l'œuvre législative fut achevée, le propriétaire donna quelques conseils religieux pressants à la Chambre (1) et l'assemblée s'ajourna.

(1) *Votes et mesures de la chambre des représentants de la province de Pennsylvanie.* Imprimé et vendu par B. Franklin, p. 7.

Digitized by Google

Le gouvernement organisé, William Penn se dirigea sans retard vers West River, accompagné de membres de son conseil, afin de faire échange de bonnes relations avec lord Baltimore et de fixer les frontières de leurs provinces respectives. Cet arrangement présenta beaucoup de difficultés. Lord Baltimore s'appuyant sur sa charte réclamait tout le pays jusqu'au quarantième degré. Penn insista, comme les Hollandais et les agents du duc d'York l'avaient toujours fait sur ce point, que la charte relative au Maryland comprenait exclusivement les terres encore inoccupées; que les rives de la Delaware avaient été achetées, appropriées et colonisées avant même que cette charte fût écrite. Pendant plus de cinquante ans ce pays avait été entre les mains des Hollandais et de leurs successeurs, et pendant toute cette période, les prétentions de lord Baltimore avaient toujours été repoussées. La réponse de Penn était vraie et conforme aux lois anglaises appliquées aux colonies. En 1623, les Hollandais avaient construit le fort Nassau dans le New-Jersey; Godyn avait acheté le sol du Delaware et De Vries l'avait colonisé avant que le roi Jacques n'eût fait aucune promesse à sir George Calvert. C'est sur cette base que reposaient les réclamations de Penn et leur exactitude avait déjà été soutenue à différentes reprises. Penn connaissait bien la justice de sa cause; cependant telle était la douceur de son naturel, qu'il se sentit porté à justifier la persistance qu'il mettait à défendre son droit. Ce n'était pas « par amour pour la terre, mais pour l'eau. » Des historiens ont mérité des reproches, pour avoir attribué à Penn la folie d'invoquer l'impétuosité de ses propres désirs comme un argument à l'appui de ses prétentions. Les lettres mêmes de Penn et les actes officiels (1) du comité du commerce et des colonies prouvent la

(1) *Votes et mesures*, XIII, etc.

Digitized by Google

sincérité des motifs qu'il invoquait; les voyages de De Vries et les documents du Maryland et de New-York en établissent la validité. Mais quelle serait la ligne de démarcation destinée à fixer les limites des Nouveaux Pays-Bas? C'était là une question qui restait à résoudre par compromis. Trois jours de discussion n'aboutirent à aucun résultat; Penn fatigué de ces débats inutiles, traversa la Chesapeake pour aller visiter des Amis à Choptank, puis revint dans sa province, prêt à renouer les négociations ou à se soumettre à l'arbitrage de l'Angleterre.

L'enthousiasme dont était animé William Penn entretenait son esprit surexcité dans un état d'activité incessante; il choisit alors un emplacement pour y établir une cité (1683); il acheta aux Suédois un terrain, dans une situation « qui n'était surpassée, » — telles sont ses expressions, — « par aucun des nombreux endroits qu'il avait vus dans le monde,» — or il avait vu les cités de l'Europe depuis Brême jusqu'à Turin. Là donc, sur une langue de terre située entre le Schuylkill et la Delaware, indiquée pour l'établissement d'une ville par la commodité du voisinage de deux cours d'eau, par la stabilité du sol, la pureté des sources, la salubrité de l'air, William Penn fonda Philadelphie, ce lieu de refuge, ce séjour de la liberté, ce foyer de l'humanité. Ses frères quakers virent flotter alors dans leur imagination d'agréables visions d'innocence et de bonheur. « Ici, » se disaient-ils, « nous pouvons adorer Dieu, en nous conformant aux prescriptions du principe divin et en restant à l'abri des erreurs surannées de la tradition; ici nous pouvons prospérer dans la paix et la retraite, au sein d'une nature vierge; ici nous pouvons nous améliorer en menant une vie pure sur un rivage vraiment élyséen. » Pourtant quelque vastes que fussent les espérances des humbles Amis, qui marquaient alors les limites des rues sur les châ-

Digitized by Google

taigniers, les frênes et les noyers de la forêt primitive, elles furent encore surpassées par la réalité. La Pennsylvanie unit les colonies du nord à celles du sud par des liens plus solides que tous les contrats; Philadelphie servit de lieu de naissance à l'indépendance américaine et fut le gage de l'Union.

Au mois de mars, la ville naissante qui ne pouvait guère compter qu'un petit nombre de maisons, autres que des troncs d'arbres creusés (1), fut témoin déjà de la réunion de la législature. Chacun des six comtés, qui composaient les États de Penn, avait fait choix de neuf représentants suédois, hollandais, et prédicateurs quakers du pays de Galles, de l'Irlande et de l'Angleterre, avec mission de formuler une charte de libertés. Ils désiraient que cet acte témoignât de la prospérité du Nouveau Monde et fût daté de Philadelphie (2). « Je ne ressemble pas à un égoïste vis-à-vis du peuple de cet endroit, » dit Penn, « la province a été fondée par mes peines et mes travaux; elle se trouve à présent entre les mains des amis. Notre foi est la même pour les uns et les autres, que Dieu soit à jamais notre conseiller. » Lorsque l'assemblée générale se réunit, il s'en rapporta au plan de gouvernement proposé en Angleterre, en disant : « Vous pouvez l'amender, le changer ou y faire des additions; je suis prêt à fonder toutes les institutions qui peuvent contribuer à votre bonheur. »

La constitution qui fut adoptée organisa un conseil législatif et une assemblée plus nombreuse que le conseil; celui-ci devait se composer de membres élus pour trois ans, avec renouvellement d'un tiers par an; quant à l'assemblée, elle était annuelle. On prescrivit la rotation des charges. D'après

(1) Watson, *Phil.*, 225.
(2) *Votes*, etc., p. 20.

Digitized by Google

le système de la constitution, le gouverneur et le conseil possédaient le droit d'initiative pour proposer toutes les lois; elles devaient ensuite être portées à la connaissance du peuple; le rôle assigné à l'assemblée se bornait à proclamer les décisions prises par le peuple dans ses assemblées primaires. Ainsi nulle loi ne pouvait se décréter que moyennant l'assentiment direct de la communauté entière. Tel était le plan de la charte des libertés. Mais il éprouva des modifications de la part de la législature même qui l'avait formé. L'assemblée posa comme précédent d'engager des débats et de proposer des projets de bill au moyen de conférences avec le gouverneur et le conseil. En revanche, elle accorda à l'unanimité au gouverneur (1) la faculté de ne pas approuver les actes du conseil; or semblable pouvoir constituait en réalité le droit d'annuler une loi quelconque. Il aurait été plus simple de laisser à l'assemblée pleine faculté de proposer les bills et au gouverneur un véto absolu. Ce fut réellement là le système adopté en 1683; il fut reconnu formellement dans la loi fondamentale de 1696. D'ailleurs, la charte émanée de Charles II rendait le propriétaire responsable de la législation de la colonie et aucun acte législatif provincial ne pouvait avoir d'autorité tant qu'il n'était

(1) « On permit que la demande dormît dans les papiers. » Gordon, p. 88. Comparez maintenant les *Votes et mesures*, p. 10 : « Proposé au vote de la chambre la question de savoir si le gouverneur aura l'avantage d'une voix prépondérante dans le conseil provincial et dans l'assemblée; quant au conseil provincial, la question fut résolue affirmativement, N. C. D. » Et encore : « L'assemblée a réclamé le pouvoir de proposer toutes les mesures législatives. Cela a été accordé. » Gordon, 79. Tel fut le résultat, mais non immédiatement. La demande de la chambre parlait « du privilége des conférences. » *Votes*, etc., p. 8. Comparez aussi les *Registres du conseil*, dans Hazard, I, 16, à la date du 15 mars 1683. La chambre des députés, sous Louis XVIII, pouvait demander au roi de présenter un projet de loi. Dans la réalité, la chambre obtint le droit d'initiative et Penn le droit de véto.

Digitized by Google

pas revêtu du grand sceau de la province. Qu'un droit de véto fût ainsi réservé à William Penn, c'était, je crois, l'opinion des colons de cette époque (1); à coup sûr, c'était l'intention de la charte royale et cela était nécessaire, à moins que la position de propriétaire, ne vînt à cesser. Sous tous les autres rapports, la nouvelle organisation gouvernementale donnait tout pouvoir au peuple; le conseil provincial devait nommer les juges, qui ne pouvaient être révoqués par le propriétaire pendant toute la durée de leur mandat, s'ils se comportaient bien (2). Sans la charge héréditaire de propriétaire, la Pennsylvanie aurait été une démocratie représentative. Dans le Maryland, c'était lord Baltimore qui nommait les membres du conseil; c'était le peuple, dans la Pennsylvanie. Dans le Maryland, le pouvoir de nommer les magistrats et tous les fonctionnaires de l'autorité exécutive, y compris même les agents subordonnés, appartenait exclusivement au propriétaire (3); dans la Pennsylvanie, William Penn ne pouvait nommer ni un juge de paix, ni un constable; le peuple ou ses représentants choisissait tous les fonctionnaires du pouvoir exécutif, excepté le plus élevé, et le gouverneur ne pouvait accomplir aucun acte officiel sans l'assentiment du conseil. Lord Baltimore tirait un revenu de l'exportation du tabac, la principale production du Maryland; sa colonie était accablée d'impôts. On offrit un revenu analogue à William Penn qui le refusa (4);

(1) *Votes*, etc., p. 21 : « A soumettre au grand sceau. »

(2) Comparez la première charte, section XVII, avec la seconde charte, section XVI; Proud, II, *App.*, 13, 25. L'auteur de la *Revue trim. amér.*, V, 416, interprète la nouvelle clause dans un sens absolu et exact, au point de vue des expressions modernes en usage. Penn et le conseil ne le firent pas ainsi. Témoin la commission donnée aux juges, dans Proud, I, 287 : « Cette commission sera valable *pour deux ans.* »

(3) Mac Mahon, 156.

(4) Penn à une société de commerçants.

Digitized by Google

aussi les collecteurs de taxe restèrent inconnus dans sa province.

L'assemblée accueillit avec reconnaissance cette charte au nom de tous les hommes libres de la province, comme une charte qui conférait « plus de liberté qu'on ne s'y attendait (1). » « Je voulais, » dit William Penn, « montrer des hommes aussi libres et aussi heureux qu'ils peuvent l'être (2). » Au déclin de la vie (1710), son cœur conserva toujours les mêmes sentiments. « Si dans les relations qui existent entre nous, » écrit-il dans sa vieillesse, « le peuple a besoin de quelque chose de ma part, qui puisse le rendre plus heureux, je suis tout prêt à le lui accorder (3). »

Lorsque Pierre le Grand, réformateur de la Russie, assista en Angleterre à une réunion de quakers, ce philanthrope demi-barbare ne put s'empêcher de s'écrier : « Qu'une société gouvernée par leurs principes doit être heureuse ! » « C'est beau ! » dit à son tour le philosophe Frédéric de Prusse, en lisant, cent ans plus tard, un exposé des institutions gouvernementales de la Pennsylvanie; « c'est parfait, si cela peut subsister (4). » Les Palatins avaient décrété l'immutabilité et l'immortalité de la constitution que Locke avait imaginée pour la Caroline, et cependant, elle n'obtint jamais qu'une existence précaire et partielle; Penn, lui, laissa au peuple de sa province la faculté de détruire ou de changer l'organisation du gouvernement et pourtant les principes essentiels en sont restés debout jusqu'à ce jour sans éprouver de modifications.

Telle fut l'origine du pouvoir populaire dans la Pennsyl-

(1) *Votes*, etc., 21.
(2) Watson, 20.
(3) Watson, 29 ; Proud, II, 45.
(4) Herder, XIII, 116.

Digitized by Google

vanie et le Delaware. Restait encore à déloger la superstition de ses retranchements dans l'intelligence. Les émigrants scandinaves étaient sortis de leurs forêts natives, l'imagination obscurcie par la sombre crainte d'un monde invisible d'ennemis; une femme séditieuse se vit traduite en jugement comme sorcière. Penn présidait, et les quakers surpassaient les Suédois en nombre dans le jury (1684). On débattit les charges de l'accusation; on interrogea les témoins avec calme; puis le jury, après avoir entendu le gouverneur soutenir l'accusation, rendit le verdict suivant : « La prisonnière est coupable aux yeux de l'opinion publique d'être sorcière, mais elle n'est pas coupable du chef des faits imputés. » Les amis de l'accusée mise en liberté furent requis de fournir caution qu'elle ne troublerait plus la paix; et à partir de ce jour, on ne vit plus jamais, dans les domaines de Penn, ni démon, ni sorcière traverser les airs sur un manche à balai ou sur un bouc; l'art funeste des conjurations se borna à prédire la bonne aventure, à marmotter quelques paroles magiques sur des remèdes de charlatan, ou à découvrir, au moyen d'une baguette enchantée, les trésors cachés des boucaniers (1).

Sur ces entrefaites, le bruit se répandit à l'étranger (1683-1688) que William Penn, le quaker, avait ouvert « un asile aux gens de bien et aux opprimés de toutes les nations; » aussi un souffle d'humanité se répandit à travers l'Europe et contribua à recueillir les enfants de l'infortune. Des émigrants venant de l'Angleterre et du pays de Galles (2), de l'Écosse et de l'Irlande, ainsi que des Pays-Bas, se rendirent en foule dans la Terre de promission. On se redit à voix basse sur les bords du Rhin que les plans de Gustave

(1) Hazard, *Registre*, I, 16, 108, 289.
(2) *Ibid.*, VI, 238, 239.

Digitized by Google

Adolphe et d'Oxenstiern étaient enfin réalisés ; de nouvelles compagnies se formèrent sous de meilleurs auspices que celles des Suédois et la pauvre population des montagnes situées au dessus de Worms, qui avait été touchée par l'éloquence de Penn, l'émissaire quaker, abandonna ses foyers en Allemagne pour aller se placer sous la protection du roi quaker. L'histoire de la race humaine ne présente rien de comparable à la confiance qu'inspiraient les simples vertus et les institutions de William Penn. La marche progressive de sa province fut encore plus rapide que celle de la Nouvelle Angleterre. Au mois d'août 1683, « trois ou quatre petites cabanes composaient la ville de Philadelphie (1) ; » les lapins vivaient encore en paix dans leurs terriers héréditaires; le daim bondissait sans crainte au dessus des arbres qui flambaient et ne se doutait guère des rues que l'on projetait de tracer ; l'étranger qui s'éloignait des bords de la rivière, se perdait dans l'épaisseur d'une interminable forêt; et pourtant deux ans plus tard, près de six cents maisons couvraient cet emplacement (2), le maître d'école et l'imprimeur avaient commencé leurs travaux (3). Pendant les trois années qui suivirent sa fondation, Philadelphie prit plus de développement que New-York après un demi-siècle d'existence. Ce fut le moment le plus heureux de la vie publique de William Penn (1684). « Je dois le dire sans vanité, » — c'est ainsi qu'il s'exprimait dans son légitime orgueil, — « j'ai fondé en Amérique la plus importante colonie que jamais personne ait osé fonder, en ne m'appuyant que sur son crédit privé, et les débuts les plus heu-

(1) Pastorius, dans Watson, 61.
(2) Turner, dans Watson, 67.
(3) *Archives du conseil*, dans Haz., *Reg.*, I, 16 ; Thomas, *Hist. de la presse*, II, 8 9 ; *Archives du conseil*, dans Proud, I, 345.

Digitized by Google

reux qui aient jamais couronné une pareille entreprise, c'est chez nous qu'on peut les trouver (1). »

La mission de William Penn était terminée; il avait organisé le gouvernement, conclu la paix avec les indigènes, établi les lois fondamentales et institué les cours de justice. Comme Solon, le plus humain des anciens législateurs, il se prépara alors à quitter la république dont il avait assuré le bonheur. Après avoir confié le grand sceau à son ami Lloyd et le pouvoir exécutif à un comité choisi dans le conseil, Penn s'embarqua pour l'Angleterre, laissant à la liberté le soin de se développer elle-même. Son départ fut également favorable à sa colonie et à sa tranquillité personnelle. Il avait fondé une démocratie tout en étant lui-même un souverain féodal. Ces deux éléments dans le gouvernement étaient incompatibles; aussi, l'histoire civile de la Pennsylvanie ne nous offre-t-elle, pendant quatre-vingt-dix ans, que le récit des contestations provenant de ces intérêts opposés, et auxquelles il ne pouvait y avoir d'heureuse issue que dans l'indépendance du peuple. De violentes collisions n'avaient pourtant pas encore éclaté; le bienveillant Penn put donc formuler à son peuple des adieux que n'obscurcissait aucune appréhension. « Mon affection et ma vie sont à vous, et avec vous; aucune mer ne peut éteindre ces sentiments, aucune distance ne peut y mettre fin. J'ai été avec vous; j'ai pris soin de vous, et je vous ai servis avec un dévouement sincère; je vous aime et vous m'êtes chers au delà de toute expression. Je vous bénis au nom et par la puissance du Seigneur; que Dieu répande la justice, la paix et l'abondance sur vous dans toute cette terre. » — « Vous êtes venus dans un pays paisible; la liberté et l'autorité sont entre vos mains. Gouvernez au nom

(1) *Penn à Halifax*, dans Watson, 19.

Digitized by Google

de celui sous lequel les princes de ce monde tiendront un jour à honneur de gouverner dans leurs places. » — « Et toi, Philadelphie, ville vierge de cette province, mon âme prie Dieu pour toi, afin que tu puisses être debout au jour du jugement, et que tes enfants méritent la bénédiction du Seigneur. » — « Chers amis, mon amour vous salue tous. »

A son retour en Angleterre, Penn assura à ceux qui s'empressaient de prendre des informations, que « les choses marchaient d'une manière satisfaisante chez les Amis dans la Pennsylvanie; qu'ils croissaient d'une manière remarquable en avantages extérieurs et en sagesse. »

Le comité du commerce et des colonies reprit sans retard la question des frontières entre les États de lord Baltimore et ceux de William Penn (1685) : après plusieurs audiences il fut décidé que la contrée de Delaware ne faisait pas partie du Maryland. Les limites précises de ce territoire restèrent à déterminer; la démarcation actuelle du Delaware s'établit donc par un compromis. Il n'y a pas lieu de supposer la moindre propension à l'injustice de la part des membres du comité (1); si on avait suspecté quelque tort chez eux, leur décision aurait été annulée après la révolution de 1688.

(1) L'assertion contenue dans le texte est avancée avec intention. Les preuves s'en trouvent en partie dans les *Votes et mesures*, XV, etc. Dans les questions de propriété, comme telles, Jacques II était d'une scrupuleuse honnêteté. La raison que Penn invoquait était exacte. Pour l'affaire, en 1737, voyez Haz., *Reg.*, II, 200. A cette discussion se rattache le pamphlet plus exact que d'ordinaire, intitulé : *Court récit du premier établissement des provinces de Virginie, Maryland, New-York, New-Jersey et Pennsylvanie*, 1735. Les autorités sont énumérées p. 14. L'allégation relative au commencement du 40e degré n'est pas une allégation de William Penn et elle est injuste en elle-même. Comparez J. Dunlap, *Mémoire*, dans *Mém.*, P. H. S., I, 161-196. « Pareille assertion semble à l'abri de la discussion. » P. 171. Les archives d'Albany et du Maryland, et le *Voyage* de De Vries changent cette apparence en certitude. Voir *Penn à North, Rochester et Halifax*, dans *Mém.*, P. H. S., I, 412-422.

Digitized by Google

Cette sentence servit de base à un arrangement conclu par les héritiers respectifs des deux propriétaires en 1732. Trois années plus tard, la question fut débattue devant la cour de la Chancellerie; en 1750, lord Hardwicke décréta les frontières actuelles; on les détermina plus exactement, dix ans après, dans un nouvel arrangement, et, en 1761, Mason et Dixon tracèrent la ligne qui sépare à l'ouest le Maryland et la Pennsylvanie. Si cette ligne forme la division actuelle des États reposant sur le travail libre et des États où l'esclavage est toléré, il faut l'attribuer, non à la philanthropie des quakers seule, mais au climat. Le Delaware est situé sous les mêmes parallèles que le Maryland, et le quakérisme ne l'a pas exempté de l'esclavage des nègres.

Le soin de ses propriétés coloniales n'absorba pas complétement l'enthousiasme de Penn; et maintenant que l'ami de son père avait succédé au trône, il employa sa fortune, son influence et sa réputation à faire triompher cette liberté « IMPARTIALE » de conscience, que, pendant près de vingt ans (1) il avait soutenue, avec Buckingham et Arlington; devant les magistrats de l'Irlande et les jurys anglais, dans la Tour et à Newgate, au sein de la Chambre des communes d'Angleterre et dans des discussions publiques avec Baxter et les presbytériens, dans les assemblées des quakers à Chester et à Philadelphie et devant le monde entier par la presse. C'était son ancien poste, — la mission à laquelle il fut fidèle depuis sa jeunesse jusqu'à sa vieillesse. Quinze

(1) Penn, dans Proud, I, 325. De même Penn, dans son *Apologie* écrite de sa main. Celle-ci m'a été communiquée en manuscrit par J. F. Fisher, qui depuis l'a fait imprimer. C'est un très honorable devoir que de rendre justice à l'illustre mort. Mon ami a écrit sur Penn avec intérêt et attachement et pourtant avec un esprit de critique consciencieuse. La vraie critique ne consiste pas dans un scepticisme absolu pour tout ce qui respire l'exaltation.

Digitized by Google

mille familles s'étaient vues ruinées depuis la restauration pour crime de dissidence; cinq mille personnes étaient mortes victimes de la captivité. Le nouveau monarque se laissa persuader d'exercer sa prérogative de faire grâce; et par l'intercession de Penn, pas moins de douze cents Amis purent sortir (1686) des horribles cachots où beaucoup d'entre eux languissaient sans espoir depuis des années. Penn était heureux de faire le bien. Sa maison était assiégée par des flots de solliciteurs, parmi lesquels se trouvèrent des envoyés du Massachusetts (1); quelquefois plus de deux cents personnes le privaient en même temps d'employer en leur faveur ses bons offices, si désintéressés, auprès du roi. Il obtint une promesse d'exemption (2) pour Locke qui, partisan zélé de la liberté intellectuelle, s'était exilé volontairement; mais, le philosophe irréprochable, fort de son innocence, repoussa cette faveur avec un légitime orgueil. Au moment donc où le catholique romain Fénelon plaidait, en France, pour les protestants contre l'intolérance de Louis XIV, le protestant Penn travaillait, en Angleterre, à délivrer les catholiques romains des persécutions d'une aristocratie jalouse. Réclamant pour le pouvoir exécutif du pays la prérogative d'employer toutes les personnes « suivant leurs capacités et non d'après leurs opinions, » il s'efforça d'obtenir le rappel de toutes les mesures d'exclusion du chef d'opinions. Toujours partisan de la liberté établie par les lois, sans cesse disposé à retrouver les traces de la liberté anglaise, et à revendiquer le droit du « libre peuple saxon à n'être gouverné que par les lois dont il est lui-même

(1) Lambeth, MS. communiqué par Francis L. Hawks.

(2) Mackintosh, p. 289. L'édition américaine renvoie à Clarkson. La primitive autorité pour ce fait est Le Clerc, de qui elle a passé dans la *Biographia Britannica*.

Digitized by Google

l'auteur (1), » il dépensa toutes les forces de son âme à réaliser ce plan au moyen du Parlement, pendant le règne de Jacques II; car il savait bien que le prince d'Orange était engagé dans une politique moins libérale. Les écrits politiques « de l'archi-quaker » respirent la sagesse calme et l'universalité de lord Bacon; en ce qui concerne la liberté de conscience, ils rattachent admirablement les principes immuables de la nature humaine et des droits de l'homme au caractère et à l'origine de la liberté anglaise, ils épuisent la question, en tant que faisant partie de la législation anglaise. Penn s'opposa aux mesures tyranniques dirigées contre le collége de la Madeleine et exprimait pourtant le vœu de ne pas voir les universités entièrement fermées aux dissidents. Personne n'était plus opposé que lui, en Angleterre, à la domination catholique romaine; mais, ami sincère de la vérité, et bien persuadé que George Fox et lui gagneraient plus de partisans que Jacques II et le pape, avec toute leur protection, il ne demandait, pour soutenir la controverse avec l'Église romaine, rien de plus que l'égalité. Il savait que le papisme était, en Angleterre, le parti du passé et, que par des motifs puisés au cœur même de la société, il ne pouvait être restauré; voilà pourquoi il tournait en ridicule la terreur qu'inspirait le papisme et la comparait à un épouvantail destiné seulement à effrayer les enfants (2). L'antipathie de l'Angleterre pour le siége de Rome était si forte, qu'il prédit comme certain le triomphe de l'église anglicane, si elle continuait à travailler avec le même zèle : mais il prévoyait également, un résultat plus tardif, c'est que les catholiques, devenant à leur tour les champions de la

(1) Penn, III, 220 et 273, 274.

(2) Penn, II, 580. Penn connaissait le motif secret. « Le temps, qui instruit les enfants, apprendra au monde la signification de cette frayeur. »

Digitized by Google

liberté civile, s'uniraient à ses autres défenseurs et finiraient par affaiblir et renverser l'épiscopat anglais (1). Penn ne donna jamais de conseils contraires aux droits du peuple. Il s'opposa à l'emprisonnement des évêques dans la Tour et, le jour de la naissance du prince de Galles, il engagea instamment le roi à les mettre en liberté (2). Sa correspondance privée prouve qu'il regardait le Parlement (3) comme le seul pouvoir au moyen duquel il pouvait atteindre son but ; dans un véritable esprit de liberté démocratique, il cherchait à faire pénétrer ses principes dans l'intelligence du peuple, afin que ceux-ci, grâce à la libre conviction de ses concitoyens, pussent trouver place dans le livre des statuts. L'Angleterre reconnaît aujourd'hui sa sagacité et rend hommage à son génie. Il vint trop tôt pour réussir et il le savait bien. Après plus d'un siècle, on commença graduellement à rapporter les lois qu'il avait reprouvées ; et le principe qu'il avait développé, certain de l'immortalité, établit lentement mais solidement son influence sur la législation de la Grande Bretagne.

(1) Penn, II, 575-578.

(2) « Cet excellent homme se prêta aux mesures du roi. » Mackintosh, 290. Voilà ce que disent les modernes. Voici maintenant ce que dit une autorité contemporaine, M. Lawton, *Mémoire de William Penn*, dans *Mém.*, P. H. S., III, p. II, p. 230, 231 : « Penn fut opposé à l'emprisonnement des évêques. » — « Il engagea avec instance le roi à les mettre en liberté. »

(3) « Je me réjouirais de voir les lois pénales *abolies*. » *Penn à Harrison*, dans Proud, I, 308. Burnet dit que Penn promit, par considération pour le roi Jacques II, de donner son assentiment à une *loi* solennelle et immuable. Toute la mission accordée au prince d'Orange est basée sur un acte présumé du parlement. Burnet, II, 395, 396. Comparez Penn, dans Proud, I, 325. Le *Bon avis à l'église d'Angleterre*, Penn, II, est un argument pour le rappel des lois pénales et du test. Quel meilleur moyen pour arriver à la législature que de recourir à une adresse au public ? Comparez la propre apologie de Penn, dans *Mém.*, P. II. S., III, P. II, et la lettre à Shrewsbury, dans l'*Ami*, VI, 194.

Digitized by Google

Les relations politiques de Penn l'exposèrent aux reproches de ses compatriotes après la chute des Stuarts; et les partisans du test, qui comprenaient presque tous les membres des deux partis politiques, entre lesquels l'Angleterre se divisa bientôt, se sont généralement montrés hostiles à sa bonne renommée. Mais leur mauvais vouloir n'a pas eu d'effet durable. Il ne manque pas de gens qui croient que le grand nombre est le juge le plus compétent de ce qui est beau; les quakers, eux, considèrent la multitude comme le meilleur arbitre du juste et du vrai. Il est certain qu'elle, et elle seule, est la dispensatrice de la gloire ! Sa décision finale, c'est librement qu'elle la donne, et rien ne peut ébranler cette décision. On a dirigé contre Penn toute espèce d'accusation d'hypocrisie, d'égoïsme, de vanité, de dissimulation, de confiance crédule; on lui a prodigué toutes les formes de blâme, depuis les violentes invectives jusqu'à l'apologie froide (1), tous les noms outrageants, depuis ceux de Tory et de Jésuite jusqu'à ceux de blasphémateur et d'incrédule; mais la candeur de son caractère a toujours triomphé de la calomnie. Sa mémoire s'est conservée avec amour comme un souvenir de famille dans les cabanes du pays de Galles et de l'Irlande et parmi les paysans de l'Allemagne; pas un habitant des wigwams qui s'élevaient entre la Susquehannah et l'Océan n'a douté de son intégrité. Sa renommée est maintenant aussi vaste que le monde; il est du petit nombre de ceux qui se sont acquis une gloire impérissable.

Fut-il heureux? Avant de s'engager dans son entreprise en Amérique, il avait compromis son patrimoine pour secourir les quakers dans la souffrance; son zèle pour ses provinces coloniales l'entraîna dans des dépenses qui dépas-

(1) Mackintosh, *Hist. de la rév.*, 290, édit. américaine.

Digitized by Google

sèrent ses revenus ; sa philanthropie, par l'établissement du pouvoir populaire, le laissa sans ressources ; et celui qui avait été si souvent emprisonné pour motif de religion se vit détenu pour dettes dans sa vieillesse. Mais qu'y a-t-il de plus terrible que le remords? qu'y a-t-il de plus doux que l'approbation de la conscience? William Penn fut heureux. « Il pouvait le dire devant le Seigneur, il avait l'avantage d'avoir fait un bon emploi de son intelligence et de ses capacités (1). »

Pendant ce temps les législateurs quakers des forêts de la Pennsylvanie accomplissaient leur apprentissage en fait de confection de lois populaires. Se plaindre, récriminer, instituer des comités d'enquête, faire comparaître des personnes, rechercher des papiers, se disputer avec le pouvoir exécutif, — tout fut essayé et tout sans préjudice durable. Pourtant le caractère des partis devenait déjà manifeste ; et le peuple, par une pente irrésistible, en arriva à former le dessein arrêté d'affaiblir les revenus de son souverain féodal et de restreindre le peu d'autorité qui lui restait (2). Penn s'était réservé des portions considérables de territoire, comme propriété privée; lui seul pouvait acheter des terres aux naturels et il se réservait des redevances sur les biens qu'il vendait. Pendant près d'un siècle, la Pennsylvanie chercha à entamer ce droit exclusif de préemption et à rendre obligatoire l'affectation, au moins en partie du revenu provenant des redevances au service public. La jalousie des colons à l'égard de leur chef féodal se montra

(1) Penn, dans Proud, I, 291.

(2) La *Revue historique*, attribuée à Franklin et beaucoup citée par les ennemis de la gloire de Penn, est un écrit politique peu sincère et partial. Le but de l'auteur, dans ce livre, ce n'est pas la vérité, c'est la victoire. Le fond historique se trouve bien mieux dans les documents originaux que l'auteur cite. Le jugement de Tyson sur cet écrit est exact.

Digitized by Google

de bonne heure et devint persistante. Le premier qui publia un almanach pennsylvanien (1686) fut blâmé pour avoir désigné Penn comme un lord (1). L'assemblée prit sans scrupule l'initiative de plusieurs bills; elle tenta une nouvelle organisation de l'ordre judiciaire (1685); elle alarma les marchands par sa douceur à l'endroit des débiteurs; elle ne voulut pas voter d'impôts; elle réclama le droit d'inspecter les archives et de placer les fonctionnaires des cours (1686); elle expulsa un membre qui lui avait fait remarquer qu'elle contrevenait aux clauses de la charte (2). Le pouvoir exécutif de son côté était aussi imparfaitement exercé; car le conseil tout entier formait un corps trop nombreux pour en permettre le fonctionnement régulier. On y substitua une commission de cinq membres (3); finalement, lorsqu'il fut résolu de nommer un lieutenant-gouverneur (4), le choix du propriétaire ne se fit pas avec prudence (1687-1688). En un mot, la folie et la passion, tout aussi bien que la justice et la sagesse, s'étaient donné franc jeu sur les bords de la Delaware et s'appliquaient d'une façon désespérante à exercer leurs priviléges. Libre carrière était ouverte à tout ce que des enthousiastes pouvaient proposer comme étant des oracles du ciel, à tout désir égoïste qui pouvait germer sous le vêtement de quaker. Pourtant la douce lumière de la prospérité s'éleva dans sa sérénité au dessus des petits nuages de mécontentement et les passions fougueuses de ces jeunes apprentis législateurs s'évanouirent lors de la prorogation de l'assemblée (5) Un

(1) Hazard, *Registre*, I, 16.
(2) *Votes et mesures*, 32, etc.
(3) Doc. dans Proud, I, 305.
(4) Hazard, *Registre*, III, 104, 105; I, 443.
(5) *Votes et mesures*, 35, 36 et 47 : « Témoignage de reconnaissance pour la bonté de Dieu et du conseil, » du 19 mars 1688, adopté à l'unanimité.

Digitized by Google

beau champ avait été ouvert à la liberté et à la justice et leur salut était assuré (1).

La paix également ne fut pas troublée. Un jour, à la vérité, le bruit se répandit que cinq cents Indiens s'étaient réunis sur la Brandywine pour concerter un massacre. Aussitôt Caleb Pusey se dirigea, suivi de cinq amis, vers le lieu du danger présumé, sans se munir d'aucune arme. Le sachem repoussa avec indignation le rapport calomnieux, et l'on débattit et calma les légers griefs de la tribu. « Le grand Dieu, qui a créé tous les hommes, accorde son amour aux Indiens aussi bien qu'aux Anglais. La pluie et la rosée fécondent également les champs des uns et des autres; le soleil luit de même pour nous tous; nous devons donc nous aimer tous les uns les autres. » Telle fut la diplomatie de l'envoyé quaker. Le roi des Delawares répondit : « Ce que vous dites est vrai; retournez chez vous et moissonnez le blé que Dieu vous a donné. Nous ne voulons vous causer aucun préjudice. »

L'homme blanc et le peau-rouge s'étaient promis une affection mutuelle. Mais le blanc accorderait-il également son affection au noir et repousserait-il l'hommage de l'Africain? Ceux qui ont écrit que William Penn était possesseur d'esclaves, se sont trompés en lui attribuant un achat fait quelques années après sa mort par son fils (2). Le premier acte public posé par lui concernant les nègres, déclarait que « la société de commerçants, si elle employait des noirs comme serviteurs, devait les affranchir au bout de

(1) Le blâme de Tyson sur Chalmers et autres, dans *Mém.*, P. H. S., II, part. II, p. 140, 141, est à mon avis parfaitement fondé. C'est le langage d'un investigateur consciencieux. Tout l'*Examen* est un document plein de dignité.

(2) Corrigez Matlack, dans *Mass. Hist. Coll.*, XVIII, 185, et Watson, 534, par le récit exact et très concluant des faits tracé par Job R. Tyson sur la colonie de Pennsylvanie, II, 21-23.

Digitized by Google

quatorze ans. » Plus tard William Penn s'efforça d'assurer aux Africains une éducation morale et intellectuelle ainsi que les droits et le bonheur de la vie domestique. Ses efforts n'eurent pas de succès, car il ne pouvait inspirer complétement ses sentiments philanthropiques à la législature de sa province. Relativement à l'esclavage des nègres, l'esprit des Allemands s'était moins laissé subjuguer par le préjugé, parce que l'Allemagne n'avait encore jamais pris part au commerce des esclaves. La colonie suédoise et allemande de Gustave-Adolphe s'était proposé de ne compter que sur le travail libre. Si l'assemblée générale des quakers différa pendant quelque temps de prendre une décision positive, déjà, en 1688, « les cœurs humbles » de Kirchheim, « la petite poignée » d'amis allemands des montagnes des bords du Rhin, en était venu à proclamer qu'il n'était pas permis à des chrétiens d'acheter ou de garder des nègres esclaves.

Cette décision des émigrants allemands sur l'esclavage des nègres fut prise pendant la vie de George Fox, qui ne reconnaissait aucune distinction de races. Que votre lumière éclaire les Indiens, les noirs et les blancs, » tel fut le message qu'il envoya aux quakers du Delaware (1690). Il était toujours attaché de cœur aux établissements dont il avait été le pionnier; aussi quelques semaines avant sa mort, il exhorta les amis d'Amérique à être la lumière du monde, le sel destiné à préserver la terre de la corruption. La convoitise, ajoute-t-il, est de l'idolâtrie, et il les supplie de se tenir en garde contre cette « idole à laquelle tant d'hommes sacrifient toute moralité et tout sentiment d'humanité. »

A son lit de mort (1691), le vénérable apôtre de l'égalité, s'éleva au dessus des craintes de la mort et, regardant ce changement comme trop important pour en faire mention, il tourna ses pensées vers le Nouveau Monde. La Pennsylvanie, le Delaware, la partie occidentale du New Jersey, puis alors

Digitized by Google

Rhode Island et jusqu'à un certain point la Caroline du Nord, formaient des États quakers; à l'instant où l'esprit de Fox se réveillant de son séjour dans les ténèbres, allait échapper à l'exil de l'humanité déchue, ses dernières paroles, pour ainsi dire, furent : « Songez aux pauvres amis d'Amérique. » Les œuvres de Fox font son éloge. Ni le temps, ni la distance ne peuvent empêcher de rester en communauté d'esprit avec lui. William Penn composa en son honneur cette courte épitaphe : « Bien des fils de la terre se sont vertueusement conduits en ce jour, mais toi, cher George, tu les as tous surpassés. »

Les principes de Fox étaient-ils donc excellents? Nous allons voir un système tout opposé se développer dans les possessions du duc d'York.

Digitized by Google

CHAPITRE XVII.

JACQUES II CONSOLIDE LES COLONIES SEPTENTRIONALES.

Le pays qui, après la seconde conquête des Nouveaux Pays-Bas, fut de nouveau concédé au duc d'York (1674), comprenait la contrée limitrophe de la Nouvelle Angleterre, depuis le Kennebec jusqu'au fleuve de Sainte-Croix, s'étendait sans interruption jusqu'au Connecticut et était limité au sud par le Maryland. Nous avons actuellement à retracer l'historique de la tentative faite pour consolider toute la côte septentrionale de la Delaware.

La charte émanée du roi confirmait toutes les ordonnances que pourrait prendre le duc d'York ou ses délégués; et Edmond Andros, le gouverneur, n'était laissé responsable de l'administration de la justice et des revenus publics, et de la législation, que vis-à-vis de la conscience et de son supérieur. Il avait reçu pour instructions de faire preuve de toute l'humanité et la douceur compatibles avec l'exercice du pouvoir absolu, et de ne recourir aux châtiments que

Digitized by Google

comme moyen de terreur, non comme occasion d'exercer des cruautés préméditées. Le dernier jour d'octobre, les représentants des Hollandais lui firent la remise de la colonie et il y rétablit aussitôt l'autorité absolue du propriétaire. Les habitants de la partie orientale de Long Island prirent la résolution, dans des réunions locales, de se rattacher au Connecticut; mais, comme la charte ne pouvait se plier à leur décision, et qu'ils ne voulaient pas être déclarés rebelles, ils se soumirent à New-York.

L'été suivant, Andros, suivi de plusieurs sloops armés, s'avança vers le Connecticut, afin de faire prévaloir ses droits de juridiction aussi loin que le fleuve s'étendait (1675). A la première alarme l'assemblée fut convoquée par William Leet, le lieutenant-gouverneur de la colonie, homme déjà avancé en âge, l'un des sept piliers de l'église de Guildford, qui avait été élevé en Angleterre pour devenir homme de loi, républicain rigide, accordant l'hospitalité même aux régicides. L'assemblée vota à l'unanimité une proclamation qu'on fit parvenir par exprès à Bull, capitaine de la compagnie, sur la fermeté duquel reposait l'indépendance de la petite colonie. Le document arriva à sa destination au moment même où Andros, arborant le pavillon royal, sommait le fort Saybrook de se rendre. Immédiatement flottèrent dans la forteresse les couleurs anglaises. Andros, désespérant de la victoire, essaya de réussir par la persuasion. Ayant obtenu de descendre à terre avec sa suite personnelle, il prit un ton d'autorité et ordonna, au nom du roi, de lire la patente du duc ainsi que sa propre commission, Au nom du roi, il reçut l'ordre de se désister de son entreprise; les fermiers et les pêcheurs, qui composaient les troupes de la colonie, tinrent ainsi Andros en respect. Celui-ci qualifia leur proclamation de chose insignifiante et de mauvais procédé en présence de ses dispositions bienveillantes. La milice de Saybrook

Digitized by Google

l'escorta ensuite jusqu'à son bateau et le vit mettre à la voile pour Long Island. Le Connecticut, irrité de cette agression, fit une déclaration de ses griefs, la fit revêtir du sceau de l'État et l'envoya aux plantations voisines.

A New-York même, Andros rencontra à peine un meilleur accueil (1676) qu'à Saybrook; car ce serviteur complaisant du duc d'York rebutait toute allusion à des assemblées et levait des droits de douane sans le consentement du peuple. Mais les puritains de Long Island ayant réclamé un gouvernement représentatif comme un droit naturel et inaliénable pour tous les Anglais, et la population entière s'étant soulevée contre le système en vigueur, comme étant tyrannique, le gouverneur, qui personnellement était exempt de mauvaises intentions, conseilla à son maître de concéder des immunités législatives.

Le stupide Jacques II, alors duc d'York, doué d'un bon tempérament et d'une organisation d'athlète, était patient dans les détails, mais singulièrement inapte à saisir les principes généraux, sachant travailler avec une activité lente, mais incapable de conformer sa conduite à une règle générale. Il raisonnait avec justesse dans d'étroites limites; mais sa perspicacité ne s'étendait pas fort loin. Sans sympathie pour la multitude, il ne pouvait désarmer les caractères et était facilement dupe de l'intrigue et de la fourberie. Sa fidélité au roi n'était que du dévouement pour la prérogative dont il espérait hériter un jour. Brave en face de dangers prévus, un accident inattendu le laissait plongé dans une pusillanimité sans ressources. Il gardait scrupuleusement sa parole, à moins qu'elle n'impliquât des rapports trop compliqués pour que son intelligence pût facilement les saisir. La religion de l'esprit est une force libératrice, elle élargit et élève l'âme; un culte formaliste, voilà ce qui présentait de l'analogie avec l'intelligence de Jacques; assister

Digitized by Google

à la messe, bâtir des chapelles et compromettre la royauté pour un rosaire, tout cela était à sa portée; mais il n'avait pas la moindre perception claire de la vérité religieuse. La liberté de conscience, cette idée toujours si noble, se tenait encore alors sur le seuil du monde, attendant qu'on l'y introduisît (1677). Il n'y avait que des esprits exaltés, comme Royer Williams et Penn, Vane, Fox et Bunyan, qui allassent à sa rencontre pour la bien accueillir; mais pas un de ses rayons ne pénétra dans l'âme de Jacques, dont la politique égoïste, incapable de conquérir immédiatement la domination pour ses prêtres persécutés et son confesseur, sollicitait au moins la tolérance. Après avoir séduit une femme par une promesse de mariage, il permit ensuite qu'on la décriât comme s'étant abandonnée fréquemment à la prostitution, puis il l'épousa; il avait de la conscience, mais le sens moral était aussi lent chez lui que le jugement. Il n'était pas sanguinaire; mais pour un esprit étroit, inspirer la crainte semble le moyen de gouvernement le plus puissant, et il donna pour appuis à son trône le billot et la potence. Libertin sans amour, dévot sans spiritualisme, défenseur de la tolérance, sans le sentiment du droit naturel à la liberté de conscience, la force musculaire prévalait en lui sur l'activité intellectuelle. Il flottait entre la sensualité et la superstition, hasardant le ciel pour une vilaine maîtresse et le regagnant ensuite, à la grande joie des abbés et des nonnes, en déchirant sa chair avec des pointes de fer et en ne mangeant pas de viande le samedi. Le duc de Buckingham disait avec raison des deux frères, que Charles ne voulait pas voir et que Jacques ne le pouvait pas. Le duc d'York trahit tout son caractère dans sa réponse suivante à Andros :

« Je ne puis m'empêcher de redouter que les assemblées n'amènent de dangereuses conséquences; rien n'est plus

Digitized by Google

connu que la propension de ces corps à s'attribuer des priviléges nombreux qui, dans leurs mains, bouleversent ou très souvent troublent la tranquillité du gouvernement. Je ne vois pas d'ailleurs à quoi on peut les employer. Les abus qui ont besoin d'être redressés sont assurés de l'être dans les assises trimestrielles ou par les voies légales et ordinaires, ou, en dernier ressort, par des appels à moi-même. Cependant je suis prêt à examiner toutes les propositions que vous m'enverrez. »

Andros se hâta de revenir en Angleterre, en novembre, quelques mois après avoir pourvu par l'érection d'une forteresse, munie d'une garnison considérable, à la défense de la province de Sagadahock, c'est à dire, de la partie du Maine située au delà du Kennebec ; mais il ne put ouvrir les yeux au duc et avant de retourner en Amérique (1678), il reçut l'ordre de continuer à lever les taxes qui, hors de la reddition des Nouveaux Pays-Bas, avaient été établies pour trois ans. L'année suivante (1679), le revenu se trouva légèrement augmenté. Sur ces entrefaites, on irrita les calvinistes hollandais, en cherchant à entraver la discipline de l'église hollandaise réformée, cependant il faut ajouter que les impôts sur les articles d'importation étaient à peine de trois pour cent et ne suffisaient réellement pas à couvrir les dépenses de la colonie ; que d'autre part la prétention d'exercer la prérogative gouvernementale sur l'église fut abandonnée (1678). La province était alors, comme au temps de Lovelace, une « terre de Canaan. » Les planteurs voyaient Dieu bénir leurs corbeilles et leurs greniers. Ils ne se laissaient pas aller aux inspirations de l'orgueil ; un chariot leur procurait autant de satisfaction qu'un carrosse à un Européen ; la toile qu'ils préparaient chez eux leur plaisait autant que la plus belle batiste. Les portes de leurs maisons à toit bas, où le luxe n'avait jamais pénétré, restaient toujours ouvertes au pauvre et à

Digitized by Google

l'étranger (1). » L'île de New-York pouvait renfermer à peu près trois mille habitants, en 1678; dans toute la colonie il ne pouvait y avoir que vingt mille âmes environ. Les ministres étaient en petit nombre, mais bien accueillis; il y avait une grande diversité de religions; on secourait les pauvres, quant à la mendicité, elle y était inconnue. Un millier de livres constituait l'opulence; celui qui possédait la moitié de cette somme était riche. Les exportations se composaient des produits du pays, tels que le blé, le bois, le tabac et les pelleteries provenant des Indiens. Dans cette société, formée principalement de fermiers, régnait une grande égalité de condition; il ne s'y rencontrait que « peu de marchands, » « peu de serviteurs et très peu d'esclaves. »

Que manquait-il donc au bonhenr de ce peuple? Poussé par un sentiment élevé, il réclamait le droit de se gouverner lui-même. Le mécontentement donna lieu à la formation d'une convention populaire (1681); et si les deux Platts, Titus, Wood et Wicks d'Huntington, cités arbitrairement à New-York, furent encore plus arbitrairement jetés en prison, les projets bien arrêtés des campagnards n'en restèrent pas moins inébranlables.

Le gouvernement de New-York se maintint paisiblement sur les établissements du sud et de l'ouest de la Delaware, jusqu'à ce qu'ils fussent concédés à William Penn; quant aux Jerseys, Andros prétendait y exercer l'autorité suprême. Nous avons vu les quakers déférer cette contestation à la décision d'une commission anglaise.

Philippe Carteret, en sa qualité de lieutenant de sir George, avait repris le gouvernement de la partie orientale du New-Jersey (1675); après avoir gagné de la popularité en différant

(1) Denton, *New-York*, imprimé en 1670, décrit le pays sous le gouvernement du duc, p. 19 et 20. Andros, dans Chalmers, 601, etc.

Digitized by Google

le paiement des redevances, il établit la liberté de conscience et un gouvernement représentatif. Le négoce direct avec l'Angleterre, débarrassé des droits de douane, reçut des encouragements. Le commerce de New-York se sentit compromis par cette concurrence; aussi Andros, au mépris de la seconde patente du duc d'York, prétendit exiger (1678) un tribut, à Manhattan, des bâtiments du New-Jersey. De longues altercations s'élevèrent, Carteret fut arrêté et ne recouvra la liberté que grâce au verdict équitable d'un jury de New-York; puis Andros entra dans le New-Jersey et essaya d'en intimider l'assemblée (1680) en lui montrant la patente que le roi avait accordée au duc. Le peuple du New-Jersey ne pouvait pas, comme dans le Connecticut, plus heureux sous ce rapport, rappeler une concession royale plus ancienne. Mais quand les puritains furent-ils à court d'arguments pour défendre la liberté? « Nous sommes les représentants des francs-tenanciers de cette province; » telle fut la réponse de l'assemblée; « quoique le grand sceau soit apposé à la patente de sa majesté, nous ne pouvons l'accepter pour notre règle et notre garantie commune; car la grande charte de l'Angleterre, *alias* Magna Charta, constitue la seule règle et le seul privilége et la garantie commune de tout Anglais né libre (1). »

La fermeté du corps législatif sauva l'indépendance du New-Jersey; l'esprit de décision de sir William Jones protégea le peuple contre toute taxation arbitraire; la colonie dut en outre sa prospérité aux malheurs de l'Écosse. Les fidéicommissaires de sir George Carteret, fatigués des embarras d'une propriété coloniale, mirent leur province en vente; douze quakers, sous les auspices de William Penn, achetèrent (1682) en société les domaines non appropriés,

(1) Gordon, *New-Jersey*, 47.

Digitized by Google

avec juridiction sur les cinq mille établissements déjà fondés dans le pays. On publia aussitôt une courte description de la province; les émigrants s'y sentirent attirés par le tableau non exagéré de la salubrité du climat, de la sécurité des rades, de l'abondance de la pêche et de la chasse, de l'étendue des forêts, de la fertilité du terroir, et du grand nombre de libertés octroyées en vue d'encourager les caractères entreprenants. Au mois de novembre 1682, Thomas Rudyard (1) prit possession de la colonie en qualité de lieutenant gouverneur temporaire; cette heureuse contrée était déjà occupée par « une population sobre et laborieuse. » Dans l'intervalle, les douze propriétaires choisirent chacun un associé, et le duc d'York accorda, au mois de mars 1683, une nouvelle et dernière patente pour le New-Jersey oriental aux vingt-quatre, parmi lesquels se trouvaient le craintif, cruel et injuste Perth, plus tard chancelier d'Écosse, et l'aimable, instruit et spirituel Barclay, qui devint nominalement le gouverneur de ce territoire. On comptait que de l'Écosse viendrait la plus considérable émigration; aussi en 1685, au moment même de s'embarquer pour l'Amérique, avec sa famille et environ deux cents passagers, George Scot, de Pitlochie, conseilla à ses concitoyens, en invoquant une raison spéciale, de s'établir dans un pays où il y avait moyen pour tout homme de prospérer sans faire tort à ses voisins, « On a jugé de l'intérêt du gouvernement, » c'est ainsi qu'il s'exprimait, selon toute apparence, avec l'approbation des hommes au pouvoir, « de supprimer complétement les principes des presbytériens; toute la force de la législation de ce royaume est appliquée à les détruire efficacement. La mise à exécution rigoureuse de lois portées à cet effet a ruiné en

(1) G. P. sur l'*Ancienne histoire du Jersey oriental*, dans Newark, *Journal quotidien* de mars et avril 1839; Smith, *Hist. du N. J.*, 166, 167.

Digitized by Google

grande partie la plupart de ceux qui, nonobstant ces mesures, se croient obligés en conscience à professer ces principes. Une retraite où, en vertu de la loi, la tolérance est reconnue, s'offre actuellement en Amérique et ne peut se trouver nulle part ailleurs dans les possessions de Sa Majesté. »

Ce fut donc à cette époque le moment où la partie orientale du New-Jersey, jusqu'alors colonisée principalement par les émigrants de la Nouvelle Angleterre, devint l'asile des presbytériens écossais. Qui n'a pas entendu parler des forfaits impitoyables accomplis par les Stuarts pour essayer d'implanter l'épiscopat, en Écosse, sur les ruines du calvinisme et d'y extirper la foi de tout un peuple? A qui n'a pas été répété le récit de la défaite de Graham de Claverhouse à Loudon Hill (1679) et la déroute postérieure des insurgés fanatiques à Bothwell Bridge? Qui n'a pas appris à connaître les Caméroniens, ces hommes traqués comme des bêtes féroces, et rendus exaspérés par les souffrances et le désespoir? refusant en face du gibet, de s'écrier : « Dieu sauve le roi; » et excités par leurs femmes même à mourir pour la bonne vieille cause du covenant? « Je n'ai que vingt ans, » disait une jeune fille innocente au moment de son exécution (1680); « et on ne peut me reprocher qu'une erreur de jugement, » Les bourreaux ne pouvaient arracher des aveux un moyen des tortures. La condamnation d'Argyle (1681-1683) montra la haute noblesse traitée comme « la portion la plus vile du genre humain. » La cruauté exercée sur une vaste échelle s'épuisa à inventer des châtiments. Immédiatement après la concession du New-Jersey oriental un édit sans exemple depuis le jour où le duc d'Albe avait poussé les Pays-Bas à l'indépendance, proscrivit tous ceux qui avaient jamais eu quelques rapports avec les rebelles et exposa la vie de vingt mille personnes à la merci des délateurs. « Il vaudrait mieux, » disait Lauderdale, « que ce pays produisit

Digitized by Google

de la paille et du sable au lieu de paysans rebelles au roi. » Après l'insurrection de Monmouth (1684), le despotisme, dans sa soif de vengeance s'abandonna de nouveau à de sanguinaires excès, on dressa des gibets dans les villages afin d'intimider les populations et l'exécution des lois fut confiée aux soldats. Presque toutes les familles presbytériennes de l'Écosse se virent atteintes par les proscriptions ou les châtiments ; les prisons étaient combles et l'on vendait même les captifs comme esclaves pour les plantations.

Exaspérés de cette succession de meurtres commis par la soldatesque ; chassés de leurs maisons dans les caves, et des caves dans les marécages et les montagnes ; apportant la mort aux habitants des toits hospitaliers qui leur offraient un abri, la mort au bienfaiteur qui leur jetterait de la nourriture, la mort à l'ami qui écoutait leurs plaintes, la mort à la femme ou au père, qui osait encore consoler son mari ou son fils ; entourés d'espions ; pourchassés par des meutes de chiens, — les fanatiques se retournèrent enfin contre leurs persécuteurs et menacèrent de leur vengeance ceux qui tremperaient encore leurs mains dans le sang. Le conseil répondit en ordonnant un massacre. Tous ceux qui refuseraient de prêter serment devaient être exécutés, quoiqu'ils n'eussent pas pris les armes ; les récalcitrants étaient fusillés sur les grands chemins, soit pendant qu'ils travaillaient aux champs, soit pendant qu'ils se livraient à la prière. Fuir, c'était avouer sa culpabilité ; exciter le soupçon, c'était s'attirer sur sa tête une sentence de mort ; reconnaître le covenant, c'était commettre un acte de trahison. On mettait le feu aux maisons des victimes et l'on embarquait leurs familles pour les colonies. « Cela n'ira jamais bien en Écosse, tant que le pays au sud du Forth ne sera pas réduit à l'état de terrain pour la chasse. » On attribue cette phrase à Jacques. « Je ne doute pas, » écrivait Jeffries à Jacques II, au moment même où il

Digitized by Google

venait de condamner à la déportation des centaines de partisans anglais de Monmouth, « je ne doute pas Sire, d'être en mesure de vous proposer un moyen de récompenser tous ceux qu'il plaira à Votre Majesté de juger dignes de l'être, et cela sans toucher à votre trésor. » Jacques II tira parti dans le Nord de cette idée ainsi suggérée et on comprit également très bien en Écosse ce qu'il s'agissait de faire. L'amnistie proclamée, lors de l'avènement de Jacques II (1685), fut un acte complétement illusoire. Tous les jours, de malheureux fugitifs étaient jugés par un jury de soldats et exécutés en masse sur les grands chemins ; on attachait des femmes à des poteaux sur le bord de la mer et bientôt la marée montante les engloutissait ; les cachots étaient encombrés d'hommes qui mouraient faute d'air et d'eau. L'humanité même de ce gouvernement était encore barbare ; dans la foule de ceux qu'on déportait en Amérique souvent pouvaient se voir des femmes brûlées à la joue, des hommes ayant les oreilles amputées.

Faut-il donc s'étonner que des presbytériens écossais, doués de moralité, d'instruction et de courage et unissant l'amour de la liberté populaire à l'enthousiasme religieux, se soient précipités en si grand nombre dans la partie orientale du New-Jersey (1682-1687), qu'ils aient imprimé à cette république naissante un caractère qui ne s'est pas encore effacé depuis un siècle et demi ? En 1686, après le meurtre juridique de son frère, le duc d'Argyle, lord Neill Campbell, qui avait acheté le droit de propriétaire de sir George Mackenzie, et qui, l'année précédente, avait envoyé un grand nombre de colons en Amérique, s'y rendit lui-même pour remplir, pendant quelques mois, les fonctions de premier magistrat. Campbell (1), en se retirant, confia le pouvoir exécutif,

(1) Je suis redevable à Garret D. Wall, du New Jersey, d'une copie

Digitized by Google

amoindri par les transferts, à André Hamilton. Le territoire, d'un accès facile à cause de l'étendue de son littoral, à cause de ses baies et de ses fleuves, garanti d'ailleurs à l'ouest par les postes avancés et sûrs des pacifiques quakers, était le séjour de la paix et de l'abondance, d'une profonde ferveur religieuse et d'une honnête activité industrielle. Les pêchers et les vignes sauvages croissaient spontanément sur les bords du fleuve; les forêts étaient ornées de fraises cramoisies et « d'excellentes huîtres » se trouvaient en abondance le long de la côte. Les ruisseaux et les petits filets d'eau, remplis « d'une onde merveilleusement limpide, » étaient aussi nombreux que dans leur cher pays natal, l'Écosse; les maisons des villes, à la différence des villages serrés de l'Ancien Monde, se trouvaient éparses sur les portions de terrains et les métairies de chacun; les grands chemins étaient si larges que les troupeaux de moutons pouvaient y paître sur les accôtements; les chevaux se multipliaient par bandes dans les bois. Au bout de quelques années, une loi de la république mit en vigueur le principe généralement admis dans la Nouvelle Angleterre et par des calvinistes écossais, en organisant tout un système d'écoles libres. C'était un pays « beau et fertile » où le cultivateur le plus modeste pouvait bientôt se transformer en fermier pour son propre compte. Dans toute l'étendue de la contrée « on ne rencontre ni un pauvre, ni un nécessiteux, » disait Gawen Laurie, l'honnête marchand quaker, qui avait succédé à Rudyard.

Le caractère mixte du New-Jersey dérive donc de la différence d'origine de sa population. Puritains, covenantaires et quakers se rencontrèrent sur le même sol; leur foi, leurs

de la *Collection des concessions* de Leaming et Spicer, etc., de New Jersey.

Digitized by Google

institutions et leurs prédilections puisant la vie dans l'esprit de tous, survécurent aux Stuarts.

Tout contribuait à nourrir l'espérance, sauf l'avidité arbitraire de Jacques II et les actes de navigation. Le collecteur des impôts, Dyer, jaloux de lever une taxe sur le commerce de la colonie, se plaignit de certaines infractions à ce sujet; au mois d'avril 1686, une ordonnance de *quo warranto* dirigée contre les propriétaires, menaça le New Jersey de la rendre « plus indépendant. » Il était parfaitement inutile d'en appeler à la justice du roi Jacques, dont le respect pour la prérogative allait jusqu'à l'idolâtrie; les propriétaires, pour prévenir une poursuite judiciaire en confiscation, renoncèrent, en 1688, à leur prétention à la juridiction et ne se réservèrent que leur droit de propriété du sol. Le New Jersey fut annexé à New-York.

A New-York, grâce au grand jury, la tentative de lever des droits de douane sans le concours de l'assemblée coloniale avait échoué (1682), et le commerce était devenu libre au moment même où Andros s'en retournait en Angleterre. Tous les partis s'entendirent pour réclamer la participation du peuple dans la confection des lois. Ceux qui entouraient le duc d'York lui conseillaient à cette époque de vendre le territoire. Le prince consulta un homme qui lui avait toujours donné sincèrement son avis; et à peine le père de la Pennsylvanie, après une visite à New-York, eut-il rendu compte des réformes que sollicitait cette province, qu'un papiste, nommé Thomas Dongan, y fut envoyé sans délai, en qualité de gouverneur (1683), ayant pour instruction de convoquer une assemblée législative libre.

A la fin donc, après de longs efforts, le 17 octobre 1683, soixante-dix ans environ après la première occupation de Manhattan, trente ans presque après la demande d'une convention populaire pour les Hollandais, les représentants du

Digitized by Google

peuple se réunirent en assemblée et se donnèrent eux-mêmes une « CHARTE DE LIBERTÉ » qui plaça New-York au même rang que le Massachusetts et la Virginie.

« Le pouvoir législatif suprême, » y était-il proclamé, « existera et résidera à jamais entre les mains du gouverneur, du conseil et du peuple convoqué en assemblée générale. Tout franc-tenancier et homme libre votera sans restriction pour la représentation. Tout homme libre ne pourra subir de peine qu'en vertu d'un jugement rendu par ses pairs et tous les procès seront soumis à un jury de douze membres. Aucune taxe ne pourra être levée, sous quelque prétexte que ce soit, sans le consentement de l'assemblée. Nul marin ou soldat ne pourra être logé chez les habitants contre leur volonté. Il n'y aura point de loi martiale. Toute personne professant la foi en Dieu, par Jésus-Christ, ne pourra en aucune circonstance ni en aucune manière être inquiétée ou soumise à des informations pour la moindre divergence d'opinion. »

La réunion d'éléments si divers servit donc à effacer l'intolérance et la superstition des premiers codes du puritanisme.

Cependant l'espoir de posséder un gouvernement représentatif permanent devait encore être ajourné. Ce qui dénote bien le véritable caractère de Jacques, c'est qu'en devenant maître du pouvoir par son accession au trône d'Angleterre, il foula immédiatement aux pieds (1686, 1687) les institutions qu'il avait accordées. Il établit par ordonnance un impôt direct; on se mit à scruter les titres des propriétés immobilières, afin de pouvoir extorquer des amendes et des redevances plus considérables; les fermiers d'Easthampton ayant protesté contre la tyrannie, six d'entre eux furent traduits devant le conseil.

Pendant que les libertés du New-York se trouvaient ainsi

Digitized by Google

confisquées par un monarque, qui voulait imiter le despotisme de la France, ses frontières n'étaient protégées que par la valeur des Iroquois contre les empiétements du côté du Canada. Les Cinq Nations, les Mohawks, les Oneidas, les Onondagas, les Cayugas et les Senecas, habitant près des fleuves et des lacs qui conservent leur nom, avaient formé une confédération de tribus d'égale force. L'union de trois de ces nations est plus ancienne que la tradition; le Oneidas et les Senecas étaient des confédérés de date plus récente. Chacune de ces nations formait une république souveraine, divisée en plusieurs clans, entre lesquels il était difficile d'apercevoir la plus légère subordination. Les membres des clans occupaient des lieux d'habitation déterminés, entourés de champs de fèves et de maïs; chaque village fortifié constituait une petite démocratie, comme les villes de la Nouvelle Angleterre ou les districts saxons. Il n'y avait point d'esclavage chez eux, ni de castes favorisées. Tous les hommes étaient égaux. L'union était confirmée par un contrat tacite; le congrès des sachems à Onondaga arrangeait toutes les affaires communes, comme les Witenagemots des Anglo-Saxons. L'autorité résidait dans l'opinion; la loi, dans la tradition orale. L'honneur et l'estime commandaient l'obéissance, la honte et le mépris servaient de punition aux infracteurs. Le guerrier chef devait son élection à la confiance générale qu'inspiraient sa valeur et sa conduite; le mérite seul pouvait faire obtenir la préférence pour une fonction; et le pouvoir durait aussi longtemps pour l'élu que l'estime de la tribu. Aucun avantage de nature à tenter les hommes cupides n'était attaché aux positions éminentes. Lorsque les braves de la tribu étaient en marche pour la guerre, la voix sonore de leur chef servait à les stimuler, au lieu d'une musique militaire. Ces Indiens retraçaient leurs actes de valeur, en gravant des signes symboliques très

Digitized by Google

simples sur la surface polie d'un arbre dont ils avaient d'abord enlevé l'écorce extérieure. C'étaient là leurs trophées et leurs annales; avec leurs chants de guerre, c'était là leur moyen de conserver le souvenir de leurs héros. Dans leur orgueil, ils se croyaient supérieurs au reste de l'humanité, des hommes surpassant tous les autres; et une sorte d'arrogance héréditaire inspirait aux jeunes gens un indomptable courage. Lorsque Hudson, John Smith et Champlain se trouvaient à la fois en Amérique, les Mohawks, avaient poussé leurs excursions depuis Saint-Laurent jusqu'en Virginie; la moitié de Long Island leur payait tribut et un sachem mohawk se voyait respecté sur la baie de Massachusetts. La position géographique de leurs lieux de séjour déterminés, comprenant dans leur domination immédiate les promontoires, non seulement de l'Hudson, mais encore des fleuves qui se jettent dans les golfes du Mexique et du Saint-Laurent, et dans les baies de Chesapeake et de Delaware, ouvrait à leurs canots les plus vastes régions et les invitait à suivre, dans leurs expéditions guerrières, les détroits où le New-York et la Pennsylvanie achèvent aujourd'hui de tracer des avenues au commerce. Ayant acquis quelques armes à feu dans leurs relations commerciales avec les Hollandais, ils recommencèrent (1649) leurs guerres héréditaires impitoyables contre les Hurons; les années suivantes (1653-1655), ils défirent et exterminèrent les Eries qui habitaient sur la rive méridionale du lac dont le nom rappelle leur existence. Ils descendirent ensuite les Alleghanys, subjuguèrent et détruisirent (1656-1672) les tribus établies près de Pittsburg, qui appartenaient probablement à la race huronne, et qui ne laissèrent pour tout monument que leur nom au fleuve Guyandot, dans la partie occidentale de la Virginie, à l'Est et à l'Ouest, depuis le Kennebec jusqu'au Mississipi, les Abenakis, aussi bien que les Miamis et les

Digitized by Google

Illinois, plus éloignés, ne purent opposer de barrière aux invasions des Iroquois qu'en contractant des alliances avec les Français.

Mais les Cinq Nations avaient défié un ennemi plus fier. Au commencement de l'administration de Dongan (1676), la population européenne de la Nouvelle France qui, en 1679, s'élevait à huit mille cinq cent quinze habitants, peut avoir été d'un peu plus de dix mille âmes; le nombre des hommes en état de porter les armes était peut-être de trois mille, c'est à dire à peu près autant que le chiffre des guerriers des Cinq Nations. Mais les Iroquois étaient des hommes libres, tandis que la Nouvelle France gémissait sous le despotisme et le monopole. Les Iroquois se recrutaient en enrôlant dans leurs tribus les captifs des nations étrangères; tandis que les établissements français étaient fermés aux étrangers et aux hérétiques. Pendant près de quatre-vingts ans, les hostilités régnèrent, sauf quelques petites interruptions. Trois fois (1609-1615), Champlain envahit le pays des Mohawks, jusqu'à ce que blessé et couvert de honte il fût chassé de leurs inexpugnables solitudes. Les Cinq Nations, de leur côté, tentèrent de détruire la Nouvelle France à l'époque même du massacre dans la Virginie (1622-1623). Quoique repoussés, les Indiens n'en continuèrent pas moins à braver les Français et leurs alliés (1637-1640), et ils osèrent même intercepter ouvertement sous les yeux du gouverneur, des canots, en destination pour Québec. La domination française ne fut guère consolidée par la fondation d'un faible avant-poste à Montréal, et le fort Richelieu, construit à l'embouchure du Sorel, put à peine protéger le territoire environnant (1642-1645). Les négociations pour la paix n'amenèrent aucun résultat durable; l'influence même des missionnaires jésuites, les plus sincères, les plus désintéressés et les plus persévérants de leur ordre, ne parvint

Digitized by Google

pas à calmer d'une façon permanente, la soif de vengeance des sauvages. Les guerriers iroquois parcouraient tous les recoins du désert pour le rendre encore plus désolé; ils étaient avides de verser le sang du peu d'hommes qui erraient à travers les régions situées entre les lacs Huron, Érié et Ontario. Ils dépeuplèrent toute la contrée baignée pour l'Outawa (1649) et obtinrent une supériorité marquée sur la Nouvelle France (1654-1660), supériorité mitigée seulement par les relations commerciales des trafiquants français avec les tribus les plus éloignées de l'Hudson. La colonie était exposée à un danger perpétuel et Québec même fut assiégé.

De quelle utilité pouvait être une invasion du pays des Mohawks pendant l'hiver (1666)? Les sauvages disparurent, laissant les Européens, leurs adversaires, lutter avec le désert.

Peu à peu cependant, les Français firent des progrès plus sérieux, et un fort érigé à l'extrémité de l'Ontario, dans l'intention, fut-il prétexté, de posséder une place convenable pour traiter, servit à commander au commerce sur tout le lac (1672).

Nous avons vu les Mohawks se glorifier (1673) du pacte qui les unit aux Hollandais. Les Anglais, en recouvrant les rives de l'Hudson confirmèrent sans délai l'alliance avec les Indiens; et par la confiance que leur amitié inspira aux Iroquois, ils accrurent encore les dangers qui menaçaient la Nouvelle France.

La ruine qui menaçait le Canada donna lieu momentanément à l'existence d'un grand conseil législatif (1682-1683); le gouverneur général, De la Barre, convoqua une assemblée de *notables*, afin de chercher un remède aux maux qui faisaient dépérir les établissements. Un fait qui trahit bien le caractère des colons, c'est qu'au lieu de demander des

Digitized by Google

immunités civiles, ils sollicitèrent de Louis XIV une garnison plus considérable.

Il avait été recommandé au gouverneur de New-York (1683) de conserver des relations amicales avec les Français; mais Dongan ne voulut pas négliger l'alliance des Cinq Nations. Les sauvages chasseurs de castor quittèrent les trafiquants français soumis à un monopole vigoureux, pour se tourner du côté des Anglais qui se montraient favorables à la concurrence; et un acte d'amnistie pour les torts antérieurs ne fit que renforcer les liens réciproques qui unissaient les deux peuples.

Les fiers guerriers oneidas, onondagas et cayugas avaient laissé des traces sanglantes de leur présence le long des routes suivies par les Cinq Nations dans leurs expéditions de guerre, au bas de la Susquehannah et près des parties montagneuses de la Virginie. La lutte imminente avec la Nouvelle France, ranima leur désir de renouer la paix avec les Anglais; les députés de ces trois tribus offensives et des Mohawks, auxquels vinrent se joindre bientôt les Senecas, se rencontrèrent donc à Albany avec les gouverneurs du New-York et de la Virginie (1684).

Aux plaintes et aux propositions pacifiques de lord Howard d'Effingham, Cadianne, l'orateur mohawk, répondit en ces termes :

« Sachem de la Virgine et vous, Corlaer, Sachem de New-York, écoutez-moi, car nous ne voulons pas cacher le mal qui a été fait. » L'orateur reprocha alors aux Oneidas, aux Onondagas et aux Cayugas leur manque de foi et leur donna un ceinturon de coquillages pour rafraîchir leur mémoire. Puis se tournant vers Effingham, il continua :

« Grand Sachem de la Virginie, ces trois peaux de castor sont un témoignage de notre satisfaction de voir votre cœur adouci; et ces deux-ci, de notre joie de ce que la hache doit

Digitized by Google

être enterrée. Nous sommes contents de ce que vous consentiez à enterrer dans la tombe ce qui est passé. Que la terre soit bien foulée et raffermie au dessus; qu'un vigoureux courant coule au dessous dans cette fosse et emporte loin de notre vue et de notre mémoire tout le mal antérieur, de telle façon qu'on ne puisse plus jamais le déterrer.

« Vous êtes assez sages pour conserver la chaîne qui nous unit, aussi brillante que de l'argent, et maintenant de la renouveler et de la rendre plus solide. Ces notions-ci ont brisé la chaîne; nous Mohawks, » — et en parlant, il fit don de deux castors et d'un blaireau, — « nous, Mohawks, nous avons conservé la chaîne entière. Le traité doit être observé. Le feu de l'amour de la Virginie, du Maryland et des Cinq Nations, est allumé en cet endoit; cette maison de paix doit être conservée pure. Nous plantons un arbre, dont la tête touchera le soleil et dont les branches s'apercevront de loin. Nous nous reposerons sous son ombre et nous vivrons dans une tranquillité parfaite. »

A la conclusion du traité, chacune des trois nations coupables remit une hache, afin qu'on l'enterrât. « Nous n'en donnons aucune à enterrer pour notre compte, » dirent les Mohawks, « car nous n'avons jamais rompu l'ancienne chaîne. »

Les haches furent enterrées, et les tribus coupables entonnèrent dans leur bruyant enthousiame le chant de paix.

« Frère Corlaer, » dit le chef au nom des Onondagas et des Cayugas, « votre sachen est un grand sachem et nous sommes un peuple faible. Lorsque les Anglais arrivèrent pour la première fois à Manhattan, en Virginie et dans le Maryland, ils étaient faibles et nous étions forts. Nous vous avons traités avec bonté et nous vous avons donné des terres, parce que nous avons trouvé que vous étiez bons. Maintenant donc que vous vous êtes fortifiés et que nous

Digitized by Google

sommes faibles, nous espérons que vous nous protégerez contre les Français. Ils sont irrités contre nous, parce que nous apportons des castors à nos frères. »

Les envoyés des Senecas arrivèrent bientôt et exprimèrent leur joie en apprenant que les Tomahawks étaient déjà enterrés et que les sachems anglais avaient banni tout ressentiment de leurs cœurs. Le même jour, un député de De la Barre parut à Albany, mais ses remontrances furent dédaignées. « Nous ne nous sommes pas écartés de nos sentiers, » dirent les Senecas. « Mais si Onondio, le sachem du Canada, nous menace de la guerre, nous enfuirons-nous? Resterons-nous tranquillement assis dans nos maisons? Nos chasseurs de castor sont des hommes braves et la chasse aux castors doit être libre. » Les sachems s'en retournèrent chez eux et attachèrent les armes du duc d'York sur leurs campements retranchés, — en signe de protection, comme ils le pensaient, contre les Français, — de reconnaissance, comme les Anglais le considéraient, de la souveraineté de la Grande-Bretagne.

En attendant, le téméraire et confiant De la Barre s'avança vert le port situé près de l'embouchure du canal Rideau actuel, suivi de six cents soldats français, de quatre cents indiens alliés, de quatre cents porteurs et de trois cents hommes qui devaient composer la garnison. Mais les exhalaisons insalubres qui s'élèvent au mois d'août des bords marécageux du lac Ontario rendirent son armée impuissante; après avoir traversé le lac, et débarqué ses troupes épuisées sur le territoire des Onondagas, il se vit contraint d'implorer la paix des tribus qu'il avait dessein d'exterminer. Les Mohawks, à la requête des Anglais, refusèrent de négocier; mais les autres nations, jalouses de la suprématie anglaise, désiraient s'assurer l'indépendance en opposant les Français aux Anglais. Un chef onondaga prit le ciel à témoin de

Digitized by Google

son déplaisir au sujet de l'intervention anglaise. « Onondio, » s'écriait-il fièrement en s'adressant à l'envoyé de New-York, « Onondio a été notre père pendant dix années; Corlaer à été notre frère pendant longtemps; mais c'est parce que nous l'avons voulu. Ni l'un ni l'autre n'est notre maître. Celui qui a fait le monde a donné le pays que nous habitons. Nous sommes libres, vous nous appelez vos sujets; nous, nous disons que nous sommes frères; il faut que nous prenions soin de nous-mêmes. J'irai vers mon père, parce qu'il est venu jusqu'à ma porte et qu'il désire m'adresser quelques paroles de raison. Nous voulons embrasser la paix au lieu de faire la guerre; la hache doit être précipitée dans une eau profonde. »

Les députés des tribus se rendirent devant De la Barre pour se réjouir de son humiliation. « Vous avez bien fait, » lui dit l'éloquent Haaskouaun en cessant de fumer son calumet, « de laisser sous terre la hache qui a été si souvent teinte du sang des Français. Nos enfants et nos vieillards auraient porté leurs arcs et leurs flèches au cœur même de votre camp, si nos braves ne les avaient retenus. — Nos guerriers n'ont pas assez de peaux de castor pour payer les armes que nous avons prises des Français et nos vieillards ne craignent pas la guerre. — Nous pouvons guider les Anglais vers nos lacs. Nous sommes nés libres. Nous ne dépendons ni d'Onondio ni de Corlaer. »

Le gouverneur du Canada, découragé par l'énergie du chef seneca, accepta un traité ignominieux, en abandonnant ses alliés à la merci de leurs ennemis.

Sur ces entrefaites des troupes fraîches arrivèrent de France et De la Barre fut remplacé par Denonville (1685); Charlevoix, en parlant de cet officier, le prône comme possédant à un degré suprême toutes les qualités qui forment un parfait honnête homme. Son exemple, dit-il, rendait la

Digitized by Google

vertu et la religion encore plus respectables; sa valeur éprouvée et son zèle actif étaient rehaussés par la prudence et la sagacité. Mais l'obéissance aveugle paralyse la conscience et asservit la raison; aussi le calme ne pénétra, ni chez les Cinq Nations, ni dans les provinces anglaises.

Un fort devait être élevé à Niagara pour la défense de la Nouvelle France. Dongan s'opposa (1686) à ce dessein, dont la réalisation aurait servi à dominer complétement le commerce de fourrures des lacs supérieurs; car, disait-on, le pays au sud des lacs, c'est à dire tout le domaine des Iroquois est soumis à l'Angleterre. Tel fut le début du long débat concernant le territoire de l'ouest. Les limites entre les Français et les Anglais n'avaient jamais été réglées; mais, pour le moment, les Cinq Nations formaient par elles-mêmes une barrière suffisante contre les empiétements du Canada et, pendant l'été de 1686, une troupe de trafiquants anglais pénétra même jusqu'à Michilimakinac.

L'esprit conciliant qui avait dirigé William Penn à Shackamaxon, ne parvint pas à se faire jour dans les conseils voluptueux de Versailles. Louis XIV envoya les instructions suivantes au gouverneur de la Nouvelle France : « Le bien de mon service exige que le nombre des Iroquois soit diminué autant que possible. Ces hommes sont forts et robustes et ils peuvent être utilisés comme galériens. Faites donc votre possible pour en avoir un grand nombre prisonniers de guerre, puis embarquez-les pour la France (1687). » Il était difficile de faire des captifs en déclarant ouvertement les hostilités; Lamberville, missionnaire envoyé chez les Onondagas, fut employé, sans s'en douter, à attirer les chefs iroquois dans le fort élevé sur l'Ontario. Ceux-ci, invités à négocier un traité, se rassemblent sans défiance, sont surpris, chargés de fers, transportés à Québec et de là en Europe; c'est ainsi que les guerriers chasseurs des Cinq

Digitized by Google

Nations, eux qui avaient l'habitude de rôder depuis la baie d'Hudson jusque dans la Caroline, se virent enchaînés sur le banc des galères de Marseille. Mais les conseils de l'injustice amènent toujours de terribles représailles et les fautes des pères sont expiées avec un soin jaloux par leurs enfants jusqu'à la troisième et à la quatrième génération. Nous aurons occasion dans la suite de suivre les destinées maritimes de cette monarchie qui employait des esclaves comme matelots sur ses flottes.

Cependant les vieillards des Onondagas firent comparaître Lamberville devant eux. « Nous avons beaucoup de raisons, » lui dit un vieux chef, « de te traiter en ennemi ; mais nous te connaissons trop bien. Tu nous as trahis ; mais la trahison n'était pas dans ton cœur. Fuis donc, car lorsque nos jeunes braves auront entonné leur chant de guerre, ils n'écouteront plus d'autre voix que la voix enflammée de leur colère. » Et ils donnèrent au missionnaire des guides fidèles pour le conduire par des sentiers écartés dans un lieu de sûreté. Cette noble conduite fut inspirée par Garonkonthié. Noble barbare ! ta gloire subsistera, si mes paroles ont le pouvoir de conserver la mémoire de tes actions.

Une incursion dans le pays des Senecas s'ensuivit. Les sauvages se retirèrent au plus profond de leurs forêts ; les Français prirent possession de cette contrée qui fut ravagée sans résistance et érigèrent un fort à Niagara. La France semblait avoir obtenu la possession solide du New-York occidental. Mais dès que l'armée française se fut retirée, cette solitude rentra au pouvoir de ses anciens habitants. Les Senecas se jetèrent à leur tour sur leur ennemi affaibli et les Onondagas menacèrent de prendre les armes. « Onondio nous a volé nos sachems, » dirent-ils, « il a brisé le pacte de paix. » Dongan, à la sollicitation des Français, s'offrit lui-même comme médiateur, mais seulement à con-

Digitized by Google

dition qu'on remettrait en liberté les chefs enlevés, que le fort érigé dans le pays des Iroquois serait rasé et que les dépouilles faites sur les Senecas leur seraient restituées.

Les négociations échouèrent et Haaskouaun s'avança à la tête de cinq cents guerriers pour dicter les conditions de la paix (1688). « J'ai toujours aimé les Français, » dit le chef orgueilleux aux ennemis qu'il méprisait. « Nos guerriers se proposaient de brûler vos forts, vos maisons, vos granges et votre blé, de vous affaiblir par la famine pour vous subjuguer ensuite. Je suis venu prévenir Onondio que, s'il veut échapper à ces malheurs, il doit accepter avant quatre jours les conditions proposées par Corlaer. »

Douze cents Iroquois étaient déjà parvenus au lac Saint-François; ils pouvaient atteindre Montréal en deux jours. La condescendance hautaine du chef seneca fut acceptée: on concéda la délivrance des sachems iroquois et tout le pays situé au sud de la chaîne des lacs échappa à la domination du Canada. New-York doit, par la marche des événements, ses frontières septentrionales actuelles à la valeur des Cinq Nations; sans elle, le Canada aurait embrassé tout le bassin du Saint-Laurent.

Pendant que ces choses se passaient, Jacques II avait conclu un traité avec Louis XIV (1686) et avait imposé comme condition de l'amitié entre les colonies des deux États, que ni les unes ni les autres ne viendraient au secours des tribus indiennes, avec lesquelles les colonies de l'un des États pourraient se trouver en guerre. Le roi d'Angleterre, sans s'en douter, abandonnait ainsi ses alliés. Pourtant Jacques II, malgré tous ses défauts, avait un profond sentiment de la nationalité anglaise, et, en consolidant les colonies septentrionales, il espérait engager les forces de la Nouvelle Angleterre à défendre la frontière anglaise tout entière.

Les alarmes du Massachusetts après la perte de sa charte

Digitized by Google

s'étaient encore augmentées (1685) à la nouvelle que le roi voulait lui envoyer comme gouverneur Kirke, qui dans la suite se déshonora par des massacres militaires dans l'ouest de l'Angleterre. Ce fut un soulagement de voir Joseph Dudley, un fils dégénéré de la colonie, revêtu pour quelque temps des pouvoirs de la magistrature la plus élevée sur le territoire compris entre la baie de Narragansett et la Nouvelle Écosse. La cour générale, qui tenait une session à son arrivée, n'étant pas préparée à une résistance ouverte, se sépara (1686) et ses membres retournèrent chez eux accablés de tristesse. Une commission arbitraire remplaça officiellement le gouvernement consacré par la charte, la représentation populaire fut abolie et la presse soumise à la censure de Randolph.

Enfin, sir Edmond Andros, magnifiquement revêtu d'écarlate et de dentelles, aborda à Boston, en qualité de gouverneur de toute la Nouvelle Angleterre. Quelle différence avec William Penn, arrivant à Newcastle! Il était autorisé à choisir et à révoquer les membres de son conseil, et, avec leur consentement, à faire des lois, à établir des impôts et à surveiller la milice du pays. Il avait pour instructions de ne pas tolérer de presse à imprimer, de favoriser l'épiscopat et de maintenir l'autorité par la force. West arriva de New-York en qualité de secrétaire; quatre membres du conseil, dont un seul était originaire de la Nouvelle Angleterre, attirèrent exclusivement son attention par leur servilité. Les autres membres formèrent une opposition très unie mais inutile. « Son Excellence, » disait Randolph, « a un peuple pervers à gouverner. »

Suivirent une série de mesures les plus vexatoires et les plus tyranniques auxquelles ne furent jamais exposés des citoyens d'origine anglaise. « Les méchants circulaient de tout côté, et les hommes les plus méprisables occupaient les

Digitized by Google

premiers rangs. » Comme agents de Jacques II, ils établirent un gouvernement arbitraire ; comme revêtus de charges publiques, ils convoitèrent de gros émoluments.

Les écoles d'enseignement, dont anciennement on avait pris tant de soin, furent livrées à l'abandon et au déclin. Les institutions religieuses se trouvèrent affaiblies par la suppression des moyens employés pour les soutenir. « Il est plaisant, » disaient les agents étrangers de la tyrannie, « de voir de pauvres savetiers et de malheureux artisans, qui ne possédaient ni maisons ni terres, se pavanant et faisant grande figure aux élections, tandis que quelques-uns des plus riches et des plus importants marchands de la contrée ne valent pas plus que des chiffres insignifiants ; » aussi les assemblées dans les villes ne furent-elles plus autorisées que pour le choix des fonctionnaires locaux (1688). Le vote par scrutin fut repoussé. Andros dit ouvertement à un comité de Lynn : « Il n'y a rien qui ressemble à une ville dans tout ce pays. » Se réunir et délibérer dans des meetings de villes fut considéré comme un acte de sédition ou une émeute.

Il ne fut tenu aucun compte de la liberté individuelle ni des coutumes du pays (1687). Personne ne pouvait quitter le territoire sans une permission spéciale. Les honoraires pour vérification de testament s'accrurent de presque vingt fois plus que le taux antérieur. « West extorque tout l'argent qu'il veut, au grand détriment de la population, et il rend le régime actuel accablant, » dit Randolph, car les gens sans probité se trahissent les uns les autres. Les scrupuleux puritains crurent voir établir un test, qui les dépouillait complétement de leurs immunités, lorsqu'on introduisit la coutume idolâtre de prêter serment en posant la main sur la Bible.

La baie de Massachusetts jusqu'alors n'avait pas encore

Digitized by Google

été témoin de la célébration du culte anglican, sauf par le chapelain de la commission si détestée de 1665. Mais le jour de la liberté était venu pour l'église épiscopale. Andros demanda (1686) pour elle un des temples non conformistes. Les puritains, en répondant à cette demande, sentirent le souvenir des maux qu'ils avaient endurés pendant un siècle se réveiller dans leur mémoire. « En bonne conscience, nous ne pouvons y consentir, » dirent-ils. Le maître du local, Needham, déclara qu'il ne sonnerait pas la cloche; pourtant à l'heure désignée, la cloche sonna (1687); et l'amour de la liberté ne s'éteignit pas, bien qu'un ministre eût lu en surplis les prières communes dans un temple puritain de Boston. Peu à peu, la population fut invitée à contribuer à l'érection d'une église (1688). « Les évêques auraient trouvé bien étrange, » répondit Sewall avec raison, « si on leur avait demandé de contribuer à l'érection de temples pour la Nouvelle Angleterre. »

Sur les instances de Jacques II et avec son concours spécial, Andros et son conseil imposèrent (1687) une taxe d'un penny par livre et une capitation de vingt pence, et augmentèrent encore ultérieurement les impôts. Presque toutes les villes refusèrent de payer. Wilbore, de Taunton, fut emprisonné pour avoir écrit une protestation. John Wise, dans une réunion de citoyens, conseilla la résistance à la population d'Ipswich; ce ministre avait coutume de répéter : « La démocratie est le gouvernement du Christ dans l'Église et dans l'État. Nous avons, » disait-il, « un bon Dieu et un bon roi; nous ferons donc bien de maintenir nos priviléges. » — « Vous n'avez pas de priviléges, » répondit un membre du conseil après la mise en accusation de Wise et de quelques autres personnes marquantes, « vous n'avez plus d'autre privilége que celui de ne pouvoir être vendus comme esclaves. » — « Croyez-vous, » demanda Andros, « que Tom

Digitized by Google

et Joe aient le droit de décider combien d'argent le roi peut recevoir ? » L'ordonnance d'*habeas corpus* fut suspendue. Les prisonniers invoquèrent la Grande Charte. « Ne pensez pas, » répliqua l'un des juges, « que les lois de l'Angleterre vous suivent jusqu'au bout du monde. » Dudley, en soutenant l'accusation, dit ouvertement au jury, composé d'hommes vendus au pouvoir : « Dignes gentlemen, nous attendons de vous un bon verdict. » Le verdict arriva en effet, et à l'emprisonnement succédèrent de fortes amendes et des privations partielles de droits.

L'oppression menaçait le pays de ruine ; et les oppresseurs, faisant allusion à une opinion répandue en Angleterre parmi les marchands, partisans des monopoles, répliquaient sans déguisement : « Il n'est pas de l'intérêt de Sa Majesté que vous prospériez. »

Les taxes en somme n'étaient pas accablantes et on les appliquait à des objets d'utilité publique (1687-1688). Mais les agents de la tyrannie, semblables à des loups affamés, étaient avides de spoliations. En 1680, Randolph avait insinué que « les habitants de Boston n'avaient aucun droit au gouvernement ni à la possession des terres et qu'ils n'étaient que des usurpateurs. » Le roi Jacques, en effet, ordonna de leur concéder « leurs propriétés particulières, conformément à leurs anciens titres ; » les honoraires à percevoir du chef des concessions, tel était le motif de ces extorsions. « Tous les habitants, » écrivait Randolph triomphant, « doivent prendre de nouvelles concessions pour leurs terres, ce qui produira des profits considérables. » En effet, il n'y avait pas assez d'argent dans le pays pour payer les sommes exorbitantes qu'on exigea.

Les colons invoquèrent leur charte ; mais on déclara nulles les concessions faites en vertu de la charte, celle-ci ayant été confisquée. — Lynde, de Charlestown, produisit un

Digitized by Google

contrat passé avec les Indiens. On ne le jugea « pas plus valable que le griffonnage d'une patte d'ours. » Des terres avaient été occupées non en vertu d'une tenure féodale, mais en vertu de concessions faites par la cour générale à des villes, et par celles-ci à des particuliers. La ville de Lynn exhiba ses archives; on n'en fit pas plus de cas que « si cela ne signifiait rien. » D'autres alléguèrent la prise de possession et l'usage de la terre. « Vous prenez possession pour le roi, » leur répondit-on. — « Les habitants du Massachusetts citaient beaucoup lord Coke; » mais John Higginson, ministre de Salem, se voyant battu dans son argumentation par Andros, qui était un habile avocat, remonta du droit coutumier de l'Angleterre au livre de la Genèse et, rappelant que Dieu avait accordé la terre aux fils d'Adam pour la subjuguer et la peupler, il déclara que le peuple de la Nouvelle Angleterre tenait ses terres en vertu « de la grande charte de Dieu. » Andros irrité lui ordonna de se déclarer « sujet ou rebelle. » Des favoris s'approprièrent des terrains réservés aux pauvres et généralement toutes les terres publiques; les ordres d'intrusion se multiplièrent et, pour accorder une patente aux propriétaires, on exigeait des sommes qui s'élevaient, dans certains cas, au quart de la valeur de leurs immeubles. Un jury composé d'hommes vendus au pouvoir ne présentait pas la moindre garantie. « Notre condition, » disait Danforth (1688), « diffère peu d'un esclavage absolu; » aussi le peuple de Lynn remercia Dieu plus tard d'avoir échappé à la pire des servitudes. « Le gouverneur a violé la liberté et la propriété des citoyens de telle manière, » disait le modéré Increase Mather, « que personne ne pourrait dire que quelque chose lui appartient. »

La juridiction d'Andros avait embrassé dès le commencement toute la Nouvelle Angleterre (1687). Une ordonnance de *quo warranto* avait été publiée contre la charte de Rhode

Digitized by Google

Island. Le jugement porté contre le Massachusetts ne laissait plus aucun espoir de protection de la part des tribunaux soumis à la volonté royale. Aussi les Quakers, conformément aux instructions des villes, résolurent de ne pas « entamer de procès, » mais d'en appeler à la conscience du roi (1686) « pour ce qui concernait les priviléges et les libertés accordées par Charles II de bienheureuse mémoire. » Des fleurs étaient ainsi répandues sur la tombe de Néron; la colonie de Rhode Island avait du reste des motifs de bénir la mémoire de Charles II. Andros, peu après son arrivée, demanda qu'on lui livrât la charte. Walter Clarke, le gouverneur, insista pour que l'on attendît « un moment plus propice. » Mais Andros se rendit dans le Rhode Island et prononça la dissolution du gouvernement (1687) dont il brisa le sceau. Il nomma membres de son conseil cinq citoyens de cet État; une commission, irresponsable vis-à-vis du peuple, remplaça ainsi l'ancien système de liberté. Il résulte à l'évidence des archives que les magistrats ne levaient que des taxes modérées, payables en laines ou en d'autres produits. On a prétendu que la population de Rhode Island fut satisfaite du nouvel ordre de choses et qu'elle ne se donna pas la peine de solliciter la restitution de sa charte.

Pendant l'automne de la même année, Andros, suivi de quelques membres de son conseil et d'une escorte armée, se prépara à aller dans le Connecticut afin d'y prendre les rênes du gouvernement. Combien ce voyage différait de celui de Hooker et de son paisible troupeau! Dongan avait en vain engagé le peuple du Connecticut à se soumettre à sa juridiction; les habitants résolurent tout au moins de courir la chance de conserver leur liberté en se soumettant à la décision des tribunaux anglais asservis. Après la troisième ordonnance de *quo warranto*, ils adressèrent au roi une pétition, où ils soutinrent les droits que leur conférait leur

Digitized by Google

charte, et où, en tout cas, ils manifestaient le désir de partager le sort du Massachusetts plutôt que d'être annexés à New-York. Andros trouva l'assemblée réunie en session et lui demanda la remise de la charte. Le brave gouverneur Treat défendit avec ardeur cette patente si chère, conquise au prix de tant de sacrifices et de martyres et qu'une période de bonheur avait rendue encore plus précieuse. Pendant que la discussion se prolongeait, les ombres du soir avaient envahi la salle; une foule inquiète de fermiers s'y pressaient pour assister au débat. La charte était déposée sur une table. Tout à coup, les lumières s'éteignent, et lorsqu'elles sont rallumées, la charte a disparu. Joseph Wadsworth, de Hartford, se glissant sans bruit à travers la foule qui s'entrouvrait sur son passage, alla cacher le précieux parchemin dans le creux d'un chêne, plus ancien que la colonie et qui existe encore aujourd'hui, comme pour confirmer le fait. Quoi qu'il en soit, Andros s'empara du gouvernement, choisit ses conseillers et, ayant demandé les archives du Connecticut, termina par le mot Finis ces annales de la liberté de ce pays. Le Connecticut devait-il résister et proclamer seul l'indépendance? Il se soumit; mais les colons, dans leurs consciences, ressentirent plus tard « quelque trouble d'avoir trop facilement cédé. »

Si le Connecticut perdit ses libertés, la frontière orientale fut dépeuplée. Une expédition contre les établissements français, qui a laissé un nom à Castine, excita la colère des Indiens du voisinage. Andros, après avoir imité quelque peu l'exemple de Penn, poursuivit (1688) en vain un ennemi qui battait en retraite et qui avait pour alliés puissants des forêts sauvages et les rigueurs de l'hiver.

Peu après cette première excursion à l'est, toute la côte maritime depuis le Maryland jusqu'à la Sainte-Croix se trouva réunie sous une seule domination despotique et d'une

Digitized by Google

grande étendue. La totalité des possessions, dont Boston, la ville anglaise la plus considérable du Nouveau Monde, était la capitale, fut livrée à Andros, le gouverneur général, à Randolph, son secrétaire, et à leurs avides associés. Mais l'appauvrissement de ces contrées frustra leur cupidité. La partie orientale du Maine avait déjà été mise au pillage par des agents qui s'étaient comportés « aussi arbitrairement que le Grand Turc, » comme l'avoue Randolph lui-même; à New-York également, ajoutait encore Randolph, « il y a peu de choses à tirer, » car la population y « a été pressurée sec par Dongan. » Quoi qu'il en soit, à l'arrivée de sa nouvelle commission, Andros se dirigea en toute hâte vers le Sud, afin de prendre la place d'un rival qu'il détestait et de s'emparer du gouvernement du New-York et du New-Jersey.

L'esprit qui animait les colonies de la Nouvelle Angleterre servit à maintenir vivaces leurs libertés; au milieu de l'affliction générale, les ministres prêchèrent la sédition et formèrent des plans de résistance (1687-1688). A la grande colère du gouverneur, ils supprimèrent un jour au moins les actions de grâces; et à l'occasion de jeûnes particuliers, ils supplièrent le Seigneur de se repentir pour ses serviteurs dont le pouvoir avait disparu. L'illuminé Moody ne voulut pas s'abandonner au désespoir, persuadé que Dieu serait encore « glorifié parmi les païens. »

Le jour du Seigneur, désigné comme un jour d'actions de grâces en l'honneur de la grossesse de la reine (1688), l'église ressentit bien de l'affliction de la faiblesse d'Allen, qui, d'après la version littérale du livre des psaumes arrangé par Bay, se mit à prononcer cette strophe :

« Jéhovah dans ta force
Le roi se réjouira,
Il se réjouira dans ton salut,
Avec quelle véhémence!
Tu lui as accordé
Ce que son cœur désirait,
Et tu n'as pas empêché
Ce que ses lèvres demandaient. »

Digitized by Google

Mais Willard, tout en lisant avant la prière, au milieu d'une foule d'autres renseignements, le motif de la gratitude du gouverneur, et après avoir prié largement pour le roi, suivant l'usage des puritains, « ne changea pas du reste d'un iota ses procédés habituels; » puis, comme la crise devenait imminente, il excita les assistants au moyen de ce texte : « Nous n'avons pas encore résisté jusqu'au sang, en faisant la guerre au péché. »

Cependant on différa de recourir aux mesures désespérées, avant qu'un des ministres eût pu en appeler au roi; et Increase Mather, échappant à la vigilance de Randolph, s'était déjà embarqué avec cette dangereuse mission de réclamer justice. Mais le soulagement provint d'une révolution, dont l'influence devait se faire sentir dans tout le monde européen.

A la restauration de Charles II, l'élément puritain ou républicain perdit tout espoir d'obtenir la suprématie; aussi l'histoire d'Angleterre, pendant la période suivante (1660-1688), n'est que l'histoire des efforts tentés pour établir un compromis entre le principe monarchique et le principe républicain. La lutte pour la liberté se continua, mais dans des limites assez resserrées, pour ne jamais mettre en danger l'existence, ni même mettre en question le droit de la monarchie elle-même. Le peuple avait entrepris une révolution démocratique et avait échoué; maintenant il voulait attendre et surveiller les mouvements des propriétaires du pays; ne prétendant plus s'agiter pour dominer les événements, il se rangea, en général, quoique sans enthousiasme, du côté de la fraction la plus libérale et la plus tolérante de l'aristocratie.

Le ministère de Clarendon, le premier après la restauration (1660-1667), reconnut l'inviolabilité de la souveraineté du roi et chercha dans l'épiscopat et la haute noblesse, des

Digitized by Google

alliés naturels de la prérogative royale. Sa politique, qui n'était pas dépourvue d'un honorable sentiment de nationalité et ne négligeait pas entièrement les libertés anglaises, fit revivre cependant l'intolérance et, tout en respectant l'équilibre des pouvoirs, réclamait la prépondérance pour le monarque. Mais vingt ans de liberté avaient rendu impossible la domination de l'église anglicane. L'Angleterre devint mécontente; cessant de désirer la république, elle n'en exigea pas moins une plus grande sécurité pour la liberté. Or, comme il n'était plus question d'élections générales pour le parlement, un changement de ministère ne pouvait s'effectuer que par une faction au sein de la cour. Le conseil royal soutenait Clarendon; mais les courtisans libertins, se moquant de son air morose, répétaient les plaintes du peuple contre lui. Sa chute « fut certainement préparée dans l'appartement de lady Castlemaine; » aussi, au moment où Clarendon sortait à midi de chez le roi qui lui avait donné son audience de congé, elle courut en déshabillé de son lit dans sa volière, pour jouir du spectacle d'un ministre déchu et « se féliciter du départ du vieil homme. » Les roués de Whitehall s'empressèrent en foule de venir « lui parler dans sa cage à oiseaux. » — « Vous êtes, » lui dirent-ils en jetant un regard sur le chancelier qui s'éloignait, « vous êtes l'oiseau de passage. »

Suivit alors l'administration de la cabale (1668-1671). L'Angleterre avait demandé un ministère libéral, elle obtint un ministère dissolu; elle avait demandé un ministère indépendant de l'épiscopat, elle en obtint un indifférent à toute religion et ne s'inquiétant de rien que de plaisirs. Buckingham, son chef, ce noble bouffon, séduisait les femmes des autres, se battait en duel et entraînait à sa suite toute une troupe de débauchés; mais il n'était pas, comme Clarendon, tory par système; loin de protéger la suprématie exclusive

Digitized by Google

de l'église anglicane, il tournait en ridicule les évêques aussi bien que les sermons; et lorsque les quakers l'abordèrent, leurs chapeaux sur la tête, pour lui parler de l'égalité des droits de toutes les consciences, il leur répondit qu'au fond du cœur il partageait leurs principes. L'honneur de l'Angleterre fit naufrage; la banqueroute engloutit ses finances; mais on ne s'opposa plus avec une ferme constance aux progrès du peuple vers la liberté intérieure; aussi l'Angleterre fut-elle plus satisfaite que sous l'administration du sage et vertueux Clarendon.

A mesure que les tendances de la cabale devinrent évidentes, de nouvelles divisions éclatèrent nécessairement (1671-1673) : le roi était entouré d'hommes toujours résolus à soutenir la prérogative et à enrayer le mouvement de l'époque; d'un autre côté, Shaftesbury, poursuivant sans cesse le même but, « ne voulant pas nuire au roi, désirant pourtant le tenir bien apprivoisé dans une cage; » adversaire des évêques, parce que les évêques voulaient placer la prérogative au dessus de la liberté; adversaire de la démocratie, parce que la démocratie voulait substituer la liberté au privilége, organisa le parti connu plus tard sous le nom de parti whig, et se conforma ainsi à l'esprit du temps. C'était une époque de progrès pour la liberté de conscience; Shaftesbury favorisa la tolérance : c'était une époque où le vaste développement de l'activité commerciale réclamait pour les intérêts pécuniaires une part d'influence dans le gouvernement : Shaftesbury prêta toujours une oreille complaisante aux marchands. Le commerce et la tolérance protestante furent les éléments de son pouvoir sur l'esprit public. Il partagea moins la domination avec les marchands et les presbytériens, qu'il ne joua vis-à-vis d'eux le rôle de protecteur; car son principal objet, c'était d'empêcher « le seau » de l'aristocratie de couler bas. La déclaration d'indulgence, cet

Digitized by Google

acte émané de la haute prérogative du roi, bien que dirigé contre les partisans de la prérogative, telle fut la mesure qu'il fit passer (1672). Immédiatement la liberté de conscience éveilla dans l'industrie de l'Angleterre une énergie jusqu'alors inconnue, et Shaftesbury, l'incrédule chancelier, se vit célébré comme le sauveur de la religion. Cette mesure aurait probablement réussi, si le roi s'était montré ferme. Mais Charles II hésita; car il redoutait les dissidents : les presbytériens hésitèrent également; comment pouvaient-ils se sentir satisfaits d'un soulagement dépendant du bon plaisir du roi? Le sceau de la déclaration fut brisé en présence même du monarque; Shaftesbury, de son côté, n'espérant plus rien de la faveur de son inconstant souverain, chercha à se concilier la popularité, en faisant adopter un acte de test contre les papistes, et en soutenant avec vigueur un bill en faveur des protestants dissidents. Shaftesbury succomba (1673).

Les anciens cavaliers recouvrèrent leur influence sous le lord trésorier Danby (1673-1679). On se mit donc à élever des statues à Charles Ier et de nouvelles cathédrales. Danby, pour affermir son parti en gagnant la confiance des protestants, ne dissimula pas ses bonnes dispositions à aider à la destruction du papisme et à contribuer à l'explosion du complot papiste. Mais Shaftesbury était déjà assuré de l'appui des marchands et des dissidents. « Que le trésorier, » s'écria le chancelier tombé, « parle aussi haut qu'il veut; j'élèverai la voix une note plus haut que lui et je prendrai bientôt sa place à la tête du complot; » en effet, demeurant indifférent aux parjures et aux meurtres judiciaires, il finit par réussir. Il y avait dans la servile Chambre des communes d'alors un grand nombre de membres corrompus, qui n'auraient jamais été élus sans l'accès d'enthousiasme royaliste qu'excita d'abord la restauration. Danby préférait garder toujours ce

Digitized by Google

parlement incapable plutôt que de courir les chances de nouvelles élections; il acheta donc les votes des gens sans principes, en leur accordant des pensions et des récompenses. Mais la friponnerie est inspirée par une sagesse qui lui est propre; les représentants éhontés avaient pour maxime arrêtée de ne jamais céder assez en une fois pour cesser d'être nécessaires; ayant découvert les intrigues de Danby tendant à obtenir un revenu permanent de la France, ils se montrèrent honorablement fidèles à la nationalité anglaise, et fidèles également à leurs vils instincts d'égoïsme, ils mirent le ministre en accusation (1679). Pour sauver le ministre, le roi prononça la dissolution de ce parlement, le plus long qu'aient eu les Anglais.

Quand après dix-neuf ans, le peuple anglais se vit autorisé de nouveau à se choisir des représentants, la grande majorité qui se prononça contre la cour obligea à réorganiser le ministère; s'appuyant sur l'opinion publique et le parlement, Shaftesbury, qu'à cause de sa mobilité et de sa petite stature, le roi nommait Petite Sincérité, força le monarque récalcitrant à le désigner comme lord président du conseil. Cet événement marque une nouvelle ère dans l'histoire d'Angleterre. La Chambre des communes avait mis des ministres en accusation et les avait privés de leurs charges. Ce qui distingue Shaftesbury, c'est qu'il fut le premier homme d'État qui obtint la direction d'un ministère, contre le vœu du roi, par l'influence du parlement et au moyen d'un parti organisé. On proposa dans le cabinet un bill d'exclusion du duc d'York à la succession au trône; un bill fut présenté à cet effet à la Chambre des communes et l'on observa que les jeunes membres soutenaient toutes les mesures contre le duc d'York, « comme autant de jeunes épagneuls qui courent et aboient, à la vue de chaque alouette qui s'envole. » — « La hache est portée à la racine, » écrivait

Digitized by Google

Charles; « la monarchie doit se laisser renverser ou se courber excessivement bas devant le pouvoir tout-puissant du parlement. » Aussi, à peine Shaftesbury, qui, en sa qualité de chancelier, avait jadis ouvert les portes de la prison à Bunyan, eut-il maintenant, comme président du conseil, fait adopter l'acte d'*habeas corpus*, que les communes furent prorogées et dissoutes. Shaftesbury perdit ses fonctions et dorénavant les conseils des Stuarts penchèrent vers l'absolutisme.

Immédiatement une agitation universelle s'empara des esprits de la nation. Sous l'influence des idées de Shaftesbury, une immense procession parcourut les rues de Londres, pendant la nuit de la reine Élisabeth, à la lueur de milliers de flambeaux et en présence de deux cent mille spectateurs; on y portait des emblèmes et des figures de cire, représentant des nonnes et des moines, des évêques revêtus de chapes et de mitres, et aussi — ce qu'il faut remarquer, car c'est une preuve du soin qu'on prenait de se concilier les presbytériens, — des évêques en surplis, des cardinaux avec des chapeaux rouges, et tout à la fin, le pape de Rome, placé côte à côte dans une litière avec le diable; l'indocile Monmouth fut accueilli par des feux de joie et au son des cloches; une panique fut causée, comme si tous les hommes libres protestants, devaient se voir massacrés, leurs femmes et leurs filles violées; le royaume fut partagé en districts entre des comités, pour se procurer des pétitions en faveur d'un Parlement; une de ces pétitions entre autres fut couverte de vingt mille signatures et avait trois cents pieds; enfin l'institution anglo-saxonne que l'on chérissait le plus, fut appelée à rendre service, lorsque Shaftesbury, ayant intenté un procès à Westminster (1680), représenta au grand jury les énormes dangers qu'on avait à redouter du papisme, accusa le duc d'York d'être un non-conformiste et qualifia

Digitized by Google

la nouvelle maîtresse du roi, la duchesse de Portsmouth, de « peste publique. » Cette agitation excessive amena des résultats; en effet, dans deux Parlements successifs, dans chacun desquels les membres qui au fond du cœur étaient dissidents eurent la majorité, le bill d'exclusion du duc d'York passa à la Chambre des communes, où il l'emporta au vote, et n'échoua que devant la Chambre des lords et devant la volonté du roi.

L'esprit public, dont le respect inébranlable pour la succession héréditaire allait même jusqu'à la superstition, n'était pourtant pas mûr pour approuver cette mesure d'exclusion. Après une session de moins d'une semaine, Charles II prononça la dissolution du dernier Parlement qui se réunit sous son règne et il fit appel au peuple contre ses ennemis. Pour échapper à l'accusation de despotisme, il fit encore pendre un papiste dont il connaissait l'innocence; et ses partisans déclarèrent qu'il n'avait d'autre intention que de résister aux tendances arbitraires « d'un épiscopat républicain » et à la prise de possession par la multitude de la chaire d'infaillibilité. La féroce intolérance déployée à l'occasion du complot papiste perdit tout son crédit; on redoutait plus l'anarchie et la guerre civile qu'on ne craignait la prérogative royale.

Le roi avait déjà exercé la faculté de restreindre la liberté de la presse; au moyen des juges qui tenaient leur charge de son bon plaisir, il dominait les tribunaux; en cessant de convoquer le Parlement, il se rendit irresponsable vis-à-vis du peuple; en poursuivant une guerre judiciaire contre les chartes des villes et les monopoles des bourgs, il redressa un grand nombre d'abus réels, mais il soumit en même temps les corporations à son influence. Comme il exerçait la haute main sur la désignation des sheriffs, il contrôlait la nomination des jurys; l'Angleterre se vit ainsi gouvernée et

Digitized by Google

administrée pendant les trois ou quatre dernières années de Charles II comme une monarchie absolue. Une « association » contre le duc d'York ne pouvait obtenir au sein d'une aristocratie intéressée le succès qu'avait eu le covenant écossais au milieu d'un peuple de fidèles; aussi l'exil volontaire de Shaftesbury, après la découverte et la ruine de ses plans, n'excita pas le moindre regret dans les rangs de la plèbe. Le peuple anglais ne ressentit point une profonde indignation en voyant Russell monter à l'échafaud; et le jour même où la hache trancha la tête du martyr le plus pur des libertés aristocratiques, l'université d'Oxford proclama que l'obéissance absolue est un des signes caractéristiques de l'église anglicane; en même temps elle condamna une partie des ouvrages de Knox, de Milton et de Baxter comme « faux, séditieux et impies, hérétiques et blasphématoires, déshonorants pour la religion chrétienne et destructifs de tout gouvernement » et elle ordonna (1683) en conséquence de les brûler. Algernon Sidney monta peu après à l'échafaud.

Ainsi la liberté qui, à l'époque de la restauration, avait excité les sentiments de loyauté, bannie des rangs du peuple, se fraya sa route à travers les courtisans et les maîtresses du monarque jusque dans les conseils royaux. Chassée du palais, elle en appela au Parlement et au peuple et se fortifia par l'antipathie frénétique qu'inspiraient les catholiques romains. Exilée des Parlements par leurs dissolutions, du peuple par le déclin de son agitation, elle alla se cacher au sein d'une association aristocratique et d'un conseil secret aristocratique. Chassée de cette retraite par les dénonciations et les exécutions, et n'ayant plus rien à espérer ni du Parlement, ni du peuple, ni de la presse, ni des cours de justice, ni du souverain, elle abandonna le sol de l'Angleterre, pour se réfugier dans les États du prince d'Orange.

Digitized by Google

On put apprécier à la mort de Charles II (1685), combien était complet le triomphe de la monarchie en Angleterre. Le frère de Charles, que dans trois Parlements successifs la Chambre des communes avait voulu exclure du trône, y monta sans opposition, continua à lever les taxes en vertu de sa prérogative, réprima facilement l'insurrection de Monmouth et convoqua, conformément au nouveau système de chartes, un Parlement si servile qu'il courba le dos sous le châtiment royal. Les « coquins de presbytériens, » les importuns calvinistes, qui, depuis le règne d'Édouard VI, avaient conservé vivante la liberté anglaise, se virent traduits en même temps devant les tribunaux. « Richard, » dit Jeffries à Baxter, « Richard, tu es un vieux fripon; tu as écrit assez de livres pour remplir un chariot, et chacun d'eux renferme autant de propositions séditieuses qu'un œuf est rempli de viande. Je sais que tu as un puissant parti, qu'un grand nombre de tes confrères attendent dans quelque coin pour voir ce qui adviendra de leur principal chef; mais, par la grâce du Dieu Tout-Puissant, je vous écraserai tous; » et, en effet, le jury docile trouva « le principal incendiaire » coupable de sédition. L'esprit factieux avait été refoulé; les « coquins » étaient passés de mode; il ne leur restait plus qu'à « prospérer dans les plantations » de notre Amérique, et à apprendre, comme le disaient les royalistes,

« Combien l'air de la Pennsylvanie convient aux Quakers,
Et celui de la Caroline à des faiseurs d'associations,
Deux pays encore trop bons pour des fous et des traîtres.
Il est vrai que les saints sont si abondants dans ce royaume
Et que chaque époque en produit en si grande quantité
Qu'il faudrait maintenant plus de deux Nouvelles Angleterres pour eux. »

Mais le flot de la liberté montait toujours et bientôt il emporta les « saints » et les « fripons » et les « coquins, » pour les délivrer.

Digitized by Google

Afin de bien comprendre la révolution qui survint, il faut se mettre dans l'esprit que la grande masse des dissidents luttait pour la liberté; seulement, contenus par le souvenir de l'issue malheureuse de la révolution précédente, ils se rangèrent avec une modération calculée sous la bannière du parti le plus libéral de l'aristocratie. Les officiers de l'armée de Cromwell avaient été, « pour la plupart, des gens de basse condition, des brasseurs même, des savetiers et autres artisans; » le camp de Guillaume d'Orange vit arriver des recrues placées sous la direction de l'épiscopat et de la haute noblesse. Il y eut un mouvement populaire considérable, mais c'était un mouvement subordonné; aussi le prince, dans sa proclamation, ne fit mention du peuple que comme « le partisan » de la *gentry*. Pourtant la révolution de 1688 est due aux dissidents tout aussi bien qu'à l'aristocratie whig, à Baxter pas moins qu'à Shaftesbury. Ce fut la conclusion des conflits qui, à l'époque de Henri VIII et d'Édouard, avaient commencé à éclater entre les épiscopaux et les puritains, entre ceux qui invoquaient la religion à l'appui de l'obéissance passive et ceux qui estimaient la religion supérieure à l'homme et tenaient la résistance à la tyrannie comme un devoir de chrétien. Si l'aristocratie whig tourna les yeux vers le stadhouder de la Hollande aristocratique comme vers le défenseur de ses libertés, Baxter et les presbytériens virent dans le calviniste Guillaume un vengeur tolérant.

Les deux grands partis aristocratiques qui dirigèrent la politique de l'Angleterre, respectaient également la constitution anglaise établie. Mais les tories, inclinant pour le passé, repoussaient toute réforme; ils défendaient leurs priviléges contre les envahissements progressifs de la civilisation. Les évêques, qui prétendaient pour eux-mêmes à un droit divin acquis par une succession directe, étaient leurs

Digitized by Google

alliés naturels; le parti tory avait donc pour tout but de soutenir les droits inviolables des évêques, de l'aristocratie et du roi contre les dissidents, les républicains et les whigs.

Les whigs formaient également un parti dans l'aristocratie, résolu à défendre ses priviléges contre les usurpations du monarque. A une époque avide de liberté, les whigs, ne réclamant guère de nouvelles franchises, recueillirent toutes les libertés, féodales ou populaires, reconnues par la loi anglaise et sanctionnées par le contrat fictif de la prescription. A une époque où l'affranchissement de toutes les classes faisait des progrès, ils partagèrent l'influence politique avec les marchands et les banquiers; dans un temps de sectes religieuses, ils se joignirent à l'église anglicane, qui était la plus modérée et la plus libérale, et aux sectes dont la dissidence était la moins manifeste; dans un moment d'investigations spéculatives, ils favorisèrent la liberté de la presse. On peut juger de l'importance de ce parti par ce fait qu'il se flattait de compter dans ses rangs des hommes d'opinions aussi opposées que Shaftesbury et Sidney, que Locke et Baxter.

Presque tous les hommes riches et instruits en Angleterre avaient embrassé un de ces deux partis. Un troisième parti cependant s'était formé de ceux qui s'engageaient à « rechercher, à aimer et à choisir ce qu'il y a de meilleur. » Ceux-ci demandaient l'abolition de tous les statuts pénaux et des actes du test; ils voulaient que pour toutes les catégories de non-conformistes, catholiques-romains ou dissidents, que pour les sectes plébéiennes, pour « les gens les moins élevés de condition et les plus grossiers, » pour « la classe la plus malpropre, » il y eût également accès dans l'arche de l'Angleterre; que l'église anglicane, satisfaite de ses revenus, abandonnât son système de cachots, de coups de fouet, de cordes et de potences, et cessât de labourer les profonds

Digitized by Google

sillons de la persécution; que la concession de libertés égales renforçât l'État, garantît sécurité au prince, satisfaction à la multitude, prospérité au pays, et mît enfin l'Angleterre à même de remplir sa mission, c'est à dire de protéger la liberté européenne contre l'ambition de la France; ils soutenaient que la raison, le droit naturel et l'intérêt public exigeaient une glorieuse grande charte en faveur de la liberté intellectuelle, dût même cette concession être suivie « d'une dissolution de la grande corporation de la conscience. » Telles étaient les idées défendues par William Penn contre ce qu'il appelait « les préjugés de son temps; » et ce sont ces idées qui lui firent reprocher d'être un ami de la tyrannie et un jésuite déguisé.

Mais le dénouement aisé de la lutte provint de la division des partisans mêmes de la monarchie (1685-1686). Jacques II ne pouvait comprendre ni la valeur de la liberté, ni la puissance obligatoire de la loi. Il envisageait l'ordonnance d'*habeas corpus* comme incompatible avec la monarchie et comme « un grand malheur pour le peuple. » Une armée permanente et des tribunaux corrompus, répandant la terreur, voilà ce en quoi il mettait sa confiance; l'élève de Turenne se plaisait aux parades militaires; le catholique converti, soumis à son confesseur, s'affranchissait des lois, multipliait les chapelles catholiques, applaudissait à la révocation de l'édit de Nantes et s'efforçait de remettre le pouvoir civil et militaire entre les mains des catholiques romains.

Les évêques avaient unanimement voté contre son exclusion et, comme le drapeau de l'église anglicane était l'obéissance, Jacques, pendant quelque temps, rechercha l'alliance « des meilleurs de cette race impure, » de la seule secte protestante qu'on pût tolérer. Pour gagner la faveur de l'épiscopat à l'égard des catholiques romains, il se montra

Digitized by Google

disposé à persécuter les protestants dissidents. Ce fut le moment de l'influence de Rochester.

L'église anglicane refusa cette alliance. Dès lors (1687-1688) le roi retira sa confiance à tous les protestants zélés; il applaudit au fanatisme de Louis XIV, auquel il demandait de l'argent. « J'espère, » disait-il, « que le roi de France m'aidera et qu'ensemble nous opérerons de grandes choses pour la religion. » Aussi l'église établie devint-elle l'objet de sa haine implacable. « Le jour de grâce était passé » pour cette église. Le monarque lui enleva sa faveur, afin qu'elle s'affaiblît silencieusement et qu'elle tombât en dissolution comme la neige fond au printemps. Pour en diminuer le nombre des adhérents, et évidemment sans aucun autre motif, il accorda — ce que Sunderland aurait pu faire par indifférence et Penn par amour de la justice, — des droits égaux à toutes les sectes; aux puissants calvinistes et aux « faibles » quakers, aux anabaptistes et aux indépendants et à « toute la génération extravagante » que la soif insatiable d'examen aurait pu faire naître. La déclaration d'indulgence fut considérée comme un coup de mort pour l'église anglicane et un avant-coureur de la réconciliation de l'Angleterre avec Rome. Oxford vit entamer ses priviléges reconnus; on voulait que les catholiques pussent se partager ses riches dépouilles; les évêques furent emprisonnés parce qu'ils ne voulaient pas publier dans leurs églises la déclaration d'indulgence destinée à les abattre; enfin, pour que le système de la tyrannie pût se perpétuer, le ciel bénit le pieux pèlerinage du monarque, du moins celui-ci le croyait, à la source de saint Winifred, en lui accordant la faveur de voir sa femme devenir enceinte et un fils lui naître. Les anciens partisans de la prérogative furent foulés aux pieds et, dans leur désespoir, ils tournèrent leurs regards vers l'étranger pour retrouver cette liberté qu'eux-mêmes avaient aidé à

Digitized by Google

exiler. L'église anglicane, auparavant si docile, donna l'exemple de la rébellion. C'est ainsi que les desseins de Dieu s'accomplissent. « Que pensez-vous maintenant de la prédestination? » demanda Guillaume, en abordant en Angleterre. Les tories prirent la direction du mouvement (1688) en invitant le prince d'Orange à venir sauver l'église d'Angleterre; les whigs s'unirent à eux pour sauver les priviléges de la noblesse; les presbytériens se précipitèrent avec ardeur vers la seule avenue assurée qui pût les faire aboutir à la tolérance; quant au peuple, il acquiesça paisiblement à la révolution. Le roi Jacques se trouva seul dans son palais. Les prêtres catholiques à son service, épouvantés, s'enfuirent sur le continent; Sunderland se montra toujours faux; les amis intimes du monarque le trahirent; sa fille Anne, invoquant la conscience, se signala comme sa plus terrible ennemie. « Que Dieu me soit en aide, » s'écria le malheureux père en fondant en larmes; « mes propres enfants m'ont abandonné; » et son chagrin fut encore augmenté par la perte d'un morceau de la vraie croix, qui avait appartenu à Édouard le Confesseur. Paralysé par l'incertitude et le soupçon, dépourvu de conseillers, il s'enfuit comme une âme en peine de l'autre côté du détroit et renonça à trois royaumes pour une messe. Le prince d'Orange, appuyé par la trahison, s'empara de la couronne de son beau-père, sans coup férir, et Marie qui, par ses lettres perfides avait endormi son père dans la sécurité, vint en triomphant occuper le trône, le palais et le lit de son père et confisquer l'héritage de son frère.

Les droits des Anglais échappèrent ainsi à tout danger; ainsi la liberté protestante, après une longue lutte, compléta sa victoire et mit fin à jamais, en Angleterre, au pouvoir absolu; aussi bien dans l'État que dans le domaine de l'intelligence.

Digitized by Google

L'aristocratie, désireuse dans sa joie d'imprimer un caractère d'immortalité à ses priviléges, fit briller en lettres d'or ces paroles sur son étendard : *Nolumus leges Angliæ mutari.* L'humanité eut également sa part alors ; elle put se féliciter de la rédemption des libertés anglaises ; mais elle eut à réprouver la conduite dénaturée de ces filles qui condamnèrent leur père à l'exil et à la pauvreté ; elle eut à plaindre les catholiques romains opprimés et les dissidents seulement tolérés ; et, lorsque au soir de la longue lutte qu'avaient léguée Rogers et Hooper, et qui avait duré plus d'un siècle et demi, elle se choisit un lieu de repos ; ce ne fut que pour recueillir ses forces, dans l'intention bien arrêtée de recommencer son voyage au lever de l'aurore.

La grande nouvelle de l'invasion de l'Angleterre, en même temps que la déclaration du prince d'Orange, n'arriva à Boston que le 4 avril 1689. Le messager fut immédiatement emprisonné, mais on ne put supprimer le message dont il était porteur ; et puis « les prédicateurs avaient déjà mûri le mauvais dessein » d'une révolution. Car, les événements qui suivirent furent, « non pas une violente commotion de la canaille, mais bien une œuvre de perversité, depuis longtemps préméditée. »

« Il règne un murmure général parmi la population, qui attend beaucoup de son ancienne charte ou de ce qu'elle ne sait pas quoi ; » tel était le message de mauvais augure qu'envoyait Andros à Brockholt, en lui ordonnant de tenir ses soldats prêts à l'action.

Le 18 avril, vers neuf heures du matin, au moment même où George, commandant de la frégate la *Rose*, s'avançait sur le rivage, Green et les constructeurs de navires de Boston l'entourèrent et le firent prisonnier. La ville prit l'alarme ; le shériff royaliste chercha à calmer la multitude, qui de suite se saisit de lui. Le peuple se rendit alors en toute hâte auprès du

Digitized by Google

major du régiment et lui demanda des drapeaux et des tambours (1689). Celui-ci refuse, on le menace. Les attroupements ne font qu'augmenter; des compagnies se forment sous les ordres de Nelson, de Foster, de Waterhouse, leurs anciens chefs; à dix heures déjà, Bullivant, Foxcroft et Ravenscraft étaient arrêtés. De jeunes garçons parcouraient les rues avec des gourdins; les tambours battaient l'appel; le gouverneur et ses créatures rencontrant de la résistance dans le conseil, se retirèrent au fort, où ils demandèrent une conférence avec les ministres et deux ou trois autres personnes. On déclina cette conférence. Toutes les compagnies se rallièrent bientôt à l'hôtel de ville. Dans ce moment précisément, le dernier gouverneur de la colonie, qui était en fonction lors de l'abrogation de la charte, Simon Bradstreet, vieillard respectable de quatre-vingt-sept ans, un des premiers émigrants, magistrat en 1630, dont l'expérience servait de trait d'union entre les plus anciennes générations et la nouvelle, s'approcha de l'hôtel de ville et fut accueilli par les vives acclamations de ses concitoyens. Les anciens magistrats se virent réintégrés en guise de comité de sûreté; la ville entière se leva en armes, « avec la résolution la plus unanime qui ait jamais inspiré un peuple; » dans une déclaration, lue du balcon, l'insurrection était justifiée comme un devoir envers Dieu et envers le pays. « Nous confions notre entreprise, » y était-il ajouté, « à celui qui entend les cris des opprimés et nous conseillons à tous nos voisins, pour lesquels nous nous sommes ainsi exposés nous-mêmes, de se joindre à nos prières et aux actes légitimes que nous accomplissons pour la défense de la patrie. »

Un millier de soldats se réunirent du côté de Charlestown et le nombre en aurait pu être augmenté, si la chose eût été nécessaire. Le gouverneur, ayant essayé vainement de se sauver sur la frégate, fut contraint de chercher son salut

Digitized by Google

dans la soumission, ainsi que ses adhérents. Il dut traverser avec ses compagnons, les rues, où il avait d'abord étalé son vêtement écarlate et sa commission arbitraire; on le conduisit à l'hôtel de ville et de là en prison.

Le lendemain des essaims de multitude conduits par Shepherd, un maître d'école de Lynn, passèrent sur les bacs de Charlestown et de Chelsea. Les clameurs en général s'adressaient contre Andros et Randolph. Le château fut pris; on se rendit maître de la frégate; on occupa les fortifications.

Mais quel nouveau gouvernement allait-on instituer? On tint des meetings dans toutes les villes de la colonie, avant même que la nouvelle de la proclamation de Guillaume et de Marie ne fût arrivée. Sur cinquante-quatre villes, quarante votèrent certainement, et il est probable qu'il y en eut davantage, le rétablissement de l'ancienne charte. Des représentants furent élus et le Massachusetts vit de nouveau s'assembler la cour générale.

Il n'y a qu'un petit trajet de Boston à Plymouth. Le vingt-deux avril, Nathaniel Clark, l'agent d'Andros, était déjà en prison; Hinckley reprit des rênes du gouvernement, et les enfants des pèlerins firent revivre la constitution, qui avait été signée à l'unanimité à bord du *Mayflower*. Mais plus un des pères de l'ancienne colonie n'était resté en vie. John Alden, le dernier survivant des signataires, célèbre par ses habitudes de frugalité, et dont le bras avait fait courber les forêts, reposait dans le bras de la mort. Les jours des pèlerins étaient passés; une nouvelle génération se trouvait en possession du sol.

Les royalistes avaient prétendu que « les grandes sommités des quakers » de Rhode Island n'avaient rien retenu du quakérisme que son mépris pour les formes extérieures et qu'ils ne désiraient pas même le rétablissement de leur

Digitized by Google

ancienne charte. Le premier mai, jour ordinaire d'élection, les habitants et les hommes libres accoururent à Newport, et toute cette « démocratie » rendit grâces, « en face du monde entier, à la bonté de la Providence divine, pour avoir si miraculeusement soutenu ses prédécesseurs et elle-même au milieu de difficultés et d'épreuves plus qu'ordinaires. » « Nous regardons comme de notre devoir, » c'est ainsi qu'on s'exprimait, « de ressaisir nos bienfaisants priviléges d'autrefois, contenus dans notre charte. » Un vote unanime réintégra dans leurs charges les fonctionnaires qu'Andros avait destitués. Pourtant Walter Clark hésita. Pendant neuf mois, il n'y eut pas de suprême magistrat reconnu (1690). L'assemblée accueillit les excuses de Clarke et élut Almy. Celui-ci à son tour refusa. Personne donc n'oserait-il assumer la responsabilité d'un pareil poste? Tous les yeux se tournèrent alors vers un des vieux Antinomiens exilés, Henri Bull; un homme âgé de plus de quatre-vingts ans; et l'intrépide quaker, fidèle à la lumière intérieure, consacra les derniers jours de sa vie au rétablissement de la charte démocratique de Rhode Island. Un gouvernement libre y fut organisé de nouveau; la république reprit son ancien sceau, avec une ancre pour symbole et le mot : Espérance pour devise.

Le Massachusetts prit les armes et accomplit sa révolution sans concert préalable; « l'étonnante nouvelle se répandit bientôt avec la rapidité de l'éclair; » et le peuple du Connecticut rejeta avec mépris le gouvernement établi par Andros, gouvernement auquel il avait toujours redouté d'obéir, comme si c'eût été un péché. La charte, ternie, quoique non effacée, fut retirée de sa cachette; une assemblée fut convoquée et malgré le mot Finis inscrit par Andros, de nouveaux chapitres vinrent s'ajouter aux annales de la liberté. Le comté de Suffolk, dans Long-Island, se réunit au Connecticut.

Digitized by Google

New-York suivit également l'impulsion générale, mais avec moins d'unanimité. « Le complot hollandais » fut préparé par Jacob Leisler, un homme plein d'énergie, mais passionné, mal élevé et dépourvu de cette heureuse sagacité naturelle, qui fait sortir pour un individu un plan de conduite de ses propres instincts. Quoi qu'il en soit, la masse du peuple hollandais, guidée par Leisler et son beau-fils, demanda avec instance qu'on proclamât le stadhouder roi d'Angleterre.

Dans le New-Jersey il n'y eut point d'insurrection. Les habitants ne voulaient pas recourir à l'intervention des propriétaires. Il n'y a aucune raison de douter, que des fonctionnaires furent choisis, comme auparavant; dans la plupart des villes, par les citoyens eux-mêmes, pour régler toutes les affaires locales, tandis que d'autre part le gouvernement provincial, tel que l'avait établi Jacques II, tombait avec Andros (1689). Nous avons déjà vu que le Maryland avait aussi opéré une révolution dans laquelle l'intolérance protestante avait joué son rôle aussi bien que la liberté populaire. Les passions des Mohawks furent également excitées par l'espoir certain de trouver un allié; ils entonnèrent leur plus bruyant chant de guerre et se préparèrent à attaquer Montréal.

L'insurrection populaire, qui avait éclaté à Boston, s'étendit ainsi jusqu'à la baie de Chesapeake et au désert. Cette révolution de la Nouvelle Angleterre « fit un grand bruit dans le monde. » Son but, c'était la liberté protestante, aussi Guillaume et Marie, les souverains protestants, furent-ils proclamés au milieu de réjouissances inconnues auparavant à l'Amérique dans ses relations avec l'Angleterre.

Était-il possible que le Nouveau Monde fût trompé dans sa confiance, qu'au despotisme des Stuarts il n'eût fait que substituer la suprématie absolue du Parlement, qui devait

Digitized by Google

devenir pour lui la souveraineté d'une aristocratie commerciale. Boston avait été le foyer de cette insurrection qui se propagea alors jusqu'à la Chesapeake ; moins d'un siècle plus tard Boston devait inaugurer une nouvelle révolution au nom de l'humanité, et déployer une vigueur propre à émanciper le monde.

Digitized by Google

CHAPITRE XVIII.

RÉSULTATS OBTENUS JUSQU'A CETTE ÉPOQUE.

Nous venons ainsi de retracer l'histoire de la colonisation des douze plus anciens États de notre Union, en ne consultant presque exclusivement que les archives et les documents contemporains. A l'époque de la grande révolution européenne de 1686, ces États ne contenaient guère au delà de deux cent mille habitants. Le MASSACHUSETTS, avec Plymouth et le Maine, peut avoir eu quarante-quatre mille âmes; le NEW-HAMPSHIRE et RHODE ISLAND, avec Providence, six mille chacun; CONNECTICUT, de dix-sept mille à vingt mille; toute la Nouvelle Angleterre renfermait donc soixante-quinze mille âmes (1); NEW-YORK n'en possédait pas moins de vingt mille;

(1) Neal, II, 601. Sir Wm. Petty, 75, parle de 130,000. Brattle dit qu'en 1708, dans la Nouvelle-Angleterre, il y avait de 100 à 120,000 habitants. Cela est exact et correspond avec les autres chiffres. J'ai confiance dans la relation concernant le N. E. en 1688. Neal fait confusion quant à Boston, qui en 1790 n'avait pas 20,000 âmes, beaucoup moins en 1720. Les chiffres donnés dans le texte sont fournis par induction et je les crois exacts au fond. Les nombres positifs de cette époque sont la moitié du temps évidemment faux; il en est ainsi de ceux que donne Randolph. La relation contenue dans Humphrey évalue beaucoup trop bas la Virginie.

Digitized by Google

New-Jersey, que la moitié autant; la Pennsylvanie et le Delaware en contenaient peut-être douze mille; le Maryland vingt-cinq mille; la Virginie, cinquante-mille au plus et les deux Carolines, dans lesquelles était alors compris le territoire de la Géorgie, probablement pas moins de huit mille.

L'émigration des fondateurs de ces douze républiques et l'implantation des principes sur lesquels elles reposaient, furent, de même que l'introduction du christianisme à Rome, peu remarquées des écrivains contemporains; c'est cependant l'événement le plus mémorable du XVIIe siècle. Les éléments de notre pays, tel qu'il existe aujourd'hui, étaient déjà là.

De toutes les institutions de l'Ancien Monde, la monarchie n'avait aucun motif d'émigrer; elle n'était présente dans les colonies que comme une ombre, et, dans les colonies gouvernées par des propriétaires, que comme l'ombre d'une ombre. L'aristocratie féodale avait accompli sa mission en Europe; elle ne pouvait reconquérir une vie nouvelle dans le désert, au milieu de l'égalité des labeurs à surmonter; dans quatre au moins des douze colonies, elle n'eut, dès l'origine, pas la moindre existence du tout et dans les autres, elle laissa à peine une trace, sauf quant au mode de tenure de la propriété. La domination cléricale n'émigra pas non plus; la solide attraction de l'intérêt servit à la retenir dans l'Ancien Monde; la religion suivit seulement comme une compagne l'émigrant dans les forêts de l'Amérique; jamais l'esprit américain ne se plia à un culte idolâtre et formaliste; aussi ne vit-on pas un seul prélat dans toute la partie anglaise du nouveau continent. Les corporations municipales du monde commercial européen, ces espèces de retranchements solides des bourgeois contre l'aristocratie territoriale, ne pouvaient être transportées sur notre rivage, où nul château baronial n'exigeait une opposition concertée de la part des guildes;

Digitized by Google

L'Europe n'envoya rien en Amérique qu'un peuple libre. Le peuple, s'isolant de tous les autres éléments de la civilisation antérieure, le peuple industrieux et confiant en lui-même, le peuple rendu sage par toutes les traditions favorables au bonheur des masses, le peuple seul rompit avec l'influence européenne et jeta dans le Nouveau Monde les fondements de notre république,

> « Plébéienne, quelque généreuse que soit la souche
> D'où sont sortis sa beauté et sa gloire. »

Le peuple seul témoigna de son énergie. Comme Moïse il avait échappé à la servitude d'Égypte dans le désert, afin que Dieu pût lui donner le modèle du tabernacle. Comme l'Évangéliste privilégié, les exilés écoutèrent, dans leur Pathmos occidental, l'ange qui leur dictait le nouvel évangile de liberté. Écrasée en Europe, la liberté populaire, semblable à la fontaine sacrée d'Aréthuse, dont parle la fable, put s'épancher avec profusion dans des terres éloignées.

Parmi les nations du monde européen, ce furent principalement celles de la race germanique, de cette race si renommée pour son amour de l'indépendance individuelle, qui alimentèrent l'émigration. L'immense majorité des familles américaines descendait, non pas de « la population élevée de la Normandie, » mais bien des « classes inférieures » qui étaient saxonnes. Cela est vrai de la Nouvelle Angleterre et cela est vrai du Sud. Faut-il dépeindre les Virginiens en un mot? C'étaient des Anglo-Saxons qui étaient retournés dans les forêts, emportant avec eux comme héritage la civilisation et les connaissances du XVIIe siècle. « La majeure partie des familles des bourgeois de la Virginie se composait de gens qui n'avaient jamais vu une ville. » L'esprit anglo-saxon, sous son empreinte nationale la plus pure, sans se laisser défigurer par le fanatisme, ni asservir par la super-

Digitized by Google

stition, ni froisser par la persécution, ni exalter par les idées nouvelles, mais possédé d'un attachement profond, d'un instinct vivace pour la liberté individuelle, pour la sécurité de la propriété et le pouvoir législatif, tels qu'ils lui avaient appartenu avant la réforme et tels qu'ils subsistèrent indépendamment de la réforme, cet esprit s'était procuré un refuge dans l'empire de Powhatan. Doués d'une inébranlable fermeté de caractère, les Virginiens firent bon accueil à l'introduction du pouvoir législatif; ils destituèrent un gouverneur impopulaire; lors du renversement de la monarchie, ils établirent par une sorte d'intuition heureuse le gouvernement le plus libéral; ils se montrèrent rebelles à la politique des Stuarts; et mécontents des principes royalistes qui prévalaient dans leur aristocratie naissante, ils manifestèrent bientôt par leurs votes les tendances de l'époque. « Il est difficile de se rendre compte des sentiments de ce pays, » écrivait Spotswood; à l'époque (1710), où la génération née pendant la révolte de Bacon était parvenue à la maturité; « dans plusieurs comtés, par un caprice inconcevable et tout nouveau, on a exclu les *gentlemen* dans l'élection des bourgeois et on a choisi uniquement des hommes d'une médiocre importance et de peu de considération. » Pourtant Spotswood, le royaliste, le membre de la haute église, le voyageur, rendait hommage aux bonnes qualités de la population. « Je veux être juste envers ce pays, » écrit-il, à l'évêque de Londres; et son témoignage ne peut être suspecté. « J'ai observé ici moins de jurements et de blasphèmes, moins d'ivrognerie et de dissolution, moins d'animosités peu charitables et de haines, moins de friponneries et d'actions basses que dans aucun des pays du monde où le hasard m'a conduit. »

Quant à l'influence des opinions philosophiques de l'ancien continent, il faut dire que les colons confondant leur philo-

Digitized by Google

sophie avec leur religion; comme du reste la population l'a toujours fait jusqu'à cette époque, n'étaient ni sensualistes, ni sceptiques, mais chrétiens. L'école qui incline vers les sens, comme vers les seuls interprètes de la vérité, n'eut que peu de part dans la colonisation de l'Amérique. Les habitants des colonies depuis le Maine jusqu'à la Caroline, les compagnons aventureux de Smith, les puritains félons qui s'embarquèrent sur la flotte de Winthrop, les quakers proscrits qui échappèrent aux cachots et eurent pour souverain un prisonnier de Newgate, tous avaient foi en Dieu et à l'âme. La doctrine qui avait été révélée dans la Judée, cette doctrine qui combine et complète la sagesse symbolique de l'Orient et le génie réfléchi de la Grèce, cette doctrine conforme à la raison, tout en excitant l'enthousiasme; cette doctrine hâtant toujours les réformes, tout en restant toujours conservatrice; proclamant l'égalité absolue de tous les hommes, sans pourtant abolir brusquement les institutions sociales contraires à l'égalité; garantissant la liberté absolue, tout en invoquant les restrictions inexorables du devoir; cette doctrine théorique au plus haut degré et pratique aussi au plus haut degré; réveillant au fond du cœur de l'homme la conscience de sa destinée, tout en s'adaptant exactement et harmonieusement au monde visible; cette doctrine à la fois divine et humaine, fut professée dans toutes les parties de notre immense pays et fut le berceau de notre liberté.

Nos pères étaient non seulement chrétiens, mais protestants; ils l'étaient en grande majorité même dans le Maryland et partout ailleurs presque universellement. Or, la réforme protestante, considérée dans son influence la plus étendue sur la politique, c'était le réveil de la liberté intellectuelle dans la masse du peuple.

Pendant la décadence de l'empire romain, les opprimés appelèrent à leur aide l'influence du christianisme pour

Digitized by Google

résister à la tyrannie de la force brutale et le prêtre animé par la charité remplit pour eux l'office de protecteur. Les tribuns de Rome, désignés par le peuple, avaient été proclamés inviolables par les suffrages des plébéiens; les nouveaux tribuns de l'humanité, faisant dériver leur mission de la religion et revêtus par la religion d'un caractère inviolable de sainteté, défendirent la maison du pauvre contre la concupiscence par le sacrement de mariage; mirent un frein aux passions désordonnées en menaçant d'un juste châtiment le pécheur non repentant et endurci, et enseignèrent à respecter la faible humanité, en ondoyant tous les enfants nouveau-nés des eaux de la vie, en administrant la confirmation à tous les jeunes gens, en portant l'huile de la consolation à tous les malades au lit de la mort, en distribuant librement à tous les êtres humains l'emblème consacré de la présence de Dieu dans l'homme.

Mais la protection des prêtres dégénéra en tyrannie. Le sacerdoce, violant toutes les vérités morales sous le mystère des symboles, et se réservant à soi-même l'administration des sept sacrements, en arriva à réclamer le monopole de la pensée et à exercer une domination spirituelle absolue. Les chaînes de la servitude de l'humanité furent profondément rivées, car la tyrannie avait fait main basse sur les sentiments d'affection, sur l'intelligence et sur la raison. Les prêtres ordonnant eux-mêmes leurs successeurs, présidèrent au sort de l'homme, lors de sa naissance, lors de son entrée dans la vie active, lors de son mariage, à l'heure où dans sa fragilité il murmurait sa confession, à l'heure où, dans sa foi, il aspirait à entrer en communion avec Dieu, enfin à sa mort.

Les destinées de la race humaine sont comme des passagères sur la barque de la vie, mais elles ne peuvent faire naufrage. L'esprit se refuse au repos et la liberté active est

Digitized by Google

la condition nécessaire de l'existence intellectuelle. L'amour instinctif de la vérité pouvait bien échauffer même les théologiens scolastiques; mais la lumière qu'il faisait briller pour eux se trouvait étouffée par une érudition de mots et ses rayons vacillants, éclairant à peine la cellule du solitaire, ne pouvaient guère illuminer les colonnades des cloîtres et encore moins pénétrer jusqu'au monde affairé.

Le sensualisme jouit également de la liberté de se moquer de la superstition. L'incrédulité railleuse s'abrita même sous le chapeau de cardinal et, qui plus est, fit retentir le vatican de ses plaisanteries indécentes. Mais l'indifférence des gens dissolus est dénuée de toute puissance créatrice; elle ne fait que substituer le despotisme des sens au despotisme spirituel; elle n'a jamais amené l'affranchissement de la multitude.

L'aristocratie féodale résista à l'autorité spirituelle par l'épée; mais ce fut tout simplement pour obtenir une plus grande latitude dans l'exercice de ses propres violences. Les souverains temporels, jaloux d'un pouvoir qui menaçait les princes injustes de la déposition, se montrèrent toujours prêts à opposer prélats contre prélats, l'église nationale contre l'église catholique, mais c'était uniquement pour se garantir la liberté absolue du despotisme.

Peu à peu ceux qui étudiaient les humanités, les savants policés, comme on les appelait, puisèrent des idées de liberté dans les exemples et les leçons des Grecs et des Romains; mais ils cachèrent leur patriotisme dans une langue morte, et ils perdirent tout droit à exercer une plus grande influence et à obtenir une renommée durable, en supprimant la vérité et en sacrifiant leur indépendance aux intérêts des prêtres et des princes.

L'affranchissement de l'humanité ne put faire des progrès assurés que par le peuple, pour qui la philosophie était ren-

Digitized by Google

fermée dans la religion et la religion voilée par des symboles. Il y a toujours eu, dans l'église catholique, des hommes qui ont préféré la vérité aux formes et la justice à la force despotique. « La domination, » disait Wickliffe, « appartient à la grâce ; » il voulait dire par là, je pense, que le gouvernement féodal, qui reposait sur l'épée, devait céder à un gouvernement fondé sur des principes moraux. Or il connaissait bien le vrai moyen de hâter la révolution prochaine. « La vérité, » proclamait-il avec la bonne volonté la plus éclairée, « la vérité, plus elle se répand au loin, plus elle brille avec éclat ; » aussi empruntant le langage populaire, si plein de vie dans la bouche de la multitude, donna-t-il à l'Angleterre la Bible en langue vulgaire. Une mort arrivée à propos put seule le mettre hors des atteintes de la persécution ; ses os furent déterrés et brûlés et l'on en jeta les cendres dans les flots de l'Avon. Mais sa gloire grandit à mesure que le temps s'écoule et, lorsque l'Amérique remonte aux origines de sa liberté intellectuelle, elle reconnaît l'influence bienfaisante de Wickliffe.

Pendant le siècle suivant, le même esprit se fit jour en Bohême ; la tyrannie, excitée par l'approche imminente du danger, assigna Jean Huss devant son tribunal, et, après lui avoir mis sur la tête un bonnet de papier barbouillé de spectres, elle permit aux évêques de le dépouiller et de le maudire puis elle livra aux flammes un des hommes les plus nobles et les plus purs de notre race. « Sainte simplicité ! » s'écria-t-il, en voyant un paysan jeter des fagots dans le feu ; il conservait donc toujours de la confiance dans l'humanité (et cet exemple les quakers ont eu soin plus tard de ne pas l'oublier), quelque pervertie qu'elle pût avoir été dans ses instincts les plus relevés ; aussi, comprenant quel était le seul moyen pour que la réforme pût triompher, il donna pour dernier conseil à la foule de ses partisans : « Ne placez

Digitized by Google

pas votre espérance dans les princes. » Quelques-uns des descendants de ses disciples de Bohême sont certainement venus par la Hollande chez nous; son exemple a profité à tout le monde.

Les années ne sont que des jours pour la Providence divine et pour le progrès de la race humaine. Après une longue attente, un moine augustin de Wittemberg, qui avait été témoin de la corruption effrénée de la cour de Rome et avait conçu de l'aversion pour les supercheries d'une grossière superstition, réfléchit dans sa cellule sur les fautes de son temps et sur le moyen de délivrer la conscience du joug des formes extérieures; il découvrit enfin un remède à tous ces maux dans la simple idée de la justification par la foi seule. Avec ce principe, à la portée de toutes les intelligences et facile à se propager rapidement au loin, comme une épidémie avec ce principe assez puissant pour déloger toute espèce de superstition, pour renverser toute espèce de tyrannie, pour émanciper, convertir et sauver le monde, il brisa le sceptre de la suprémaie papale, dispersa les moines fainéants de leurs couvents et relégua les jeûnes expiatoires, les terreurs du purgatoire, les messes pour les morts, et les indulgences pour les vivants, dans le paradis des fous. Luther voyait clairement que son principe contenait toute une révolution démocratique; il reconnaissait que « les gouvernants et les faiseurs de loi avaient besoin d'un réformateur; mais il « ne pouvait espérer les voir devenir bientôt des gens sages; » aussi laissant à l'avenir le soin de compléter cette œuvre, accepta-t-il, au sein d'une époque orageuse, la protection des souverains féodaux. « C'est une doctrine païenne que de soutenir qu'un mauvais gouvernant puisse être déposé. » Tel fut le compromis qu'il conclut avec les princes. — « Ne jouez pas de la flûte pour la populace, car de quelque manière que ce soit, elle se plaît à courir

Digitized by Google

comme une insensée. » — « Dieu permet que des coquins gouvernent, à cause des péchés du peuple. » — « Une folle populace est une chose désespérante et détestable ; un tyran, voilà la véritable entrave qu'il faut pour attacher au cou de ce chien. » — Et pourtant, ajoute Luther ; « je n'ai pas une parole de consolation à adresser aux usuriers et aux coquins de l'aristocratie, dont les vices font regarder l'aristocratie tout entière par la masse du peuple comme complétement indigne. » Il estimait l'imprimerie comme la plus magnifique découverte du génie de l'homme. Il déniait aux prêtres et aux évêques le droit de faire des lois, pour indiquer aux hommes ce qu'ils doivent croire ; car, disait-il, « l'autorité de l'homme ne s'étend ni jusqu'au ciel ni jusqu'à l'âme. » Il ne souffrait pas que la vérité languît dans les cloîtres, ou se flétrît dans les palais ; mais il la propagea dans toute sa liberté au sein de la multitude. Aussi lorsque des tyrans ordonnèrent aux paysans de l'Allemagne de livrer leur Nouveau Testament traduit en Saxon, « Non, » s'écria Luther, « pas une seule feuille. » Il désigna le chemin que devait parcourir la civilisation, quoiqu'il ne put pas parvenir, au terme du voyage. Pour lui, la liberté de l'esprit fut comme le soleil du matin, qui lutte encore avec la rosée pernicieuse et les spectres des ténèbres en train de s'évanouir.

En continuant l'histoire de notre patrie, nous aurons occasion de retrouver le plus grand État luthérien, tantôt comme allié actif, tantôt comme ami neutre. L'influence directe du luthéranisme sur l'Amérique fut peu considérable. La Nouvelle Suède professa la foi et la politique du réformateur allemand ; mais aucune idée démocratique ne la détourna de sa loyauté sincère.

L'Église anglicane établie en Virginie peut, à certains égards, se rattacher à Luther par Cramner. Mais comme le Nouveau Monde ne servit de refuge, ni à des évêques, ni à

Digitized by Google

des princes, à cause de leurs opinions politiques, l'église d'Angleterre ne fut là qu'une sorte d'affranchissement du papisme et elle y favorisa les progrès de l'humanité et de la liberté. Les habitants de la Virginie étaient conformistes à l'exemple de Bacon (1) et de Shakspeare, plutôt que de Whitgift et de Laud. D'eux-mêmes ils ne soulevèrent aucune difficulté pour le surplis et jamais ils ne soutinrent la doctrine de l'obéissance aveugle.

Plus un parti est composé de gens du commun et de vile condition, plus ses principes sont généraux et vastes; car il n'y a que les principes de liberté universelle qui puissent parvenir jusqu'aux rangs les plus médiocres de la société. Le serf est le défenseur de la philanthropie la plus large, car c'est là le seul moyen de briser ses chaînes. La secte plébéienne des anabaptistes, « l'écume de la réforme, » avec une logique plus conséquente que Luther, appliqua la doctrine de la réforme aux relations sociales de la vie, et menaça de mettre fin à la monarchie, à la domination spirituelle, aux dîmes et au vasselage. Ce parti fut foulé aux pieds; on l'accabla d'injustes reproches et du plus insolent mépris; son histoire est

(1) Lord Bacon était un partisan de l'église anglicane; ses écrits sur l'église me semblent en harmonie avec le sentiment naturel de la Virginie. Le peuple de cette contrée ne haïssait pas les puritains, quoique le gouverneur anglais les détestât. Tout le monde a ses défauts; aux yeux des Virginieus, les puritains paraissaient trop maussades au sujet de la prière. Jefferson, cherchant dans sa bienveillance, à pallier les cruautés de la Nouvelle-Angleterre, n'attribue pas la clémence de la Virginie « à la modération de l'église ni à l'espoir de la législature. » Un examen attentif de la législation et d'autres preuves ne m'ont pas laissé d'autre choix que de me former une opinion toute différente. Je ne connais pas d'acte de persécution cruelle qui puisse être attribué aux colons de la Virginie, comme en étant les auteurs. Laissés à eux-mêmes à partir de l'époque de John Smith, je crois que les Virginiens ont toujours été tolérants. J'ai déjà eu occasion d'invoquer le témoignage important de Whitaker, qui était un homme sincère et charitable, comme Eliot et Brainard.

Digitized by Google

écrite dans le sang de myriades de paysans allemands; mais ses principes à l'abri de tout danger à cause de leur immortalité, se réfugièrent avec Roger Williams à Providence, et la colonie de Williams prouve bien que de sa nature, la voie suivie par les baptistes est celle de la liberté, du bonheur et de la paix.

Luther accomplit sa mission au centre de l'Allemagne, sous la protection des princes. A Genève, république située sur les confins de la France, de l'Italie et de l'Allemagne, c'est en faisant appel au peuple pour le soutenir, que Calvin poursuivit l'œuvre de l'affranchissement, et donna naissance aux institutions qui formèrent l'esprit de Rousseau, de Necker et de Mme de Stael.

Le caractère politique du calvinisme, que les monarques de cette époque redoutaient instinctivement et de commun accord, comme le républicanisme, et que Charles II déclarait une religion indigne d'un gentleman, peut s'exprimer en un seul mot, la *prédestination*. Si une aristocratie orgueilleuse faisait remonter sa généalogie à travers les générations jusqu'à d'illustres ancêtres, le réformateur républicain, avec un orgueil plus fier encore, pénétrait dans le monde invisible, et rapportait ici-bas du livre de vie, la preuve du plus magnifique affranchissement, décrété de toute éternité par le roi des rois. Les quelques convertis qu'il fit, bravèrent le monde conjuré contre eux, en l'appelant un monde de réprouvés que Dieu a dédaignés et rejetés. Pour eux, les sens étaient une base totalement dépravée, sur laquelle ne pouvaient reposer, ni la bonté, ni la vérité. Ils allaient en avant, bien sûrs que les hommes inspirés par les mêmes instincts élevés, prêteraient l'oreille à leur voix, et se sentiraient impérieusement « appelés dans le choc de la bataille » à venir se ranger à côté d'eux. Aussi se tenant tranquillement debout au milieu des décombres des monuments de plusieurs

Digitized by Google

siècles de superstition, ils avaient confiance les uns dans les autres; les martyres de Cambray, les bûchers de Smithfield et la renonciation des deux mille non-conformistes presbytériens à leurs bénéfices, attestent leur persévérance.

Tel fut le système qui se chargea de défendre pendant un siècle et demi, la liberté dans l'intérêt du monde anglais. « Un tyran pernicieux vaut mieux qu'une guerre pernicieuse, » disait Luther en prêchant la non-résistance, et Cranmer lui faisait écho : « Le peuple de Dieu est appelé à rendre obéissance à ses gouvernants, lors même que ceux-ci seraient détestables ou injustes; dans aucun cas il ne doit résister. » — « Les magistrats civils, » répliquait le calvinisme anglais, — je cite les propres paroles avec lesquelles, sous une forme outrée, le champion de cette doctrine proclamait la puissance prédominante des principes généraux et les droits inaliénables de la liberté, — « les magistrats civils doivent être les serviteurs de l'église; ils ne doivent pas oublier d'incliner leurs sceptres, et de laisser tomber leurs couronnes devant l'église et même, oui, de lécher, comme dit le prophète, la poussière des pieds de l'église. » Pour hâter les progrès de la liberté intellectuelle, le calvinisme repoussait, mais repoussait absolument le sacrement de l'ordination, détruisant ainsi le grand monopole du sacerdoce et disperçant les rangs des adeptes de la superstition. « Allumez le feu devant moi, » disait avec douceur Jérôme, tout en se résignant à son sort; pour éteindre à jamais les flammes de la persécution, le calvinisme résista en ayant recours au feu et au sang et portant le mousquet, il prouva, comme fantassin, que sur le champ de bataille, l'invention de la poudre à canon avait placé le plébéien et le chevalier sur le même niveau. Pour restreindre la monarchie absolue en France, en Écosse et en Angleterre, il s'allia avec le parti du passé, avec l'aristocratie féodale, alors à son déclin et à laquelle il était certain

Digitized by Google

de survivre, pour se protéger contre l'aristocratie féodale, il s'insinua dans l'esprit de la classe mercantile et de la bourgeoisie; pour s'assurer l'existence dans l'opinion publique, à Genève, en Écosse, partout où il étendit sa domination, il favorisa le développement intellectuel dans l'intérêt du peuple et établit une école commune dans chaque paroisse.

A une époque de tendances commerciales, pour exercer son influence sur le Nouveau Monde, il se rendit à bord de la flotte de Winthorp et fut poussé dans la baie de Massachusetts. Est-il possible de nier que les événements soient la conséquence des principes, et que l'esprit gouverne le monde? Les institutions du Massachusetts formèrent exactement la contre partie du système religieux de Calvin. Le calvinisme réclamait le ciel pour ses élus; le Massachusetts accorda des franchises aux membres de l'Église visible. Le calvinisme repoussait les réprouvés; le Massachusetts dépouilla inexorablement de leurs priviléges les partisans de l'Église anglicane, les royalistes et tous ceux qui ne partageaient pas sa foi. Le calvinisme renversait la domination sacerdotale; dans le Massachusetts, le magistrat seul pouvait faire des mariages; tous les frères pouvaient conférer l'ordination. Le calvinisme voyait dans le bien une joie infinie, dans le mal un malheur infini, et, ne reconnaissant aucune autre distinction permanente, se trouvait secrètement, mais incontestablement, en opposition avec la monarchie héréditaire, avec l'aristocratie et avec la servitude; le Massachusetts ne reconnut d'autre roi que le roi du Ciel, d'autre aristocratie que celle des hommes rachetés du péché, d'autre servitude que l'esclavage sans espoir, l'esclavage infini et éternel du péché. Le calvinisme invoquait le secours de l'intelligence contre Satan, le grand ennemi de la race humaine; les fermiers et les marins du Massachusetts soutinrent le collége de l'État, en fournissant du blé et des

Digitized by Google

coquillages enfilés dans un cordon et, dans chaque village, bâtirent une école libre. Le calvinisme dans son zèle contre Rome, poussait le respect de la Bible jusqu'à l'idolâtrie; dans le Massachusetts, on chanta, sans y rien changer, les cantiques de Deborah et de David; on extermina ou on réduisit en esclavage les Algonquins hostiles, comme les Hébreux avaient fait de Cananéens; on pendit une femme acariâtre, parce qu'il était écrit : « La sorcière périra. »

« Ne vous en tenez pas toujours à Luther et à Calvin, » disait le père des pélerins, confiant dans le perfectionnement de l'humanité. De Luther à Calvin, il y avait eu progrès; de Genève à la Nouvelle Angleterre, il y en eut un plus grand. Le calvinisme, — je veux parler de son caractère politique, à une époque où toute politique subissait l'influence des sectes religieuses; je ne m'occupe pas de juger les opinions qui ont rapport à un monde invisible, — le calvinisme, tel qu'il existait, en opposition avec la prélature et avec la féodalité, ne pouvant subsister dans un monde où il n'y avait ni prélature à combattre, ni aristocratie à renverser. Il reçut donc des développements qui portèrent leur empreinte dans les institutions. Il émigra dans le Connecticut, et là, oubliant ses ennemis, il déposa l'armure de son orgueil religieux. « Vous allez recevoir votre récompense, » disait-on à Hooker étendu sur son lit de mort. « Je vais recevoir mon pardon, » répondit-il. Le Connecticut substitua la charité à la prédestination. Il ne pendit point les quakers, et il ne mutila point les hérétiques. Sa première législation est animée d'un souffle de raison et de bienfaisance; aussi Jonathan Edwards résuma-t-il l'histoire politique de la république natale, lorsque, précédant et surpassant, en fait de fixité de principes, Godwin et Bentham, il donna au calvinisme son euthanasie politique, et déclara que la vertu consistait dans l'amour universel.

Digitized by Google

De Boston, avec Henri Vane et Anne Hartchinson, « le calvinisme courut répandre des semences; » et ces germes étaient « incorruptibles. » L'élection implique la foi, et la foi, la liberté. Les antinomiens, en affirmant que l'esprit de Dieu accompagne toujours l'homme, proclamaient la liberté absolue de l'intelligence. A la prédestination, ils substituèrent la conscience. « Si toutes les règles disparaissaient, le Christ ne pourrait exister; » les formes de la vérité peuvent périr, la vérité elle-même est immortelle. « Dieu sera notre règle. » La doctrine proscrite, qui érigeait la conscience en tribunal d'appel le plus élevé, se réfugia dans l'île concédée par Miantonomoh; et les annales de Rhode Island, aussi bien que la noble carrière de Henri Vane, servent comme de commentaire à l'importation sincère de cette croyance.

Le seul point qui séparât les quakers des antinomiens, c'était la foi dans la prédestination. Les uns et les autres respectaient la voix libre de la conscience et lui obéissaient. Cette ressemblance intime devint évidente, dès que la renommée de George Fox s'étendit jusqu'à l'Amérique; aussi les principaux partisans d'Anne Hutchinson, de Coddington, de Mary Dyer, de Henry Bull et une grande majorité du peuple se déclarèrent-ils quakers.

Le principe de la liberté intellectuelle, proclamé d'abord par Wickliffe dans l'intérêt de la masse du peuple, sous une forme religieuse, avait donc été cultivé par une succession de sectes plébéiennes, jusqu'à ce qu'il atteignît enfin son parfait développement, qui correspond au point culminant de la philosophie européenne.

L'Amérique, en accueillant toutes les sectes, fut préservée du bigotisme étroit. En même temps l'unité morale de cette nation en voie de formation, ne se trouva pas altérée. Chacun des différents partis entre lesquels la réforme avait partagé

Digitized by Google

le peuple, depuis la secte la plus arrogante jusqu'à la plus chétive, se ralliait autour d'une vérité. Or comme la vérité ne se contredit jamais elle-même, la collision des sectes ne pouvait que servir à éliminer l'erreur et l'esprit américain, éclectique dans le sens le plus large du mot, lutta pour l'universalité, puisqu'il proclamait la liberté. Combien le monde n'a-t-il pas été gouverné par le despotisme et la bigoterie, par la superstition et le glaive, par l'ambition de la conquête et l'orgueil du privilége! Et maintenant cette heureuse époque donnait naissance à un peuple, qui ne devait reconnaître d'autre autorité que la plus élevée, c'est à dire la libre conviction de l'esprit public.

L'Europe donc avait donné à l'Amérique ses enfants et sa civilisation. Elle était la mère de nos concitoyens et des idées qui les avaient conduits à la grandeur. Les relations de notre patrie avec l'humanité étaient déjà plus étendues. Trois races, la caucasienne, l'éthiopienne et l'américaine, se trouvaient en présence sur notre sol. Les Peaux-Rouges allaient-elles disparaître entièrement des forêts où elles avaient vécu en sûreté pendant des milliers d'années? Les Peaux-Noires retireraient-elles, en dernière analyse, quelque avantage des crimes inspirés par l'avidité des marchands? A la fin du moyen âge, la race caucasienne était en possession presque exclusive des éléments de civilisation, tandis que la race éthiopienne demeurait dans l'isolement et la barbarie. Nulle relation commerciale ne la rattachait à l'Europe; nulle communication n'existait entre elle et les Européens, soit par les voyages, les lettres ou la guerre; elle était trop faible pour inspirer l'idée d'une invasion à un prince chrétien ou à une dynastie arabe. La traite des esclaves unit les deux races par un lien indissoluble; le premier bâtiment qui amena des Africains en Amérique, était un gage assuré qu'au moment voulu, les navires partant du Nouveau Monde

Digitized by Google

apporteraient les bienfaits du christianisme dans les plaines brûlantes de la Nigritie et que les descendants des Africains travailleraient au profit de la civilisation européenne.

On avait cherché toujours à excuser le commerce des esclaves en alléguant les avantages que retirerait l'Africain de l'Amérique. L'Amérique devait-elle également verser ses bienfaits sur l'Europe? L'influence probable du Nouveau Monde sur l'Ancien devint le sujet d'une question mise au concours à Paris; mais pas un des écrivains qui concoururent ne pressentit la véritable réponse à donner. Tous la cherchèrent dans le commerce, dans les mines et dans les productions naturelles; ils auraient dû songer aux révolutions qui sont la conséquence de l'influence morale. Les colons grecs avaient fondé des villes libres et prospères; et dans le siècle suivant, toutes les métropoles, jalouses du bonheur de leurs filles, se mirent à en imiter les institutions et à rejeter la royauté. Rome, cette nation de guerriers, avait fondé des colonies par le glaive; une justice rétributive la dépouilla de ses libertés et la plongea dans un despotisme absolu. Les colons américains fondèrent leurs institutions sur la liberté du peuple et « offrirent un exemple aux nations. » Les plébéiens proscrits, les émigrants anglo-saxons formaient déjà tout l'espoir du monde. Nous sommes comme les Parthes, disait Norton à Boston; nos flèches blessent d'autant plus que nous les lançons en fuyant. « Jotham sur le mont Gerizim se sent plus hardi pour divulguer son apologie. »

Nous venons de retracer l'origine de notre patrie; nous allons maintenant poursuivre l'histoire de sa minorité. Les colonies naissantes, ces représentants de la liberté démocratique, entretinrent surtout des relations avec la France et l'Angleterre; avec la monarchie française, qui représentait alors le despotisme absolu, car elle avait asservi les

Digitized by Google

trois États du royaume, le clergé par un traité avec le pape, la féodalité, par des armées permanentes, les institutions communales par le patronage du pouvoir exécutif et une police vigoureuse; avec le parlement anglais, qui représentait les libertés aristocratiques et avait consolidé la royauté, le droit de primogéniture, les chartes de corporations, la pairie, les dîmes, la prélature, les franchises acquises par prescription et toutes les immunités, tous les priviléges établis. La révolution de 1688 mit en contraste manifeste les trois nations et ces trois systèmes. A la même époque, la société anglaise se dégagea des formes théologiques, pour s'élancer dans la carrière commerciale que lui avait ouverte les actes de navigation et les traités réciproques conclus avec l'Espagne et la France pour le monopole des colonies. La période que nous venons de parcourir montre pourquoi nous sommes un peuple libre; la période suivante montrera pourquoi nous sommes un peuple uni. Nous ne rencontrons point de scènes plus fécondes en aventures que les premières scènes offertes dans la Virginie, ni de plus sublimes que l'arrivée des pèlerins à Plymouth. Mais nous allons aborder un plus vaste théâtre, et, en suivant la marche de l'ambition commerciale, au sein des événements qui ébranlèrent notre globe depuis les déserts situés au delà des Alleghanies jusqu'à l'ancien séjour de la civilisation dans l'Indostan, nous verrons toujours que l'égoïsme du mal est cause de sa propre ruine et que Dieu dirige les destinées des hommes.

Digitized by Google

CHAPITRE XIX.

POUVOIR ABSOLU DU PARLEMENT.

Les Stuarts étaient tombés du trône d'Angleterre. Cette famille, célèbre par sa résistance aveugle à l'opinion publique, ne le fut pas moins par ses infortunes. Pendant qu'elle exerçait la souveraineté sur l'Écosse exclusivement, trois rois de cette dynastie échappèrent seuls à une mort violente. La première de la race qui aspirât à la couronne de la Grande-Bretagne fut condamnée par une reine d'Angleterre à périr sur l'échafand; son petit-fils fut décapité au nom du peuple anglais. Le premier qui vient ensuite, longtemps pauvre et exilé, est principalement renommé pour ses vices; et, comme si un crime domestique avait seul pu venger les torts causés à la nation, Jacques II se vit réduit à abandonner la royauté et à mendier par suite d'une conspiration de ses propres enfants. Les Stuarts ont cependant laissé des souvenirs dans le Nouveau Monde; l'Amérique du Nord a acquis ses colonies anglaises sous leur règne et des villes, des fleuves, des caps et même des États conservent leur nom.

Digitized by Google

Les dispositions pacifiques de Jacques Ier favorisèrent la colonisation de la Virginie ; l'esprit de favoritisme de Charles Ier ouvrit le chemin à la liberté religieuse dans le Maryland; Rhode Island conserva longtemps de l'attachement pour la charte qu'il avait obtenue de Charles II par ses importunités; l'honorable amitié de Jacques II le poussa à accorder des concessions, qui procurèrent des libertés à la Pennsylvanie et les fit partager au Delaware ; les crimes de cette dynastie forcèrent des hommes pleins de science, de vertu et de courage à s'exiler dans notre pays. Le despotisme rendit ainsi des services à la liberté. « La sagesse de Dieu, » suivant la prédiction de John Knox, fit servir la malice de Satan et des hommes voués au péché à sa plus grande gloire et au profit de ses élus. »

Quatre cent soixante-quatorze ans après que les barons eurent arraché à Runnymède la Grande Charte à leur roi légitime, la révolution aristocratique de 1688 établit sur l'Angleterre et sur ses dépendances la souveraineté du parlement et la suprématie de la loi. Le but de cette révolution était d'assurer la propriété et les franchises existantes, et non pas d'abolir le privilége, ni de répartir également le pouvoir politique. Les chefs de la noblesse qui, en 1640, avaient guidé le peuple dans sa lutte pour la liberté, emportés par l'enthousiasme passionné d'une « généreuse inexpérience, » s'étaient laissés entraîner, malgré eux, à des mesures contraires à leurs intérêts. Rendus circonspects par le passé, ils n'oublièrent rien de ce que la prudence commandait, lors de la nouvelle commotion, et dans leur triomphe, ils ne perdirent en rien leur modération. Tout en évitant les collisions avec les priviléges établis, qui découlaient d'une exagération fanatique, de principes abstraits, plaçant d'ailleurs toujours leur espoir de sécurité dans le système des entraves et dans l'équilibre des pouvoirs opposés, ils se

Digitized by Google

hâtèrent d'en finir avec cette œuvre d'organisation du gouvernement. Le nouveau monarque de la Grande-Bretagne pouvait bien par son caractère, en diriger la politique, mais non en altérer la constitution. Fidèle à ses résolutions, il n'inspire pourtant aucune sympathie. Bien supérieur en sagacité politique, en force de volonté, aux hommes d'État anglais qui l'entouraient, plus tolérant que ses ministres ou que les parlements qu'il convoqua, cet homme sans enfants peut être comparé au signe algébrique qui représente l'inconnu, qu'on introduit pour former une équation et qu'on élimine lorsque le problème est résolu. Faible et mince de sa personne, les yeux brillants d'un éclat d'étique, doué d'un tempérament enclin à la mélancolie, d'une conduite circonspecte, d'un caractère confiant en soi-même, avec des impressions durables relativement aux hommes, il ne recherchait point la faveur et comptait pour la réussite de ses plans sur sa propre inflexibilité et sur la grandeur et la maturité de ses desseins. Trop sage pour qu'on pût le flatter, trop ferme pour être complaisant, il ne laissait pas prise à l'adresse pour le faire dévier de ses résolutions. En Hollande, il ne s'était pas fait le moindre scrupule de profiter des crimes de gens séditieux et d'assassins pour accroître son pouvoir; en Angleterre, pas le moindre respect filial ne paralysa l'énergie de son ambition. Son extérieur était glacial; il aimait pourtant passionnément les chevaux et la chasse. Il se montrait brusque dans la conversation, parlant peu, lentement et avec une sécheresse répulsive; aux jours de bataille, il était tout activité; alors la vie poussée au plus haut degré de vigueur l'animait au dehors sans allumer ses passions. Sa confiance dans la Providence était si intimement liée à sa foi dans les lois générales, que dans toute action, il cherchait le principe qui la faisait ranger sous une règle absolue. Ainsi, sans s'en rendre compte à lui-

Digitized by Google

même, il sympathisait avec le peuple qui croit toujours à la Providence. « Craignez-vous la mort, lorsque vous êtes avec moi? » criait-il aux matelots épouvantés, le jour où sur les côtes de la Hollande, la glace avait presque brisé l'embarcation qui le conduisait au rivage. Le courage et l'orgueil s'emparèrent de ce prince si réservé, lorsque, repoussant avec mépris une alliance avec une fille bâtarde de Louis XIV, il s'était fait le centre d'une ligue gigantesque contre la France. Sans affection pour l'Angleterre, pour le peuple anglais, ni pour les libertés anglaises, il employa indifféremment les whigs, qui se glorifiaient d'avoir accompli la révolution et les tories qui s'étaient opposés à son élévation, et qui étaient cependant les instruments les plus propres « à porter haut la prérogative royale. » Une seule grande passion avait rempli son cœur, c'était l'indépendance de son pays natal. Les révoltantes usurpations de Louis XIV qui, en 1672, avaient fait de Guillaume d'Orange un stadhouder révolutionnaire, contribuèrent actuellement à lui donner le rôle de vrai révolutionnaire et transformèrent le champion impassible de l'indépendance hollandaise en défenseur des libertés de l'Europe.

Les hommes d'État anglais, chargés de confirmer les principes de la révolution, manquant d'un idéal de perfection, prirent l'expérience pour guide. Il est vrai que le chef reconnu du parti whig, Somers, homme d'une origine plébéienne et n'ayant pas quelque riche héritage pour point d'appui, était disposé ainsi que le nouveau roi sorti d'une république calviniste, à admettre des maximes correspondantes de gouvernement et de religion. Cependant affranchi, même jusqu'à l'indifférence, de tout fanatisme, en vertu de sa nature, de sa profession d'homme de loi et des goûts qu'il avait caressés, plein de répugnance pour les abstractions métaphysiques, Somers travailla à consolider les libertés

Digitized by Google

anglaises, et non à établir les droits de l'homme ; à dresser un inventaire des priviléges des Anglais et à les réunir en corps de loi commune et non pas à introduire une nouvelle capitulation, ni à fonder une organisation républicaine parfaite. La liberté alla chercher ses titres d'existence, non dans la nature de l'homme, mais dans l'expérience du passé, dans les archives, les chartes et la prescription. La révolution de 1688 fut effectuée, non pas en vertu d'une théorie de justice absolue, mais en vertu de faits favorables à la liberté, que l'on réclamait comme l'héritage de la nation. Le bill des droits fut considéré comme une récapitulation écrite et distincte d'anciennes possessions nationales bien reconnues; les libertés anglaises, que le roi déchu avait mises en question, furent adaptées alors à l'esprit de l'époque, et, après quelques additions, proclamées de nouveau et confirmées comme une propriété inaliénable. Le courant de la liberté s'avançait en Angleterre ; la vague qui s'élevait passa au dessus du point le plus élevé qu'avait marqué celle qui se retirait.

Dans la marche progressive de la civilisation, l'esprit humain avait tendu constamment vers le principe d'examen et de liberté. Ce principe ne put pas encore se conquérir à soi-même une place dans les lois ; mais le seul motif pour lequel son admission aurait pu logiquement être refusée, fut abandonné. L'Église anglicane qui, sous la tutelle de l'autorité, avait aspiré à maintenir en Angleterre l'unité de foi, tout comme l'Église catholique avait prétendu là maintenir pour la race humaine tout entière, conserva encore le monopole de l'influence politique ; cependant un statut à la vérité très étroit, théoriquement parlant, et ne concédant avec parcimonie une sorte d'affranchissement partiel de l'esprit que comme un privilége, accorda la tolérance aux dissidents et ouvrit ainsi la carrière à la liberté des opinions religieuses. La

Digitized by Google

révolution « protestante » persécuta, il est vrai, avec un zèle implacable, les catholiques romains, comme une tyrannie vaincue; elle les dépouilla de leurs droits civiques et les laissa sans alliés, exposés aux rigueurs vindicatives du despotisme légal; mais pour la liberté protestante et pour la liberté philosophique, la victoire fut décisive.

L'ancien système monarchique, qui avait rattaché l'unité de la vérité à l'autorité, avait également maintenu la nécessité de l'ordre dans l'État, en s'appuyant sur la doctrine du droit personnel et divin des rois à la souveraineté. Ce droit, l'église catholique le défendit contre toutes les puissances autres que la sienne. Le protestantisme mit à néant la suprématie du siége de Rome, et les réformateurs monarchiques, Luther, Cranmer, Ridley, Latimer et l'Église anglicane dans ses homélies, reconnurent la légitimité sans réserve et enseignèrent l'obéissance passive, en protestant contre la prétention romaine, de posséder la faculté de dispenser de l'allégeance. Le droit de résistance, — familier à Calvin et à Knox, aux anciens puritains et aux presbytériens, et qui n'était pas une doctrine démocratique en elle-même, mais plutôt un principe très en faveur sous le régime des libertés féodales, un principe familier aux nobles de toutes les monarchies de l'Europe, — fut la nouvelle conquête de la liberté populaire dans sa marche; l'idée du pouvoir démocratique devait s'ensuivre, mais elle n'était pas encore mûre. La révolution de 1688 fit disparaître la doctrine de l'obéissance passive du livre des statuts, pour la placer désormais parmi les superstitions rejetées par la société anglaise. Le vieux système de la légitimité, tel qu'il avait existé dans les royaumes de la chrétienté, se vit condamné à périr, et céda le terrain, non pas comme en Danemark et plus tard en Prusse, à une monarchie militaire, non pas non plus pourtant à la souveraineté de la raison, telle que la manifestent

Digitized by Google

les convictions populaires, mais à la théorie transitoire d'un pacte social, à la monarchie constitutionnelle. La Chambre des communes déclara à une grande majorité, que le pouvoir exécutif n'était confié que conditionnellement ; et l'assemblée héréditaire des patriciens, s'efforçant en vain de conclure un compromis avec la légitimité, par la désignation d'une régence favorable à l'Église, ou par la reconnaissance pure et simple du droit d'accession au trône de l'héritier incontestable le plus proche, se résigna finalement, après de longs débats, à admettre l'existence d'un contrat primitif entre le roi et le peuple. L'élection de Guillaume III, comme roi à vie, fut une victoire due à la persévérance du parti le plus populaire de la Chambre des communes, sur les préjugés héréditaires profondément enracinés de la haute aristocratie. C'est en cela que nous pouvons constater les tendances démocratiques qui gagnèrent à la révolution les débris dispersés de « la bonne vieille cause » républicaine ; c'est pour cela que les whigs purent s'approprier la gloire du changement dont ils triomphaient, et dont les tories regrettaient et excusaient la nécessité. C'est aussi cela qui a recommandé à l'attention des amis de la liberté, une époque pendant laquelle la grande société européenne a pu contempler une insurrection victorieuse contre la légitimité et contre l'autorité exercée sur l'intelligence.

Les représentants du peuple anglais, en décidant que Jacques II avait abdiqué, s'attribuèrent le pouvoir de mettre les rois d'Angleterre en jugement. En déclarant le trône vacant, ils anéantirent le principe de légitimité. En dépouillant une dynastie de ses droits pour avoir professé la foi romaine, non seulement ils exercèrent le pouvoir d'interpréter le contrat primitif, mais en outre, celui d'y introduire de nouvelles conditions. En choisissant un roi, ils se firent ses commettants, et le Parlement d'Angle-

Digitized by Google

terre devint la source de la souveraineté pour la société anglaise.

La prérogative royale du veto sur les actes législatifs de l'Angleterre, tomba bientôt en désuétude. On abrogea ou on dénia formellement le droit de dispense (c'est à dire de remettre les peines). Le pouvoir judiciaire fut rendu indépendant de la couronne; de sorte que les actes d'affranchissement se trouvèrent à l'abri de toute intervention du pouvoir exécutif, et que les procès politiques cessèrent d'offrir le spectacle de collisions entre des haines sanguinaires et le désespoir. Le Parlement devint maître absolu en Angleterre.

Le progrès de la civilisation avait graduellement élevé les classes commerçantes, et donné de l'importance aux villes. Maintenant, en signe d'extension de ses limites, comme preuve de sa marche en avant, il fit ressortir l'influence et le crédit reconnus des hommes d'affaires, de ceux qui facilitent les échanges entre le consommateur et le producteur, et aussi de ceux qui favorisent ces échanges par des avances. Le respect pour l'aristocratie territoriale était profondément empreint dans l'esprit des campagnards; on avait même dit dans le Parlement réuni sous Richard Cromwell, que les habitants des campagnes étaient sur le point de s'insurger pour la restauration de cette aristocratie. Ce fut dans les cités et dans les villes, au milieu des gens voués au commerce, auquel les vieux patriciens ne prenaient aucune part, que l'esprit de liberté devint actif et se sentit excité encore par la cupidité qui cherchait, au moyen de l'influence politique, à procurer de nouveaux avantages au négoce. Le jour de proclamer la liberté et l'égalité n'avait pas encore paru; le cri du moment était : « liberté et propriété. » La révolution avait été accomplie par les propriétaires campagnards; et la richesse devint une puissance dans l'État; aussi, lorsque

Digitized by Google

le peuple des campagnes fut invité pour la première fois, lors des élections, pour choisir d'autres représentants que les grands propriétaires fonciers, ce fut non pas le niveleur ou le républicain, mais le marchand, ou un candidat porté pour les intérêts du marchand, qui donna aux timides électeurs les premières leçons d'indépendance.

La classe des capitalistes acquit encore de l'influence de deux autres manières, par l'habitude d'accorder des subsides et par le système du crédit. La liste civile était déterminée pour le règne tout entier; quant aux autres ressources, elles s'octroyaient tous les ans et se trouvaient soumises à une appropriation spéciale; de sorte que le roi, qui avait été élu par le Parlement, se voyait assujetti aux décrets de cette assemblée, dépendait des subsides qu'elle votait annuellement et devenait aussi responsable des dépenses du trésor public.

De plus, comme les frais de la guerre surpassèrent bientôt les revenus de l'Angleterre, le gouvernement se disposa à tirer parti du crédit fort étendu que pouvaient lui procurer non seulement les richesses accumulées des citoyens, mais les crédits flottants du commerce et le système des fonds publics. Le prix de cette assistance, ce fut l'influence politique. Le gouvernement, d'une part, dirigerait principalement sa politique en vue d'encourager le commerce et le travail manufacturier intérieur, et d'obtenir une balance commerciale avantageuse; de l'autre, les classes, profitant d'une pareille politique, soutiendraient le gouvernement de leur crédit et de leurs richesses; tel fut l'engagement, le compromis réciproque, d'où dépendit le sort des partis en Angleterre. Le commerce avec son crédit flottant, avec ressources accumulées, devint bientôt assez puissant pour contrebalancer les intérêts territoriaux : l'aristocratie du capital devint la rivale de l'aristocratie foncière. Le spectacle de l'in-

Digitized by Google

trusion des bourgeois et des commerçants, comme arbitres, des alliances, comme juges des partis, comme maîtres de la guerre et de la paix, fut si imposant, qu'il éveilla l'attention des hommes de théorie. Aussi, Bolingbroke, voulant enfin prendre la défense de l'aristocratie territoriale, dépeignit-il les whigs, ses adversaires, comme le parti des banques, des corporations marchandes et « en général, de tous les intérêts d'argent. » De son côté, le doux Addison, soutenant la cause de la bourgeoisie, déclara qu'il n'y avait rien de plus rationnel que de voir « confiée la dispensation des fonds du trésor public, la direction des flottes et des armées de la nation à ceux qui en avaient accru les richesses. » En un mot, la vieille aristocratie anglaise fut forcée de respecter le nouvel élément compris dans les intérêts pécuniaires.

La théorie politique développée par la révolution devint encore plus révolutionnaire. L'ancienne idée d'une monarchie chrétienne reposant sur la loi de Dieu fut condamnée, et le pouvoir politique chercha son origine dans un contrat. On nia que la monarchie absolue fût une forme de gouvernement civil. Rien ne peut contraindre des hommes libres, soutenait-on, à se soumettre à un gouvernement quelconque, si ce n'est leur propre volonté. Le pouvoir politique est un dépôt; la violation d'une condition de ce dépôt relève les citoyens de leur obligation de fidélité. L'autorité suprême réside dans le corps législatif, à la garde duquel elle a été déléguée d'une manière sacrée et inviolable. La loi fondamentale de la propriété défend de lever aucune espèce de taxe sur le peuple sans son consentement ou sans celui de ses représentants légitimes. Telles étaient les doctrines de la révolution, doctrines dangereuses pour les institutions de l'Europe, mais chères aux colonies; doctrines menaçant l'ancien monde de luttes et de réformes terribles, mais consacrant pour l'Amérique la légitimité de ses propres assemblées législatives.

Digitized by Google

Pour toute la société anglaise le droit de représentation ne put plus désormais se séparer de la faculté de voter les impôts. La théorie fournit aux droits possédés par les Anglais un rempart contre le monarque; elle encouragea les colons à soutenir leurs priviléges, comme revêtus d'un caractère sacré dont la tyrannie seule pourrait ne pas tenir compte et qui ne pourraient périr qu'en entraînant la ruine de la fidélité au roi elle-même.

Mais la révolution se signala en outre comme une conséquence de l'opinion publique, opérée sans effusion de sang, en faveur de la conviction la plus énergique. Loin d'être un résultat de la force, elle refusa de se laisser confirmer par la force et ne voulut pas tolérer des armées permanentes. Elle contraignit même Guillaume III à renvoyer sa garde hollandaise. On exigea de plus en plus et on obtint de pouvoir discuter librement la politique du pays et la conduite de ses agents. Le gouvernement anglais, qui avait l'habitude de punir avec une impitoyable rigueur tout blâme dirigé contre ses mesures ou contre ses ministres, commença à s'appuyer sur l'opinion publique. Les whigs ne pouvaient, sans être inconséquents, restreindre la liberté des débats; les tories, guidés par leurs intérêts, puisque d'ordinaire ils formaient la minorité, désiraient jouir de la liberté de faire appel à la sympathie du peuple; et quant aux adhérents de la dynastie déchue, ils ne demandaient pas mieux que de multiplier les plaintes contre une usurpation impie. Tous étaient donc devenus de bruyants partisans de la liberté; aussi les jacobites mêmes et les patriotes purent-ils former à la fin une coalition. La nation avait choisi sa nouvelle dynastie dans une république qui avait servi de patrie à Spinoza et avait abrité le scepticisme lui-même personnifié dans Bayle; il n'était plus possible d'opposer des limites à l'activité de l'esprit d'examen. La philosophie de Locke, aimant la variété qui est

Digitized by Google

toujours le premier fruit de l'analyse et de la liberté des recherches, fut protégée et admirée, quoiqu'elle parût mettre en danger certains dogmes de l'église, dont la dénégation constituait encore un crime, en vertu des statuts. Le chancelier d'Angleterre se serait déclaré ouvertement l'ami de Bayle, si le respect de soi-même du savant ne lui avait fait repousser ce patronage. Non seulement on s'écartait de l'unité de la foi, mais on en niait même la réalité; la philosophie, en passant du monde idéal au monde des faits actuels, prétendit avoir le droit d'observer, de peser, de mesurer tout et de mettre tout en doute, suivant son bon plaisir. La censure établie de la presse touchait à sa fin, par suite de ses propres restrictions, et après une courte résurrection, elle dut se résigner à mourir, pour ne plus jamais revivre. L'Angleterre jouit d'une liberté de la presse illimitée. Si l'on continua encore à poursuivre les publications de libelles, si les tribunaux n'eurent pas assez de courage pour proclamer sans hésitation l'affranchissement de la presse, le torrent, qui était destiné à grossir, à la faveur du temps, avait déjà une impulsion irrésistible. Cette force s'accrut encore par la liberté illimitée des débats du Parlement, par la liberté des élections et par le droit de pétition qui appartenait à tous les Anglais.

C'est ici et ici seulement que réside le caractère démocratique de la révolution. Les chefs du mouvement avaient soigneusement travaillé à concilier les innovations avec les institutions du passé, ils n'avaient pas voulu agiter l'esprit public, ils avaient évité les réformes éclatantes. « Dans la révolution de 1688, il ne fut certainement fait aucun appel au peuple (1). » Dans cette lutte entre la nation et le trône, l'aristocratie s'interposa comme législatrice et médiatrice et

(1) Hallam, iv. 381.

Digitized by Google

fit du privilége, le rempart de la Chambre des communes contre le despotisme. La presse libre porta la discussion politique partout. Insensiblement l'opinion populaire arriverait à avoir conscience de son existence. Insensiblement le peuple gagnerait assez de hardiesse pour présenter des pétitions et pour se réunir à l'effet d'examiner les griefs communs. Si l'aristocratie refusa d'abdiquer la direction du parlement, si lord Somers ne proposa pas une réforme des bourgs, réforme que le peuple de cette époque n'avait pas encore appris à désirer, la liberté illimitée de la presse ouvrit du moins la route à la diffusion des connaissances politiques, et elle fut un gage de la concession finale de toute réforme que le progrès croissant de l'instruction obtiendrait la force morale de réclamer.

Ainsi, la révolution de 1688, étroite dans ses principes, imparfaite dans ses détails, épouvantablement intolérante envers les catholiques, forme cependant époque dans l'histoire de la liberté de l'Angleterre et du genre humain. Dès lors, le titre du souverain à la couronne se rattacha d'une façon indissoluble au titre de l'aristocratie, à ses priviléges et au titre du peuple à ses franchises; ce titre découla de la nation et non d'un pouvoir supérieur à la nation; de la loi et non du droit divin; le souverain devint donc responsable non vis-à-vis de Dieu seul, mais vis-à-vis de Dieu et de la nation. La révolution respecta les positions existantes et pourtant effectua de nouvelles conquêtes pour la liberté; elle conserva à l'aristocratie son ascendant, et pourtant accrut l'importance et le nombre des membres de la classe moyenne. Elle diminua les maux sans les détruire complétement, en augmentant les sécurités de la liberté personnelle, de l'opinion, de la presse et de la responsabilité du pouvoir exécutif. L'Angleterre devint l'étoile de la liberté constitutionnelle; elle brilla avec éclat comme un phare à l'horizon de l'Europe.

Digitized by Google

Ses institutions inspirèrent le respect dans l'esprit des pays despotiques et méritèrent les éloges de Montesquieu, ainsi que les hommages de Voltaire. Jamais, dans l'histoire de l'humanité, on n'avait vu un État si considérable ayant le bonheur de posséder des institutions aussi favorables à la prospérité publique, aux arts de la paix et au développement des ressources nationales. Dans l'antiquité, la Grèce, en lutte avec l'Orient, avait répandu la civilisation des Hellènes dans l'Asie Mineure et dans les régions situées de toutes parts plus au Levant; Rome, en conquérant, le sol de la Grèce, était entrée en relation avec celle-ci et s'était imbue de sa civilisation; puis, le glaive à la main, elle avait porté cette même civilisation jusqu'aux bords du Rhin et du Danube, jusque dans l'Europe occidentale et dans la Bretagne. Les destinées de la Grande Bretagne furent encore plus brillantes; son commerce la mit en relations avec tous les coins du globe; elle s'efforça de rendre le monde tributaire de son industrie; et ses colonies, ses stations commerciales et son trafic, furent autant de gages de la participation de la race humaine tout entière aux avantages de ses libertés et de sa civilisation.

La suprématie du parlement fut, pour le peuple anglais, une source d'espérance; quant aux colonies, elles ne pouvaient manquer de s'apercevoir que la révolution de 1688 avait été accomplie en faveur des droits des Anglais et non des droits de l'homme, que par conséquent, au point de vue de la politique extérieure, le motif dominant était l'intérêt de l'Angleterre et non la réciprocité de la justice.

Le respect de la révolution pour les droits établis assura aux propriétaires de la Caroline leurs possessions (1689). Les partis politiques, s'ils n'avaient pas acquis de la consistance, dans l'étendue même de ce territoire, au sud et à l'ouest du cap Fear, y étaient devenus très ardents. Parmi « les pré-

Digitized by Google

tendus ecclésiastiques » qui s'étaient trouvés au nombre des premiers émigrants, plusieurs étaient connus comme « mal vivants, » et adonnés aux mœurs de l'époque de Charles II. La plus grande partie des colons étaient des dissidents, qui avaient emporté avec eux la foi et la sobriété régulière des calvinistes de ces temps-là. D'abord les « mal vivants, » dans leur répugnance pour toute contrainte, firent de l'opposition aux propriétaires, dont le gouvernement était soutenu par les graves presbytériens, amis de l'ordre. Mais, lorsque la malice obstinée des propriétaires eut soulevé les presbytériens contre eux, ceux que l'on désignait comme « la noblesse, » s'unirent aux partisans de l'église anglicane et constituèrent une oligarchie hostile à la grande masse du peuple. Les dissidents qui, par respect pour le gouvernement établi, s'étaient montrés bien disposés pour les propriétaires, se joignirent alors aux « mal vivants, » dans l'intérêt des droits de la colonie.

Le peuple avait déposé Colleton (1690). Son successeur fut Seth Sothell, qui à ses prétentions comme propriétaire, ajouta le suffrage de la multitude. Son administration fut le triomphe du parti démocratique; les mesures qu'il décréta le furent du consentement exclusif des communes, sans tenir compte de la noblesse. Thomas Smith, cet homme « sage, modéré et d'une bonne conduite, » qui avait proposé la loi martiale, fut privé pour deux ans des droits de citoyen, ainsi que ceux qui avaient suivi son avis. On adopta des moyens de défense pour la colonie (1691), et on les améliora encore les années suivantes, en faisant des approvisionnements de guerre et en y consacrant certains revenus publics. Au mois de mai, on émancipa complétement les huguenots, comme s'ils eussent été citoyens nés libres. Le livre des statuts de la Caroline du Sud atteste la conduite libérale et modérée de ce gouvernement qui avait puisé avant tout sa sanction dans le peuple.

Digitized by Google

Pourtant la tranquillité ne se rétablit pas. La révolution de 1688, en respectant les droits des propriétaires, mit bientôt fin au gouvernement insurrectionnel. Les factions se multiplièrent dans cette colonie qui n'avait encore conquis aucune unité morale. Les souverains légaux ne voulaient pas exposer leurs fortunes personnelles pour réduire à l'obéissance leurs hommes-liges insurgés; l'oligarchie coloniale, qui jouissait de la faveur des propriétaires souverains, constituait une minorité trop faible pour diriger le gouvernement; quant au peuple, il lui était interdit, de par la loi, de s'occuper de son sort. Ajoutons à toutes ces causes les maux résultant d'une délimitation incertaine du pays, au sud, et du désordre des finances.

Les propriétaires rejetèrent tous les actes de la législature démocratique (1692); en même temps, pour remédier à l'anarchie, pour rétablir l'ordre et la suprématie des propriétaires, ils envoyèrent Philippe Ludwell, partisan modéré de Berkeley, qui avait jadis exercé l'emploi de collecteur des taxes en Virginie; c'était un homme d'un caractère franc, un de ceux qui avaient porté plainte en Angleterre contre Effingham; il remplissait, depuis 1689, les fonctions de gouverneur de la Caroline du Nord. Malheureusement, il eut le pouvoir de s'enquérir des griefs, mais non de les redresser. Les contestations au sujet des redevances et de la tenure des terres ne s'interrompirent pas; aussi, après avoir flotté pendant un an entre les volontés de ceux qui l'avaient placé là et les besoins des colons, Ludwell fut bien content de se retirer en Virginie.

On en arriva à une concession. Au mois d'avril 1693, les propriétaires adoptèrent ce qui suit : « Puisque le peuple a déclaré qu'il préférait être gouverné par les pouvoirs reconnus par la Charte, sans qu'on eût égard aux constitutions fondamentales, il sera fait droit à cette requête, pour sa

Digitized by Google

tranquillité et pour la sécurité des gens bien disposés. » Ainsi périt la législation de Locke et de Shaftesbury. Elle avait été promulguée comme immortelle, et après n'avoir jamais pu être mise en vigueur dans la colonie, elle se vit abandonnée au bout d'un quart de siècle par les propriétaires eux-mêmes. Les palatins, les landgraves et les caciques, toute « la noblesse » du livre des statuts de la Caroline, fut condamnée à disparaître.

Après l'abrogation des constitutions, Thomas Smith fut nommé gouverneur par les propriétaires. Le peuple institua aussitôt le système des assemblées biennales, qui subsiste encore aujourd'hui à quelques légers changements près; mais, comme les opinions politiques de Smith différaient de celles de la majorité, ses vertus personnelles ne purent lui concilier la confiance. Désespérant de réussir, il proposa (1694) aux propriétaires d'envoyer un d'entre eux visiter la Caroline, avec des pouvoirs suffisants pour rechercher les abus et y porter remède.

Ce conseil fut adopté et le petit-fils de Shaftesbury, l'élève et l'adversaire de Locke, fut nommé dictateur. Il refusa cette mission, que l'on confia alors à John Archdale, un respectable membre de la Société des Amis.

Les dissensions de la Caroline du Sud devaient leur naissance au zèle égoïste d'une haute église oligarchique, soutenue par les propriétaires et en opposition avec la masse des citoyens. Or le pacifique Archdale, le médiateur entre les factions, étant lui-même dissident, servait pour ainsi dire de gage pour la liberté de conscience. Cependant les pouvoirs dont il était revêtu lui permirent d'infuser des sentiments généreux dans son administration plutôt que dans la constitution de la Caroline. Il ne repoussa pas les meilleurs d'entre les adhérents du « parti des soi-disant membres de la haute église, parti qui était resté à l'état latent dès le début » de la

Digitized by Google

colonie ; il savait que les « dissidents pouvaient, tout aussi bien que des épiscopapx, détruire les ours et les loups, abattre les arbres et nettoyer le sol ; » il reconnaissait que les émigrants devaient toujours s'attendre à « une extension dans un pays sauvage de leurs droits naturels ; » il nomma donc pour le conseil deux hommes du parti modéré sur un partisan de l'église anglicane. La balance du pouvoir se trouva ainsi en harmonie avec l'opinion publique. Il calma les contestations soulevées entre les colons et leurs souverains féodaux, par la remise des redevances pour trois et quatre ans, par la régularisation du prix des terres et des moyens de transport, par l'option laissée au planteur de payer ses redevances en argent ou en produits du pays. Afin de resserrer les liens d'amitié avec les Indiens, il organisa un comité pour juger tous les différends qui s'élèveraient entre eux et les blancs. Il s'engagea à protéger les naturels du cap Fear contre les enlèvements d'hommes et exigea d'eux, en retour de cette garantie, qu'ils se montrassent bienveillants à l'égard des marins qui feraient naufrage sur cette côte. Le gouvernement fut constitué, comme il l'avait été dans le Maryland ; les propriétaires nommaient le conseil ; le peuple choisissait ses représentants pour l'assemblée. La défense de la colonie était confiée à la milice. Des relations amicales commencèrent à s'établir avec les Espagnols de Saint-Augustin ; un quaker pouvait respecter la foi d'un papiste. Archdale racheta quatre Indiens convertis par les prêtres espagnols et exposés en vente comme esclaves par les Yammasees, qui les avaient faits prisonniers ; puis il les envoya au gouverneur de Saint-Augustin. « Je vous témoignerai la même bienveillance à mon tour, » répondit celui-ci, « et j'entretiendrai toujours de bons rapports avec vous. » Et, en effet, lorsqu'un vaisseau anglais fit naufrage sur les côtes de la Floride, les Espagnols récompensèrent les procédés humains d'Archdale.

Digitized by Google

La célébrité de la Caroline, cette terre de Canaan de l'Amérique, où coulaient le lait et le miel, commençait à s'étendre. Les Écossais industrieux, également attachés à la liberté et à la propriété, devaient bientôt s'y sentir attirés. Déjà les habitants de la Nouvelle Angleterre se laissaient séduire (1696) par cette contrée qui actuellement « se trouvait dans une bonne condition, honorée qu'elle était d'un gouvernement vraiment anglais, aussi zélé pour les progrès de la vertu que pour ceux du commerce extérieur et du travail. » Aussi les représentants des hommes libres de la colonie déclarèrent-ils qu'Archdale « avait, par sa sagesse, sa patience et ses peines, jeté des fondements solides pour l'édifice le plus glorieux. »

Immédiatement après le départ du législateur quaker, les huguenots furent de nouveau heureusement émancipés par la législature coloniale (1697). La liberté de conscience fut en outre accordée à tous les chrétiens, les papistes exceptés, ce qui est à déplorer. Ce fut le premier acte d'intolérance religieuse de la Caroline.

Peu après l'arrivée d'Archdale en Angleterre, l'œuvre législative des propriétaires fut renouvelée (1698). Le nouveau code proclama la maxime favorite des réformateurs de cette époque, que « tout pouvoir et toute domination sont avant tout naturellement basés sur la propriété. » Mais cette maxime qui, en Angleterre, était, au point de vue des progrès de la liberté, une conquête de l'industrie et du commerce sur l'orgueil de la naissance, fut repoussée dans la Caroline, ainsi que toutes les lois qui en étaient la conséquence. Les procès-verbaux de l'assemblée provinciale (1702) nous apprennent que, lecture faite de ces lois et discussion entamée, paragraphe par paragraphe, la proposition de les admettre à une seconde lecture fut résolue négativement. La Caroline ne voulait ni d'une noblesse héréditaire, ni de la domination de la richesse.

Digitized by Google

Le parti oligarchique de la colonie songea ensuite à favoriser l'établissement d'une religion d'État exclusive. Les non conformistes eux-mêmes avaient consenti à ce qu'on allouât un traitement sur le trésor public à un ministre de l'Église anglicane (1699), et l'orthodoxie s'était vue garantie, comme dans presque toutes les colonies par la menace de la perte des droits civiques et de la prison (1703). En 1704, « les soi-disant membres de la haute Église, » ayant obtenu, par les intrigues de Nathaniel Moore, la majorité d'une voix dans une assemblée qui représentait une population dont les deux tiers étaient des dissidents, privèrent brusquement tous ces derniers de leurs priviléges de citoyens, et, conformément aux précédents anglais, conférèrent à l'Église anglicane, le monopole de la puissance politique. Le conseil, qui n'était plus composé d'après les principes d'Archdale, se rallia au gouverneur, dont l'assentiment à la mesure avait été fort empressé. Dans la Cour des propriétaires, Archdale s'opposa à ce bill, mais lord Granville, le palatin, peu partisan d'une conformité accidentelle, tourna en dérision les paisibles remontrances du quaker. « Vous êtes d'une opinion, » dit-il, « et moi d'une autre; nos vies pourraient n'être pas assez longues pour terminer cette discussion. Je suis pour le bill, et je veux me mettre à la tête de ses partisans, et les soutenir. » Après donc l'exclusion des dissidents de la Chambre des communes, il fut facile d'établir l'Église anglicane par une loi. L'oligarchie choisit en même temps dans son propre sein un comité de commissaires laïques, chargé d'exercer l'autorité en lieu et place de l'évêque. Ainsi, l'esprit d'intolérance qui persécutait les dissidents, s'empara « de la domination souveraine sur le clergé lui-même. »

Les dissidents exclus de la législature coloniale, repoussés avec mépris par les propriétaires, en appelèrent à la Chambre des lords (1706), où prévalait l'influence de Somers. La

Digitized by Google

Chambre vota une adresse à la Reine au sujet des dissidents de la Caroline; les lords du bureau du commerce et des plantations, déclarèrent que les propriétaires avaient violé leur Charte et conclurent à la révocation de celle-ci par la voie judiciaire; quant aux mesures intolérantes, elles furent proclamées nulles et comme non-avenues, en vertu de l'autorité royale. L'assemblée coloniale les abrogea au mois de novembre de la même année; mais, tandis que les dissidents rentraient sous le régime de la tolérance et de la participation à la puissance politique, l'Église anglicane était immédiatement reconnue comme la religion de la province.

Ce compromis se prolongea jusqu'à la révolution. En attendant, la déclaration de la Reine et l'opinion émise par les légistes anglais, entachèrent l'autorité des propriétaires. Des différends s'élevaient continuellement au sujet des redevances et des intérêts financiers de la colonie; et, comme les propriétaires ne pourvoyaient pas suffisamment à la défense du pays, leur pouvoir qui ne présentait point de garantie, même dans leurs propres intérêts, et encore moins dans la politique du gouvernement anglais, ou dans la bonne volonté des colons, n'attendait qu'une occasion pour disparaître complétement.

Cette période de trouble et d'insurrection, de déchaînement des factions et d'excitation populaire, fut néanmoins une époque de prospérité. Le pays vit s'accroître rapidement sa population et l'importance de ses exportations. Le riz, cette plante fertile, y avait été introduite de très bonne heure, de Madagascar; en 1691, la législature s'était déjà occupée de récompenser la découverte de nouveaux procédés pour le nettoyer; la culture en avait constamment pris de l'accroissement, et le riz de la Caroline était estimé le meilleur du monde. De là, l'opulence de la colonie; de là aussi, la multitude de ses nègres esclaves. Les profits que le

Digitized by Google

planteur retirait des champs de riz, l'engageaient à étendre ses domaines; l'Afrique fournissait les travailleurs.

Les céréales ne convenaient guère aux terrains sablonneux avoisinant la mer, ni aux marais d'alluvion. Les bois offraient bien plus d'attraits. Au commencement du XVIIIe siècle, les Caroliniens qui trafiquaient avec les Indiens, avaient pénétré dans l'intérieur du pays jusqu'à un millier de milles. Ce qui leur faisait entreprendre ce commerce, c'étaient les peaux de castor, d'ours, de chats sauvages, de daims, de renards et de blaireaux. Le chêne se fendait en douves que l'on expédiait dans les Indes Occidentales; le tronc des pins était très estimé pour servir de mât, de pont de vaisseau, de solive; le suc de l'arbre fournissait de la térébenthine; de ce même arbre desséché on retirait du goudron au moyen du feu.

Mais la Caroline du Nord produisait plus abondamment encore les matériaux nécessaires à la marine; les esclaves y étaient jusqu'à présent peu nombreux, et les planteurs solitaires s'adonnaient, sous leur doux ciel, et durant les loisirs que leur laissait le travail, à la chasse des oiseaux au fusil. Pendant que le monde se trouvait tout en feu par des guerres d'une extension sans exemple, les habitants peu civilisés de la Caroline du Nord se multipliaient et se disséminaient sans entraves, à la faveur de la liberté personnelle la plus large. A cinq milles au dessous d'Edenton, précisément à la distance de cent verges de la baie, on voit à l'ombre d'un grand cèdre, une pierre qui indique la tombe d'Henderson Walker, qui nous apprend que « la Caroline du Nord jouit de la paix sous son administration. » C'est là l'histoire des quatre années pendant lesquelles la population resta, sans être inquiétée, en possession de sa sauvage indépendance. C'était la liberté de citoyens dans les bois. « La Caroline du Nord » était célèbre, ainsi que l'ancienne Rome, « pour être l'asile

Digitized by Google

des fugitifs; » soixante-dix ans après le commencement de sa colonisation, Spotswood la dépeint « comme un pays où il existe à peine une forme quelconque de gouvernement; » et l'on continua pendant longtemps à dire, sans trop d'exagération, que « dans la Caroline, chacun faisait ce qu'il trouvait bon, sans payer de tribut, ni à Dieu ni à César. »

FIN DU TOME III.

Digitized by Google

TABLE DU TROISIÈME VOLUME

Chapitre XIV. — Les colonies de la baie de Chesapeake . . 5
" XV. — Les nouveaux Pays-Bas 81
" XVI. — Les émigrants nommés quakers aux États-Unis 161
" XVII. — Jacques II consolide les colonies septentrionales 246
" XVIII. — Résultats obtenus jusqu'à cette époque. . 299
" XIX. — Pouvoir absolu du Parlement. 318

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google